

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LA  
**COUR D'APPEL CRIMINEL**  
**EN ANGLETERRE**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le samedi 1<sup>er</sup> février 1913, à 1 heure 1/2*

PAR

**Jacques RAIGA**

Diplômé de Science Pénale.

---

*Président : M. LE POITTEVIN, professeur.*

*Suffragants :* 

|   |                         |
|---|-------------------------|
| } | MM. GARÇON, professeur. |
|   | PERCEROU, professeur.   |

---

**LIBRAIRIE**

DE LA SOCIÉTÉ DU

**RECUEIL SIREY**

22, Rue Soufflot, PARIS, V<sup>e</sup>

**L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs**

---

1913





**THÈSE**  
**POUR**  
**LE DOCTORAT**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les  
thèses ; ces opinions doivent être considérées  
comme propres à leurs auteurs.**



UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LA  
**COUR D'APPEL CRIMINEL**  
**EN ANGLETERRE**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

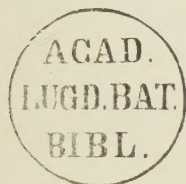
*Le samedi 1<sup>er</sup> février 1913, à 1 heure 1/2*

PAR

**Jacques RAIGA**

Diplômé de Science Pénale

---



*Président : M. LE POITTEVIN, professeur.*

*Suffragants :* 

|   |                         |
|---|-------------------------|
| } | MM. GARÇON, professeur. |
|   | PERCEROU, professeur.   |

---

**LIBRAIRIE**

DE LA SOCIÉTÉ DU

**RECUEIL SIREY**

22, Rue Soufflot, PARIS, V<sup>e</sup>

**L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs**

—  
1913



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41552811\\_0020](https://archive.org/details/IA41552811_0020)



LA

# COUR D'APPEL CRIMINEL

## EN ANGLETERRE

---

### INTRODUCTION

En principe, tout jugement rendu peut faire l'objet d'un appel à une juridiction supérieure. Seul, le verdict du jury, en France, fait exception et est considéré comme devant échapper à tout contrôle. L'idée du peuple juge, du jury, souverain juge du fait, paraît s'opposer à celle de l'appel : qui dit souveraineté dit absence de contrôle.

Une loi de 1907 est venue cependant établir en Angleterre un appel du verdict du jury, le législateur d'outre-Manche ayant pour guide, non point tant les principes dits intangibles, que la réalité des faits.

Quels événements assez puissants ont amené le législateur anglais à introduire pareil changement dans la procédure criminelle ? Cette réforme est-elle due à une évolution lente que le *bill* de 1907 n'a fait que confirmer, ou n'est-elle point, au contraire, le résultat d'un mouvement d'opinion publique, d'une crise

devant laquelle il a fallu céder et abandonner le principe séculaire de l'absence d'appel en matière criminelle ?

Si les événements ont amené le Parlement à modifier ce qui était né de la coutume, comment a-t-il résolu le problème ? a-t-il relégué le jury au second plan, institué un corps de magistrats ayant désormais à loisir le droit de modifier les verdicts, ou bien s'est-il borné à créer un simple contrôle ? Autant de questions méritant un examen approfondi.

A d'autres points de vue, le bill de 1907 est encore plein d'intérêt. A côté de l'appel du verdict du jury, il organise l'appel de la sentence. Le juge anglais jouissant d'une liberté d'appréciation considérable quant au prononcé de la peine, la plus grande diversité régnait parmi les sentences rendues pour le même délit. En donnant à une cour supérieure le droit de modifier la peine prononcée, soit en l'augmentant soit en la diminuant, le législateur a essayé d'apporter un remède à pareil état de choses.

Avant de commencer l'étude du *Criminal Appeal Act*, il nous semble de toute nécessité de rappeler ici brièvement quelques principes de procédure criminelle anglaise, les développements postérieurs ne pouvant qu'y gagner en clarté.

Il existe deux sortes de procédure, l'une dite « sommaire » que l'on oppose à la procédure dite « ordinaire ».

La caractéristique de la procédure sommaire est l'absence du jury : l'accusé est condamné ou acquitté par le juge. Dans la grande majorité des cas, ce juge est le juge de paix auquel la loi a conféré le pou-

voir de prononcer des peines privatives de liberté ou des peines pécuniaires dans des hypothèses déterminées. La compétence du juge est territoriale et non personnelle, il ne peut donc connaître que des délits commis dans son ressort. Parmi les délits poursuivis « sommairement » on peut citer les délits commis par les enfants, les coups, les petits vols, les délits de jeux. Une *information* est dirigée contre l'accusé. Le jour fixé, celui-ci doit comparaître, les témoins à charge et à décharge sont entendus, le juge prononce alors son jugement.

Dans le cas d'« indictable offense » l'accusé peut dans certains cas, notamment dans ceux où l'amende ne peut dépasser 20 shillings ou la peine de 15 jours d'emprisonnement, être poursuivi sommairement devant une *petty sessional court* composée de deux ou plusieurs juges ou du Lord Mayor et d'« aldermen » de la cité de Londres (1).

Sauf dans les cas où l'accusé a plaidé coupable ou a reconnu le bien fondé de l'*information*, appel peut-être interjeté du jugement rendu devant la *Court of quarter sessions*, sous certaines conditions prévues par le *Summary jurisdiction act 1879*. De même un juge de la Haute Cour peut autoriser dans certaines hypothèses le condamné à porter son cas devant cette cour.

Contrairement à ce qui existe dans la procédure ordinaire, la loi seule a organisé la procédure sommaire et déterminé les cas où elle pouvait avoir lieu.

Le caractère général de la procédure ordinaire est

1. Summary jurisdiction, act 1879.



d'être accusatoire (1) et de se dérouler devant le jury. L'accusé, après avoir été interrogé par un magistrat, immédiatement après son arrestation, est renvoyé, s'il y a lieu, en vertu d'un acte, appelé *indictment*, devant un premier jury, jury d'accusation, connu sous le nom de « grand jury » ; ce dernier examine l'acte d'accusation qui contient l'incrimination sous laquelle sont poursuivis les faits et décide s'il y a lieu de continuer la poursuite ou non. Dans certains cas de délits graves (*misdemeanours*), commis notamment à l'encontre du Gouvernement ou de la magistrature, la procédure suivie demandant à être plus rapide, le « grand jury » n'est pas consulté, l'« Attorney general » poursuit directement devant le jury de jugement en vertu de la procédure dite « *by information in officio* ».

Traduit devant le « petty jury », ou jury de jugement, l'inculpé doit déclarer s'il plaide coupable ou non coupable (2). Toute la procédure future dépend de sa réponse.

Si l'accusé plaide « coupable », le jury n'a pas à intervenir, la question de culpabilité n'étant pas controversée. La Cour après l'exposé des faits par l'accusation et l'audition de la défense, prononce la sentence.

1. L'accusation peut émaner d'un particulier qui prend en main la défense de la société ou du *Director of Public Prosecutions*. En cas de mort violente, la procédure est inquisitoire et est menée par un magistrat spécial « le Coroner » ; un jury réuni par ses soins décide s'il y a eu crime, accident, ou suicide.

2. L'accusé est « *arraigned* » ou saisi d'une requête l'invitant à se disculper. « *How say you X? are you guilty or not guilty?* » En cas de mutisme de sa part il est considéré comme plaidant « non coupable ».

Au contraire, l'inculpé déclare-t-il plaider « non coupable », ce qui est de beaucoup le cas le plus fréquent, le « petty jury » est appelé à décider sur la culpabilité ou non de ce dernier. L'accusation expose les faits, fournit ses preuves, cite ses témoins, la défense fait de même ; chaque partie ayant le droit de réinterroger les témoins cités par la partie adverse, procédure appelée « cross-examination » (1). Avant que le jury ne se retire, le président de la Cour résume à son intention toutes les phases du débat, en vue de rétablir, s'il y a lieu, par ses observations, l'équilibre qui doit exister entre la défense et l'accusation. Le verdict peut être de différentes sortes : il est dit *general* lorsque, embrassant la totalité de l'affaire, il déclare l'accusé coupable ou l'innocente ; certaines qualifications sont-elles seules retenues, il est dit *partial*. Enfin par le *special verdict* « le jury déclare constants tels ou tels faits sans statuer sur la qualification, laissant la Cour libre d'apprécier s'il y a lieu de les incriminer ou non.

En effet, juge et jury ne sont pas saisis des faits, mais de la qualification sous laquelle ils sont poursuivis, qualification contenue dans *l'indictment* d'où l'extrême importance de cet acte. Une qualification fausse entraîne nécessairement un acquittement, quitte à l'accusation à poursuivre à nouveau sous une qualification plus juste.

L'accusé une fois déclaré coupable par le jury, le juge prononce la sentence : ses pouvoirs à cet égard

1. Cette procédure d' « examination » et de « cross-examination » se déroule selon un ordre quasi sacramentel ; en voir le tableau, Harris : *Principles of the Criminal Law*, p. 392.

sont très larges. Limité seulement par un maximum, il peut appliquer des peines d'un taux très variable suivant les faits de la cause.

Avant le *Criminal Appeal Act* de 1907 le condamné n'avait aucun recours : condamnation, sentence, étaient définitives.

Dans son ensemble, la procédure criminelle n'était point favorable à l'accusé. Legs du passé, elle en avait gardé toute la sévérité jusqu'à ces dernières années. Depuis un siècle une longue série de bills est venue améliorer la situation de l'inculpé, lui donner plus de garanties ; c'est ainsi qu'en 1851 un *act* apporta de nombreuses améliorations dans toute la phase de la procédure se déroulant à l'audience, qu'en 1867 les témoins cités par la défense purent exiger d'être remboursés des frais qu'ils avaient faits (2). En 1898 le *Criminal Evidence Act* permit à l'accusé de servir de témoin dans sa propre cause (3). Par un *Act* voté en 1903 les Cours purent nommer d'office un avocat, un *solicitor* à l'inculpé qui n'en pouvait faire les frais (4). Le *Criminal Appeal Act* de 1907 en instituant l'appel au criminel vient tout naturellement se ranger parmi ces bills de réforme et, par ses dispositions accentuer encore le mouvement en faveur de la défense. Ce mouvement, semble-t-il, ne s'arrêtera pas là, et sans peut-être trop préjuger de l'avenir, il est permis d'assurer que le « Compensation bill » ne saurait tarder à être inscrit dans le « Statutes'Book ». Grâce à lui tout in-

1. 14-15. Vict. c. 100.

2. 30-31. Vict. c. 35.

3. 61-62. Vict. c. 36.

4. 3 *idem* a. c. 38. *Defense of Poor Persons Act*.



dividu victime d'une erreur judiciaire, un acquitté après avoir subi de la prison préventive, recevrait une indemnité égale au préjudice que lui aurait causé son emprisonnement : simple imitation de ce qui existe déjà en Allemagne depuis 1904.

Grande est la place qu'occupe le *Criminal Appeal Act* de 1907 dans l'évolution de la procédure anglaise; c'est son étude que nous entreprenons.

Dans une première partie, nous étudierons son histoire. Après avoir examiné rapidement les exceptions qui existaient au principe séculaire : « Pas d'appel au criminel », nous verrons comment les événements ont peu à peu forcé le législateur à voter la réforme que certains juristes et membres du Parlement souhaitaient de voir réaliser depuis une soixantaine d'années, et comment deux erreurs judiciaires, les affaires Beck et Edalji peuvent être considérées, en raison du mouvement d'opinion qu'elles déchaînèrent, comme les causes directes et immédiates du succès de cette grande réforme.

Les débats qui eurent lieu tant à la Chambre des Lords qu'à celle des Communes nous apprendrons en outre les raisons théoriques qui militent en faveur de l'appel du verdict du jury et de l'appel des sentences et celles qui furent opposées à une telle innovation.

Dans une deuxième partie, nous exposerons les différentes dispositions de l'*Act*. Nous étudierons successivement le droit d'appel et les personnes à qui il est conféré, la Cour d'appel criminel et les différents pouvoirs qui lui sont reconnus, tant dans le cas d'appel de la condamnation que dans le cas d'appel

de la sentence. Un chapitre sera également consacré aux différents moyens qui permettent à la Cour de prendre connaissance de l'affaire jugée en première instance. Quant à la procédure qui a un caractère très particulier, nous nous bornerons à en présenter très succinctement les principes. Une large part sera faite également à l'exposé de la jurisprudence de la Cour. Le législateur de 1907 ayant laissé à la Cour un champ d'appréciation presque sans limite, la jurisprudence prend de ce fait une importance considérable ; aussi bien nous essaierons, autant qu'il est possible, de dégager des arrêts les principes généraux que la Cour a pris comme guide pour mener à bien la tâche qui lui incombait de corriger les erreurs judiciaires, soit de fait, soit de droit, et d'amener une plus grande uniformité dans les sentences.

Enfin, sous forme de conclusion, nous exposerons l'œuvre de cette nouvelle institution anglaise telle que nous la révèlent les statistiques et nous examinerons si certains amendements ne sont pas nécessaires.

Tel est le plan général que nous suivrons au cours de cette étude de procédure anglaise. Nous n'avons pas cru devoir y tenter le plus petit rapprochement avec telle ou telle institution française, la procédure de révision par exemple. Certes il peut y avoir certaines ressemblances à première vue dans des hypothèses particulières, mais à vouloir comparer des institutions qui, au fond, sont grandement différentes, ou risquerait fort de les fausser l'une et l'autre.

Quant à la question de savoir si le principe de l'appel du verdict du jury pourrait être introduit dans notre procédure criminelle, loin de nous la pensée

de résoudre pareille difficulté. Si l'institution nouvelle a assuré d'heureux résultats en Angleterre, c'est qu'elle répondait à un réel besoin : une institution semblable qui viendrait bouleverser les principes fondamentaux de notre procédure n'aurait peut-être pas d'aussi heureux effets. Notre jury présente de très graves défauts ; ses verdicts sont souvent malheureux, mais, il ne faut pas l'oublier, si en Angleterre la procédure criminelle est purement coutumière, la nôtre est codifiée et donne nombre de garanties à l'accusé, notamment la procédure de révision. Si le jury anglais peut être considéré comme juste mais sévère, le nôtre est enclin trop souvent à se montrer indulgent. De graves défauts inhérents à l'administration de la justice criminelle s'étant révélés, le Parlement anglais y mit un terme en votant le *Criminal Appeal Act*. Les défauts de notre jury semblent de tout autre nature. Pareille réforme les corrigerait-il ? En droit comme en médecine ne doit-on pas dire : à chaque maladie son remède ?

Qu'il nous soit permis, avant d'aborder le fond de notre étude, de remercier notre cher Maître, M. le Professeur Le Poittevin, de nous avoir indiqué ce sujet, que nous avons essayé de mener à bien, grâce aux sages conseils et aux aimables encouragements que nous l'avons toujours trouvé prêt à nous donner ; qu'il nous soit également permis de remercier l'Honorable Sir Walter G. F. Phillimore Bart., Juge de la Haute-Cour de Justice, des renseignements si utiles qu'il a bien voulu nous fournir, au cours de l'audience qu'il nous a fait l'honneur de nous accorder pendant notre séjour à Londres.





## TITRE I

### HISTORIQUE

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### De l'appel au criminel avant la réforme de 1907

Si la conscience populaire est troublée par la perpétration d'un crime laissé impuni, combien plus grand encore est le trouble où peut la jeter la condamnation d'un innocent. Les sages, comme les autres hommes, peuvent se tromper. Les faits dont ils ont à connaître sont souvent fort complexes. Certaines apparences, une ressemblance malheureuse, un concours de circonstances mal définies peuvent entraîner une erreur. Permettre au condamné, en cas de doute sur sa culpabilité, d'interjeter appel apparaît comme une garantie nécessaire à toute bonne justice. Jusqu'au *Criminal Appeal Act* une idée contraire avait prévalu en Angleterre : « Point d'appel au criminel », tel était le principe, que la notion du jury, juge souverain du fait, avait imposé

depuis des siècles (1). Ces douze *true men* n'étaient-ils pas les représentants du peuple, n'avaient-ils pas été chargés pour lui de dire la justice en son nom ? Donner le droit d'en appeler de leur verdict eût été la négation de toutes ces idées, legs de la coutume et du passé.

L'histoire nous révèle cependant qu'un certain contrôle fut exercé sur le jury, grâce à une institution ancienne tombée depuis de longues années en désuétude, celle de l'*attaint*. En elle, on peut voir l'origine lointaine de l'appel en matière criminelle (2).

Corrompre un jury et obtenir de lui un verdict d'acquittement était chose facile, si l'on en croit les chroniqueurs de 1250. La procédure de « l'attaint » avait été créée pour mettre fin à pareil état de choses. Sur

1. La souveraineté du jury fut reconnue officiellement en 1670 par une assemblée des juges d'Angleterre [Pike, *History of criminal law* 1880 VII, 368-369.]

2. Une grande controverse a séparé pendant longtemps les juristes anglais sur le point de savoir si la pratique de l'« attaint » existait au criminel. A en croire les « Reports del Cases en Ley » [Henri IV 50.51.54. Henri VI 6, 36 et les assertions de sir Matthew Hale au xvii<sup>e</sup> siècle, le « writ of attaint » pouvait être délivré aussi bien en matière civile qu'en matière criminelle. Cependant en sens contraire il existe un jugement rendu par le juge Holt en 1699 déclarant que le « writ of attaint » ne pouvait être délivré que contre un jury civil, façon de voir suivie par Hawkin « Pleas of the Crown ». Cependant depuis Blackstone les auteurs admettent que « au criminel si le verdict est notoirement faux, le jury peut être puni et le verdict cassé par la procédure de « l'attaint » [4. B. I. *Common*. 361]

Pour la discussion de la controverse dans un article de Sibley dans la « *Law Magazine and Law review* de 1907 p. 321 et Stephen. *Hist. of Crim. Law* I. 576.



la demande de l'accusation, les faits étaient à nouveau soumis à un jury composé de 24 membres. Son verdict différerait-il de celui rendu par les premiers jurés, ceux-ci étaient mis en accusation, marqués d'infamie, leurs biens étaient confisqués. Plus tard le condamné eut également le droit de demander au roi qu'un *writ of attaint* fût délivré à l'encontre du jury qu'il soupçonnait de s'être laissé corrompre par la poursuite. Jamais en pratique la procédure de l'*attaint* ne fonctionna d'une façon régulière « attendu que l'on répugne à faire marquer son voisin d'infamie en désapprouvant son verdict(1) ». Dès la fin du xv<sup>e</sup> siècle elle tomba dans l'oubli (2) mais elle ne fut abrogée que longtemps après par le « County Jury act » de 1825 (3).

Si l'on fait abstraction de la partie purement infamatoire de l'*attaint*, il y aurait là, une sorte d'appel du verdict du jury : appel d'un jury de douze jurés à un jury de vingt-quatre jurés (4). Le verdict était contrôlé par un jury et non par un corps de magistrats. Le principe : le juré est le juge du fait, le magistrat le juge du droit, était entièrement respecté (5).

1. Smith. *Commonwealth of England*, 1565, Livre III, ch. 2.

2. Dès 1451 on trouve rapporté que les habitants de Swoffham demandèrent au Parlement d'annuler un verdict rendu par un jury accusé de parjure, le *writ of attaint* n'étant pas en leur âme et conscience une sanction que la pratique pût conserver [*Draft of the petition of the town of Swaffham, Paston letters*, n° 151].

3. 6. Geo IV C. 50 S. 60.

4. On retrouve là la vieille idée que la justice sera d'autant mieux rendue que les jurés seront plus nombreux, en raison de la difficulté matérielle de les corrompre tous.

5. Pollock. *History of Eng. Law*. t. II, p. 261.

Ces premiers vestiges d'un appel en matière criminelle, ne furent pas compris par les auteurs de l'époque. La partie importante pour eux, dans l'*attaint* était celle frappant d'infamie le jury. Une des preuves évidentes de ce fait est la disparition, dès le xiv<sup>e</sup> siècle, de ce que les auteurs modernes considèrent comme l'origine de l'appel, et la survivance de la responsabilité du jury. Jusqu'à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, en effet, le jury encourut une amende et même la prison, toutes les fois que son verdict apparaissait comme contraire aux faits et à la raison, les juges dans ce cas le soupçonnant toujours de s'être laissé corrompre par l'une des parties. Smith (1) nous rapporte, qu'en 1554, un jury ayant rendu un verdict déclaré contraire à la vérité (*untrue*), les jurés furent mis en prison. Conduits devant le Conseil de la « Star Chamber » ils se virent infliger une amende de 1.000 livres sterlings. Cette vieille idée de la responsabilité du jury disparut vers la fin du xvii<sup>e</sup> siècle (2), époque à laquelle les juges renoncèrent à frapper d'une amende un jury soupçonné de corruption, pour avoir rendu un verdict contraire aux preuves à lui soumises.

Le « writ of attain » tombé dans l'oubli, seul subsista le principe, en vertu duquel il n'y avait point d'appel en matière criminelle. Si ce principe de procédure exista en fait pendant des siècles, il ne fut reconnu par le législateur qu'en 1873 dans le *judi-*

1. Smith. *Common. of England* Livre III, ch. 2 affaire Throcmorton.

2. Le dernière exemple peut se placer vers 1674 : le jury qui condamna un innocent, du nom de Brushel, fut frappé d'une forte amende. Voyez Vaughan: *Laws and Evidence*, p. 155.

*cature act* : La section 47 de cet acte porte : « Aucun appel ne pourra être interjeté devant la Haute Cour en matière criminelle. » La Cour d'appel que le *judicature act* venait de créer ne pouvait et ne devait fonctionner qu'au civil. Lord Esher en 1888 l'affirma solennellement en prenant parti dans la controverse qui s'était élevée à propos de l'interprétation des mots « en matière criminelle », il déclara : « L'intention du législateur est qu'aucun appel ne peut exister en matière criminelle, la juridiction de la Cour d'appel étant réservée aux affaires civiles, il faut donc, par là même prendre les mots « au criminel » dans leur sens le plus large (1). »

Si tel était le principe qui, pendant de longs siècles, fut en vigueur dans la procédure criminelle anglaise, il n'en est pas moins vrai que de nombreuses exceptions y furent apportées, exceptions dues à la force même des choses, à la nécessité où se trouva le juge de ne point laisser le jury sans contrôle. A côté des moyens de droit qui avaient pour but de faire rejurer l'affaire par un nouveau jury comme le *venire de novo* et la procédure du « new trial », la procédure par voie de « writ of error » permettait de corriger certaines erreurs de fait ou de droit, enfin la pratique des « Crown Cases Reserved » donnait au condamné le droit d'interjeter appel sur une pure question de droit.

1. Le critérium proposé par Lord Esher dans ce jugement rendu en 1888 était celui-ci : Il y a matière criminelle toutes les fois que la procédure peut (*may*) et non pas doit (*must*) aboutir à une peine privative de liberté. Pour la jurisprudence et le résumé de la controverse, voir *The annual practice*, 1912, 2<sup>e</sup> volume, p. 653 et Forster Fulton. *The law and practice of a case stated*, 1902, p. 100.

1° *Venire de Novo. New Trial.*

De tout temps le pouvoir a été reconnu aux Cours de jugement de renvoyer le jury saisi d'une affaire, d'en réunir un autre, de faire prêter serment à ce dernier et de lui soumettre à nouveau l'affaire. La Cour était considérée comme ayant le pouvoir d'accorder un « writ of venire facias de novo juratores ». Ce droit ne lui appartenait que dans les cas déterminés par la coutume, cas en réalité peu nombreux (1).

En règle générale, on peut dire qu'un « venire de novo » est possible toutes les fois que, par suite d'une faute de procédure, ou d'une grosse faute de la part du jury, aucun jugement ne peut être rendu, à condition cependant que cette erreur de procédure ou autre, apparaisse sur le journal d'audience ou *record* (2). Cependant il existe des cas où un « venire de novo » a été autorisé, même lorsque l'erreur n'apparaît pas sur le *record* (3), notamment

1. Une Cour inférieure comme une Cour de « quarter sessions » peut ordonner une « venire de novo » [R. V. Wilson, 1871, L. R. 6, C. p. 381].

2. Le « record » est le journal d'audience tenu par le greffier où se trouve copiées les principales pièces de la cause, notamment l'acte d'accusation et le verdict. Voir plus loin au chapitre « writ of error » pour plus de détails.

3. Dans l'affaire *Fowler and Senton* [4 B. and Ald., 273] le verdict une fois rendu, le juge président de la Cour est averti que, pendant le délibéré, un des jurés a eu un entretien avec une personne étrangère. La Cour cassa le verdict et ordonna un « venire de novo », jamais le *record* ne pouvant mentionner pareil fait. La décision des juges attaquée par voie de « writ of error » (voir plus loin) fut confirmée.



Lord Campbell déclara dans l'affaire Mellor (1) : « Si le « *writ of venire de novo* » ne fournit pas la preuve de l'erreur, source du « *writ of venire de novo* », celle-ci peut être prouvée pas d'autres moyens. » C'est là une atténuation de la pratique ancienne qui fut reconnue dans la dernière jurisprudence.

Déterminer exactement quelles sont les erreurs qui, d'après la jurisprudence, sont la source du « *venire de novo* » est tâche fort délicate, les cas n'en n'ayant été rapportés qu'exceptionnellement dans les « *Law reports* ». Il semble possible cependant de distinguer deux sortes de fautes : les fautes de procédure et celles qui entachent le verdict. Parmi les premières peuvent se classer : le défaut de compétence de la Cour (2) par rapport au lieu, à la personne ou au temps, ainsi que le défaut de prestation de serment, ou le refus du droit de récusation (3). Les secondes, celles qui concernent le verdict du jury, apparaissent comme ayant une importance plus grande au point de vue de l'appel. En effet, d'après une jurisprudence bien établie, toutes les fois que la Cour considère le verdict comme ambigu, ou insuffisant (4) elle peut accorder un « *venire de novo* ». Certains auteurs s'emparant de cette jurisprudence, prétendirent qu'il y

1. Dears and B. 468.

2. Murphy, L. R. 2 PC. 593.

3. Edmonds 4 B. and Ald., 973.

4. Le juge Blackburn dans l'affaire Winsor [35. L. J. MC, 121] déclarait : « Le vrai principe est celui-ci : toutes les fois qu'après les débats il n'y a pas eu de verdict décisif soit de culpabilité, soit d'innocence, ou toutes les fois que par suite d'une erreur, le jugement est inexistant, un « *writ of venire facias de novo* » est possible. » Cette affaire est considérée comme ayant fixé définitivement la jurisprudence.

avait là une sorte d'appel, désireux peut-être qu'ils étaient de prouver que toute réforme en ce sens était inutile. Ce serait aller bien loin et méconnaître la véritable nature du « venire de novo » : le verdict est-il ambigu, est-il insuffisant ? la Cour peut se trouver dans l'impossibilité matérielle de prononcer un jugement, force lui est donc, exactement comme dans le cas d'un vice de procédure, de renvoyer le jury et de recommencer le procès dans son entier : le « venire de novo » n'a pas d'autre but, que le vice porte sur le verdict ou sur la procédure, si dans l'un ou l'autre cas, on aboutit à un jugement qui n'en est pas un (*mistrial*) ou si le jugement ne peut être prononcé (1).

A côté de l'ancienne pratique du « venire de novo » devait se dégager peu à peu une nouvelle institution qui, bien que fort imparfaite, se rapproche plus de l'idée d'un droit d'appel. Vers la fin du xvr<sup>e</sup> siècle, les juges de la Division du Banc du Roi (*King's Bench Division*) prirent l'habitude de renvoyer l'accusé devant un autre jury, pour y être jugé à nouveau, lorsque le verdict rendu leur paraissait contraire à la vérité (*untrue*). Cette pratique semble être née à la suite de la disparition de la procédure de « l'attaint », les premiers exemples que nous en trouvons, se rapportant à des cas où le jury s'était laissé corrom-

1. Forme du *venire de novo* : Comme il apparaît à la Cour de jugement que le verdict rendu contre... est ambigu, attendu que la Cour annule ce dit verdict... le sheriff de... reçoit l'ordre de convoquer un nouveau jury à... grâce auquel la vérité sur cette affaire sera mieux connue. » Voyez : *Criminal Pleading*, chap. VIII, p. 250, et Stephen. *Comm. of the laws of England*, t. IV, p. 401.

pre. Mais en fait, la procédure du « new trial » (1) ne prit guère d'importance qu'au cours du xvii<sup>e</sup> siècle (2).

Aucun texte, aucune loi ne vint fixer les cas où la Division du Banc du Roi pourrait user du pouvoir qu'elle s'était arrogé. D'après une jurisprudence constante, un « new trial » ne fut accordé que dans les cas de « misdemeanours » (3) ou délits graves, cependant à en croire certains arrêts anciens il y aurait eu des exemples de « new trial » en cas de « felony », et de trahison (4). Cette procédure étant particulière à la « King's Bench » il fallait donc que celle-ci fut saisie de l'affaire au préalable ou l'ait évoquée par « writ of certiorari » (5). Cette Cour depuis un temps immémorial jouissait, en effet d'un droit d'évocation au cas de « misdemeanours » pourvu toutefois que la Cour inférieure n'eût pas encore rendu son jugement. C'était là un droit discrétionnaire auquel seule la sagesse des juges anglais avait mis une limite. « La Cour, avait déclaré en 1811 Lord Ellenborough (6),

1. Chitty : *Criminal Law*, I, p. 654.

2. « New trial » : « nouveau jugement » est le nom sous lequel toute cette procédure est connue en droit anglais.

3. On ne peut traduire que très imparfaitement le mot « misdemeanour » par « délit grave ». La différence entre le « misdemeanour » et la « felony » est purement coutumière, aucune règle ne préside à cette distinction. Une infraction est, soit un « délit grave », soit une « felony », tout dépend de la coutume.

4. *Rv. May bey*, 1796, 6. TR 638 à partir de 1826 il n'y en a plus d'exemples.

5. Le « writ of certiorari » consiste en une lettre de chancellerie adressée à une Cour inférieure dans le but de faire déposer au greffe du tribunal évocateur toutes les pièces de procédure d'un procès pendant devant la dite Cour inférieure.

6. *Rv. Oxford* 13 *East* 415.

doit user avec la plus grande circonspection du pouvoir qui lui appartient de s'immiscer dans les affaires portées devant les juridictions inférieures du Royaume. La Cour ne délivrera désormais un « writ of certiorari » que dans les cas où il existe déjà un précédent ». Pour que la procédure du « new trial » fût possible peu importait d'ailleurs que la Division du Banc du Roi jugeât « grave » le délit dont elle avait été saisie ou qu'elle avait évoqué, cette Cour ayant toujours le droit de renvoyer l'affaire aux fins du jugement devant une Cour de « Nisi Prius » (1).

Suivant la jurisprudence, la « King's Bench Division » brisait le verdict rendu et renvoyait l'affaire devant un nouveau jury aux fins de « new trial » toutes les fois que le verdict lui apparaissait soit comme contraire aux preuves, soit comme rendu sous quelque influence fâcheuse : un résumé tendancieux de l'affaire par le juge, l'acceptation d'une preuve qui aurait dû être rejetée ou le rejet d'une preuve qui aurait dû être admise. Dans routes ces hypothèses et à la différence de ce qui se passait dans la procédure du « venire de novo », il y avait un véritable appel, appel à la Division du Banc du Roi qui renvoyait devant un autre jury, mais appel combien restreint, combien imparfait ! Restreint puisqu'il ne pouvait s'appliquer que dans le cas de « misdemeanours »,

1. Cour de « Nisi Prius » est celle composée d'un seul juge et d'un jury. D'après le 13 Edw I les juges d'assises sont compétents pour juger dans tous les comtés. Cependant dans les cas pressants, le « sheriff » peut réunir un jury et lui soumettre les faits « nisi prius », *unless before that day* (à moins qu'avant ce jour), les juges d'assises ne viennent dans le comté.



imparfait puisque le juge n'avait qu'à prononcer son jugement dès le verdict rendu pour rendre tout « writ of certiorari » impossible (1).

A côté de la procédure par *new trial* était née de la coutume une autre institution, celle du « writ of error » ou « bref d'erreur » qui développée, améliorée aurait pu tenir lieu d'appel au criminel.

### *Writ of error.*

Jusqu'au règne de la reine Anne, l'accusé pouvait demander à l'« Attorney general » (2) de déclarer le jugement rendu contre lui erroné et de faire casser la condamnation par la Division du Banc du Roi. C'était là une pure faveur et le seul moyen dont disposait la Couronne pour faire échapper ses protégés à une condamnation. Sous le règne de la reine Anne, la Cour déclara qu'elle ne casserait la condamnation pronon-

1. Dans la jurisprudence ancienne de la Division du Banc du Roi, la Couronne pouvait obtenir que l'accusé acquitté par un jury fût déferé devant un autre, dans les cas de verdict d'acquiescement notoirement erroné, ou obtenu par fraude [R. V. Sutton, 2 L.J. MC., 5]. Jurisprudence due à la vieille idée que le droit d'appel n'a aucune raison d'être accordé à l'une des parties sans l'être à l'autre, un procès criminel étant une lutte judiciaire entre le défendeur et l'accusateur. Quant à la procédure suivie dans le cas de « new trial » voir les Crown Offices Rules, 1906, règles 170 et suivantes auxquelles nous nous contentons de renvoyer, celles-ci ne présentant qu'un intérêt purement rétrospectif, la loi de 1907 ayant aboli le « new trial ».

2. L'« Attorney general » est le représentant de la Couronne, et est choisi parmi les membres de la Chambre des Communes; il a pour mission au criminel de mener à bien les poursuites intentées au nom de la Couronne: il doit répondre à toutes les questions posées au Gouvernement sur des sujets de droit d'intérêt public.

cée pour délit grave « (misdemeanour) » que s'il y avait une erreur réelle. Plus tard seulement la procédure de « l'erreur » cessa d'être une pure faveur en cas de trahison et de crime « (felony) » pour devenir, comme au cas de « misdemeanour », une sorte d'appel, toutes les fois qu'une erreur entacherait la procédure suivie (1).

A partir de cette époque, le « writ of error » apparaît donc comme étant un écrit émanant du département de l'Office de la Couronne à la Division du Banc du Roi (*Crown Office Department of the King's Bench Division*) ayant pour but de faire remettre à une juridiction supérieure les pièces de procédure (*record*) du jugement attaqué, aux fins d'examen (2). Ces lettres d'évocation d'un caractère tout particulier ne pouvaient être délivrées que par une juridiction supérieure à l'encontre d'une juridiction inférieure : ainsi elles pouvaient émaner de la Division du Banc du Roi à la Haute Cour de justice à l'encontre de toutes les juridictions inférieures (3), de la Cour

1. Voir Stephen. *Hist. of the criminal law of England*, t. I, p. 309.

2. On peut donc dire que le « writ of error » est de la même nature que le « writ of certiorari », tous deux ayant pour but de porter l'affaire sujette à discussion d'une juridiction inférieure devant une juridiction supérieure ; la différence résidait en ceci : le « writ of certiorari » ne pouvant être accordé que si le jugement n'est pas prononcé, le « writ of error » ne le pouvant être qu'après jugement. V. Archbold. *Criminal pleading*, 22<sup>e</sup> édit., p. 259.

3. Crown Offices Rules, 1906, règle 173. Avant 1906 et depuis le « judicature act » de 1873 une difficulté s'était élevée. Les paragraphes 16, 29 et 37 de cet acte faisant des Cours d'assises et de la « Central Criminal Court » des branches de la Haute Cour, on se demanda si la King's Bench Division était compétente pour juger des erreurs commises par ces cours et portées devant elle par voie de « writ of

d'appel (1) à l'encontre de la *King's Bench Division* et enfin de la Chambre des Lords à l'encontre de la Cour d'appel (2).

Seul l'accusé pouvait demander la délivrance d'un « writ of error » ; de même que ses héritiers dans le but de faire effacer la condamnation pour trahison ou « felony » qui entachait la mémoire de leur auteur ; toute autre personne, quelque important que pût être son intérêt ne pouvait l'obtenir (3). L'accusé désirant faire réviser son procès devait démontrer qu'une erreur le viciait et obtenir l'autorisation préalable de l'Attorney general (4).

La juridiction supérieure une fois saisie par le « writ of error » pouvait avoir à examiner deux sortes d'erreurs entachant le jugement rendu par la juridiction inférieure : erreur de droit, erreur de fait.

Si une erreur de droit était invoquée, pour que la « King's Bench Division » puisse l'examiner, deux conditions étaient nécessaires : l'erreur devait être appa-

error » [Rv. O'Brien, 1890. L. R. (J. v.) 451-523]. Les « Crown Office Rules » de 1906 mirent un terme à la controverse en disposant dans la règle 173. « Une erreur commise dans un jugement par une Cour d'assise ou la Cour centrale criminelle, ou toute Cour inférieure de « record » ayant juridiction criminelle, sera portée devant la Division du Banc du Roi. »

1. Judicature Act, 1873.3.47.

2. Judicature Act, 1876.3.10.

3. Marsh's Case (1791) Cro. Eliz. 225, 273, 558. — Foxley's Case (1601)

4. Co. 111 a.

5. Si l'Attorney general refusait de donner son autorisation au *fiat*, l'accusé pouvait porter sa demande directement devant la King's Bench Division, mais il n'y a aucun exemple de décision de l'attorney confirmée par cette Cour. V. Crown Office Rules 1906, règles 173 à 196.

rente sur le « record » et ne devait pas avoir été corrigée par le verdict.

L'erreur de droit devait être apparente sur le « record ». Le « record » est un acte semi-officiel rédigé par le greffier du tribunal, à la suite de l'acte d'accusation « indictment ». Il indique les noms des jurés, fait savoir si l'accusé a plaidé coupable ou non coupable et donne le verdict rendu par le jury : le « record » ne relate ni les preuves apportées par les parties, ni le résumé de l'affaire par le juge. « Rien de plus informel, rien de plus maigre ne peut être imaginé » (1). C'est sur cet acte de procédure que l'erreur de droit invoquée devait être visible, sinon la Division du Banc du Roi où tout autre Cour supérieure était dans l'impossibilité matérielle de la relever, le « record » étant la seule pièce de procédure à elle communiquée par la voie du « writ of error ».

Dans la majorité des cas, l'erreur, alléguée portait sur l'acte d'accusation copiée en tête du « record » soit que l'« indictment » contint une incrimination non punie par la loi (2), ou la coutume, soit encore, cas plus fréquent, que l'« indictment » fût insuffisamment rédigé et présentât des lacunes : Par exemple, dans une poursuite pour escroquerie, l'indication des manœuvres frauduleuses avait été omise (3); dans le cas de poursuite pour publication de livre obscène, les principaux passages incriminés n'étaient pas men-

1. Stephen. *Hist. of C. law of Engl.*, I. p 312. — Renton et Robertson : *Encyclopædia of laws of England*, 2<sup>e</sup> édit., t. 12, p. 434.

2. Rv. Winsor, 1866, L. R. I Or B., 289.

3. Rv. Mason, 2 TR. 581 ; Rv. King. L. J. (MC), 172.

tionnés ou l'étaient insuffisamment (1) ; si l'erreur était purement formelle, la procédure par « error » depuis 1851 (2) devait être entamée avant même que le jury eût prêté serment, sinon elle était inopérante (3).

En tout cas il ne fallait pas que l'erreur de droit commise ait été corrigée par le jury en rendant son verdict. Cette restriction à la procédure par voie de « writ of error » fut établie en 1826 (4).

Les erreurs de droit apparentes sur le « record » n'étaient pas les seules qui pouvaient être corrigées par la procédure de l'*error*, certaines erreurs de fait pouvaient l'être également. Parmi elles on pouvait classer tous les faits qui, prouvés, démontraient que le jugement rendu était erroné. Si l'on examine la jurisprudence, on s'aperçoit que les erreurs de fait ainsi invoquées n'étaient que des erreurs de procédure : ainsi, les témoins appelés à déposer devant le « grand jury » (jury d'accusation), n'avaient pas prêté serment (5), les jurés avaient été choisis d'une façon irrégulière (6) ou bien encore la poursuite avait été entamée par une personne qui n'avait pas compétence

1. Rv. Bradlaugh (1878) L. R. 3 Or B D, 607.

2. *Criminal Procedure Act*, 1851, sect. 25 : voulut mettre fin à certains cas scandaleux : une condamnation pouvait se trouver cassée dans le cas d'une pure erreur de mots commise soit par le poursuivant, soit par le greffier, v. Holdsworth : *History of English law* : t. III, p. 129.

3. On ne pouvait attaquer pour erreur un point de procédure laissé à la discrétion du juge tel que le fait de renvoyer le jury avant que ce dernier ait rendu son verdict.

4. 7. Geo. IV, C. 64, S. 21.

5. R. et O'Connel, 1844, II, Cl. and, F. 155.

6. Irwin et Grey, 1867, L. R. 2. H. L. 20.



pour le faire (1). « Le « record » ne mentionnait pas ces erreurs. Très rarement on pouvait les trouver indiquées sur les notes prises par le greffier en cours d'audience, notes purement privées ; aussi rien d'étonnant à ce que les cas où une procédure par *error* ait abouti lorsqu'il s'agissait d'une erreur de fait, soient peu nombreux (2).

Une double erreur de fait et de droit ne pouvait primitivement être invoquée simultanément, deux procédures étaient nécessaires (3), complication qui disparut dans une jurisprudence plus récente.

La juridiction supérieure examinait l'erreur alléguée et avait pouvoir soit de confirmer, soit d'annuler le jugement attaqué (4). La Cour confirmait-elle purement et simplement le jugement attaqué, la condamnation prononcée contre l'accusé devenait irrévocable (5), au contraire la Cour était-elle convaincue de la réalité de l'erreur invoquée, elle pouvait annuler le jugement. Le résultat de cette annulation différait selon la nature de l'erreur. En cas d'irrégularité de procédure, ou d'erreur dans le verdict lui-même, la Cour pouvait ordonner que l'accusé fût renvoyé devant un nouveau jury par voie de « venire de

1. Knowbden v. R., 1864, 5 B et S. 532, voir également Boaler et R. (1888), 59, L. T. 534.

2. Toute la jurisprudence est résumée avec un assez grand nombre de détails dans Archbold, *op. cit.*, 22<sup>e</sup> édit. p. 247.

3. Burdett et Wheatly (1705), 2 L. D., Raym, 383.

4. Pour toute la procédure : Crown Office Rules, 1906, règles 189 et s.

5. Les règles 191 et 194 de Crown Office Rules 1906 donnaient pouvoir à la « cour d'erreur » de renvoyer l'inculpé en prison, s'il était présent à l'audience ou dans le cas contraire de délivrer contre lui un mandat d'amener.

novo » (1). Mais si l'acte d'accusation ou le jugement était erroné, toute la procédure tombait et le condamné se trouvait dans la situation d'une personne qui n'a jamais été poursuivie (2) et non pas dans celle d'un accusé qui a été acquitté. La procédure ayant été annulée pour erreur était susceptible d'être poursuivie à nouveau pour le même fait (3).

Si dans la pratique du « new-trial », il était possible de discerner un commencement de droit d'appel, dans la procédure du « writ of error » l'appel existait réellement ; une erreur s'était-elle glissée dans le jugement prononcé par une juridiction inférieure, une Cour d'un degré supérieur avait compétence pour la corriger et annuler le jugement, s'il y avait lieu. Développée, comme certains le demandèrent, cette procédure aurait pu être des plus efficaces, mais restreinte comme elle l'a toujours été, la pratique du « writ of error » ne pouvait prétendre à remplacer l'appel en matière criminelle. L'imperfection de « record » fut un obstacle à son développement. C'est ce qu'en 1879 une commission de juges avait compris en proposant de supprimer l'ancienne institution du « record » et de la remplacer par ce qu'il voulaient appeler le « Crown Book » (4). Ce « livre de la Couronne » aurait été une sorte de catalogue de tou-

1. C'est là un des très rares cas où le « venire de novo » était possible après le prononcé du jugement, c'est une exception à la règle que nous énonçons plus haut [Campbel v. R. 1849, 18 Or. B. 799. — Gray v. R. (1844), II, BL C, F. 427.]

2. Bourne v. R. (1837), 7, A. E. 58.

3. Voir Chitty, *Criminal Law*, p. 754. Stephen, *New Com. of Laws of Engl.* IV, p. 404.

4. Voir un article paru dans le « Times » du 4 avril 1879.

tes les phases de la procédure : à côté de l'acte d'accusation on aurait pu y trouver mentionnées les preuves apportées par les parties, le résumé de l'affaire présenté par le juge au jury, le verdict et l'énoncé du jugement. Grâce à ce « Crown Book » ou « record » plus étendu, les erreurs commises auraient pu apparaître d'une façon plus complète(1), erreurs de fait ou erreurs de droit. La proposition des juges de 1879 ne fut jamais prise en considération ; les difficultés d'ordre pratique pour l'établissement d'un « Crown Book » effrayaient nombre de légistes, le « writ of error » resta ce qu'il avait toujours été : un moyen de procédure incomplet et imparfait(2).

A côté des moyens de droit que nous venons d'étudier : « venire de novo », « new trial » « writ of error » qui étaient invoqués tantôt avant le prononcé du jugement, tantôt après, s'était dégagé une institution, reconnue plus tard par la loi, et qui, remplaçait d'une façon moins imparfaite l'appel qui avait pour fondement une question de droit (*appeal on law*). Cette institution connue sous le nom de « Crown Cases Reserved », pouvait être utilisée avant ou après le prononcé du jugement.

### *Court of Crown Cases Reserved*

Depuis un temps immémorial une vieille pratique prévalait : un juge avait-il une question de droit déli-

1. Sikley : Criminal appeal and evidence édit. 1908, p. 70.

2. L'abolition du « writ of error » par le Criminal Appeal act 1907, étonna certains auteurs. Mais au fond rien ne semble plus logique, la pratique de l'*error* contenait en elle un principe d'appel : il fallait le développer ou le remplacer par un autre principe, c'est à cette dernière façon de voir que s'est rangé le législateur de 1907.

cate à résoudre, il pouvait surseoir au prononcé du jugement, ou, s'il prononçait la sentence, déclarer que l'exécution en serait différée et le point de droit soumis à une assemblée de juges. La question ainsi réservée était discutée, débattue par les avocats de chaque partie devant cette réunion de magistrats à Serjeant's Inn dont tout membre des « Law Counts » faisait partie. Cette juridiction officieuse ne faisait jamais connaître les raisons (1) qui l'avaient déterminée à trancher telle question dans un sens ou dans l'autre, de plus sa décision était purement facultative pour le juge, elle n'avait la valeur que d'une simple consultation. Une juridiction extra-légale était née, le législateur en 1848 (2) la reconnut ; il éleva au rang de Cour judiciaire cette assemblée privée de juges, Cour qui porta le nom de « Court of Crown Cases Reserved ». Jusqu'en 1873 composée des juges de la « Bench » et des « Barons de l'Echiquier », elle fut, à partir de cette date, composée des juges de la Haute Cour.

Le juge de l'affaire, en vertu du paragraphe premier de l'acte de 1848, avait le pouvoir purement discrétionnaire (*may in his discretion*) de réserver le point de droit dont l'interprétation lui paraissait douteuse et de demander l'avis de la Cour of Crown Cases Reserved. L'accusé ne pouvait forcer le juge à

1. Dans un discours prononcé en 1844 par Fytzeroy-Kelly aux Communes on lit : « Que se passe-t-il au sein de cette commission de juges ? Nul ne le sait. Au civil, au contraire, les juges de la Division du Banc du Roi font savoir leurs raisons et il est possible de connaître le fondement de leurs décisions *Débats parlementaires* 5 série vol. 75, page 17. 20 mai 1844

2. « Crown Cases Reserved Act » 1848 [11, 12 Victo. c. 78.]

user de la faculté qui lui avait été donnée. Bien que la loi portât : est susceptible d'être réservée « toute question de droit qui se sera élevée au cours du jugement » (1), ne furent pas considérées comme pouvant l'être les questions se rapportant directement et étroitement à la procédure (2). Étaient susceptibles d'être soumises à la Cour au contraire, les questions de droit relatives à l'acte d'accusation (3), à la capacité des témoins (4), à la légalité de la sentence (5), au régime des preuves (6). La faculté de consultation laissée au juge était donc fort vaste, il pouvait en user, soit avant le prononcé du jugement, soit après, en différant l'exécution de la sentence

La Cour, une fois saisie d'une demande d'avis, quels étaient ses pouvoirs ? D'après la section 2 de l'acte de 1848, elle avait à trancher la question qui avait été soumise à son appréciation, à elle était confiée la mission de dire le droit. Le plus souvent, en l'absence de tout texte législatif, son interprétation était libre, elle décidait souverainement conformément à ce qu'elle croyait être l'équité, ou conforme à la coutume.

Le point de droit une fois tranché, la Cour modifiait le jugement rendu en conséquence, ou se bor-

1. « Any question of law which shall have arisen at the trial ».

2. Mellor 1858, 27 L.J. MC. 121. Rv. Stubbs 1855, L.J. MC. 5.

3. Rv. Webb, 18 L.J. MC. 39.

4. Rv. Galand 11 Cox 224.

5. Summers 38 L.J. MC. 62.

6. Sur le point de savoir quelles preuves doivent être admises ou rejetées, la Cour « of Crown Cases Reserved » rendit de réels services en mettant fin à de nombreuses controverses, la coutume étant, en cette matière si importante, le seul guide du juge.



nait à le confirmer. Progrès considérable sur l'ancienne pratique (1). Auparavant, le juge avait-il rendu un jugement considéré comme faux en droit par les juges assemblés à Serjeant's Inn, ceux-ci n'avaient d'autre ressource que de signer un recours en grâce en faveur de l'accusé. La Cour « of Crown Cases Reserved » avait au contraire le droit d'annuler le jugement et d'ordonner que mention en fût faite sur le « record ». Si le juge avait différé le prononcé du jugement pour consulter préalablement la Cour, cette dernière devait lui donner l'ordre de rendre un jugement conforme à sa décision-

En cherchant à interpréter la pensée du législateur anglais qui avait inséré ces mots : « La Cour pourra donner tout autre ordre que justice requerra », on s'est demandé si les pouvoirs de la Cour « of Crown Cases Reserved » n'étaient pas plus étendus.

S'emparant de ce texte, certains auteurs (2) déclarent que la Cour pouvait ordonner un « venire de novo ». La jurisprudence semble cependant leur donner tort (3), bien que l'on puisse en trouver un exemple (4).

1. « The court... has full power and authority to hear and finally determine the said question or questions, and thereupon to reverse, affirm, or amend any judgment which shall have been given.. on the trial whereof such question or questions have arisen or to avoid such judgment and order an entry to be made on the record...that the party convicted ought not to have been convicted... or order judgment to be given... if no judgment shall have been before that time given, as they shall be advised, or to make such other order as justice may require », 11, 12. Vict., c. 2, s. 2.

2. Renton and Robertson, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> éd., t. IV, p. 245.

3. Rv. Mellor, 27. L.J. MC., 521.

4. Rv. Geadon, 31. L.J. MC., 60. Voir Archbold, *op. cit.*, p. 350.

Même question et même doute au sujet de la possibilité pour la Cour d'ordonner un nouveau jugement « new trial ».

L'arrêt prononcé par la Cour était sans appel, elle jugeait souverainement. La procédure par voie de « writ of error » était en effet impossible à intenter, puisqu'il n'y avait point de « record ».

Si l'on examine l'ensemble de cette institution coutumière reconnue en 1848 par le législateur, il est impossible de ne pas y voir un véritable appel. Appel doublement restreint, il est vrai, puisqu'il ne pouvait avoir comme fondement qu'une question de droit et, défaut plus grave, qu'il était soumis à l'autorisation préalable discrétionnaire du juge de l'affaire. Le juge invoquant sa haute compétence résistait à l'idée de voir son jugement contrôlé. La résistance provenait pourtant, dans bien des cas, de juges dont les décisions eussent eu besoin d'être revisées. Dans son discours du 30 mai 1844, sir Fitzero-y-Kelly (1), dénonçant les vices de cette institution, en rapporta un exemple saisissant : « Il y a quelques années, dit-il, un individu fut condamné à mort. Après le prononcé de la sentence, l'avocat de la défense déclara que l'accusé n'aurait pas dû être condamné à la peine capitale, les faits dont il avait été reconnu coupable n'étant point un cas de crime ou « felony » mais étant un délit grave ou « misdemeanour (2) ». Par deux fois le juge refusa de réserver le point de savoir si les faits incrimés

1. 30 mai 1844. D. P., 3<sup>e</sup> série, volume 75, p. 11.

2. Jamais la peine de mort ne peut être prononcée pour « misdemeanour » seulement l'amende et l'emprisonnement. V. Russel « on Crimes », I, 249.

minés étaient un cas de « felony » ou non, il alla même jusqu'à intimer l'ordre à l'avocat de n'avoir pas à lui reparler de cette affaire. Le jour de l'exécution arrivait, l'avocat tentant une dernière démarche auprès du juge le menaça de saisir la « King's Bench Division » de la controverse et cela sous sa propre responsabilité. Le juge consentit alors à prendre l'avis du Lord Chancelier qui conseilla de soumettre le différend à la « Court of Crown Cases Reserved ». Cet avis parvint au juge huit heures avant l'exécution. La Cour, jugeant dans le sens de l'avocat, cassa la condamnation. Aujourd'hui, cet homme qui aurait pu être exécuté sans l'insistance de son avocat, est revenu dans la bonne voie ». Ce n'est là qu'un exemple, mais combien de fois des erreurs auraient pu être évitées, si le juge avait été forcé de prendre l'avis de la Cour (1). Idée si vraie, qu'en 1905, comme nous le verrons, le Gouvernement avait demandé aux Chambres de voter un bill faisant de la faculté dont jouissait le juge, une véritable obligation.

En dépit des exceptions (2) soit coutumières, soit légales, que nous venons de passer rapidement en revue, le principe initial : « Il n'y a pas d'appel en

1. Notamment la grave affaire Beck. Voir le chapitre consacré à l'histoire du bill de 1907.

2. On peut signaler encore l'institution du « bill of exceptions » ou bill d'exception, par lequel un nouveau jugement peut être autorisé en cas de mauvaise direction donnée par le juge au jury, ou en cas d'erreur dans l'admission d'une preuve. Bien que ce fut sujet à grave discussion, il semble que l'opinion de Lord Campbell est désormais admise, opinion selon laquelle un « bill of exceptions » était impossible au criminel, qu'il se soit agi de « felony » ou de « misdemeanour ». Voir cependant Rv. Alleyne, 1, Or B D, 1851.

matière criminelle » subsistait. Une erreur de fait avait-elle été commise, des preuves nouvelles démontraient-elles, la condamnation une fois prononcée, l'innocence de l'accusé, de quels recours disposait-il ? D'aucun. Les cas où il pouvait bénéficier d'un « nouveau jugement », ou voir la procédure anéantie par suite de « writ of error », étaient trop restreints, trop rares dans la pratique pour que l'on puisse y voir des moyens de recours réellement efficaces. Le verdict de quelqu'erroné en fait qu'il pût être, devait donc subsister : lourde responsabilité pour un jury, lourde responsabilité également pour le juge qui avait pour devoir de le conseiller.

Si, au contraire, l'erreur commise portait sur une question de droit, l'appel semblait au premier abord exister grâce à l'institution d'une Cour « of Crown Cases Reserved ». La pratique a démontré le peu d'efficacité de cette garantie (1) ; quant à la procédure par voie de « writ of error » dans le cas d'erreur de droit apparaissant sur le « record », les exemples en sont extrêmement rares (2).

A ne s'en tenir qu'aux institutions existantes, on peut dire qu'avant la réforme de 1907, un condamné victime d'une erreur judiciaire, ne disposait d'aucun moyen légal pour faire reconnaître son innocence. Le jury était souverain relativement à l'appréciation

1. La Cour « of Crown Cases Reserved » siégeait à peu près deux à trois fois par an et, en fait, n'examinait que 25 affaires environ.

2. Deux décisions à la suite de « writ of error » ont eu une certaine importance : l'une en 1878 dans l'affaire Bradlaugh, l'autre en mars 1881 dans l'affaire *Oston. V. Stephen. History of criminal law*, I, 313.

des faits, le juge était souverain quant à l'application de la loi, quant au prononcé de la sentence.

Bien que conscient de la responsabilité qui lui incombait, le jury était sujet à se tromper ; les faits pouvaient l'enduire en erreur, le juge, par son résumé, pouvait l'influencer défavorablement et vicier ainsi la sincérité du verdict. Des preuves nouvelles, apportées après le prononcé de la sentence, pouvaient montrer l'exactitude d'un alibi invoqué par l'inculpé, ou ruiner les allégations de l'accusation. Un seul espoir restait au condamné, celui d'être gracié. Quelqu'étrange que cela puisse paraître, le défaut d'appel au criminel avait amené à cette anomalie : gracier un innocent.

Une institution fait-elle défaut en dépit du besoin qui s'en fait sentir, les faits eux-mêmes amènent la pratique à la créer. Déformer les pouvoirs d'un organe qui existe déjà, les étendre au delà de leurs limites primitives, est le fait de tous les jours. Le *Home Office*, conseil de la Couronne en ce qui concerne la prérogative de la grâce, transformé peu à peu en Cour d'appel criminel, en est un exemple.

« Celui-là seul qui a été offensé peut octroyer un pardon, or qui est l'offensé, en cas de délit, si ce n'est le roi (1)? » Vieille idée qui permet au souverain de tenir compte de circonstances extra-légales militantes en faveur de l'accusé et ainsi de tempérer les rigueurs de la loi toutes les fois qu'une trop grande sévérité apparaît comme injuste. Depuis un temps immémorial le roi lui-même prenait une part active

1. Blackstone, paroles rapportées par Sibley, *op. cit.*, page 80, gracier « Is the most amiable prerogative of the Crown. »



à l'exercice de la « prerogative of mercy ». Un rapport connu sous le nom de « Recorder's rapport » lui était lu en son conseil, contenant le nom des différents condamnés à la peine capitale et des faits qui pouvaient militer en leur faveur. Cette coutume s'éteignit cependant avec l'avènement de la reine Victoria parce qu'il « aurait été aussi indécent qu'impossible de discuter avec une toute jeune femme les détails de bien des crimes » (1). A partir de ce moment, le secrétaire d'État au département de l'Intérieur (*Secretary of state for the Home Office*) fut chargé, au nom de la Couronne, d'exercer la prérogative de la grâce, réforme qui ne devait qu'accentuer le mouvement de transformation du recours en grâce en une sorte d'appel.

Au xviii<sup>e</sup> siècle se dégagait l'idée que la grâce pourrait servir à redresser une erreur judiciaire. Le premier exemple que l'on en trouve est celui du colonel Blood, qui fut gracié en 1671 après avoir été reconnu innocent du crime pour lequel il avait été condamné. Jusqu'à l'avènement de la reine Victoria, le fait de gracier un innocent apparaît comme un simple expédient ; l'affaire n'était nullement rejugée par le roi en son conseil ; on ne tenait compte que des preuves nouvelles qui n'avaient pas été soumises à l'appréciation du jury. En cas de simple doute sur la culpabilité, le roi se contentait de diminuer la peine prononcée. Le principe légué au *Home Office* en 1837 apparaît donc comme étant celui-ci : une grâce ne peut intervenir que si des faits nouveaux viennent prouver l'innocence.

1. Fitzjames Stephen. *History of Crim. law of England*, vol. II, p. 88.

cence de l'accusé : principe qu'il déclara avoir toujours respecté et qu'en fait les événements le forcèrent à méconnaître (1). Peu à peu, lorsque des accusés alléguaient, dans leurs recours en grâce, qu'une erreur avait été commise par le jury, que certains faits avaient mal été interprétés, le *Home Office* prit l'habitude, dans la crainte malheureusement justifiée, de voir commettre une erreur judiciaire, d'en référer aux juges de l'affaire, de leur demander, si à leur avis, la culpabilité du condamné ne faisait pas quelque doute, si le verdict rendu leur paraissait conforme à la vérité.

Si la réponse était négative, cas le plus fréquent d'ailleurs, le « *Home Office* » refusa tout d'abord d'intervenir. Le juge au contraire déclarait-il le verdict peu satisfaisant, étant donnés les faits soumis à l'appréciation du jury le secrétaire d'État au département de l'intérieur ouvrait une enquête. Là résidait en fait la grande supériorité du « *Home Office* » sur toute autre organisation judiciaire. Lié par aucun système légal de preuves, libre de toute entrave juridique, il pouvait recueillir sur l'accusé des renseignements dont le jury n'avait pu tenir compte au moment du jugement. Grâce à une procédure plus élastique (2), moins technique que celle nécessairement suivie par toute Cour judiciaire, le *Home Secretary* devenait plus à même que toute autre institution d'exercer un contrôle efficace sur le verdict du jury, sur la légalité et

1. Pour le développement de cette évolution, voir les débats parlementaires relatifs au droit d'appel au criminel de 1844 à 1907.

2. Sir Haward Vincent, *Déb. parlem.* 1907 V. 175, col. 105 à 200.

la justesse de la sentence prononcée par le juge (1). Si l'enquête, ainsi faite, démontrait la réalité des allégations du condamné et ne faisait qu'accentuer encore le doute qui existait sur la culpabilité, le « Home Office » avait pleins pouvoirs pour mitiger la peine ou recommander l'inculpé à la clémence royale. La possibilité d'intervenir toutes les fois que le juge doute de la véracité du verdict, n'est-ce pas déjà une extension du principe initial de 1837 ?

Dès 1860, sir G.-C. Lewis considérait qu'il y avait là un véritable appel : « Souvenez-vous, déclarait-il, que l'appel au « Home Office » entraîne peu de frais, qu'il est rapide, qu'aucun formalisme ne l'accompagne (2)... » En 1892, une commission de juges est plus affirmative encore, et dans son rapport on peut lire : « La révision qui est actuellement demandée par l'accusé au Home Office n'a pas pour fondement un recours en grâce ; il y a là un véritable appel et non une pétition au Secrétaire d'État au département de l'Intérieur et ce, sur l'assertion que la sentence, le verdict sont faux, soit en fait, soit en droit (3). »

L'exercice de la prérogative de la grâce était sortie du domaine que sa nature même lui assignait. Ce mouvement ne devait pas s'arrêter là : sous la poussée des événements et surtout sous la pression de

1. Lord Asbourne. *Débats parlementaires*, 3 août, 1907 v, 179 colonne 1477.

2. *The Times* 2 février 1860.

3. Rapports des juges de 1892 au Lord Chancelier *account and papers*, 1894 V. 71, p. 189. Déjà en 1888, plusieurs membres du Parlement avaient accusé le Home Office de vouloir peu à peu devenir une Cour de revision D.P. 1888 v. 59, col. 1207.

l'opinion publique, le *Home Office* se vit forcé d'étendre le contrôle qu'il exerçait sur le verdict du jury, aux cas mêmes où le juge du tribunal semblait en être satisfait. C'est là le terme extrême de cette évolution dans les années qui précédèrent le vote du « Criminal Appeal act » 1907. Vers cette époque en effet, le public anglais, en présence d'erreurs judiciaires assez fréquentes, avait perdu comme nous le verrons dans le chapitre suivant, la confiance inébranlable qu'il avait dans l'infailibilité du jury, et dans celle des juges. Force fut donc au *Home Office*, sous le couvert de l'exercice de la « prerogative of mercy » de juger à nouveau les cas douteux (1), de nommer des commissions d'enquêtes (2), en un mot de jouer le rôle d'une véritable Cour d'appel. En 1906-1907, lors des débats relatifs à l'institution d'une cour criminelle d'appel, certains leaders de l'opposition, demandèrent au Gouvernement d'élargir encore les pouvoirs du *Home Office* et de reconnaître par une loi cette nouvelle juridiction, qui eût eu comme mission de contrôler le verdict du jury et la sentence prononcée par le juge ; en un mot, on conseillait de faire ce qui avait été fait en 1848 pour la commission de juges assemblés à Sergeant's Inn, reconnaître et améliorer une institution née de la pratique (3).

1. Le *Home Office* ayant conscience de dépasser ses pouvoirs en intervenant dans ces cas, essaya de justifier son intervention, en déclarant qu'il s'agissait de cas tout à fait extraordinaires, tout à fait exceptionnels.

2. Voir plus loin les affaires Beck, Lewis, Edalji.

3. Discours : Clawell Sulter, 8 mai 1907. *Déb. parl.*, v. 175, c. 160 Sir Howard Vincent. *Déb. parl.*, v. 175, p. 195 à 200.

En résumé, avant la réforme de 1907, aucune institution stable n'existait. Tôt ou tard, une crise devait éclater, crise inévitable, peut-on dire, étant donnée la faillibilité des jurys, la sévérité de la justice anglaise, l'impossibilité matérielle de redresser une erreur judiciaire. L'histoire de l'établissement de la Cour d'appel criminel anglaise n'est que le dénouement d'une crise due au manque de contrôle exercé sur le jury. Elle dura plus de soixante ans et, à son paroxysme, faillit emporter dans la tourmente à la suite du *Home Office*, le respect que le peuple anglais professait pour l'administration judiciaire criminelle de son pays. C'est cette crise que nous nous proposons d'étudier maintenant.



## CHAPITRE II

### Historique du Bill de 1907.

Dans un pays comme l'Angleterre où la coutume est si puissante, où les institutions naissent mais ne meurent pas, restant superposées les unes aux autres, quels faits puissants ont pu amener le Gouvernement à entreprendre cette réforme radicale ? Elle fut taxée par certains de révolutionnaire, exigea un peu plus de soixante-cinq ans de lutttes, illustrant d'une façon saisissante la méthode d'action que suit, depuis des siècles, le gouvernement anglais : Ne jamais avancer par des lois, quelquefois inopportunes, les desiderata du peuple, mais en même temps savoir céder, au moment voulu, à la pression de l'opinion publique, tel est le secret de sa force et du respect dont il est l'objet. Il s'est rarement départi de cette méthode.

L'histoire du bill de 1907 n'est en outre que celle de l'évolution de l'opinion du peuple anglais à l'égard de l'administration judiciaire de son pays. La création de l'appel au criminel est le résultat final de cette évolution.

On peut distinguer deux périodes : 1<sup>re</sup> période d'évolution lente allant des environs de 1840 à l'affaire Beck (1904) ; 2<sup>e</sup> période de crise aiguë, née du scan-

dale Beck et finissant avec le dépôt du bill de 1907 et la grâce d'un innocent : Edalji.

#### 1° De 1840 à l'affaire Beck 1904

Bien que l'idée d'un appel au criminel ait été émise à une date antérieure (1), on peut placer vers l'année 1840 le commencement du mouvement en faveur de la création d'une Cour d'appel criminel. A cette époque, des commissions de droit criminel inscrivirent la question à leur ordre du jour, émirent des vœux qui aboutirent en 1844 au débat du premier projet de réforme devant la Chambre des Communes par Sir Fitzero y Kelly.

Jusqu'aux années 1830-1840, la plus grande confiance en l'administration de la justice criminelle, n'avait cessé de régner, tant parmi juges et « lawyers » que parmi le peuple anglais tout entier. La vieille idée que le roi ne peut se tromper, *The King can do not wrong*, s'étendait à sa justice. Louée dans le monde entier, proposée comme modèle dans d'autres pays, pourquoi douter de sa perfection ? N'était-elle pas le produit d'une longue évolution. Loin d'être le résultat d'une élaboration théorique comme partout ailleurs, la procédure criminelle, le droit criminel anglais étaient nés de la coutume, la pratique seule les avait façonnés. Critiquer ce qui existait, n'aurait-ce pas été critiquer l'histoire, l'œuvre de générations

1. La première fois que la question d'un appel au criminel a été nettement posée, semble remonter à 1767. V. Stephen, *op. cit.*, t. III, p. 49.

d'hommes de lois, de juges éclairés ? « En aucun temps l'appel n'a existé au criminel, pourquoi pareille révolution, si nos pères n'en ont pas ressenti le besoin ? (1) » conclusion naturelle à laquelle arrivait la majorité des membres du Parlement en 1844 avec Sir Graham.

Toutes propositions de réforme étaient mal accueillies, celles qui paraissaient favorables à l'accusé, aussi bien que celles qui touchaient à la rapidité de la procédure.

Vouloir donner des garanties à l'accusé avait toujours apparu comme contraire à la sécurité publique. Ce serait retarder la répression, dans un pays où en 1836 Sir E. Wilde pouvait dire avec quelque apparence de raison : « Aujourd'hui un homme peut être accusé, arrêté, jugé, condamné et pendu en moins d'une semaine (2). » Le baron Parke résumait parfaitement l'opinion professée par tous, lorsque, devant une commission de la Chambre des Lords, il vint dire : « Il ne faut jamais oublier que la rapidité des décisions en matière criminelle, surtout lorsqu'il s'agit de délits perpétrés contre la vie et la propriété des personnes, est la garantie essentielle de toute société (3). » En donnant à l'accusé le droit d'interjeter appel, ce serait vouloir faire perdre à la peine la moitié de sa valeur exemplaire, puisqu'ainsi elle interviendrait trop longtemps après la perpétration du crime.

1. *Débats parlementaires*, 1844, réponse à Sir Fitzroy-Kelly.

2. *Parliamentary papers*, 1836, v. 36, appendice I, p. 101. Deuxième commission de droit criminel.

3. *Parl. papers*, 1847, 1848, col. 523, p. 49. *Id.* Sir Graham. Discours aux Communes en 1844 « Tout délai en matière criminelle est une erreur. »

L'exagération de cette idée, vraie en elle-même, devait aboutir peu à peu au raisonnement suivant : Il importe avant tout que la sécurité publique soit assurée par la répression immédiate du délit qui a été commis ; peu importe que quelques innocents soient condamnés, si le but est atteint, ce sont là quelques rares victimes immolées à l'intérêt général. Si pareille idée ne fut jamais présentée sous une forme aussi brutale, elle ne s'en dégage pas moins des discours prononcés aux Communes lors de la discussion du premier bill déposé en faveur de la création d'un appel. Sir Graham, dans un discours où se reflètent avec tant de vie les idées prédominantes de l'époque, arrivait à cette conclusion : « La justice peut se tromper quelquefois. Prise dans son ensemble l'administration de notre justice criminelle est bonne. Si quelques innocents ont pu et peuvent être condamnés, peu de criminels échappent, la sécurité de tous est assurée, n'est-ce pas l'essentiel (1) ? »

Une grande confiance dans l'efficacité de la loi, dans l'administration de la justice criminelle, un profond respect des juges, la haine du crime, aucun sentiment de bienveillance ou même de pitié à l'égard de l'accusé : voilà les principaux traits de l'état d'esprit du public anglais vers les années 1830-1840, état d'esprit qu'il avait, peut-on dire, toujours montré.

Certains parlaient cependant d'erreurs judiciaires (2), d'innocents condamnés, on dénonçait le man-

1. D. P. 30 mai 1844, 3<sup>e</sup> série, v. 75, col. 110.

2. Bien avant 1836 des erreurs judiciaires avaient été révélées au public. En 1660 un nommé Johan Perry et ses deux fils furent exécutés après avoir été reconnus coupables du meurtre d'un sieur Harrison,

que de garanties données à l'accusé, on critiquait la souveraineté absolue du jury, celle du juge quant au prononcé de la sentence. En 1836, Sir Frédéric Pollock jeta le premier cri d'alarme et demanda une réforme. Devant la deuxième commission de droit criminel, il déclara :

« Je suis persuadé, que plus d'une fois dans ce pays, une personne a été exécutée alors que les faits de l'accusation n'étaient pas suffisamment prouvés... Pendant l'année où M. Wilde fut l'un des *sheriffs* de Londres, en 1828, plusieurs condamnés eurent la vie sauve grâce à son inlassable dévouement : leur nombre est à peu près de sept, dans tous les cas je suis certain du nombre de cinq. J'ai toujours eu l'impression que parmi ces malheureux se trouvaient des gens parfaitement innocents (2), tandis qu'il y en

régisser de la comtesse Compten. Leur innocence fut reconnue plus tard. En 1721 fut pendu à Edimbourg un nommé William Shaw pour avoir assassiné sa sœur. Peu après son exécution, une lettre de celle-ci fut découverte avouant qu'elle s'était suicidée et avait tout fait pour faire croire à la culpabilité de son frère. En 1727 James Crow fut exécuté bien qu'innocent, de même John Mills en 1728, Johanatam Bradford en 1736, John Jennings en 1742 et d'autres encore. En 1767, parut un pamphlet intitulé « Le cri du sang » ou « récit de la triste vie et plus triste mort de malheureux convaincus de vol et meurtre, et exécutés bien qu'innocents ». On trouve dans ce pamphlet une phrase qui donne beaucoup à réfléchir sur la façon d'agir du jury à cette époque : « Juré, tu es homme et peux te tromper, ne condamne jamais sur les apparences ». Voir Mendelssohn Bartholdy : *Englisches Richterstum im court of criminal appeal*.

1. Deuxième rapport on *Criminal Law*, appendice I, p. 79. *Parl. papers* vol. 36.

2. Parmi les cas auxquels fait allusion Sir Frédéric Pollock se trouve celui des nommés Anderson et Monis condamnés à mort qui virent leur peine commuée trois heures avant l'exécution. Plus tard seulement ils obtinrent une grâce complète.



avait d'autres qui, coupables, ne l'étaient cependant pas assez pour mériter une telle condamnation. Ce fait que tant de personnes aient été sauvées miraculeusement, dans l'espace de quelques mois n'a pas été sans me laisser fort perplexe, surtout si l'on veut bien considérer que tout « sheriff » n'a pas le zèle de M. Wilde. N'y aurait-il pas un changement à apporter pour éviter que des erreurs judiciaires ne pussent se produire, c'est là une question à étudier ; changement qui pourrait peut-être être analogue à ce qui existe déjà en matière civile (1) ». M. Wilde appelé à donner son avis, fut plus affirmatif encore. « Je suis d'avis qu'il est de toute nécessité qu'une enquête puisse être faite dans certains cas, la condamnation une fois prononcée... La meilleure des garanties serait la création d'une Cour d'appel qui aurait à connaître, non seulement des appels interjetés sur les questions de fait, mais encore de ceux interjetés sur les questions de droit ». Le problème était ainsi nettement posé.

La commission d'enquête de 1836 ne crut pas devoir retenir ces déclarations et rien dans son rapport n'y fait allusion. Ce n'est que près de dix ans plus tard que la huitième commission de droit criminel, reprenant les assertions de Sir Frédéric Pollok et de M. Wilde, insérait dans son rapport (2) la première demande officielle de réforme, après avoir constaté l'inefficacité des institutions légales, notamment de

1. Il est curieux de remarquer que Sir Frédéric Pollok devait devenir dans la suite un des principaux adversaires de la réforme et de l'institution de l'appel.

2. Huitième rapport : *Parliamentary Papers*, 1345 V XIX p. 21 et s.

la procédure du « new trial » (1) insuffisante pour corriger les erreurs judiciaires qui pouvaient se produire. Elle manifestait le désir de voir constituer une juridiction spéciale dont la fonction serait de mener une rapide enquête toutes les fois que le besoin s'en serait fait sentir. (2)

Devançant d'une année, la commission de droit criminel, Sir Fitzero-Kelly avait saisi la Chambre des Communes d'un projet de loi tendant à l'établissement d'une Cour d'appel, projet qui devait être suivi d'une longue liste de *bills* sur la même question jusqu'en 1907. Le 30 mai 1844, la Chambre basse entendait un discours qui devait rester célèbre (3). Sir Fitzero-Kelly tentant une comparaison entre la procédure civile et la procédure criminelle s'écriait (4) : « Au civil, une des parties n'est-elle pas satisfaite du

1. « La loi se montre inconséquente en autorisant qu'un « new trial » puisse prendre place en cas de délits graves (misdemeanours) et non en cas de crime (felony)... cette différence établie par la Cour du Banc du Roi n'est pas fondée en principe ; le contraire serait plus compréhensible, les peines prononcées en cas de « felony » étant plus sévères que celles encourues pour délit grave.

2. « Pour ne pas entraîner de lenteurs inutiles, il vaudrait mieux ne pas confier cette nouvelle tâche à une des Cours de Westminster ». Avant la réforme de 1873, on appelait Cours de Westminster les différentes grandes Cours telles que la Cour de la Division du Banc du Roi, la Cour de l'Echiquier, la Cour « of Common Pleas ».

3. *Débats parlementaires* 1844 vol. 75. col 11 et s.

4. Sans nul doute la commission de 1845 s'inspire de ce discours quand elle déclara dans son rapport : « au civil, tous les jours les Cours corrigent les erreurs commises par le jury... au criminel cela est impossible et pourtant, à fortiori, si les erreurs peuvent être commises en matière civile, on doit admettre qu'elles peuvent l'être également au criminel : erreurs bien plus graves puisque la vie, la liberté d'une personne peuvent en dépendre »

verdict rendu par le jury, elle interjette appel ; passant de juridiction en juridiction rien ne l'empêche d'arriver jusqu'à la Chambre des Lords et de lui demander de décider en dernier ressort. Au contraire, un individu est-il accusé d'un crime qui peut entraîner pour lui la peine capitale ou une peine privative de liberté, pour le cas où il est reconnu coupable, sa condamnation sera définitive si le juge sanctionne le verdict du jury. En dépit des efforts de son avocat, en dépit de l'opinion publique, le malheureux montera son douloureux calvaire, bien que sa condamnation puisse être fausse en fait, fausse en droit. Il peut souffrir dans son honneur, il peut être emprisonné, déporté, il peut, chose plus effroyable encore, être sur le point d'être exécuté, il ne dispose d'aucun moyen pour faire éclater au jour l'erreur dont il est la victime. Innocent, il ne peut prouver son innocence... Dans tous les pays civilisés, aussi bien au civil qu'au criminel, l'appel existe comme suprême garantie. A quoi nous a mené l'état de choses actuel ? à déplorer des erreurs judiciaires. Que d'injustices le hasard a souvent pu faire commettre ! combien de cas je pourrais citer (1) où la condamnation prononcée,

1. Sir Fitzroy-Kelly rapporte le cas suivant : « Il y a à peine neuf ans, un nommé Chalker fut condamné à mort pour le meurtre d'une certaine miss Lloyd commis dans un bois près d'Ipswich. Les seules preuves qui existaient contre lui, étaient qu'on l'avait vu rôdant aux environs du lieu du crime avant et après l'attentat, et des taches de sang sur ses vêtements. Malgré de nombreuses preuves contraires, en dépit des efforts de son avocat, le juge consulté par le Home Office, déclara le verdict conforme aux faits. Le malheureux fut pendu. Quelque temps après, son innocence éclatait, le véritable coupable poursuivi par les remords ayant fait des aveux complets. »

la lumière s'est faite, et l'innocence du malheureux condamné a apparu !... Ceci est-il admissible : pour un intérêt de quarante « shillings » compromis, un individu peut interjeter appel, sa vie est-elle en danger, ce moyen de droit lui est refusé ! »

En dépit des exemples nombreux d'erreurs judiciaires fournis, soit dans les commissions, soit à la Chambre des Communes, nombreux furent ceux qui refusèrent de croire à la nécessité d'une réforme, imbus qu'ils étaient de la perfection du système en vigueur. Le baron Parke en 1847, devant une commission de la Chambre des Lords, venait déclarer : « Ils sont bien rares les innocents qui ont été condamnés. Quant à moi, je peux dire que pendant une longue carrière à la *King's Bench Division*, je n'ai eu connaissance d'aucun cas où un innocent ait été condamné par un jury (1). » Pareille assurance dans l'infailibilité devait subsister longtemps encore.

De même, accorder un droit d'appel à l'accusé apparaissait comme une utopie, une réforme réclamée par des légistes sentimentaux (2). L'inculpé ne jouissait-il pas de nombreuses garanties ? Que l'on compare sa situation vers 1850 ou 1860 à celle qu'il avait au xvi<sup>e</sup> siècle ! Ne l'avait-on pas améliorée ! Toutes les réformes ne semblaient-elles pas faites dans l'intérêt exclusif de celui-ci ? L'acte délictuel commis, l'accusé est interrogé, les témoins de l'accusation déposent en sa

1. *Parl. papers*, 1847 col. 525, p. 4, voir également la déclaration de Lord Alderson et de Lord Denman devant la même commission.

2. Lord Denman : 1847, *parlem. papers*, 1847, col. 523 p. 6. Idées se dégageant des débats parlementaires à propos des bills de 1848, 1859, 1860. Voir également un article du *Times* du 2 février 1860.



présence, il les voit, les entend, peut leur poser des questions. Depuis 1702 il a le droit de citer des témoins qui tout comme ceux de l'accusation pourront prêter serment ; toutes les dépositions faites à son encontre lui sont communiquées, il peut savoir quand et par qui elles ont été faites, enfin depuis 1856 l'accusé pauvre ne peut-il pas se voir désigner d'office un avocat, qui, homme compétent, le conseillera, pourra présenter sa défense au tribunal ! Si le jury commet des erreurs, la faute en est le plus souvent à l'inculpé lui-même. Par ses hésitations, par ses rétractations, il jette le doute dans l'esprit du jury, pour peu que les faits lui soient défavorables, ce doute peut se changer en certitude, et le jury en toute bonne foi proclame la culpabilité. Que l'accusé expose clairement les faits, ne s'efforce pas de se disculper par des mensonges et, s'il est innocent, il ne pourra jamais être condamné. Pourquoi lui donner un droit d'appel ? Ce serait permettre peut-être à nombre de coupables d'échapper à la répression, sans donner à l'innocent des garanties plus grandes.

Tels étaient les arguments des adversaires à l'époque.

La question de l'appel était tombée peu à peu dans un oubli relatif, ainsi que les déclarations alarmistes qui avaient été faites, lorsque deux erreurs judiciaires rouvrirent la discussion, l'une en 1876, l'affaire Habron, l'autre trois ans plus tard, en 1879, l'affaire Galley.

A la session d'automne 1876, un nommé William Habron avait été condamné à mort pour le meurtre de l'agent Cock. Les preuves à la charge de l'inculpé

étaient minimales : arrêté pour ivresse quelque temps auparavant par l'agent Cock, il avait prononcé contre lui des menaces de mort. Le camarade de ronde de la victime, le crime une fois perpétré, déclara que ce ne pouvait être que Habron. En dépit de ses dénégations, d'alibis invoqués, ce dernier se vit condamné à mort. L'opinion publique s'en émut. Une pétition en faveur du condamné fut envoyée couverte de signatures au *Home Office* ; après enquête, la peine fut commuée vingt-quatre heures avant l'exécution. Deux ans s'étaient à peine écoulés qu'un nommé Peace confessa être le meurtrier de l'agent Cock et William Habron fut gracié(1). A elle seule, cette erreur judiciaire n'aurait peut-être pas eu pour conséquence de faire revivre l'idée de la création d'un appel au criminel, si la fameuse affaire Galley n'avait éclaté quelque temps après.

En 1836, Edmond Galley avait été condamné aux travaux forcés à perpétuité, convaincu de l'assassinat d'un fermier du nom de May aux environs d'Exeter. Plus de quarante-trois ans s'étaient écoulés depuis la condamnation, quand le vrai coupable finit par être identifié grâce à la confession du crime fait par son complice, un nommé Oliver, alors que celui-ci purgeait une peine à la prison de Dorchester. L'erreur judiciaire était due au témoignage d'une femme, et à l'identité des sobriquets portés par Galley et le vrai coupable. Dès 1836, les preuves n'avaient pas paru convaincantes ; John Russell, le Secrétaire d'État au département de l'Intérieur de l'époque, prit l'avis de

1. V. the *Times*, 22 mars 1879.

deux juges de la *King's Bench Division*, Lord Denmon et Sir F. Rol. Après examen des pièces de procédure et des dispositions, ceux-ci déclarèrent le verdict de culpabilité conforme à la vérité. En 1838, après interpellation à la Chambre des Communes, nouvelle enquête, nouvelle consultation de Lord Denmon et même réponse. Le *Home Office* était donc fondé à croire que rien ne pouvait l'autoriser à intervenir en faveur de l'accusé. L'affaire en resta là jusqu'en 1879 date à laquelle la vérité éclata. En dépit de la confession d'Oliver, le *Home Office* refusa d'intervenir, déclarant qu'il ne pouvait faire plus que n'avait fait autrefois Sir Russell. Sir Alexandre Cockburn prononça alors un plaidoyer en faveur de Galley « Le Home Office », dit-il, ne veut pas se rendre à l'évidence et cela malgré les déclarations d'Oliver, malgré le doute qui depuis 1836 planait sur la culpabilité du malheureux condamné. Il continue à vouloir considérer un innocent comme un coupable et cela bien qu'il possède de nombreux moyens d'investigation, qu'il ne soit pas lié par le régime des preuves ! (1). » Devant le refus absolu du Secrétaire d'État au département de l'Intérieur, Sir Cross, la Chambre des Communes vota une résolution demandant qu'une « humble adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi, dans le but de prier sa gracieuse Majesté de gracier Edmond Galley. » Sir Cross résista au désir des Communes. « Edmond Galley sera gracié pour son grand âge, mais non en raison d'une prétendue innocence » annonçait-il. La Chambre basse demanda alors que l'in-

1. *Law Journal* : 19 avril 1879, p. 246.

nocence de Galley fût proclamée (1). Devant pareille insistance, le *Home Office* dut s'incliner et le 29 juillet 1879 Galley fut gracié.

Les deux erreurs judiciaires de 1876 et 1879 eurent le double résultat de remettre la question de l'appel à l'ordre du jour des commissions d'étude et de confirmer l'opinion qui considérait comme défectueux le système consistant à octroyer la grâce à un condamné reconnu innocent.

Si en 1845 une commission parlementaire avait trouvé bon d'insérer pour la première fois dans son rapport une demande de réforme, la « Criminal Code Commission » de 1878 alla plus loin encore et prévint, dans les nombreux articles de son projet de codification du droit criminel anglais, l'institution d'un appel (2) avec l'organisation d'une Cour d'appel. La même commission devait l'année suivante, en 1879, reprendre et modifier ce projet, et essayer de le justifier dans son rapport.

Ce rapport et ce projet amendé de 1879 marquent une date dans l'histoire de l'appel criminel. Pareille réforme, après avoir été longtemps considérée comme impossible en pratique, bien que désirable en prin-

1. M. Bright à la Chambre des Communes le 24 juillet 1879 déclara : « Il serait vraiment cruel qu'une grâce envoyée à cet homme que tous ici nous croyons innocent, soit accompagnée d'une motion lui montrant qu'on le considère encore comme coupable. Puisque cette Chambre désire qu'une lettre de grâce lui soit envoyée, laissez au moins à ce pauvre malheureux vieillard la douce consolation d'apprendre qu'enfin son innocence a été reconnue ». V. « *Times* », 26 juillet 1879.

2. Criminal Code Bill, section 392. Accounts and papers 1878, vol. II, p. 192.

3. Rapport de la « Criminal Code Commission » 1879, volume 20.

cipe, prenait corps et apparaissait comme réalisable. Certes elle avait été auparavant l'objet de nombreux bills mais les membres du Parlement qui en étaient les auteurs, en dépit de leur valeur personnelle, et de leur renom comme juristes, ne pouvaient avoir l'influence morale que possède une commission composée de juges dont la compétence juridique s'impose à tous.

Passant en revue les différentes institutions et garanties existant à l'époque, la « Criminal Code Commission » arriva à cette conclusion que « pour former un système complet et homogène, ces différentes procédures : « *error, crown cases reserved, new trial* » devaient être combinées ». A cette fin, elle proposa l'organisation d'une Cour d'appel établie sur le modèle de la « *Court of Cases Reserved*(1) », Cour qui devrait statuer sur les appels qui lui seraient soumis. En matière de droit, sa décision ne serait point définitive, le dernier mot devant rester à la Chambre des Lords.

Une controverse sur un point de droit viendrait-elle à s'élever, le juge devrait la porter devant la Cour d'appel ; en cas de refus, l'*Attorney general* l'en saisirait lui-même.

Par cette disposition, la commission désirait mettre un terme aux inconvénients résultant du pouvoir discrétionnaire laissé au juge par l'acte de 1848. Saisie de l'appel, la Cour aurait le pouvoir soit de le rejeter, soit d'ordonner qu'un nouveau jugement (*new trial*) ait lieu, soit enfin de casser purement et sim-

1. Cette nouvelle Cour différerait en deux points de la « *Court of Crown Cases Reserved* : la minorité serait liée par la décision prise par la majorité. Les juges seraient au nombre de 7 et non de 15.

plement la condamnation fausse en droit. « Disposition à la fois favorable et défavorable pour l'accusé, » fait remarquer la commission. Si, aujourd'hui, il peut convaincre son juge de la nécessité de réserver la question de droit dont la solution présente quelque difficulté, il court de nombreuses chances de voir sa condamnation cassée : le principe que nous proposons une fois adopté, le juge sera forcé de réserver le point de droit, mais dans la majorité des cas l'accusé ne bénéficiera que d'un nouveau jugement (*new trial*). L'appel « on question of law » était accordé aussi bien à la défense qu'à l'accusation. Celle-ci pourrait donc obtenir la révision du jugement si la décision du juge était fausse en droit, et cela dans les mêmes conditions que l'accusé.

En ce qui concerne l'institution d'un appel sur une question de pur fait, c'est-à-dire d'un appel du verdict du jury, la commission vit clairement la difficulté de l'entreprise : « Combien il est plus difficile d'arriver à une solution satisfaisante dès qu'il s'agit de rendre pratique l'appel « on fact », remarque-t-elle en son rapport. Un seul moyen de procédure lui paraît possible : permettre au condamné, sous certaines conditions, d'être rejugé par un nouveau jury : mais encore faudrait-il faire une distinction parmi les hypothèses qui se présenteraient.

L'accusé alléguerait-il que le verdict rendu est en contradiction avec les preuves soumises à l'appréciation du jury, il pourrait interjeter appel devant la Cour. Mais, pour cela, il devrait obtenir l'autorisation préalable du juge devant lequel il a été condamné. Si cette disposition avait pour but d'éviter les appels



sans fondement sérieux, combien étrange elle apparaîtrait cependant, si on la rapproche de la réforme demandée par la commission dans le cas d'appel « on law » : les inconvénients résultant de la liberté d'appréciation laissée au juge par le « Crown Cases Act » de 1848, ne se reproduiraient-ils pas avec un caractère de gravité plus grand, si du juge dépendait uniquement l'autorisation de l'appel en matière de fait ?

Autre hypothèse : si, la condamnation une fois prononcée, des faits nouveaux venaient à jeter un doute sur la culpabilité de l'accusé, le problème de l'appel apparaissait à la commission comme plus difficile encore à résoudre. Reprenant son propre projet de 1878, elle y apporta quelques amendements. D'après le texte de 1878, le secrétaire d'État à l'Intérieur autorisait l'inculpé à interjeter appel devant la Cour, laquelle ordonnait ou non qu'un nouveau jugement fût rendu. N'était-ce pas là imposer au *Home Office* toute la responsabilité de l'octroi du « new trial » ?

Qui apprécierait et les preuves et les raisons militantes en faveur de l'accusé ? Le *Home Office* seul. L'autorisation qu'il donnerait à l'accusé d'interjeter appel reviendrait donc à ceci : Le secrétaire d'État à l'Intérieur considère qu'il y a des raisons suffisantes pour qu'un « new trial » soit ordonné. La Cour d'appel, en pareil cas, ne pourrait que suivre l'avis qui lui serait ainsi donné. La commission de 1879 vit là des inconvénients. Puisque le « Home Secretary » supporterait en définitive, de façon indirecte, la responsabilité du succès de l'appel, pourquoi ne pas la lui laisser pleine et entière ? « La pratique a montré,

déclara la commission, qu'il est meilleur juge des faits qui viennent à se révéler après la condamnation qu'une Cour ne peut l'être : Il a toutes les facilités pour mener à bien une enquête... aucune règle ne le lie, sa décision n'est pas susceptible de créer un précédent. » En conséquence, à la différence du projet de 1878, celui de 1879 décida que si un doute planait sur la culpabilité de l'accusé par suite de circonstances ignorées du jury, seule le « Home Secretary » pourrait ordonner qu'un nouveau jugement soit rendu (1)

Avec ce système, un scandale semblable à celui qui avait éclaté à l'époque, à propos de l'affaire Galley, apparaissait comme ne pouvant plus se renouveler. Le *Home Secretary*, pris de doute à la suite de faits nouveaux, se verrait obligé d'ordonner un « new trial ». Soumettre les affaires à nouveau à un jury, ce serait donner une garantie à l'inculpé aussi bien qu'à la société, qui, ainsi, n'aurait pas à craindre de voir une grâce intervenir à tort.

1. *Criminal Code*, 1879, section 544 : « Après la déclaration de culpabilité prononcée contre une personne poursuivie pour « indictable offense » la Cour de jugement ou le juge peut donner autorisation au condamné d'interjeter appel devant la Cour, lui demandant d'ordonner un nouveau jugement si elle pense que le verdict rendu l'a été à l'encontre des preuves soumises à l'appréciation du jury. »

Sect. 545 : « Si, sur une demande de grâce émanant d'une personne condamnée pour « indictable offense », le Secrétaire d'État au département de l'Intérieur doute de la culpabilité de l'accusé, il peut... après enquêtes préalables, ordonner que l'accusé soit rejugé par une Cour nouvelle qu'il indiquera.

Sect. 393 du *Criminal Code*, 1878 : « .. Toutes les fois qu'un doute pourra exister sur la culpabilité de l'inculpé, le Home Office aura la faculté d'autoriser le condamné à interjeter appel devant la Cour aux fins de « new trial » [*account. and papers*, vol II, p. 172, bill 178]. »

En insérant pareille disposition, la commission tenait compte également d'un mouvement d'opinion qui ne faisait que grandir depuis quelques années. Si, vers 1830, le fait de grâcier un innocent apparaissait, sinon comme logique, du moins comme satisfaisant, il n'en était plus de même en 1879. Des juristes avaient été frappés de l'antinomie singulière qui existe entre l'idée de grâce et l'idée d'innocence. L'inculpé est coupable ou ne l'est pas. S'il est coupable qu'il subisse sa peine, ou, si quelques circonstances particulières militent en sa faveur, qu'il bénéficie de la clémence royale ; mais, s'il est innocent, il doit être acquitté. Reconnu coupable à tort, le grâcier c'est lui faire injure : on ne pardonne pas à qui l'on n'a rien à reprocher (2).

1. Stephen. *History of criminal law*, t. III, p. 438 à 465.

2. Cette idée déjà émise en 1844 par Sir Fitzroy Kelly, devait apparaître comme plus vraie encore après l'affaire Thomas Smethurst de 1859.

Thomas Smethurst, le 18 août 1859, avait été déclaré coupable de l'empoisonnement d'Isabella Boukes. Nombre d'experts avaient été commis aux fins d'analyse. Leurs rapports différaient les uns des autres ; certains concluaient à l'empoisonnement par l'arsenic d'autres parlaient d'antimoine, enfin selon quelques-uns la victime aurait succombé à une simple crise de dysenterie : néanmoins le jury avait rendu un verdict affirmatif. Le Secrétaire d'État au département de l'Intérieur ouvrit une nouvelle enquête et demanda l'avis du plus grand chirurgien de l'époque. Celui-ci déclara qu'étant donnés les rapports de ses confrères, ses recherches et expériences personnelles, les plus graves doutes planaient sur la culpabilité de Smethurst. Le 17 novembre il était grâcié. « Rien de plus mauvais que ce système de procédure, ne peut-être imaginé, trouve-t-on écrit dans un article du *Times*. Il met dans une situation fausse toutes les parties : le Secrétaire d'État, le chirurgien Benjamin Brodie, le juge de l'affaire, l'inculpé lui-même. Le résultat obtenu est celui-ci : Smethurst après

La solution adoptée coupait court à cette critique.

Le projet de la « Criminal Code Commission » aboutissait donc à donner à deux organes le pouvoir de connaître de l'appel : à une Cour qui serait compétente toutes les fois qu'un appel serait interjeté sur une question de droit, ou toutes les fois que le verdict apparaîtrait au juge de première instance comme déraisonnable, et au Home Office, qui, seul, pourrait connaître des cas où la culpabilité de l'accusé apparaîtrait dans la suite comme douteuse.

Ce projet, comme le « Criminal Code » lui-même où il avait été inséré, ne fut point voté par le Parlement. Il n'en offre pas moins un sérieux intérêt au point de vue historique. Il constitue en effet la première grande tentative de réforme qui eût été faite jusqu'alors.

Aucune commission ne s'occupa plus de la question de l'appel jusqu'en 1892, date à laquelle elle fut reprise par la commission des juges qui, conformément à la section 75 du « Judicature Act » de 1875, doit se réunir périodiquement pour indiquer au Lord Chancelier les réformes désirables.

Cette commission, dans son rapport (1), préconisa une réforme plus hardie, plus complète que celle inscrite dans le « Criminal Code » de 1879.

avoir été déclaré coupable d'un meurtre par un jury a été grâcié. Est-il coupable, est-il innocent ? Aujourd'hui il est ni l'un ni l'autre. il est un innocent grâcié. » La grâce de Smethurst venait donc sinon de révéler, du moins de confirmer l'étrangeté du résultat auquel aboutissait le Home Office en cas d'erreurs judiciaires.

La « Criminal Code Commission » en son rapport de 1879 ne manqua point de faire allusion à cette affaire.

1. Publié en 1894 sur la demande de la Chambre des Communes [*accounts and papers*, 1894, V. 71, p. 189.

Elle donnait, en effet, pouvoir à la Cour de casser elle-même le verdict qui lui paraîtrait erroné ou contraire à la véracité des faits. Elle repoussait l'idée du « new trial » à la suite d'un renvoi. Elle y voyait, en plus d'une perte de temps considérable, « une véritable oppression » infligée à l'appelant. Ne devrait-il pas ainsi soutenir deux fois la lutte avec l'accusation, courir deux fois les risques d'une comparution devant un juge ? Puisque les faits avaient montré la nécessité d'un appel, un corps de magistrats pourrait exercer sur le verdict un contrôle efficace, mieux que ne pourrait le faire un autre jury. On trouve là l'influence certaine du « Maître des Rôles », Lord Esher, qui, en 1889, déclarait : « L'appel, si jamais il est institué, doit être aussi étendu que possible. Ce sera à la Cour elle-même que devront être confiés des pouvoirs très larges pour parvenir à faire régner la justice (1). » Idée que le juge Coleridge reprit et développa devant la commission. Si tel est le principe qui fut admis (2), les juges de 1892 oublièrent de dire comment la réforme serait réalisée en pratique.

Le rapport de cette commission demandait en outre qu'un droit d'appel fût donné au condamné, à l'encontre de la sentence prononcée contre lui par le juge. C'était la première fois que semblable réforme était formulée. La diversité considérable qui existait entre les différentes sentences prononcées pour un même fait délictuel avait peu à peu attiré l'attention. La loi fixant dans la plupart des cas un maximum très large

1. Lettre au journal *The Times* du 17 août 1889.

2. Vœu 99 : « La Cour devra avoir le pouvoir de casser la condamnation prononcée. »

sans indiquer de minimum, le juge anglais jouissait et jouit encore d'une grande liberté d'appréciation. Un juge peut être plus ou moins sévère, tenir compte ou non de certaines circonstances, envisager le but de la peine de telle ou telle façon, d'où ce résultat : le même fait, commis dans des circonstances à peu près identiques, entraînait des sentences différentes. Aucune homogénéité, aucune uniformité. Dénonçant ces faits, la commission de 1892 en était arrivée à cette conclusion : « Pareille diversité entre les sentences doit être évitée. Aucune institution légale n'existe aujourd'hui pour imposer une plus grande uniformité. Le Home Office qui ne peut que diminuer la sentence, ne peut entreprendre cette tâche... Nous recommandons l'institution d'une Cour d'appel ayant pleine juridiction pour reviser et modifier les sentences. Elle pourra aussi bien les diminuer que les augmenter sur la demande de l'*Attorney general*, sinon l'uniformité que nous souhaitons, ne pourrait être atteinte ».

Appel du verdict du jury, appel de la sentence à une Cour qui aurait pleins pouvoirs pour les examiner et rendre des arrêts en pleine liberté, telle est la réforme que suggérait au « Lord Chancelier » la commission de 1892.

L'entrée en vigueur d'une loi nouvelle vint accroître bientôt la nécessité de l'appel et rallier ainsi à la réforme nombre de juristes qui jusqu'alors s'y étaient opposés. Jusqu'au « Criminal Evidence Act » l'accusé ne pouvait déposer sous serment : ses déclarations n'avaient la valeur que de simples renseignements. Le bill de 1898 l'autorisa au contraire à servir de témoin dans sa propre cause. Comme tel, sur sa demande,



il put désormais « raconter sa propre histoire », répondre aux questions à lui posées par l'accusation, subir en un mot la « cross-examination ». De même, à partir de cette date, le mari ou la femme de l'accusé purent déposer comme témoins (1). La tâche du juge devenait ainsi singulièrement plus délicate. L'accusé n'aurait-il pas tendance à travestir la vérité ? Le juge obligé de rétablir l'équilibre entre la défense et la poursuite, équilibre rompu par des dépositions plus ou moins mensongères, se verrait souvent forcé de mettre le jury en garde contre les assertions de l'accusé. Jusqu'à quel point les déclarations de ce dernier étaient-elles contraires à la vérité ; dans quelle mesure avaient-elles influencé le jury ? Autant de questions délicates qui se poseraient à la sagacité du juge. Rien de plus facile que de commettre une erreur d'appréciation, erreur qui pourrait porter un préjudice à l'accusé, en déterminant le Jury à rendre un verdict de culpabilité, ou « à la Société si les mensonges de l'accusé pouvaient lui arracher un verdict d'acquittement (2). »

Un Cour d'appel s'imposait.

Si la question de l'appel avait préoccupé depuis de longues années des commissions composées surtout de magistrats, les membres du parlement à la Chambre des Lords et ceux des Communes n'étaient

1. Criminal Evidence Act, (61-62 Victo. c. 36) entrée en vigueur, octobre 1898. L'accusé, son mari ou sa femme s'ils peuvent être témoins, ne peuvent être forcés de l'être ; s'ils sont témoins « compétent », ils ne sont pas « compellable ».

2. Lord James of Hereford. Séance du 27 mars 1906. Ch. des Lords, *Débats parlementaires*, 4<sup>e</sup> série, v. 154, col. 1002.

pas restés indifférents au mouvement. Certains d'entre eux avaient tenté à de nombreuses reprises de faire voter des bills de réforme. Depuis 1844, date à laquelle Sir Fitzcroy Kelly porta pour la première fois pareille question devant les Communes, jusqu'au scandale Beck de 1904, on compte plus de vingt-six tentatives qui toutes, après des fortunes diverses, ne furent jamais votées en troisième lecture. La plus grande diversité règne dans tous ces projets. Cependant la plupart ne donnaient pas à l'inculpé un libre droit d'appel ; ils le subordonnaient soit à l'autorisation préalable du juge de première instance, soit à celle de la Cour d'appel elle-même, soit enfin, dans certains cas, à celle du Home Secretary (1). A l'exception d'un bill déposé en 1862 et d'un bill de 1897, lequel semble s'être inspiré de la recommandation faite par les juges de 1892, aucun ne reconnaissait à la Cour d'appel le droit de réviser elle-même le verdict du juge. Le principe du renvoi de l'inculpé devant un autre jury était le plus communément admis. Nous le trouvons énoncé dans la première tentative de 1844, appliqué et développé dans les bills de 1879, 1880 et 1883. Permettre à une Cour composée de magistrats de réviser un verdict rendu par des jurés, apparaissait en effet comme une innovation trop grande, contraire à l'idée, qui jusque-là avait toujours prévalu, de la souveraineté du juge en ce qui concerne les questions de fait. Dans la procédure du « new trial », préconisée par la grande majorité des bills de réforme, on peut voir cependant la cause de

1. Projet qui suivit le rapport de la Criminal Code Commission, 1879.

leur échec. Renvoyer l'inculpé devant un autre jury, n'était-ce pas, en raison des délais nécessaires, diminuer la valeur de la répression ? D'autre part, le nombre des affaires à soumettre au juge devenant, du fait de l'institution de l'appel, plus considérable, ne risquerait-on pas d'entraver le cours régulier de la justice ? Objections sérieuses qui avaient toujours été opposées avec succès aux initiateurs de toute réforme : « les lenteurs de la justice ne sont-elles pas un mal pire que des erreurs judiciaires souvent imaginaires (1). »

1. On trouvera les différents bills rapportés dans Cohen : Criminal Appeal bill 1907, appendice A, page 62. Il semble que l'on puisse les classer ainsi qu'il suit :

1<sup>o</sup> Parmi les bills préconisant la procédure par « new trial » seulement, on peut citer : ceux de : 1848 déposé par Mr. Ewart. — 1858 (« New trial in Criminal Cases ») Mr. M'Mahon et Butt. — 1859 : (appeal in Criminal cases) M'Mahon and Hadfield. — 1860 *idem*. — 1861 *idem* : Butt. — 1878 : (Criminal appeal) Bowyer. — 1878 : (Criminal Code) Attorney général. — 1879 (Criminal Code) Attorney general et Solicitor general. — 1880 *idem*. — 1880 projet n<sup>o</sup> 2. Wheelhouse. — 1882 reprenant le projet de la commission de 1879 (Criminal Law amendment bill) Charles Russell, Arthur Elliot. — 1882 (Criminal procédure) Arthur Balfour. — 1888 (Court of Criminal Appeal) John Simon. — 1890 (*id.*) Henry James. — 1895 (*id.*) Hopwood. — 1897 (*id.*) Pikerigill, John Burns. — 1900. *id.* même bill présenté par les mêmes membres du parlement qu'en 1897.

2<sup>o</sup> Bills conférant à la Cour d'appel en plus de la faculté d'ordonner « un new trial » des pouvoirs plus étendus dans certains cas : rendre tel autre jugement qui apparaît juste à la Cour ou ordonner ce que justice requiert : Bills de 1844 (appeal in Criminal cases) Fitzroy Kelly. — 1864 (*id.*) Fitzroy Kelly, William Ewart, M'Mahon.

3<sup>o</sup> Bills donnant à la Cour pouvoir de réviser directement le verdict du jury : 1872 (Death sentence), Wilmat. (Bill apparaissant comme spécial au cas où l'inculpé a été condamné à mort. — Bill de 1897 présenté le 22 janvier, lu le 24 mars, rejeté eu deuxième lecture le

En ce qui concerne la révision des sentences, la plupart des bills admettaient au contraire que la Cour elle-même devait en connaître. Une Cour en effet, composée de magistrats éclairés, connus pour leur science, apparaissait comme pouvant avoir toute l'autorité nécessaire. Certains projets donnaient à la Cour d'appel non seulement le droit de diminuer, mais encore celui d'augmenter les sentences qui sembleraient non adéquates aux faits. D'autres, tout en admettant la nécessité d'une plus grande uniformité, mais frappés aussi de la sévérité des juges, reculaient devant l'idée qu'une Cour pût venir aggraver la peine déjà prononcée : n'était-ce pas faire courir un trop grand risque à l'accusé.

Aucune solution n'aurait peut-être encore été donnée au grave problème de l'appel, si un élément n'était venu exiger des magistrats et du Gouvernement, une prompte solution ; élément puissant, dont la force est très souvent irrésistible : l'esprit public. Les longues controverses auxquelles se livraient les partisans et les adversaires de la réforme, la révélation faite par certains de l'existence d'erreurs judiciaires, les doutes émis par d'autres sur l'efficacité suffisante de la procédure pour les éviter, avaient

6 août. — (Court of Criminal Appeal) présenté par : Fikergill, John Burns, Harrison.

4° Bills mélangeant plusieurs institutions, appel, pouvoirs du Home Office, « New trial » selon les circonstances : 1883 : (Criminal Code). — 1883, (Court of Criminal Appeal). 1880 — (*id.*) Anderson.

5° Bills conférant à la Cour le droit de diminuer et d'augmenter les sentences, 1878. Criminal Appeal, 1879, 1880, 1882, 16 février 1883, 1895. Au contraire les bills du 10 août 1888 et 22 février 1898 ne conféraient pas pareils pouvoirs à la Cour.

peu à peu été connus du public. L'idée que des innocents pouvaient avoir été condamnés et étaient en prison parvint à ébranler sa confiance, à l'émouvoir et à le convaincre de l'insuffisance des garanties données à l'accusé.

La presse s'emparant de ce mouvement d'opinion, allait l'exploiter, en créant, peut-on dire, une nouvelle institution extra-légale pleine d'inconvénients, scandaleuse selon certains : le jugement par journal *trial by news paper*. Un cas apparaissait-il comme douteux ? Un journal s'emparait de l'affaire, enquêtait par le moyen de ses nombreux reporters, re-jugeait pour le compte de ses lecteurs, blâmant la procédure suivie, discutant le bien fondé de telle ou telle mesure, appréciant les preuves, faisant pression sur le Home Office pour lui arracher une grâce, ne ménageant pas ses attaques contre cette institution.

On peut faire remonter l'origine du *trial by newspaper* à l'agitation qui, en 1754, suivit la condamnation de la jeune servante Elisabeth Canning, condamnée pour parjure (1) à un mois de prison et trois ans de déportation : à cet égard les pamphlets de Voltaire et de Henry Fielding sont restés célèbres. Pour la première fois, on avait vu des publicistes osant critiquer la justice et déclarer que la peine était trop sévère, et les preuves insuffisantes. L'affaire d'Elisabeth Canning doit être considérée comme un cas tout à fait particulier, ayant apparu à la con-

1. Elisabeth Canning avait accusé une bohémienne de l'avoir enlevée et détenue captive pendant un mois et avait obtenu sa condamnation. Ses assertions furent plus tard reconnues fausses et elle fut poursuivie pour parjure.

science populaire encore si profondément troublée par le Jacobisme, comme se rattachant à ce mouvement politique qui s'éteignait : « agitation due à un égarement passager, à un oubli incroyable du respect que toute personne doit professer à l'égard des décisions de la justice, quelles qu'elles soient. » Ainsi s'exprimait le juge de l'époque en ses conclusions. « Egarement passager » certes, car il nous faut arriver à près de cent cinquante ans plus tard pour assister à la première agitation soulevée par la condamnation d'un accusé, agitation qui peut être considérée comme le résultat des révélations faites au public par la publication des rapports de 1845 et de 1879. L'idée que la justice peut se tromper, admise et proclamée par un certain nombre de magistrats, n'avait pas été sans frapper la conscience populaire. Nous retrouvons l'écho de ces sentiments dans un discours prononcé le 12 février 1864 par William Ewart (1) : « Certains de nos magistrats se rendent compte de l'impossibilité où nous sommes de corriger les erreurs judiciaires qui viennent à se produire. Bien mieux, dans la conscience populaire, vous ne trouvez plus cette belle assurance d'il y a seulement quelques années, cette confiance inébranlable en l'infailibilité du jury, en celle de *His Majesty Judge*. En 1879, lors du dépôt du *Criminal Code Bill* devant les Communes, l'Attorney general déclarait : « Je crois devoir vous avertir que dans sa grande majorité, le public de notre pays, accueillerait avec soulagement l'institution d'une Cour d'appel ; le doute qui s'est emparé de

1. Débats parlementaires rapporté dans le *Times* du 12 février 1864.



plusieurs parmi vous n'a pas manqué de s'emparer de lui également (1). »

En 1889, une affaire devait donner l'occasion à l'opinion publique de se manifester : ce fut l'affaire Maybrick.

Elisabeth Maybrick avait été condamnée à mort le 20 juillet 1889, convaincue d'avoir empoisonné son mari avec de l'arsenic, affaire qui ressemblait beaucoup à celle de Smethurst de 1859. Cette condamnation souleva les plus graves commentaires de la presse. Nombreux furent ceux qui envoyèrent des lettres au *Times* donnant leur appréciation sur les faits, sur les effets de l'arsenic et autres poisons; nombreux également ceux qui vinrent déclarer le verdict contraire aux faits. « Tous les doutes qui aujourd'hui s'élèvent de toutes parts relativement à la culpabilité d'Elisabeth Mabrick, auraient dû amener son acquittement de la part du jury. Celui-ci devrait ne pas condamner sur de simples apparences et exiger des faits positifs (2). » Telle était la conclusion de beaucoup de pétitions demandant la grâce de l'accusée et qui furent couvertes de signatures (3). Des meetings (4) furent tenus, des consultations de médecins publiées. Enfin le 20 août 1889, la peine de mort fut commuée en celle des travaux forcés à vie, par le Home Office, commutation qui ne satisfit personne. On parla de manque de courage de la part du Secrétaire d'État ;

1. *Times*, 4 avril 1879.

2. *Times*. Lettre signée B. X., 12 août 1889.

3. *Times*, 16 août 1889 publiant les noms des signataires les plus influents.

4. Le 19 août à Town Hall, à Birmingham et à Cannon Street Hôtel, à Londres.

« Deux seuls partis étaient possibles : la grâce pleine et entière de l'accusée, ou la pendaison (1). » Le mouvement d'opinion, l'attitude de la presse en cette circonstance alarmèrent bon nombre de magistrats, qui voyaient dans le développement de pareilles tendances un danger. « Je vois dans cette agitation un véritable risque couru par nos tribunaux : le discrédit. Laisser s'évanouir le respect dont ils sont entourés, ce serait substituer le fanatisme aveugle de la foule à un jugement rationnel rendu par un jury et un juge. » Telle était la conclusion d'un article publié dans le *Times* (2). Faisant allusion aux meetings, l'auteur s'écriait : « On en arrive à un jugement par plébiscite (3). » Idée vraie, danger réel : mais seule une réforme radicale de la procédure pouvait arrêter le mouvement qui se dessinait. On ne crut pas cependant le moment venu : on compta encore sur la sagesse du public, sur la réserve dont avait toujours fait preuve la grande presse ; on ne voulut pas croire à la possibilité d'un changement dans les sentiments de l'opinion publique, dans sa foi et son respect envers l'administration de la justice. Des faits devaient bientôt démentir ceux qui conseillaient la temporisation.

Une crise semblait inévitable. Elle éclata à l'occasion de deux affaires retentissantes. En 1904 ce fut d'abord le fameux scandale de l'affaire Beck qui, à peine apaisé, devait être suivi presque immédiatement

1. *Times*, 23 août 1889.

2. Article signé G. B., 12 août 1889.

3. Pendant tout le temps que dura l'affaire Maybrick, le *Times* publia une série d'articles, de lettres, d'interviews qui tous sont plus intéressants les uns que les autres, montrant combien nombreux étaient ceux qui s'intéressaient au procès.

du procès Edalji, dont les conséquences furent telles que toute les résistances furent emportées.

## 2° De l'affaire Beck à la loi de 1907.

L'erreur judiciaire commise deux fois au préjudice d'Adolph Beck, devait démontrer l'impuissance du Home Office à corriger les erreurs judiciaires, et faire faire un pas décisif à la création d'un appel au criminel (1).

En 1877 un nommé John Smith était condamné à la Cour d'« Old Bailey » de Londres, à cinq ans de servitude pénale, pour escroquerie au préjudice de filles de joie, Son procédé était le suivant. Il s'introduisait auprès de celle qu'il avait choisie pour sa victime sous un nom noble, lui déclarait avoir une maison à Saint-John's Wood et chercher une personne capable de la diriger. Après diverses entrevues, il promettait de lui constituer une garde-robe, passait une commande chez un des grands couturiers et lui donnait un chèque tiré sur une banque inconnue. Sous un prétexte quelconque, il demandait à sa victime de lui prêter de l'argent ou des bijoux, puis disparaissait. En 1881, John Smith avait obtenu d'être mis en liberté surveillée, sous caution. Vers le milieu de l'année 1894, la police commença à recevoir une série de plaintes émanant de filles de joie contre un certain individu se prétendant Lord Wilton, ou Lord

1. « On ne peut faire que l'affaire Beck n'ait été l'une des causes les plus puissantes de l'établissement de la Cour d'appel. » *Law Times* v. 127, page 151 : article à propos de la mort d'Adolph Beck.

Winton Willoughby, dont la façon d'opérer ressemblait à celle employée en 1877 par John Smith. La description de l'escroc différait du signalement de l'ancien condamné ; toutefois les chèques tirés sur une banque imaginaire apparurent comme étant de la même écriture. Toutes les recherches de la police devaient rester vaines, quand le 15 décembre 1895, une femme, Otilié Meissonier, victime un mois auparavant de l'habile escroc, rencontra par hasard Adolph Beck dans Victoria Street, l'accusa de l'avoir volée et le fit arrêter. D'autres femmes furent citées et confrontées avec Beck, toutes pour la plupart le reconnurent comme étant le prétendu Lord Wilton, L'affaire une fois révélée par les journaux, un individu qui avait été mêlé à l'affaire Smith vint spontanément déclarer que Beck et l'ancien condamné n'étaient qu'une seule et même personne. L'agent qui avait arrêté Smith en 1877 ayant été appelé, jura que Beck était Smith. L'affaire vint en mars 1896 devant Sir Forrest Fulton (1) le *Common Serjeant*, à l'*Old Bailey*. Beck, pour sa défense, déclara que le réel coupable devait être l'ancien condamné de 1877 et que cet homme n'avait rien de commun avec lui, qu'il y avait erreur d'identité. Le juge refusa de lui laisser prouver qu'il n'était pas Smith. Il fut condamné pour escroquerie (délict grave, *misdeameanour*) à sept ans de servitude pénale. Notons que la partie de l'acte d'accusation relative à la récidive, avait été laissée de côté : n'était-ce pas le signe, comme on

1. Par extraordinaire Mr Justice Forrest Fulton qui jugea Beck en 1896 avait jugé Smith en 1877. *Times*, 9 août 1904, p. 7.

l'a fait remarquer plus tard, qu'un certain doute existait déjà à ce moment. Envoyé à Portland, Beck fut rangé parmi les récidivistes et traité comme tel : mesure incompréhensible et incompatible avec le jugement rendu.

La condamnation à peine prononcée, Beck envoya pétitions sur pétitions au Home Office, démontrant qu'il ne pouvait être Smith. En 1880, date à laquelle ce dernier était en prison, lui était à Lima, alibi appuyé et prouvé par une déclaration du Consul du Danemark en cette ville. Le Home Secretary ne voulut rien savoir. En mai 1898, son avocat réclama un supplément d'enquête : celle-ci établit qu'en 1879 Smith avait été à plusieurs reprises examiné par le docteur de Portland, qui, dans un rapport au gouverneur de la prison, déclarait que Smith était circoncis : un examen de Beck montra qu'il ne l'était pas. Le Home Office pour la première fois demanda l'avis du *Common Serjeant* sur l'affaire. Celui-ci déclara que si Beck n'était pas Smith, il n'en avait pas moins été reconnu comme l'auteur des escroqueries. En conséquence le Home Office refusa d'intervenir, en ce qui concernait la condamnation, se contentant d'ordonner que Beck ne fût plus traité à l'avenir comme un récidiviste. Mais, chose extraordinaire encore, l'expertise médicale et le rapport qui s'en était suivi ne furent pas communiqués au *Public Prosecutor* et à la police, alors qu'ils auraient dû l'être.

En juillet 1901, Beck ayant purgé sa condamnation, fut remis en liberté et depuis lors menait une vie des plus régulière, quand, en avril 1904, il fut arrêté de nouveau et poursuivi sous la même inculpation qu'en 1896.

Il fut jugé par Mr Justice Grantham et, comme il ne pouvait nier avoir été condamné en 1896, force lui fut donc de plaider « coupable » quant à la partie de l'acte d'accusation l'inculpant comme récidiviste. Le jury le déclara coupable. Mr Justice Grantham ayant quelques doutes, remit le prononcé de la sentence à la session suivante. C'est alors que se produisit un véritable coup de théâtre : Smith l'ex-condamné de 1877 était arrêté et reconnu coupable des escroqueries pour lesquelles Beck avait été condamné (1). Beck fut alors grâcié pour sa condamnation de 1896 et celle de 1904 (2).

Tels avaient été les faits, faits graves qui avaient amené par deux fois la condamnation d'un innocent. L'opinion publique déjà ébranlée quelques mois auparavant par une condamnation reconnue injuste peu après, allait s'affoler. Un journal, le *Daily Mail*, mena campagne pendant près de deux mois, et publia une série d'articles de G.-R. Sims intitulés *An english Dreyfus Case* (3), sorte de roman policier où l'auteur s'efforce de montrer que Beck a été victime d'une véritable conspiration : « On a dit que l'on était en face d'une simple erreur d'identité, il n'en est rien. L'erreur n'a pas été due au hasard, elle fut volontaire : l'histoire de cette affaire forme la page la plus noire de toutes nos annales judiciaires. Pure moquerie que de parler de justice, en faisant allusion à Beck et sa condamnation... Les machinations les plus viles furent

1. Smith fut condamné à cinq ans de servitude pénale le 15 septembre 1904.

2. *Parliamentary papers*. 1904. Cd. 2.315, p. VI et VII ; également Sibley. *Op. cit.*, p. 303 et Mendelssohn Bartholdy. *Op. cit.*, p. 10.

3. *Daily Mail* du 15 août 1904 au 20 août compris.



tramées et réussirent à faire condamner un innocent... Si en 1896 la procédure qui se déroula devant le jury fut une farce solennelle, à qui la faute ? C'est le juge Forrest Fulton, c'est l'avocat du Trésor Horace Avory qui le rendirent tel (1). » D'après l'enquête menée par Sims, la police exaspérée de ne pas découvrir l'auteur des escroqueries de 1896 aurait saisi la première personne qui lui fut dénoncée. Tous les autres journaux à grand tirage imitant le *Daily Mail* firent les révélations les plus extraordinaires et inattendues (2), Beck fut érigé en martyr : *Evening News* publia au cours du mois d'août 1904, l'histoire complète de l'affaire racontée par Beck lui-même, avec un exposé de sa vie en prison : *The Story of Adolph Beck, the innocent man who served a sentence of seven years penal servitude*. L'agitation était à son comble, il fallait découvrir un homme ou une institution qui, livrée au public supporterait la responsabilité de pareille injustice et serait en butte aux pires critiques : ce fut le Home Office dans l'exercice de ses fonctions relatives à la « prérogative de la grâce ». Si en 1859, en 1879, après la grâce de Smithurst et celle de Galley, on s'éleva contre le fait de grâcier un innocent, en 1904 ce fut l'institution du Home Office qui fut prise à partie, et déclarée incapable de remplir les fonctions qui lui avaient été confiées. En étudiant les moyens d'investigation dont il disposait, on vit qu'ils étaient insuffisants. Le *Home Secretary* dans l'impossibilité matérielle de voir par

1. *Daily Mail*, 16 août 1904, p. 5, col. 7.

2. Voir *Pall Mall*, *Evening News*, *Star*, *Evening Standard*, *Daily Telegraph*, août 1904.

lui-même les pétitions à lui adressées, avait été obligé de s'en remettre à ses bureaux. Sims, dans ses articles du *Daily Mail*, commença les attaques : « Le Home Office, tel est le vrai coupable. A lui était confié le soin de relever les erreurs qui toujours sont susceptibles de se produire : l'affaire Beck montre qu'il est incapable de remplir pareille mission. Qu'a-t-il donc fait des pétitions qui lui furent adressées ? Il les ignora, comme tant d'autres détails. Le déplorable système en usage au Home Office en est la cause : les documents criminels sont dispersés dans des bureaux incompetents... Le résultat fut un scandale. Beck ayant prouvé logiquement son innocence, pièces à l'appui, fut gardé en prison. Voilà le cas que l'on fait au Home Office des pétitions à lui adressées ; il est de notre devoir d'ensaisir l'opinion publique (1)... » Certains allèrent plus loin encore, et accusèrent le Home Office d'avoir sciemment gardé Beck en prison bien que convaincu de son innocence (2). Une déclaration de George Lewis (3), publiée par le *Daily Telegraph* du 22 août fut des plus commentées : « Je n'ai pas grande confiance en la procédure et les enquêtes menées par le Home Office. Le Home Secretary et ses agents sont de parfaite bonne foi, mais ils n'ont ni les facilités, ni la compétence et l'expérience nécessaires pour mener à bien de telles enquêtes. Le Home Office demande l'avis du *Director of Public Prosecution*. Est-ce bien utile ? Certes, c'est un

1. *Daily-Mail*, 16 août 1904 et 17 août.

2. *Star*, 13 août 1904.

3. Un des solicitors les plus connus de Londres.

homme de la plus haute intégrité : n'empêche que cependant, il a poursuivi l'accusé, auteur de la « pétition ». L'enquête est faite en l'absence de l'accusé, de son avocat, le plus souvent elle est conduite par le policier qui a arrêté l'inculpé. Pourquoi se démentirait-il ? » S'emparant de ces paroles d'autres journaux suggérèrent que l'affaire Beck n'était en rien une exception, que nombreuses étaient les erreurs judiciaires commises qui n'avaient pas été révélées(1).

Une seule réforme apparaissait comme pouvant mettre fin à un pareil état des choses : la création d'une Cour d'appel. « Depuis longtemps une Cour d'appel au criminel est nécessaire. Si elle avait existé nous n'aurions plus à déplorer aujourd'hui une affaire Beck. Il n'y a pas que nous qui désirions pareille réforme, mais les jurés, de nombreux juges, et, fait plus important encore, toute l'opinion publique... L'absurdité consistant à refuser l'appel en matière criminelle est manifeste. Persister dans le refus serait une monstruosité » déclarait le 22 août Sir George Lewis à un représentant du *Daily telegraph* (2). « Le moment est venu d'apporter une réforme radicale dans notre procédure criminelle. Beck a été la victime de la méthode en vigueur. Attendre encore serait une faute : l'agitation qui n'a pas encore cessé aujourd'hui, en est une preuve. L'esprit public est affolé, jamais égarement n'a été plus grand, jamais critiques plus désordonnées. Il est du devoir du gouvernement, s'il est soucieux de voir la justice conti-

1. *Observer*, 26 août 1904.

2. *Daily Telegraph*, 22 août 1904.

nur à être respectée, d'agir promptement (1) » écrivait le *Times*.

Des vœux étaient émis un peu partout en faveur de l'octroi d'un appel. Le 1<sup>er</sup> septembre le *Urban council* de Kettering, à l'instigation de son président, M. S. Taylor, votait la résolution suivante : « Le *Kettering Urban council*, en présence de l'erreur judiciaire Beck, déclare que dans l'intérêt de la justice, la création d'une Cour d'appel en matière criminelle est de toute nécessité, afin de prévenir le retour de semblables faits (2). » Même résolution fut votée par le *Burgers Hill Urban Council*, les Councils de Birmingham, Hull et Liverpool (3).

Devant pareille agitation, le gouvernement essaya tout d'abord d'étouffer l'affaire et proposa à Beck une indemnité de 2.000 livres (4) ; la manœuvre échoua. Beck encouragé par le *Daily Mail* refusa, ce journal lui garantissant l'indemnité proposée par le *Home Office* au cas où ce dernier retirerait définitivement son offre qui fut traitée de ridicule. « Etouffer l'affaire serait un crime, c'est la lumière qu'il faut faire, il faut dégager les responsabilités. » Où était la vérité, en effet ? Tant de choses avaient été dites, tant de faits dénoncés. Qui pouvait-on croire ? La presse se rendit bientôt compte, que seule une commission officielle nommée par le Gouvernement, pourrait apporter la

1. *Times* août, 1904.

2. *Daily Mail*, septembre 1904, p. 5.

3. Le 3 septembre, le *Daily Mail* publiait une lettre de Beck : « J'espère que mon long martyre aidera sensiblement à la création d'un appel criminel, d'une Cour de révision qui apparaît comme si nécessaire à l'Angleterre. »

4. 17 août 1904, *Daily Mail*.

clarté demandée, classer les objections, rechercher les responsabilités, proposer les réformes nécessaires. « L'unanimité de la presse londonnienne, l'agitation qui s'est emparée du public, devraient pourtant convaincre le *Home Office* de la nécessité actuelle de faire une enquête sur les causes et circonstances de la malheureuse affaire... Mais il faut agir promptement. La confiance publique dans les grands principes de la justice, dans l'impartialité des tribunaux a été ébranlée. Si l'enquête ne montre pas ce qu'il y a à réformer, une campagne d'attaques contre l'administration judiciaire est inévitable, rien ne pourra l'entraver (1) » « Le tort qui a été fait à Beck innocent est grand, mais plus grand encore celui qui a été fait à la nation, à l'honneur de notre justice criminelle. S'il y a une réforme à faire, qu'une commission officielle vienne l'indiquer (2). »

Tels étaient les articles que l'on pouvait lire presque tous les jours à l'époque (3). Le Gouvernement, devant pareille unanimité, céda et, le 9 septembre 1904, une commission était nommée aux fins d'enquêter sur les conditions qui avaient amené la double condamnation de Beck. Elle était composée des membres les plus éminents de la Magistrature et de la Barre : Right Honorable Sir Richard Hean, le Maître des Rôles, assisté de Sir Spencer Walpole K.C.B. et de Sir John Edge K.C. « La conscience publique peut donc se rassurer en voyant figurer de tels noms pour conduire cette im-

1. *Daily Mail*, 19 août 1904.

2. *Evening, News*, 22 août 1904.

3. Mouvement que l'on trouve même dans les journaux locaux. V. comme exemple *Liverpool Daily Post*, 22 août 1904.

portante enquête que tout le monde désire voir mener à bien », écrit le *Times* du 10 septembre.

Sans impatience, le public anglais attendit le résultat de l'enquête ; c'est à peine si, dans les journaux qui, quelques jours auparavant menaient campagne en faveur de Beck, on trouve mentionné que les travaux de la commission sont en bonne voie. Le 25 novembre 1904 le rapport était publié (1). Il mettait en lumière deux points capitaux : le *Home Office* avait commis des fautes, le juge Forrest Fulton aurait dû soumettre un point de droit concernant le système des preuves à l'appréciation de la *Court of Crown Cases Reserved*, mais, en aucun cas, il était possible comme certains journaux l'avaient prétendu, de parler de conspiration à l'égard de Beck pour cacher la vérité et couvrir une faute commise par la police.

« Lors du procès de 1896, le *common Serjeant*, Sir Farrest, ayant refusé d'admettre certaines preuves en faveur de Beck, le solicitor de ce dernier avait demandé de soumettre à la *Court of Crown Cases Reserved* la question suivante : « La défense a-t-elle le droit de prouver que l'accusé de 1896 n'est pas la même personne que le condamné de 1877, et cela en dépit du *Criminal Evidence Act de 1898* qui ne traite pas ce point ? La défense peut-elle prouver la bonne conduite de l'accusé au moment où fut prononcée la condamnation de 1877, laissant à la Couronne le soin de prouver le contraire et l'identité des personnes. Le *common Serjeant* aurait dû accé-

1. *Parliamentary papers*, 1905, livre 62, c. d. 2,315. P. XII. *Times*, *Daily Telegraph*, 26 novembre 1904.



der au désir exprimé par l'avocat de l'accusé. Selon toute probabilité, la Cour aurait cassé la condamnation, le scandale Beck ne se serait pas produit. » Devant pareille constatation, la commission n'hésita pas à demander une modification de la loi (1). « Un simple changement suffirait pour que toutes les fois qu'une erreur de droit semble s'être produite, elle puisse être corrigée. A l'heure actuelle il n'y a aucun moyen de forcer le juge à réserver un point de droit lorsqu'il s'y refuse. Pourquoi ne pas donner à la Cour elle-même le pouvoir de déclarer, sur la demande de la partie intéressée, que telle ou telle question doit lui être soumise. Rien d'autre ne serait changé que le pouvoir arbitraire dont dispose aujourd'hui le juge. Cette réforme nous apparaît comme pleinement suffisante (2). »

Si le juge de l'*Old Bailey* avait commis une faute, combien plus graves apparaissaient celles commises par le *Home Office* : la commission reprenant tous les documents s'efforça de les mettre en lumière.

« Lorsqu'en 1898 une expertise médicale montra que Beck ne portait pas comme Smith la marque distinctive de tout Juif, le *Home Office* crut devoir en référer au juge et demander son opinion. Malheureu-

1. Bien que nous n'ayons pas précisément à faire des recommandations, nous pensons que ce serait mal remplir notre devoir que de conclure sans appeler l'attention du législateur sur certaines modifications que nous ont suggérées pareils faits. » *Rapport*, p. 16.

2. La commission repousse l'idée d'un *new trial* en cas de jugement erroné en droit, ne croyant pas que pareille réforme soit de l'intérêt du public.

sement on oublia de lui indiquer que ces nouvelles preuves, loin d'être une pure allégation de l'accusé, provenaient de source officielle ; de même ne lui furent pas communiqués les résultats de l'expertise montrant que les chèques de 1877 et ceux de 1896 étaient de la même écriture. Le juge fut donc dans l'impossibilité de faire le raisonnement suivant : L'auteur des escroqueries de 1896 est le même que celui de 1877, l'écriture des chèques en est la preuve. Or Smith est l'escroc de 1877, Beck ne peut être Smith d'après l'expertise médicale, donc Beck est innocent. Le juge au contraire, croyant avoir affaire à des assertions du solicitor de l'inculpé ne prêta que peu d'attention à ces circonstances, à ces preuves nouvelles. Mais l'on peut s'étonner que le *Home Office* en recevant la réponse de Sir Forrest Fulton, n'ait pas été capable de relever l'erreur commise involontairement par celui-ci. Pourquoi ne lui a-t-il pas demandé plus amples explications ? »

La commission rechercha alors les raisons de ces fautes commises par le *Home Office* ; elle crut pouvoir les trouver dans la méthode suivie par ce département. « Tout un système de délégation fonctionne au *Home Office*. Le nombre des pétitions à lui adressées est considérable, aussi serait-il impossible à une seule personne d'en prendre connaissance, d'où la nécessité absolue de diviser le travail. Pour les affaires simples, c'est un employé subalterne qui les expédie. Le cas apparaît-il plus délicat à résoudre, les pièces et documents sont communiqués à des bureaux supérieurs, quelquefois, mais rarement, le Sous-Secrétaire d'État va jusqu'à consulter le *Home Secretary* lui-même.

C'est aux bureaux, souvent aux employés subalternes qu'est confiée la tâche délicate de trier les pétitions et de voir celles qui méritent ou non un examen plus approfondi. Une telle charge, une telle responsabilité devrait incomber à de véritables hommes de loi, non à des subalternes que seule la routine peut guider (1).

« Il ne s'est trouvé personne dans les bureaux, du bas de l'échelle au *Permanent Under Secretary*, qui ait été capable de démêler les faits, de les rapprocher, de les comparer, de découvrir l'erreur commise.

« Ce déplorable système de délégation n'est pas le seul défaut que présente l'institution du *Home Office*, Beck demanda à prouver que les écritures des chèques de 1896 et de 1877 étaient identiques et n'étaient pas la sienne. Pour cela il fallait que le *Home Secretary*, ses bureaux pour mieux dire, eussent en main les pièces et documents. Où étaient-ils ? à la *Central Criminal Court*. On ne les y chercha point. Les

1. Les défauts de ce système apparaissent avec clarté si l'on prend connaissance des documents de l'affaire Beck. Ne lit-on pas ceci : « Même si Beck n'est pas Smith, sa culpabilité est certaine, et repose sur des preuves venant d'un peu partout. » Jamais un homme de loi n'aurait écrit cette phrase « Des preuves qui viennent d'un peu partout » ne sont pas des preuves suffisantes pour amener la condamnation d'un homme, du moins aurait-il fallu préciser. Dans un autre rapport émanant des bureaux de ce département, nous lisons cette phrase : « Le juge refusa de laisser prouver l'alibi invoqué par Beck et cela avec raison. N'était-ce pas une ruse de la défense ? Comment, en effet, la Couronne aurait-elle pu contester les dires des témoins prouvant l'alibi ? « Qui a pu écrire chose semblable ? Ne suggère-t-on pas que demander à prouver un alibi est une ruse sous prétexte que la Couronne n'aurait su que répondre ? Toute personne qui connaît l'importance de l'alibi en matière criminelle frémissa en lisant ce rapport. »

eût-on eus sous la main, les assertions de Beck devenaient des réalités. Pareil état de chose ne peut durer plus longtemps (1). »

Devant de telles révélations, de si grandes imperfections, on serait porté à croire que la commission en viendrait à conseiller une réforme radicale, l'institution d'une Cour d'appel. Il n'en fut rien cependant, elle recula devant pareille révolution à introduire dans la procédure criminelle : « C'est au *Home Office* que doit appartenir le pouvoir de redresser les erreurs judiciaires », conclut-elle. Cependant des réformes sont nécessaires. Il faudra désormais confier le soin d'examiner les pétitions à des gens compétents. Dans certains cas ne serait-ce pas utile de voir consulté le *Director of Public Prosecution* ? Et reprenant ce qui avait été déjà dénoncé tant de fois : « Ne pourrait-on pas abolir l'anomalie qui consiste à gracier un individu reconnu complètement innocent ? Il serait simple, semble-t-il, de casser la condamnation et sur l'ordre de l'Attorney general, de faire inscrire sur le *record* (2) un jugement d'acquittement. »

Le rapport de la commission fut tout d'abord bien accueilli : « C'est un véritable chef-d'œuvre, le seul nom du Maître des Rôles le faisait prévoir. Les membres de la commission doivent recevoir dès aujourd'hui, les plus chauds remerciements du peuple anglais pour la façon dont ils ont exécuté leur mandat. Ils n'ont pas reculé devant les critiques à adresser à des institutions existantes, à dévoiler les respon-

1. Rapport *id.*, p. 20 et s.

2. *Record* : voir ce qui a été dit plus haut pages 26 et sq. à propos du *writ of error* et le Glossaire.

sabilités », écrivait le *Daily Telegraph* du 26 novembre 1904. Cependant, reprenant l'examen des diverses critiques adressées au *Home Office*, la presse en vit la gravité (1), compara les réformes proposées et fut effrayée de leur peu d'importance. Dès lors s'ouvrit une campagne en faveur de l'institution d'un appel au criminel. « Le Procès Beck et le rapport qui s'en est suivi, ont rouvert la fameuse discussion au sujet de savoir si une Cour d'appel devrait être ou non instituée. On a été fort surpris de la timidité dont ont fait preuve les rapporteurs. On les a blâmés de ne pas avoir proposé la création d'une Cour d'appel. Les réformes qu'ils suggèrent apparaissent insuffisantes (2). » On fut étonné surtout de voir la commission conserver officiellement au *Home Office* la mission de corriger les erreurs judiciaires. « Le *Home Office* a montré son incapacité ; réformé, sera-t-il moins aveugle ? Il est bien étrange qu'après un scandale comme celui de Beck, la commission n'ait pas eu le courage de proposer une réforme radicale. Ce sont ces atermoiements qui depuis 1844 ont exaspéré l'opinion publique (3) »

De nouvelles critiques furent dirigées contre ce département, critiques tendant à démontrer qu'il ne pouvait en rien remplacer l'institution judiciaire qui

1. « L'allégation de Sims dans le *Daily Mail* est démentie. Il n'y a pas eu de conspiration contre Beck. Constatation qui rend la critique des institutions actuelles plus grave encore. La faute commise ne résulte pas de la volonté d'hommes coupables, mais de la force même des choses, de la mauvaise organisation judiciaire. [ *Westminster Gazette*, 26 novembre 1904.]

2. *Times*, 2 décembre 1904.

3. *Pall Mall*, 1 décembre 1904.

faisait défaut. Certains auteurs, reprenant l'histoire de la *prerogative of Mercy* et de son exercice par le *Home Office* taxèrent d'erreur juridique la proposition de réforme de la commission : « Considérer le *Home Office*, comme une Cour d'appel est tout ce qu'il y a de plus mal fondé, jamais il n'en a eu les pouvoirs, jamais il n'a songé à endosser pareille responsabilité. Même à supposer que pareille réforme vienne à être reconnue officiellement, le *Home Office* n'aura pas la capacité suffisante pour mener à bien la nouvelle tâche qui lui sera imposée. Il ne peut agir en effet comme une Cour d'appel, revoir, rejuger l'affaire, entendre à nouveau les témoins, tenir compte de nombreuses circonstances. (1) »

En face de l'opinion publique réclamant une réforme radicale et les propositions timides de la commission d'enquête (2), qu'allait faire le gouvernement ?

La première réforme qui lui sembla devoir s'imposer fut celle préconisée par la commission Beck : mettre fin aux inconvénients graves nés de l'omnipotence accordée au juge par la loi de 1898. Le 22 février 1905 le Gouvernement déposa le bill de réforme sur le Bureau de la Chambre des Lords. D'après la section I de cet *act*, si le juge venait à refuser de soumettre la question de droit, objet de la controverse,

1. *Law Times. The Beck Commission and the Criminal law Reform.* 24 décembre 1904.

2. *Solicitor's Journal*, décembre 1904 : « Le *Home Office* agit inconstitutionnellement et dépasse ses pouvoirs en s'arrogeant le droit, sous prétexte de conseiller la Couronne, de réviser les jugements et de corriger les erreurs judiciaires qui peuvent se produire. La Commission Beck par sa proposition se rend complice d'un pareil état de choses. »



à la *Court of Crown Cases Reserved*, l'inculpé pourrait en appeler à la division du Banc du Roi de la Haute Cour, qui aurait plein pouvoir pour forcer le juge à prendre l'avis de la Cour instituée par l'*act* de 1848 (1). Si le bill, tel qu'il fut déposé, n'entraînait pas plus ample réforme, de multiples amendements y furent apportés, lors des discussions nombreuses dont il fut l'objet à la Chambre des Lords (1). Les pouvoirs de la *Court of Crown Cases Reserved* furent étendus : ainsi elle reçut le pouvoir d'ordonner que l'affaire tout entière fut jugée à nouveau ; mais dans le but d'éviter les cassations ayant pour fondement une pure question de théorie, il fut déclaré que la Cour pourrait laisser subsister la condamnation toutes les fois qu'elle lui paraîtrait juste, bien que la question de droit pût être tranchée en faveur de l'accusé. Cette disposition l'obligeait à se préoccuper désormais du fait, afin de voir si, en dépit d'une faute de droit, la déclaration de culpabilité, la condamnation, n'en étaient pas moins fon-

1. Bill 1905, *Act to amend the Crown Cases Act 1848*, [Bill 261.]  
« Toutes les fois qu'un juge, lors d'un jugement d'un individu, refuse de réserver une question de droit qu'il a pouvoir de réserver conformément à la section I du *Crown Cases Act 1848*, l'individu jugé, peut, au cas de condamnation, en appeler... à la Division du Banc du Roi de la Haute Cour, dans le but de montrer les raisons motivant le refus du juge, exactement comme si la question de droit avait été réservée... »

Si la Cour reconnaît le bien fondé de l'appel, le juge devra se conformer à cette décision et le *Crown Cases Act 1848* s'appliquera comme si la question de droit avait été réservée au moment du jugement.

(1). Comparez les Bills II du 21 février 1905, 107 du 8 juin et 261 du 6 juillet.

dées (1). A n'en point douter, on peut voir dans cette extension considérable des pouvoirs de la Cour, une influence directe du mouvement d'opinion de l'époque.

La réforme fut votée par la Chambre des Lords. La Chambre des Communes rejeta la proposition sans discussion (2) et, par là, affirmait sa volonté de voir aboutir une réforme plus ample de la procédure criminelle. Dans la presse, le bill de 1905 fut mal accueilli ; on voulut y voir une tentative faite dans le but d'arrêter le mouvement en faveur de l'appel. « La Chambre des Lords, le Gouvernement, s'appropriant les propositions de la commission Beck, ne veulent pas d'une réforme demandée par tous ; la Chambre des Communes, par son refus de discuter le bill d'amendement, montre au contraire sa volonté de tenir compte de l'opinion publique ; espérons qu'elle forcera le Gouvernement à entrer dans ses vues (3). »

Un effort fut fait également pour remédier aux graves défauts signalés dans la procédure suivie par le *Home Office*. Des bureaux spéciaux furent char-

(1). « La Cour, tranchant une question de droit en raison de laquelle l'affaire lui a été soumise, conformément au *Crown Cases Act 1848* ou à l'act amendé, aura pouvoir, en plus de ceux qu'elle a déjà, d'ordonner un *re-trial of the case* et elle pourra ordonner également qu'une déclaration de culpabilité ou qu'un jugement subsistent, si elle considère qu'il n'y a pas d'erreur judiciaire en fait, bien qu'elle soit d'avis que le point de droit aurait pu être tranché en faveur du condamné... Sec. II, bill, 1905. [n° 261].

2. Séance 6 juillet 1905 et 9 août 1905. *Débats parlementaires*, volume 151,

3. *Daily Telegraph*, 11 août 1905.

gés d'examiner les pétitions des condamnés; on s'efforça de mettre à leur tête des gens compétents, réformes qui ne parurent pas suffisantes à quelques-uns. Le 8 mars 1905 un projet de loi était déposé aux Communes ; il était signé de MM. Lloyd George et Fletcher Moulton. Son but était de subordonner la décision du *Home Office* à une enquête menée par des magistrats. Trois juges devraient désormais conseiller le Secrétaire au département de l'Intérieur, dans l'exercice de la prérogative de la grâce : à ce dernier enfin était donné pouvoir de renvoyer l'affaire devant un autre jury (1).

En première lecture, la réforme fut rejetée.

Toutes les tentatives avaient donc échoué; la campagne en faveur de l'appel ne prenant pas fin (2), le Gouvernement crut ne plus devoir opposer de résistance et déposa un projet de loi, le 22 mars 1906, devant la Chambre Haute, projet ayant pour but d'instituer une Cour d'appel, en matière criminelle.

Un droit d'appel illimité (3) était accordé à tout

1. *Criminal New Trials Bill*, 8 mars 1905 [Bill 89.]

2. Le 21 juillet 1905, le *Law Times* publiait un article intitulé « Une Cour d'appel africaine ». « On doit remarquer, déclare ce journal en substance, qu'une Cour d'appel existe déjà dans nos colonies d'Afrique, *His Britanic Majesty's Court of appeal for Eastern Africa and Zanzibar*; elle a à connaître des appels *on law* aussi bien que des appels *on fact*. Mais, point très important, la Couronne a le droit d'interjeter appel dans les cas d'acquiescement injuste. On pourrait se demander si la réforme n'avait pas cette disposition comme principal but, question que ne résout pas l'article.

3. Section I du bill : « Toute personne condamnée *on indictment* peut interjeter appel, dans les délais prévus, devant la Cour d'appel, de sa déclaration de culpabilité, en se fondant sur une question de droit ou une question de fait... elle peut en appeler du jugement rendu con-

condamné sur acte d'accusation (*on indictment*), il pouvait avoir pour fondement un point de droit, ou une pure question de fait ou la sentence prononcée. Aucune autorisation préalable, aucune restriction à l'appel, le Gouvernement avait voulu « donner à l'accusé un droit en tout point semblable à celui que possédait le plaideur au civil (1) ».

Une Cour d'appel criminel composée de trois juges de la Haute Cour, était constitué. Elle avait pouvoir de casser la déclaration de culpabilité et de faire enregistrer un verdict d'acquittement, ou de casser le jugement prononcé et d'en rendre un autre plus conforme à la vérité, elle pouvait modifier la sentence sans toutefois avoir la faculté de l'aggraver. Une disposition analogue à celle signalée dans le bill de 1905, permettait à la Cour de laisser la condamnation subsister toutes les fois qu'elle croyait à l'absence d'erreur judiciaire (2).

Le bill que présenta Lord Loreburn ne dépassait-il pas par sa hardiesse la réforme tant désirée, en donnant un droit d'appel illimité, soumis à aucune restriction ? Certains se demandèrent si même il n'y

formément à la déclaration de culpabilité sur le fondement d'illégalité ou de sévérité injustifiée. » Voir le texte, appendice II.

1. Mémoire du bill n° 33, 1906. Discours du Lord Chancelier, Lord Loreburn, dans lequel il reprend les idées émises en 1844 par Sir Fitzroy Kelly sur l'existence d'un appel au civil pour un intérêt minime et son absence au criminel où l'accusé joue quelquefois sa vie. Au civil, l'appel est libre de toute entrave.

2. « Si les juges sont d'avis que l'appel doit être admis, ils pourront selon les cas, soit casser la déclaration de culpabilité et ordonner qu'un verdict d'acquittement soit enregistré, ou casser le jugement rendu et y substituer tel jugement qu'ils penseront conforme à la vérité. »

avait point là une manœuvre habile de la part des adversaires de la réforme : le projet en accordant un droit d'appel trop large serait rejeté par le Parlement, mais les journaux l'auraient discuté ; l'effort tenté par le Gouvernement aurait bientôt apaisé l'opinion publique à qui l'impossibilité de toute réforme pourrait être ainsi démontrée.

Comme il fallait s'y attendre, dès les premières séances, le bill suscita des critiques nombreuses : « Donner un droit d'appel sans établir aucune restriction est pure folie, déclara Lord Asbourne ; il serait impossible de rendre la justice avec un changement aussi gigantesque. En 1904 il y eut 9.000 accusés condamnés sur acte d'accusation ; pourquoi ne pas supposer que tous interjetteraient appel (1) ? » Le Lord chief Justice, lui même de dire : « Je ne suis pas opposé à l'idée d'un appel au criminel, comme nombre de vous, mais du moins faut-il que certaines restrictions existent ; seules, elles peuvent être la garantie du fonctionnement de pareille réforme... L'appel ayant pour fondement une question de fait est déjà en lui-même une innovation qui a ses dangers ; pourquoi vouloir la rendre plus dangereuse encore en le prévoyant libre de toute entrave (2) ? » L'opinion était unanime à considérer le bill comme octroyant un droit d'appel trop large (3).

1. *Débats Parlementaires*, 1906, v. 147, col. 1088.

2. *Id.*, 1906, v. 147, col. 1084.

3. « Espérons, écrit le *Times* du 29 mars 1906, que le Parlement ira moins vite que le Gouvernement, et prendra en main les intérêts de la société que le bill menace. Adopter le bill tel qu'il est présenté serait pure folie et serait vouloir l'arrêt du cours de la justice. » Voir également *Solicitor's Journal*, v. 50, p. 355, et le *Times*, 30 avril 1906.

Lord James of Herefort, Lord Earl of Habsbury, le vicomte Cross s'efforcèrent alors d'apporter au bill des amendements tels que les partisans de la réforme ne fussent plus désormais effrayés par l'innovation proposée (1). On distingua deux sortes d'appel : L'appel qui aurait pour fondement une pure question de droit et qui serait donné à l'accusé sans aucune restriction, et l'appel du verdict du jury (2). Dans ce dernier cas, l'accusé devait obtenir l'autorisation préalable soit de la Cour qui l'avait condamné, soit de la Cour d'appel elle-même : restriction dont le but était d'empêcher, autant que possible, les appels d'être trop nombreux, l'autorisation ne devant être donnée que dans les cas où un doute pouvait s'élever.

Par un amendement, la Cour recevait pouvoir d'ordonner un nouveau jugement (*new trial*), toutes les fois qu'elle jugeait le verdict contraire aux preuves apportées. La Cour éviterait ainsi de se substituer au jury comme elle aurait été obligée de le faire en vertu du texte primitif; la souveraineté du jury apparaissait comme respectée d'une façon plus complète (3).

En ce qui concernait l'appel des sentences, la Cour recevait le pouvoir d'augmenter la peine prononcée,

1. Voir les bills portant les numéros 33, 116, 150, 156, 316 et les *Débats Parlementaires*, 1906, v. 147, 157, 158. Séances des 22 mai, 14 juin, 12 juillet 1906 et le rapport de la commission n° 150.

2. Du moins fallait-il que la question de droit, objet de l'appel, eût été soulevée au moment du jugement.

3. Bill 316, juillet 1906 : « Si la Cour est d'avis que l'appel doit être autorisé sur le fondement que le verdict semble *against the weight of evidence* elle devra ordonner a *new trial*. »



pouvoir qui, dans la pensée des auteurs de l'amendement, donnerait à réfléchir à ceux qui seraient tentés d'interjeter appel à la légère.

Le bill ainsi modifié fut adopté en troisième lecture par la Chambre des Lords, le 12 juillet 1906, et renvoyé devant la Chambre des Communes. Les critiques les plus graves n'en continuaient pas moins à être dirigées contre lui. Sir Harry Poland en publia une sorte de résumé sous forme de pamphlet (1), livre qui amena le retrait du bill. Cet auteur, reprenant chaque disposition de la loi, s'efforça d'en voir les effets dans l'avenir : la réforme à son avis ne pouvait entrer en pratique telle qu'elle avait été votée ; un appel avait été créé, une Cour d'appel aurait à en connaître, mais le législateur avait presque omis de dire comment les affaires seraient soumises à son examen, de quels moyens d'investigation elle disposerait ; si le principe avait été voté, sa réalisation pratique était restée ignorée. Une des parties les plus importantes de la réforme restait donc encore à voter, sinon à étudier : le Gouvernement le comprit et retira le bill.

Cette tentative en serait peut-être restée là et la tactique des adversaires de l'appel aurait peut-être réussi, si les faits n'étaient venus remettre brutalement la question à l'ordre du jour et secouer l'opinion publique qui semblait fatiguée de la lutte. Si le scandale Beck avait réveillé toutes les controverses, fait découvrir les défauts du système alors en vigueur, l'affaire Edalji vint mettre le Gouvernement en demeure

1. *The Criminal Appeal Bill*, 1906.

d'aboutir à une réforme pratique de la procédure criminelle.

### *L'affaire Edalji*

Au mois d'août 1903, une des paroisses des environs de Birmingham était terrorisée par une série d'attentats perpétrés la nuit sur les chevaux laissés dans les pâturages. La police, impuissante à découvrir le coupable, était bafouée ; le chef de police du district recevait une série de lettres indiquant tous les jours un nouveau coupable, lettres anonymes émanant d'un mystificateur. Ayant eu des démêlés avec un jeune solicitor, fils d'un pasteur, du nom d'Edalji, la police résolut de perquisitionner chez lui le lendemain matin d'un attentat. On trouva dans sa chambre un pantalon et des souliers couverts de boue, alors qu'il avait plu toute la nuit ; une veste sur laquelle on crut reconnaître des taches de sang ; un rasoir sur la lame duquel on voulut voir des crins de cheval. Le 18 août, Edalji était arrêté, interrogé, et le 3 septembre renvoyé devant la *Cour of Quarter Sessions* du Staffordshire. Jugé le 20 octobre, il fut déclaré coupable en dépit de ses dénégations, des assertions de son frère déclarant qu'il n'était pas sorti dans la nuit de l'attentat, et bien que les empreintes laissées par le délinquant n'eussent pas été comparées à celles laissées par les chaussures trouvées chez le jeune solicitor, le juge le condamna à sept ans de servitude pénale (1).

1. Voir : *Parliamentary papers*, 1907, c. d. 3.503, p. 2. Mendelssohn Bartholdy, *op. cit.*, p. 10. Sibley, *op. cit.*, p. 20. Dans son résumé le

De nombreuses pétitions étaient restées sans effet quand, trois ans plus tard, le 2 janvier 1907, Georges Edalji était remis en liberté par ordre du *Home Office*, sans qu'aucune grâce n'eût été signée en sa faveur. Cet ordre inexpliqué émut l'opinion, toute vibrante encore du scandale Beck, et les 11 et 12 janvier le *Daily telegraph* publiait deux articles retentissants, dus au créateur des romans policiers, Conan Doyle. Comme Sims en 1903 pour Beck, l'auteur de *Sherlock-Holmes* faissait appel à l'opinion : « Je suis de l'avis de ceux qui déplorent toutes les tentatives faites en vue de susciter une agitation, écrit-il. Mais tout semble avoir été fait auprès de l'administration... La porte en est restée continuellement fermée, force nous est donc de nous tourner vers le tribunal suprême, tribunal qui ne s'est jamais trompé, lorsque les faits lui ont été exposés en toute sincérité : de nous adresser au public anglais tout entier !... Edalji est coupable ou il ne l'est pas. Coupable, qu'il fasse ses sept ans de travaux forcés ; innocent, que réparation soit faite ; il n'y a point de moyen terme entre ces deux extrêmes (1). » Dans une série d'articles très documentés, Conan

*Deputy Chairman of the Sessions* déclara au jury que, chose remarquable, aucun motif n'avait été relevé, mais que cependant, les faits tombaient sous le coup de la section 40 du *Malicious Injury to Property act* de 1861 (*Times*, 24 octobre 1903).

1. Voir *Daily Telegraph*, 11 janvier 1907. Le *Globe*, le 27 janvier 1907 écrivait : De toutes les méthodes pour parvenir à la justice, la révision par l'intermédiaire des journaux est la moins édifiante. Mais les imperfections de notre système légal font que, dans certains cas, ce moyen est le seul qui puisse être mis à la disposition de malheureux. L'appel à l'opinion est la dernière sauvegarde, les portes du *Home Office* s'étant fermées. »

Doyle s'efforça de montrer l'innocence d'Edalji, discutant toutes les preuves apportées, avec la science d'un homme auquel les questions tant policières que judiciaires sont familières (1). Ces articles reproduits et commentés par toute la presse londonienne et provinciale (2), suscitèrent de nombreuses lettres envoyées aux journaux comme aux beaux jours du scandale Beck. Les critiques les plus âpres furent dirigées contre le *Home Office* (3). On montra son impuissance, d'autres dirent sa mauvaise volonté à servir de Cour d'appel. « Après l'affaire Beck, le *Home Office* a été modifié, certaines améliorations ont été apportées à son système routinier. Mais, tel un enfant boudeur, il déclare ne vouloir prendre désormais en considération les pétitions des accusés que si elles contenaient des faits nouveaux (4). » En effet, le département de l'Intérieur, devant les accusations d'usurpation de pouvoir dont il avait été l'objet, avait restreint de lui-même les cas où il croyait devoir intervenir : lorsque les faits avaient été soumis au jury, le principe juridique : « il n'y a point d'appel » devait être respecté, le Secrétaire d'État n'avait pas à intervenir, le jury était souverain. Au contraire, des faits nouveaux s'étaient-ils produits après la condamnation, le *Home Office* croyait de son devoir de les examiner et de modifier la sen-

1. *Daily Telegraph*, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 janvier 1907.

2. *Pall Mall*, 13 janvier. *Lloyds News Observer*, 14 janvier. *Staffordshire Sentinel*, *Liverpool News*, 17 janvier.

3. *Sussex Daily News*, 15 janvier 1907 : « Pourquoi le *Home Office* a remis Edalji en liberté ? Quoi de plus simple ! Il savait que ce jeune solicitor n'était dangereux *neither for the horses, nor for the little girls.* »

4. *Daily Telegraph*, 14 janvier 1907.

tence prononcée le cas échéant. Les conséquences de cette nouvelle façon d'envisager ses pouvoirs ne s'étaient pas laissées attendre. « L'affaire Edalji, put-on dire avec raison, est due à la faute pleine et entière du *Home Office* qui se refuse à examiner de nouveau les preuves soumises au jury. »

Les critiques ne furent pas dirigées seulement contre le département de l'Intérieur, mais la juridiction des « Quarter Sessions » elle même fut prise à partie ! Combien l'on était loin du temps où critiquer la justice, douter de sa sincérité, était presque un délit ! Les preuves n'étaient pas suffisantes, le jury s'était laissé influencer par des indices, il s'était rendu coupable d'un complot policier ! D'autres, allant plus loin encore, généralisaient : « Notre procédure criminelle a de grands avantages, mais aussi elle a de très graves défauts. Les fleurs dont on l'a couverte depuis des siècles ont empêché d'en voir les vices. L'affaire Beck que tous nous avons à la mémoire, l'erreur au préjudice de ce malheureux Edalji, ne sont que des exemples. Combien de réformes à faire ! Nos tribunaux sont archaïques, et trop prompts à croire l'inculpé coupable. De souverains, ils sont devenus des tyrans (1). »

Edalji venait d'être jugé en dernier ressort par Conan Doyle, et déclaré innocent ; le verdict d'un jury avait été mis en doute, pareil état de chose était intolérable, une enquête, tout comme dans l'affaire Beck, était nécessaire. Seule une commission nommée par le Gouvernement pouvait dire si Edalji

1. *The Truth*, 26 janvier 1907.

avait été victime lui aussi d'une erreur judiciaire (1) Le 10 février, le *Home Office* nommait Sir Arthur Wilson, Sir John Lloyd Whaston and Sir Albert Rutzen avec mission de lui soumettre un rapport au sujet de l'affaire. Cette nouvelle fut reçue avec un certain soulagement par nombre de personnes. « Nous sommes heureux de voir le Gouvernement prendre l'affaire en main, peut-on lire dans le *Times* (2). Nous avons peu de foi en ces jugements prononcés par des journaux ou organisations privées, qui, toutes, sont des personnes irresponsables. Rien n'est plus aisé, aujourd'hui, que d'organiser une agitation en faveur de tel ou tel délinquant... La bonne nature de certains, l'impossibilité où se trouvent nombre de gens de discerner le vrai du faux, sont d'une aide fort utile aux amis de l'accusé. Les journaux qui se font l'écho de pareils mouvements ne manquent pas d'exagérer les faits pour exciter les passions de leurs lecteurs et tirer à plus d'exemplaires. »

Le 23 avril 1907 la commission déposait son rapport. (3) Reprenant les faits de l'accusation et ceux révélés par les enquêtes particulières, s'inspirant notamment des recherches faites par Conan Doyle à titre privé, elle analysa et pesa à nouveau les preuves et indices en vertu desquels Edalji avait été déclaré coupable. Parmi ceux-ci, elle établit une distinction

1. « Un doute profond existe quant à la culpabilité d'Edalji, une enquête apparaît comme nécessaire. Les arguments donnés par Conan Doyle méritent une attention toute particulière. » *Times*, 29 janvier 1907.

2. *The Times*, 11 février 1907.

3. *Accounts and papers*, 1907, c. d. 3.503. Sibley, *op. cit.*, p. 306.



très nette : les preuves des outrages à la propriété privée, et en second lieu, les lettres anonymes adressées au chef de la police.

Quant aux preuves des faits, elle ne put que constater les déplorables omissions de l'accusation : ne pas avoir vérifié si les empreintes laissées sur le sol étaient dues aux souliers retrouvés chez Edalji, ne pas avoir conservé les crins que les agents prétendirent avoir trouvé tant sur le rasoir que sur la veste saisis, enfin ne pas avoir fait examiner les taches de sang par un expert pour savoir si elles étaient fraîches. De même, point important, elle constata qu'à en croire le rapport du vétérinaire, il était très difficile de penser que les blessures faites au cheval étaient dues à un rasoir.

Passant à l'examen des lettres, la commission, après avoir reconnu, comme le jury, que selon toute probabilité, elles étaient dues à la plume du jeune solicitor, se posa la question de savoir quelle valeur elles pouvaient présenter en ce qui concernait la culpabilité d'Edalji. « Du fait qu'il a écrit ces lettres, trouve-t-on écrit dans le rapport, en déduire qu'il est coupable, c'est aller bien loin... Pour nous, ces lettres ne démontrent rien ; en effet, que contiennent-elles ? une liste de personnes, parmi lesquelles figure le nom de l'inculpé, que l'auteur anonyme dénonce comme étant les auteurs des délits. Nous ne pensons pas qu'il faille attacher de l'importance à ces lettres d'un homme s'accusant lui-même. Nous croyons que leur auteur est innocent, mais aussi quelque peu déséquilibré, mystificateur habile, dont le but était d'augmenter les difficultés en face desquelles se trou-

vait la police.» La question revenait donc à savoir si l'auteur des lettres était le coupable. Or tandis qu'Edalji était en prison le 21 septembre 1903, un outrage identique avait été commis. L'avocat de l'accusation avait alors parlé de bande dont Edalji n'était qu'un des membres. La commission en arriva à la conclusion suivante : « D'après nous, la condamnation a été prononcée à tort. Après examen des preuves et des pièces, il nous est impossible d'être du même avis que le jury. Le *Home office*, depuis le rapport Beck, a limité les cas dans lesquels il se permettait d'intervenir : quel conseil donc lui donner ? D'une part, Edalji n'a pas commis les outrages dont il a été reconnu coupable à tort, mais d'autre part, nous ne pouvons nier qu'en cette affaire il n'ait commis une grave faute en voulant mystifier la police : il en a supporté les conséquences. L'affaire Edalji nous apparaît donc tout à fait exceptionnelle, et le *Home office* pourrait peut-être intervenir à ce titre. »

Le 16 mai 1907, Edalgi était gracié ; dans une lettre, adressée à Sir Arthur Wilson, le Secrétaire d'État à l'Intérieur, Sir Gladstone, déclarait n'être parvenu à pareille décision qu'après mure réflexion, et qu'il se rangeait à l'avis de la commission, parce qu'il considérait l'affaire Edalgi comme étant d'une nature toute particulière. La grâce de ce jeune solicitor n'infirmit donc en rien le principe qui prévalait alors : « Le *Home Office* n'intervient que si des faits nouveaux l'y autorisent (1). »

De même que l'affaire Beck avait suscité un mou-

1. Lettre en appendice du Rapport Edalji.

vement en faveur de la création d'un Cour d'appel, mouvement qui avait abouti au dépôt du bill de 1906, de même l'affaire Edalji devait être l'occasion d'une campagne dans le même sens. C'est ainsi que l'on peut lire dans le *Times* du 11 février 1907 un article ainsi conçu : « Une Cour d'appel, tribunal sur lequel le *Home Office* pourrait se décharger de la lourde responsabilité qui lui incombe aujourd'hui, est devenue une nécessité de tout premier ordre ; ce serait elle qui aurait pour mission de déterminer si un verdict doit être cassé ou non (1). » Mais, point plus important encore, la cause de l'appel avait gagné de nombreux partisans parmi les hommes de lois eux-mêmes. Certains *lawyers* opposés à l'idée d'une pareille réforme, dans la crainte de résultats fâcheux, déclarèrent que toute la série des concessions que l'on fut forcé de faire au public était pire encore (2). En effet, à quels résultats était-on parvenu par suite de l'absence complète d'un appel au criminel ? Le *Home Office*, objet de toutes les critiques, avait perdu depuis longtemps toute autorité, mais chose plus grave encore, depuis quelques années, le public anglais semblait avoir perdu peu à peu le respect, la confiance qu'il avait accordés à ses juges, à la justice de son Roi : « Ce qui a changé, ce n'est pas le *Home Office*, mais la disposition du public envers l'administration de la justice criminelle, constate le *Times* (2). » Plus

1. Voir également *The Globe*, 24 janvier 1907 : « Avec tout le respect que nous avons pour le jury anglais, il est intolérable qu'il n'y ait pas d'autre tribunal que le *Home Office* pour la révision des procès en cas d'erreur judiciaire. »

2. *The Times*, 11 février 1907.

que jamais le public est prêt à croire quiconque attaque un verdict rendu au criminel, et à ajouter foi aux raisons données, qu'elles fussent bonnes ou mauvaises. Jamais l'institution du jugement rendu par un journal pour le compte de ses lecteurs, n'a été plus florissante. Rien de plus démoralisateur que ces discussions où se mêlent tant de passions. L'esprit qui se montre dans ces actes de violence que l'on nomme un appel à la loi non écrite, mène sur une pente dangereuse (1). » La tourmente qui avait emporté le *Home Office*, menaçait d'entraîner avec elle l'administration judiciaire tout entière, le *trial by newspaper* était sur le point de venir compromettre les institutions existantes. Le Gouvernement le comprit, il était temps d'agir et d'aboutir à une solution, la crise devait avoir une fin.

Tandis que l'affaire Edalji emplissait les journaux, le Gouvernement avait repris le projet de loi de 1906, l'avait considérablement amendé, décidé qu'il était à le faire voter. Dans le discours d'ouverture du Parlement du 12 février 1907, Sa Majesté le roi Edouard VII annonçait la réforme : « Vous serez invités, avait-il dit, à examiner une proposition de loi tendant à établir une Cour d'appel au criminel (2). » Effectivement, le 17 avril 1907, quelques jours avant le dépôt des conclusions de la commission Edalji, l'Attorney general, sir John Walton, déposait à la Chambre des Communes le projet instituant le droit d'appel en matière criminelle.

1. *Times*, 30 juillet 1907.

2. *Débats Parlement*, v. 169, p. 4.

Dans son discours d'introduction, la situation fut brillamment exposée (1) : « Le Gouvernement vous  
« soumet aujourd'hui, dit-il, un projet dont le but  
« est de mettre fin à une controverse qui dure depuis  
« une soixantaine d'années dans le Parlement. Le bill  
« que j'invite cette Chambre à voter, crée un appel  
« de la déclaration de culpabilité prononcée par un  
« jury criminel, appel qui ressemble à celui existant  
« dans certains cas au civil... Notre administration ju-  
« diciaire est parvenue au summum de réputation en  
« dépit de défauts de procédure dont l'existence est  
« inconciliable avec les principes d'une saine justice.  
« Dans le but d'obvier aux défauts d'un système  
« mauvais, différents palliatifs ont été employés :  
« l'effort constant de nos Cours en vue de permettre  
« à l'accusé de démontrer son innocence, la sollici-  
« tude bienveillante mais si consciencieuse de nos  
« juges, le *Home Office* par ses enquêtes, ont été  
« autant de moyens pour parvenir à ce résultat. Cepen-  
« dant, des innocents ont été condamnés, et les victi-  
« mes d'erreurs judiciaires ne sont pas si rares que  
« certains l'ont prétendu : la preuve en est éclatante,  
« et je fais allusion aux incidents récents, aux enquê-  
« tes qui ont suivi. Récemment, une commission  
« royale (2), mettait au jour les imperfections, les  
« défauts de la juridiction du *Home Office*. La tâche  
« déjà si délicate du juge s'est accrue depuis que  
« l'accusé peut être témoin dans sa propre cause.  
« Par des affaires récentes, le public a été mis en

1. *Id.* v. 172, colonne 1008.

2. Allusion à la commission Beck en son rapport : voir plus haut.

« émoi. Quoi de plus légitime lorsque l'on voit des  
« malheureux souffrir la pire des tortures morales :  
« être condamnés bien qu'innocents. Ces faits, les  
« juristes les ont dédaignés, la presse s'en est empa-  
« rée. A la place d'une révision judiciaire, légale,  
« c'est à une révision extra-légale, par l'intermédiaire  
« de journaux, que nous avons assisté. Les fonctions  
« délicates dont est chargé le *Home Office*, sont deve-  
« nues impossibles à exercer aujourd'hui, tant est  
« grande la pression qu'exerce sur lui le public par  
« son agitation.

« Toutes ces considérations, tous ces faits ont  
« amené le Gouvernement à la conclusion que voici :  
« Le moment est venu où une réforme est nécessaire.  
« L'année dernière un bill avait été introduit devant  
« la Chambre des Lords par le Lord Chancelier, et y  
« avait été adopté. Le bill que je vous sou mets au-  
« jourd'hui en diffère par de nombreux points... j'ai  
« prêté la plus grande attention aux critiques faites  
« et ai essayé d'en tenir compte dans la mesure du  
« possible ... » Après avoir analysé le projet en détail,  
Sir Walton conclut ainsi : « Ce bill affecte l'adminis-  
« tration immédiate de la justice en augmentant la  
« sécurité qui doit être assurée à chacun, sécurité  
« qui est la conciliation absolue du bonheur indivi-  
« duel, du bien-être de tout membre de la société  
« quel qu'il soit (1). »

Pourquoi pareille réforme mit-elle tant de temps à

1. Débats à la Chambre des Communes : 17 avril 1907 (première lecture). — 8 mai (deuxième lecture). — 9 juillet (troisième lecture). — Débats à la Chambre des Lords : 30 juillet (première lecture). — 5 août (deuxième lecture). — 16 août (troisième lecture).



aboutir, pourquoi cette résistance de la part d'hommes de loi, de magistrats ? Quels arguments puissants pouvaient-ils donc donner pour avoir tenu en échec pendant plus d'un demi-siècle leurs adversaires, et, d'un autre côté, quelles raisons juridiques ont pu invoquer les partisans de la réforme à l'appui des faits ? Autant de questions dont la solution se trouve dans les débats parlementaires qui eurent lieu tant à la Chambre des Communes qu'à la Chambre des Lords.

C.—*Le « Criminal Appeal Act » devant le Parlement*

Donner un droit d'appel au condamné, instituer une Cour de contrôle, juridiction supérieure, qui aura le droit de prononcer après le jury, ne serait-ce pas un changement osé, dangereux, dont les conséquences pourraient être funestes aussi bien pour l'accusé que pour la société ? Problème angoissant qui se posait à la conscience du législateur. C'est en psychologue éclairé et avisé que tout membre du Parlement devait agir : quelle serait la conduite du jury l'appel une fois institué ? Jugerait-il avec autant de conscience ou se déchargerait-il de sa lourde responsabilité sur cette juridiction supérieure ? On était en droit de se demander s'il ne condamnerait pas avec une plus grande facilité, sachant son verdict l'objet d'un contrôle approfondi. Et le condamné n'interjetterait-il pas appel même dans les cas où il n'aurait aucune chance de le voir réussir ? Autant de questions dont la solution dépendait, peut-on dire, du plus ou moins grand optimisme que chacun appor-

tait dans ses observations. Mais l'opinion publique soutenue par les faits, était là pressante, apportant son appui aux arguments des partisans de la réforme.

Nombreuses sont les objections présentées par les adversaires.

« Pourquoi instituer un appel au criminel ? s'écriait Mr Askers Douglas (1) ; n'existe-t-il pas déjà ? L'accusé est traduit tout d'abord devant le *grand jury*, ou le jury du *coroner* qui le met ou non en accusation. Le *petty jury* apparaît comme une juridiction d'appel qui confirme ou casse le verdict du jury d'accusation (2). » Bien plus, le *Home Office* est devenu une véritable Cour d'appel, ses pouvoirs ont évolué, se sont accrus tous les jours ; si l'on tient à une réforme, ne vaudrait-il pas mieux corriger les défauts que l'expérience a mis au jour, améliorer ce qui existe déjà, au lieu de vouloir introduire un principe nouveau dont les conséquences sont incon-  
nues (3).

A l'assertion que l'institution d'un appel ferait double emploi, les faits répondaient d'eux-mêmes. Aucune institution légale n'existait réellement, on ne pouvait considérer le *petty jury* comme servant de Cour d'appel vis-à-vis du *grand jury*, sans jouer sur les mots ; quant au *Home Office*, n'avait-il pas fait ses preuves (4) ? Le Secrétaire d'État à l'Intérieur, M. Glads-

1. 31 mai 1907, D. P. v. 171, c. 1002.

2. Idée émise pour la première fois par l'Attorney general le 16 mars 1898 : « En matière criminelle le jugement est un véritable appel. »

3. Clavell Salter, D. P. (v. 171, c. 986). Askers Douglas, 31 mai 1907, D. P. v. 171, c. 1004. Noward Vincent, v. 175, c. 195.

4. Lord Chancellor, 5 août 1907, v. 180, c. 250. — Smith, v. 175, c. 189.

tone, essaya lui-même de convaincre les Communes de l'impossibilité où il se trouvait de faire jouer à son département le rôle qu'on voulait lui prêter (1). Le *Home Office* ne peut motiver ses décisions en des conclusions, ce qui le laisse en butte à de nombreuses critiques auxquelles il se trouve d'ailleurs dans l'impossibilité de répondre ; jamais une décision prise par lui n'est définitive : une interpellation, des lettres dans la presse et toute l'affaire est remise à l'ordre du jour ; enfin s'il peut faire des enquêtes, il ne peut être juge impartial. Si le *Home Office* a essayé de suppléer au manque d'une institution légale de révision, c'est une juridiction trop imparfaite pour que la loi vienne en consacrer l'existence même après l'avoir améliorée.

Se retranchant derrière les principes de procédure criminelle, les adversaires du projet attaquèrent le principe de l'appel, le déclarant contraire à l'institution du jury.

Depuis un temps immémorial le jury avait été souverain en matière de faits ; à lui était confié le soin de décider si le délit avait été perpétré de telle au telle manière ; si l'accusé l'avait commis, de discerner quel avait été son rôle exact. La procédure avait pour but de mettre toutes les circonstances de la cause devant les douze jurés afin de leur permettre de décider en toute équité. Leur verdict rendu, les faits étaient à jamais fixés, la vieille idée de la *vox populi* subsis-

1. 31 mai 1907, v. 175, c. 189. Pickersgill, *id.*, c. 218. — Sir John Walton, *id.*, c. 226. Idée exprimée déjà, lors des débats sur le bill de 1906 par Lord James of Hereford, 27 mars 1906.

tait, les jurés n'étant pas des juges, mais de véritables enquêteurs réunis pour représenter le peuple. Permettre à une Cour composée de magistrats de réviser le verdict, de le casser, le cas échéant, apparaissait comme nettement opposé à ces principes : « C'est là une innovation sans précédent, disait M. Rawlinson, qui a le grand défaut d'avoir pour base une grave confusion. Toutes les questions de fait sont de la compétence du jury, le droit est de celle des juges. Le bill voté, ce principe fondamental aura disparu et vous verrez des questions de pur fait tranchées en dernier ressort par une assemblée de juges (1). » L'institution d'un appel du verdict du jury mènerait donc à la suppression plus ou moins complète de cette juridiction populaire : « le tribunal le meilleur de toute l'Angleterre » selon l'expression du juge Rentoul (2).

A supposer même que le jury puisse continuer à fonctionner comme juridiction de première instance, la possibilité donnée à l'accusé de faire réviser le verdict, aurait un effet désastreux. La responsabilité qui incombe à tout juré en serait affectée. « Tout juré sait aujourd'hui que son verdict est définitif, que de lui uniquement dépend la condamnation d'un homme : du jour où le bill établissant un droit d'appel sera voté, rien ne pourrait empêcher le jury de faire le raisonnement suivant : « Que nous condamnions ou rendions un verdict négatif, peu importe,

1. Rawlinson, 8 mai 1907. — The Earl of Halsburg, 5 août 1907, D. P., v. 179, col. 1973. Mr G. Greenwood, v. 179, col. 656.

2. *Law journal*, 22 juin 1907, p. 406

les juges de la Cour d'appel sont là pour vérifier et contrôler nos assertions. Pourquoi essayer de comprendre cette affaire si compliquée ; peine inutile, l'accusé interjettera appel (1). Rien de plus désastreux ne pourrait être imaginé pour la justice de notre pays. » Là ne s'arrêtaient pas les critiques. Quels conseils donner à ce jury, comment le guider ? « Telle est la question que se pose de Lord Chief Justice Alverstone : « Aujourd'hui encore il est de notre devoir de prévenir les jurés qu'ils sont responsables de leur verdict, qu'ils sont souverains quant à l'appréciation des faits. Ces observations si importantes qui donnent conscience à ces hommes chargés de discerner la vérité, de leur devoir, de leur lourde charge, pourrions-nous les faire encore ? Rappelez-vous l'effet de l'appel en certaines matières civiles. Souvenez-vous que des juges ont pu, à la suite de son institution, s'acquitter de leur devoir avec un sentiment de responsabilité moindre. Le juré est un homme d'une science beaucoup moins grande, et vous voudriez qu'il restât indifférent à pareil changement ! Du jour où il sentira qu'il peut s'en remettre à une juridiction supérieure, qui l'empêchera de compter sur elle ? (2). » C'était là une idée qui était partagée par nombre de juges et qui peut être considérée comme ayant été l'une des causes principales de l'échec des

1. *Earl of Halsburg*, 27 mars 1906. Idée exprimée, semble-t-il, pour la première fois par Lord Brougham en 1848 devant une commission de la Chambre des Lords : *Parliamentary papers*, 1847-1848, col. 523, p. 55.

2. Voir également : Discours de M. Buckmaster, v. 175, col 206 et de M. Atherley, v, 175, col. 249.

différents bills antérieurs (1). Ces prévisions pessimistes n'étaient pas cependant irréfutables.

Si, de tout temps, le jury a été considéré comme le juge souverain du fait, il n'en est pas moins vrai que, par suite de l'institution même de la grâce et de l'étendue des pouvoirs de revision du *Home Office*, son verdict n'était pas définitif dans tous les cas. Instituer un appel au criminel, cela ne veut pas dire que le verdict du jury ne sera plus décisif. Il restera tel, toutes les fois qu'il n'y aura pas eu d'erreurs commises, que l'affaire aura été sainement jugée. La Cour ne se substituera pas au jury, elle n'agira qu'en cas de doute sur la culpabilité du condamné : un point restera-t-il obscur, le résumé de l'affaire par le président de la Cour semblera-t-il par sa partialité avoir influencé le jury dans un sens défavorable à l'accusé, des preuves nouvelles se présenteront-elles ? la Cour d'appel interviendra. Dans les autres cas, le jury aura toujours le dernier mot, conservera sa souveraineté. L'institution du jury, le droit qui appartient à tous d'être jugé par les jurés subsistera. Qui peut en douter ? L'appel n'est qu'un droit exceptionnel pour le cas où une erreur aurait été commise. Le jury est une chose, l'appel en est une autre. La seule différence qui existera est qu'un contrôle sera possible, que si l'erreur est commise, elle aura plus de chance d'être découverte et corrigée (2). »

Quant à l'effet démoralisateur du bill, les partisans

1. *Law Journal*, 15 juin 1907, p. 392, article de M. Salter.

2. Sir John Walton, v. 175, col. 236, 31 mai 1907. Voir également James of Herefort, 25 mars 1906.



de l'appel le niaient avec véhémence et une grande apparence de raison. « Dire que la responsabilité du jury sera diminuée, n'est-ce pas là une profonde erreur ? disait M. Stenger aux Communes le 31 mai 1907 (1). Qu'est-ce qu'un juré ? C'est un homme qui vient une fois dans sa vie, rarement plus, siéger à une Cour, et prêter serment de rendre un verdict conforme à la vérité et aux preuves fournies. Il sait qu'il remplit un devoir solennel, dont la charge est pleine de responsabilités, devoir dont il s'acquitte bien, tout le monde se plaît à le reconnaître. Pourquoi fuirait-il cette responsabilité du jour où il saurait qu'un appel peut être interjeté de son verdict ? Le seul effet que l'appel peut avoir est de le rendre plus circonspect encore, de peur de voir sa décision cassée pour une erreur commise. Le bill n'aura pas d'autre effet sur l'esprit du jury. On a dit souvent qu'il y avait trois étapes dans la vie d'un juge : dans la première, il est anxieux d'éviter toute erreur ; dans la seconde, il croit être toujours dans le droit, et n'admet pas être sorti de la légalité ; dans la troisième, tout lui devient indifférent. Le juré, ce juge de quelques jours, ne connaît que le premier stade, l'autorité qu'il possède n'étant que de courte durée (2). » D'autres membres du Parlement allaient même jusqu'à voir dans la crainte exprimée par les adversaires de la réforme, comme une sorte « d'injure » à l'égard du jury (3).

1. V. 175, col. 202.

2. Walton, 31 mai 1907, v. 175, col. 235, défendit la même opinion : « l'existence d'un appel ne peut enlever au jury l'idée que, si une peine est prononcée, c'est son verdict qui en est le fondement ».

3. Rufus Issac, 29 juillet 1907, et *Law Journal*, 15 juin 1907, p. 391. Voir également : *Solicitor's Journal*, 10 août 1907, p. 698.

Les avocats de l'opposition avaient d'autres objections en réserve. D'après eux, le bill ne serait pas seulement contraire à la notion du jury, et dangereux pour cette institution, mais encore l'appel, au lieu d'être une réforme favorable à l'accusé, irait à l'encontre de ses intérêts.

« Aujourd'hui, déclare Mr Clavell Salter, en cas de doute, le jury acquitte purement et simplement par la simple raison qu'il sait que son verdict est définitif. Au contraire, l'appel une fois institué, à la tendance de l'acquittement sera substituée une tendance inverse. Les jurés se diront : « Si nous acquittons, tout est fini. Quelques-uns de nous croient à la culpabilité, si nous prononçons un verdict négatif, la sécurité publique peut en souffrir. Condamnons ! L'inculpé interjettera appel et la question si délicate de son innocence ou de sa culpabilité sera portée devant leurs Majestés les juges de Londres, qui, eux, décideront (1). » L'inculpé, du fait même de l'appel, perdrait donc ce que l'on se plaît à appeler le « bénéfice du doute » (2). Qui sait même si le bill n'aurait pas un effet diamétralement opposé à celui que l'on attend de lui ! Le jury amené à condamner même en cas de doute grave, un innocent pourra plus facilement être déclaré coupable.

L'affaire douteuse sera portée devant la Cour d'appel ; celle-ci aura devant elle le verdict d'un jury qui aura entendu les témoins, aura assisté à l'exposé de l'affaire

1. Clavell Salter, 8 mai 1907, v. 170, c. 1070. Il ne faut pas oublier que le jury anglais décide à l'unanimité et non à la majorité.

2. *Benefit of the doubt* est une survivance du temps où les peines étaient extrêmement sévères. Voir : G. Grey, 24 février 1848, v. 95 3<sup>e</sup> série, col. 1301 ; *Earl of Halsbury*, 8 août 1907, v. 180, col 254.

entière : pourquoi ne le pas croire exact en fait. De quels moyens dispose-t-elle en effet pour exercer le pouvoir de révision qui lui est confié ? « Refera-t-on devant elle l'atmosphère d'une Cour d'assises ? Tentative chimérique ! Les notes fournies par le juge, les notes sténographiques prises à l'audience révéleront-elles à ces trois juges la façon dont tel témoin a déposé, ses hésitations, son attitude lors de son interrogatoire par la partie adverse (1), celle de l'accusé à l'audience ? En un mot, tous ces riens dont est faite la conviction d'un jury dans la plupart des cas ? Aussi, consciente de sa propre impuissance, la Cour tiendra-t-elle pour exact le verdict, et y apportera-t-elle rarement une modification. L'innocent, par suite de la disparition du bénéfice du doute, et de l'impossibilité matérielle où se trouvera la Cour de connaître l'affaire à fond, courra donc plus de risques, pourra être condamné plus facilement : résultat terrible, en contradiction directe avec le but humanitaire poursuivi (2). »

Pareil pessimisme était exagéré. Quelle preuve sûre et certaine pouvait-on donner que le jury aurait une tendance plus grande à rendre un verdict de condamnation ? « Peut-il y avoir un juré capable de sacrifier un innocent et, qui, en cas de doute, pencherait du côté de la sévérité sous le prétexte qu'une Cour d'appel pourra corriger son erreur ! Quels remords n'assiègeraient pas sa conscience dans le cas où la lumière complète ne serait point faite. Je connais le jury, combien d'années ai-je passées au milieu de lui ! Je puis

1. Procédure de la *cross-examination*.

2. *The Earl of Halsbury* : D. P., 5 août 1907, v. 179, col. 1032. D'anger signalé en 1906 par Lord Alverston à la séance du 22 mai.

affirmer que l'existence d'un appel ne modifiera en rien son attitude sciemment bienveillante à l'égard de l'accusé, assura Mr Walton (1). » Si une erreur de fait se produit, la Cour d'appel aura plus de chance de la corriger que le *Home Office* ; certes il sera difficile, même impossible, de recréer l'atmosphère des assises, mais est-ce bien utile ? L'objection pouvait avoir une certaine force lors du bill de 1906 qui n'exigeait pas la prise de notes sténographiques à l'audience, mais elle a diminué singulièrement de valeur avec le nouveau bill qui donne de larges moyens d'investigation à la Cour (2).

Si la réforme ne pouvait avoir d'influence fâcheuse sur le jury, n'aurait-elle pas une répercussion néfaste sur le cours de la justice elle-même, l'intérêt public ne serait-il pas menacé par suite de cette révolution opérée dans la procédure criminelle ? Nombreux furent ceux qui en étaient persuadés.

L'appel une fois institué, l'accusé ne consentira plus à être jugé sommairement par les *Petty Sessions* (3), les *Quarter Sessions* ; les assises verront donc augmenter le nombre déjà si grand des affaires qui leur sont soumises, des retards inévitables en seront le résultat, retards qui nuiront à l'exemplarité de la de la peine que seule la rapidité de la répression peut assurer (4). Le nombre des appels, d'un autre côté, ne peut manquer d'être considérable, le condamné ayant tout à gagner à aller devant la Cour, ne serait-ce que

1. Walton, D. P., v. 130, c. 276, 8 août 1907.

2. Lord Cecil, D. P., v. 179, col. 589, 29 juillet 1907.

3. Voir l'introduction, page 7 et sq..

4. D. P., 31 mai 1907, v. 175, col. 224. Lyttleton.

pour prolonger son temps de prison dans la division des détenus préventifs. « N'oubliez pas qu'il y a près de 100.000 condamnés sur acte d'accusation par an en Angleterre, faisait remarquer, parmi tant d'autres, Mr Clavell Salter (1), à la Chambre Basse. « La Cour sera bientôt débordée, à supposer même qu'elle siège sans trêve ni merci. « Les prévisions étaient aussi inquiétantes, si l'on prenait pour base de calculs le nombre des pétitions envoyées tous les ans au *Home office*, comme le fit Mr. Askers-Douglas. J'ai demandé au *Home Secretary* de m'indiquer le nombre des pétitions qui lui étaient adressées. Il ne faut pas en effet tenter pareille expérience, sans essayer d'en prévoir les conséquences. En 1905, 1.013 pétitions ayant trait à 674 affaires lui furent adressées déclarant que l'affaire avait été mal jugée, et 1.186 pétitions relatives à 850 cas ayant pour but de faire diminuer la sentence prononcée. Si le système proposé est adopté, le nombre des appels ne sera-t-il pas plus considérable encore? Vous n'êtes pas sans ignorer que le rôle de la Cour de la Division du Banc du Roi est déjà surchargé, que souvent neuf mois sont à peine suffisants pour qu'une affaire y soit solutionnée, et vous voulez ajouter ce surcroît de travail ! Simple folie, le cours de la justice toute entière sera arrêté dans les six mois de l'entrée en vigueur du bill (2). »

Que de frais nécessiterait également pareille réfor-

1. 8 mai 1907. Voir également discours de Sir Howard Vincent, v. 175, col. 191.

2. Askers-Douglas, 31 mai 1907 v. 175 col. 182. Voir également dans les *Débats parlementaires* de 1844 les objections de même nature du Baron Parke.

me ! L'accusé ayant le droit d'être présent, devra être amené à Londres, des témoins pourront y être cités, il faudra leur donner une indemnité, souvent assez forte ; la prise des notes sténographiques dans chaque affaire entraînera de nombreuses dépenses à elle seule. Enfin, ne serait-on pas obligé d'augmenter le nombre des juges de la Division du Banc du Roi par suite du nombre des affaires à connaître (1), simple réforme qui d'après Mr Askers-Douglas coûterait à elle seule 15.000 livres par an au minimum (2).

Ces prévisions, ces calculs étaient-ils d'une justesse à toute épreuve ? Sir John Walton (3) devait le contester. « Quant aux prévisions qui ont été faites, elles me paraissent assez problématiques. La majorité des condamnés se sentent coupables. Celui qui a été dûment mis en jugement, qui reconnaît au fond de lui-même être l'auteur du délit incriminé, mettrait-il en mouvement tout le système de l'appel ? C'est peu probable. On a voulu prendre comme base de calculs, les pétitions adressées au *Home Office*, du moins fallait-il faire remarquer que la moitié de ces pétitions ne pourraient faire l'objet d'un appel devant la Cour, beaucoup d'entre elles attirant l'attention du Secrétaire d'État au département de l'Intérieur sur des situations spéciales concernant la vie en prison du condamné ! L'autorisation à laquelle est subordonné le droit d'appel *on fact* est une garantie très sérieuse. Tout dépendra de la façon dont la Cour d'appel interprètera le bill ; nous espérons qu'elle

1. Rawlinson, v. 174, col. 1176. *Id.*, Clavell Salter.

2. Discours cité.

3. John Walton, v. 175, col. 236.



comprendra la nécessité de se montrer sévère, surtout au début, quant à l'admission de l'appel (1). » Parler de frais, de dépenses quand il s'agit de créer une institution qui évitera à des innocents d'être condamnés parut un argument peu convaincant. « Ou le bill est mauvais, et alors tout *shilling* dépensé est de trop, ou il est bon, et peu important les dépenses faites. Or aujourd'hui nous sommes tous convaincus de la nécessité de la réforme » (2), déclara Mr. Stranger.

Pourquoi tenir compte de la résistance d'un grand nombre de juges, ne devrait-on pas passer outre ? A toute époque ils ont été les adversaires des réformes les plus utiles. « Le juge est dans notre pays plus disposé à s'opposer à une réforme qu'à la prévenir. Vouloir apporter une modification à la procédure dont il est coutumier est pour lui un sacrilège. » Constatation faite à regret par Lord James of Hereford. L'histoire en montre l'entière vérité. *The gentlemen of the long robe* ont été rarement partisans des innovations (3) : ainsi en 1836 au début du règne de la reine Victoria, un juge préféra se retirer plutôt que d'accepter la réforme accordant le droit à l'inculpé de crime d'avoir un avocat ! De combien de critiques, de prévisions pessimistes fut accueilli le bill de 1898 qui devait faire de l'accusé « un témoin compétent » dans sa propre cause (4). Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le projet de réforme présenté par l'Attorney general ait

1. Voir également Smith, D. P., v. 175, col. 212.

2. Mr. Stranger, v. 175, col. 200. D. P.

3. Il ne faut pas cependant oublier que la fusion de la loi et de l'équité en matière civile est due à la *Court of Chancery*.

4. Voir article paru dans le *Globe*, 30 juillet 1907.

été également l'objet de nombreuses critiques. En 1907 elles ne devaient pas amener la chute du bill, l'ombre de Beck planait à Westminster, Edalji siégeait à côté du Gouvernement toutes les fois que la question de l'appel revenait en discussion. On peut assurer que l'opposition aurait encore une fois triomphé, si l'opinion publique (1), émue à juste titre par les erreurs judiciaires commises, n'avait forcé le Parlement à voter la réforme en dépit des allégations de ceux qui déclaraient le principe de l'appel contraire à la notion du jury, contraire aux intérêts de l'accusé, aux intérêts publics, contraire aux vœux quasi unanimes de leurs Majestés les Juges.

Quant à l'institution d'un droit d'appel de la sentence prononcée, elle suscita peu de critiques, tant était conforme à la réalité le manque d'uniformité déjà constaté par la commission des juges de 1892 (2). Mr. Stanger en donna un exemple saisissant à la séance du 31 mai 1907 (3). « Quatre individus ayant commis un vol, trois d'entre eux sont jugés à une session trimestrielle et condamnés à quelques mois de prison, l'autre, arrêté plus tard, fut condamné à cinq ans de servitude pénale, bien que sa culpabilité soit

1. Pour certains, le vote du bill était une véritable capitulation de la part du Gouvernement devant la campagne menée par la presse. « Céder à l'heure actuelle serait impolitique; les journaux, la presse triompheraient, le bill ne serait pas dû à l'initiative généreuse du Parlement, mais à une capitulation dont nous nous rendrions complice. Le législateur perdrait son autorité en devenant le jouet de l'opinion publique, des mouvements d'une masse sentimentale. Rawlinson, v. 178, col. 1070. D. P.

2. Voir plus haut : Commission de 1892.

3. D. P., v. 175, col. 200, 31 mai 1907.

moins certaine que celle des premiers. Voici donc deux peines très différentes, alors qu'il s'agissait du même fait, commis au même moment, dans les mêmes circonstances et la peine la plus forte est infligée à celui contre lequel il y a le moins de preuves ! » Seul un corps de magistrats pouvait, par sa haute autorité et une jurisprudence constante, amener les juges à prononcer des peines plus uniformes dans des hypothèses présentant certaines analogies, et les obliger à tenir compte des faits délictuels plus qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors. La question de savoir si l'on autoriserait la Cour à aggraver la sentence prononcée fut plus discutée. Pour certains, c'était faire courir de trop gros risques à l'appelant, détruire tout le bénéfice de l'appel : la Cour ne se montrerait-elle pas dans bien des cas plus sévère que le juge, trop sévère même ? Toutefois ne pas lui donner pareil pouvoir parut incompatible avec la mission qui lui était confiée d'amener une plus grande uniformité dans les sentences ; s'il y a de nombreux juges sévères, il peut s'en trouver de trop indulgents dont les sentences demanderaient à être aggravées.

Après de longs débats, le 19 août 1907, fut voté le *Criminal Appeal Act* instituant l'appel au criminel, appel qui peut être interjeté tant en ce qui concerne la condamnation en droit et en fait qu'en ce qui concerne la sentence. L'Irlande et l'Écosse ne devaient pas bénéficier de cette réforme. La loi n'entra en vigueur que le 18 avril 1908. Dans l'intervalle, une commission (1) élaborait, conformément à la section 18, des

1. Commission composée du président des Quarter Sessions, du Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur, du Director of Public Prosecutions, du

règles ayant pour objet de préciser certains points de procédure, règles qui peuvent être comparées à ce que sont nos règlements d'administration publique rédigés par le Conseil d'État qui accompagnent, dans bien des cas, les lois votées par le Parlement.

Le bill voté, les controverses cessèrent : ne valait-il pas mieux s'efforcer de l'appliquer avec sagesse, que de se répandre en vaines critiques ? Le magistrat anglais le comprit. Rien de plus saisissant que cette allocution du juge Jelf aux assises de Reading, le 14 octobre 1907. S'adressant au jury il déclara : « Depuis la dernière session de ces assises, le *Statutes Book* contient une loi nouvelle : *le Criminal Appeal Act*. Il exige une attention toute particulière de ceux qui touchent de près ou de loin à l'administration de la justice criminelle. Tant que le projet de réforme a été en discussion, certains de nous qui ont passé une grande partie de leur vie dans la pratique des affaires criminelles, ne lui ont pas ménagé leurs critiques. Aujourd'hui, toute controverse est close : l'acte a reçu le consentement royal. Il ne nous reste donc qu'à l'accepter loyalement comme loi de notre pays. Certains de nous seront appelés à en interpréter les dispositions le mieux possible ; ils s'inspireront à n'en point douter, de son esprit noble, élevé : permettre d'atteindre à une vérité plus grande et plus complète (1) ».

Registrar de la Cour d'appel criminel, d'un solicitor, d'un barrister. Les règles devaient être approuvées par le Lord Chancelier, le Secrétaire d'État à l'Intérieur, le Lord Chief Justice et les juges de la Cour. Elles furent publiées en mars 1908, voir le texte in appendice.

1. Voir également : allocution du juge Darling aux assises de Wiltshire tenues à Devizes, lundi 14 octobre 1907 ; celle du juge Grantham à Cambridge qui contient une assez vive critique de la réforme ;

Le succès de la réforme dépendait de l'interprétation de la loi par la Cour, le législateur lui ayant confié, comme nous le verrons, de très larges pouvoirs. Se montrerait-elle sévère et rejetterait-elle nombre d'appels, ou les acceptant trop facilement amènerait-elle de graves perturbations dans l'administration de la justice criminelle ? Question troublante s'il en fut, dont la solution était difficile à prévoir. Nombreux furent ceux qui essayèrent de donner quelques conseils à la future Cour d'appel. Une interprétation restrictive du bill, surtout dans les premiers mois, semble être le vœu unanime de tous dans cette période d'attente. « La Cour devra faire comprendre dès le début, écrit le *Times* du 10 avril 1908, qu'un condamné ne peut interjeter appel sans risques... Autrement les pires catastrophes seraient à prévoir : encombrement des affaires et arrêt du cours de la justice, accroissement des dépenses par la nomination de nouveaux juges, perte de toute autorité, de tout prestige pour les Cours de première instance (1).

Quel est donc ce bill voté sous la pression de l'opinion publique, quelle en est l'interprétation par la Cour d'appel ? tel est le sujet que nous nous proposons d'étudier dans le titre suivant.

celle du Lord Salisbury à la session du Hertfordshire où il insiste sur la responsabilité du jury, qui à son avis, reste pleine et entière en dépit de l'appel.

1. Voir : *The Times*, 16 mai 1908 ; Mr Justice Bigham aux assises de Leeds (North Eastern Circuit) 16 juillet 1908.

## TITRE II

### THE CRIMINAL APPEAL ACT 1907 THÉORIE, JURISPRUDENCE, PROCÉDURE

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### **Droit d'appel.**

L'ensemble du *Criminal Appeal Act* de 1907 a pour but de donner un droit d'appel à certaines catégories de personnes, condamnées au criminel. A cette fin l'acte abolit les institutions du passé qui avaient eu pour but de remplacer, l'appel qui faisait défaut. La section 20 de la loi prévoit : « Seront désormais abolis les *writs of error* et la pratique actuellement en usage à la Haute Cour des *new trials* dans les affaires criminelles. Les pouvoirs de la *Court of Crown Cases Reserved* sont au contraire transférés à la Cour d'appel criminel (1). »

Le législateur de 1907 a pris soin d'indiquer que la prérogative royale de la grâce, exercée par l'inter-

1. Voir plus loin le chapitre consacré aux pouvoirs de la Cour en cas d'appel *on law*.



médiaire et sur les propositions du *Home Office* n'était en rien touchée par l'institution de l'appel (1). Au premier abord, ce passage pourrait paraître superflu : la grâce est une chose, l'appel en est une autre combien différente, mais l'histoire ne nous a-t-elle pas montré le *Home Office* servant de Cour d'appel au criminel ? La création d'un droit d'appel dont la connaissance est laissée à une Cour spéciale aurait pu être interprétée comme le transfert à cette dernière des pouvoirs laissés au *Home Office*. La section 19 de l'*act* vient rendre toute hypothèse semblable impossible. Nous verrons combien la Cour prend un soin tout particulier pour ne pas empiéter sur le domaine réservé en *Home Office*, dispensateur des grâces, en refusant de prendre en considération tous faits extra-judiciaires qui peuvent amener le Secrétaire d'État à l'Intérieur à intervenir (2).

Au principe qui avait toujours existé jusqu'alors, le *Criminal Appeal Act* vient en substituer un autre. Les erreurs commises, tant par le jury en fait, que par le juge en droit, sont susceptibles d'être corrigées, la condamnation peut être cassée, la sentence modifiée par une Cour établie à cette fin.

Après avoir examiné la question de savoir à qui l'*act* confère le droit d'appel, il faudra nous demander sur quels fondements, sur quelles bases il est possible d'interjeter appel.

I. — A qui l'*act* de 1907 confère-t-il le droit d'appel ?

1. Section 19 : *Nothing in this act shall affect the prerogative of mercy.*

2. Voir les chapitres suivants et *Sesshope* 5. *Crim. Ap. Rep.* 3.

La section 3 de la loi porte : « Toute personne condamnée à la suite de la procédure d'accusation peut interjeter appel (1). » Deux conditions sont donc nécessaires pour avoir le droit d'en appeler : avoir été poursuivi par acte d'accusation et avoir été condamné.

L'*indictment* est l'acte d'accusation dirigé contre une ou plusieurs personnes en cas de crime ou de « délit grave ». Le jury d'accusation, le *grand jury*, le déclare vrai sans serment. Une personne est *indicted* toutes les fois qu'elle est renvoyée devant un jury de jugement ou *petty jury*, par le *grand jury* affirmant la véracité de l'acte d'accusation (2). Une personne non *indicted* ne peut donc interjeter appel. En vertu de ce principe, la Cour se déclara incompétente dans l'affaire Lockins.

L'accusé avait été déclaré par un jury spécial incapable de comprendre la procédure qui se déroulait contre lui, étant donné son état d'aliénation mentale : en conséquence, le juge l'avait renvoyé dans un asile pour une durée indéterminée. Sur appel de l'accusé la Cour refusa de statuer. « Pour pouvoir en appeler, peut-on lire dans les conclusions du juge Pickford, l'inculpé doit rentrer dans les conditions prévues par la section 3. Jamais Lockins n'a été *indicted* puis-

1. « A person convicted ou indictment may appeal under this act to the Court of Criminal Appeal. »

2. Voir Harris, *Principles of criminal law*, p. 325. Stephen, *Com. of the law of Eng.* IV, p. 320. Exemple d'*indictment* : « Les jurés de sa Gracieuse Majesté le Roi, déclarent sous serment que, John Styles, le 1<sup>er</sup> juin de l'année 1912, vola trois paires de chaussures au préjudice de John Brown, avec une intention coupable, et se les approprias, faits contraires à la paix de Sa Majesté le Roi, de sa Couronne et de sa Dignité. »

qu'un jury le déclara incapable d'être jugé ; la Cour n'a donc aucune compétence pour intervenir (1). »

Traduit devant une Cour de jugement, l'accusé doit y avoir été déclaré coupable par le jury (2), ce qui exclut tous les cas où l'inculpé a plaidé « coupable ». Une grave difficulté se posa le jour où le jury, ayant rendu un verdict reconnaissant la culpabilité de l'accusé, mais le déclarant atteint de folie, l'inculpé prétendit interjeter appel. Y avait-il eu déclaration de culpabilité ? le verdict « coupable, mais fou » (3) était-il un verdict de condamnation dont l'appel pouvait être interjeté ? Voilà les questions qui se posèrent le 5 février 1910 dans l'affaire Ireland (4).

L'accusé, un nommé Villiam Ireland, avait été déclaré coupable d'un meurtre et reconnu aliéné au moment de la perpétration du crime. Il interjeta appel. « La question se pose de savoir qu'elle est la nature juridique de ce verdict : « coupable, mais fou ». On ne peut guère soutenir que c'est un verdict d'acquiescement ; les mots mêmes contenus dans l'act de 1883 (5) sont contraires à pareille opinion. Cette loi porte en effet : « Le verdict spécial déclare l'accusé coupable de l'acte ou de l'omission. » Il y a donc bien

1. Lockins, 6. *Crim. App. Rep.*, 195.

2. L'accusé peut plaider « coupable » ou « non coupable ». Dans le premier cas, la Cour du jugement ne réunit pas de jury puisque la question de la culpabilité ne se pose pas. Dans le second, au contraire, l'affaire est soumise au jury.

3. Walter Lucas 1 *C. Ap. Rep.*, 61 ; en sens contraire Verney., 2. *C. ap. Rep.*, 107, affaire tout à fait exceptionn elle où l'inculpé s'était déclaré coupable d'un crime qu'il n'avait pas commis. N'infirmé rien l'arrêt précédent.

4. Freland, 4. *Crim. App. Rep.*, 76.

5. *Trial of Lunatics Act*, 1883, sect. 2.

en ce cas un verdict de culpabilité qui, en plus, indique qu'il faut traiter le condamné comme un individu atteint d'aliénation mentale. Si l'on suppose le condamné d'aujourd'hui repoursuivi plus tard pour la même infraction, quel sera son moyen de défense? En toute autre circonstance il aurait plaidé : « j'ai été déjà condamné » ou « déjà acquitté ». Peut-il plaider, agir de même, en dépit de la constatation de son état mental? S'il ne le peut pas, il est susceptible d'être rejugé, et un verdict différent pourrait être rendu, ce qui est inadmissible (1). » La Cour déclara, conformément aux conclusions du juge Darling, que le verdict *guilty but insane* était un véritable verdict de culpabilité, qu'il y avait bien eu condamnation et que par conséquent la Cour avait compétence pour connaître de l'appel.

Cette jurisprudence ne semble pas cependant devoir être définitive ; elle fut fort critiquée dans l'affaire Hakford Machardy (2) ; jusqu'à aujourd'hui, aucun arrêt n'est, à ma connaissance, venu l'infirmier.

L'appel du verdict « coupable, mais fou » une fois admis, une autre difficulté ne devait pas tarder à s'élever. L'accusé déclaré coupable peut-il interjeter appel de la partie du verdict le considérant atteint d'aliénation mentale : il peut avoir intérêt à voir le

1. Aucun principe de droit anglais empêche un individu d'être repoursuivi une seconde fois pour le même fait. Mais, dans ce cas, il peut invoquer un moyen de défense qui mènera à son acquittement, c'est ainsi qu'il peut déclarer « j'ai déjà été condamné » ou « j'ai été acquitté précédemment ». Harris. *op. cit.*, p. 365.

2. *C. Grim. App Rep.* 275. « Si la façon de voir dans l'affaire Ireland n'est pas correcte ».

verdict cassé sur ce point. Au lieu, en effet, d'être envoyé dans un asile pour une durée qui dépend « du seul plaisir de sa Majesté », il pourrait être condamné à une peine qui est susceptible d'avoir une fin. Le 19 août 1911, dans l'affaire Hackford Machardy (1), la Cour se prononça pour la négative, considérant que la déclaration de folie n'était pas juridiquement parlant une condamnation. « C'est là une partie du verdict qui a pour but de sauver pour ainsi dire le coupable... lit-on dans les conclusions. On ne peut pas dire qu'il y ait là une condamnation, puisque la déclaration d'insanité est en faveur de l'accusé; c'est le résultat d'une disposition de la loi *Trial of Lunatic Act*) ayant pour but de tracer au jury une ligne de conduite lorsqu'il a devant lui un accusé reconnu aliéné au moment de l'action. » L'appel ne peut donc pas être interjeté contre la partie du verdict déclarant l'inculpé atteint de folie puisqu'il n'y a pas là *conviction* à proprement parler (2). La Cour semble, dans un arrêt récent, regretter pareille jurisprudence lui interdisant de connaître d'un verdict déclarant l'accusé aliéné : « un nouvel examen de la difficulté est souhaitable, la décision n'ayant été prise qu'à la majorité », déclare le juge Darling en ses conclusions dans l'affaire Hill (3).

1. *The Times* du 19 août 1911.

2. Interprétation qui semble être confirmée par le paragraphe 5 de la section 4 du *Criminal Appeal Act* permettant à la Cour de modifier le verdict du jury en y ajoutant la mention *but insane*. Jurisprudence confirmée dans l'affaire Hill du 24 octobre 1911 (*The Times*, à cette date.

3. *The Times*, 24 octobre 1911.

La section 20 de la loi vient étendre le nombre des personnes qui peuvent saisir la Cour d'appel : à la condamnation sur poursuite par accusation sont assimilées celles sur « *information* (1) » ou sur enquête du *coroner* (2), et celle prononcée contre un vagabond incorrigible d'après le *Vagrancy Act* de 1824 (3) pourvu que l'accusé ait été condamné par la Cour des *Quarter Sessions* (4).

En 1908 le *Children Act* (5) vint autoriser tout pa-

1. L'« *information* » est une plainte adressée au nom de la Couronne à la Cour de la Division du Banc du Roi dans le cas de certains délits graves. Cette procédure par « *information* » se retrouve également au civil. La Cour d'appel criminel eut donc à trancher la question délicate et difficile de savoir si une plainte émanant de l'*Attorney general* à la *King's Bench* était civile ou criminelle, la section 20 n'ayant effet que dans cette dernière hypothèse. Voir l'affaire Alfred Moser 3 *Crim. App. Rep.* 5, où la Cour se déclara incompétente, considérant de nature civile l'« *information* » menée contre des contrebandiers en vertu du *Customs Law Consolidation Act* de 1876 (décision contraire en 1885 : L. R. 10, Echiquier 84, Bradlaugh.). Sur la procédure par « *information* », voir Harris, *op. cit.*, p. 335 et Stephen, *op. cit.*, 330, t. IV.

2. Le *coroner* est le magistrat qui, assisté d'un jury, a compétence dans tous les cas de mort violente. *The coroner's inquisition* est la procédure entamée à la suite du verdict du jury réuni pour enquêter, *super visum corporis*, sur les causes de la mort. Voir Henri Guionin, thèse Paris 1908 ; Harris, *op. cit.*, p. 339.

3. 5 Geo. IV, c. 83.

4. Affaire Brown, *Crim. App. Rep.* 85. D'après la section 5 de cet Act sont considérés comme vagabonds incorrigibles et condamnés comme tels :

α) Toute personne s'échappant de prison avant l'expiration de son temps, si elle purge une condamnation pour vagabondage.

β) Toute personne condamnée pour une seconde fois en vertu de l'acte punissant le vagabondage.

γ) Toute personne appréhendée comme vagabond et opposant de la résistance à l'agent.

5. 8 Edw. VII, c. 67, s. 99, § 6. « Un parent ou gardien peut inter-jeter appel devant la Cour d'appel criminel d'un ordre donné en



rent ou toute personne à qui l'enfant a été confié, d'interjeter appel devant la Cour, de certains ordres donnés par les tribunaux : tels, les ordres de payer l'amende, les dommages intérêts, les frais auxquels l'enfant a été condamné, ceux de fournir des sûretés garantissant la véracité de leurs allégations relatives à la bonne éducation du délinquant. Cette faculté est donnée à la condition que l'ordre ait été prononcé par une Cour d'assises ou de *Quarter Sessions*. Cette loi assimile donc un ordre à une sentence prononcée à la suite d'une condamnation.

Le condamné n'a pas seul le droit de saisir d'un appel la *Court of Criminal Appeal*. La section 19 donne pareille faculté au Secrétaire d'État à l'Intérieur. Un point lui paraît-il délicat ? il peut désormais demander l'avis d'une Cour qui aura pour devoir d'examiner la pétition et de lui faire connaître son opinion (1), disposition qui, à n'en point douter, est due à la campagne de presse menée contre le *Home Office* et qui lui permet aujourd'hui d'échapper aux critiques d'incompétence auxquelles il fut en butte pendant de si nombreuses années.

Au lieu de se borner à demander un simple avis, le Secrétaire d'État à l'Intérieur, peut, s'il le juge nécessaire, porter l'affaire en son entier devant la Cour d'appel, qui devra l'examiner comme si, dit le para-

vertu de cette question... par une Cour d'assises ou une Cour de *Quarter Sessions* exactement comme si le parent ou gardien contre lequel l'ordre a été prononcé, avait été condamné *on indictment* et que l'ordre était une sentence prononcée en vertu de cette condamnation.

1. Sect. 19. 6.

graphe *a* : « l'appel avait été interjeté par la personne condamnée. » Le législateur, par là, avait voulu donner au *Home Office*, le moyen d'échapper aux pressions exercées sur lui, tant par la presse que par les membres du Parlement eux-mêmes, toutes les fois qu'une affaire criminelle passionnait l'opinion publique. Si par lui-même le principe est excellent, un danger n'était-il pas à craindre ? Le Secrétaire d'État n'aurait-il pas une certaine tendance à se décharger sur la Cour de la lourde responsabilité qui lui incombe d'exercer la prérogative de la grâce ? Une jurisprudence ferme devait prévenir toute déviation du principe qui fait de l'appel une chose et de la grâce une autre. C'est ainsi que la Cour refusa de s'occuper du cas Winter porté à sa connaissance par le *Home Office* : « Ce cas, déclara le *Lord Chief Justice*, n'est pas un de ceux que nous pouvons prendre en considération. Si le Secrétaire d'État a des documents qui lui permettent d'intervenir, et nous savons qu'il en a, qu'il intervienne. Nous, Cour d'appel, nous n'avons pas à nous préoccuper des circonstances qui peuvent motiver un acte de clémence de la part de Sa Majesté. » Le principe qui fut établi par la Cour est donc celui-ci : toute affaire soumise à la Cour par l'intermédiaire du *Home Office* doit être examinée comme un véritable appel : il y a là un appel par voie détournée, il est vrai, mais ce n'est qu'un simple appel. Cette jurisprudence mettait un terme à une idée qui avait été émise peu de temps après l'entrée en vigueur du bill. On s'était demandé si la Cour, étant donnés les termes de la section 19 (1), ne se verrait pas for-

1. « Le *Home Office* peut... porter l'affaire dans son entier devant

cée d'examiner et de trancher l'affaire portée indirectement devant elle, même si elle était incompétente, la procédure ordinaire ayant été suivie (1). Les pouvoirs de la Cour sont donc les mêmes, que l'appel ait été interjeté par le condamné ou par l'intermédiaire du *Home Office* (2).

Telles sont les personnes qui peuvent interjeter appel devant la Cour d'appel criminel ; les autres qui ne rentrent ni dans la catégorie des condamnés de la section 3, ni dans la catégorie assimilée de la section 20, ne bénéficient pas de la réforme ; ainsi, par exemple, tous les condamnés des juridictions sommaires. Néanmoins l'Act prend soin de dire que ceux qui auront été condamnés *on indictment* pour non réparation de routes, ou de ponts, ou pour leur destruction, ne seront pas autorisés à porter leur appel devant la Cour criminelle, si toutefois leur condamnation a été prononcée en vertu de la *common law* et non des *Highway-Bridge Acts*. En effet dans ces cas particuliers, l'appel existe déjà devant la Cour d'appel civile (3).

De même les pairs et paires, ainsi que tous ceux qui peuvent invoquer le bénéfice de pairage, ne peuvent bénéficier de la réforme toutes les fois qu'ils ont été condamnés sur acte d'accusation ou poursuite

la Cour d'appel, et le cas *devra* être examiné... » On fit remarquer avec juste raison qu'il y avait *shall be* et non *must be*, terme qui, laisse une certaine liberté à la Cour.

1. Affaire Johnson. 2. *Crim. App. Rep.* 15, qui semble pencher du côté de ce principe.

2. Affaires renvoyées par le *Home Office* : Robert, 5. *Crim App. Rep.* 85 ; Thompson. *Daily Mail*, 26 mars 1912.

3. Section 20, § 3. Voir Stephen IV, 203 sur la procédure des *Highways*

du *coroner* pour un crime ou délit ne ressortissant pas de la Cour d'assises (1). La Cour d'appel criminel, par cette disposition, se voit retirer le droit de connaître d'une condamnation prononcée par la Chambre des Lords ou le tribunal du grand Sénéchal d'Angleterre.

## II. — FONDEMENTS DU DROIT D'APPEL

Un appel peut être interjeté en ce qui concerne la condamnation (*conviction*) et en ce qui concerne la sentence (2). Examinons ces deux hypothèses séparément.

### A. — *Appel de la condamnation.*

Une condamnation prononcée contre un individu se compose de deux éléments : les faits ou circonstances de la cause, et le droit, éléments souvent intimement combinés dont la distinction est parfois délicate. Quand y a-t-il à proprement parler une question de droit, quand y a-t-il au contraire une simple question de fait ? Tel est le problème que soulève l'interprétation de la section 3 qui autorise l'accusé à interjeter appel en le fondant soit sur le droit,

1. Pendant les sessions du Parlement un pair (ou une pairresse) accusé de crime ou de délit a le droit d'être jugé par la Chambre des Lords présidée par le grand Sénéchal d'Angleterre (*Lord High Steward*). En dehors des sessions, le *Lord Steward* réunit un jury composé uniquement de pairs devant lequel comparaitra le pair (ou la pairresse) poursuivi. Harris, *op. cit.*, p. 289. Act. sect. 20, § 2.

2. Section 3 a, b, c : « Toute personne condamnée *on indictment* peut interjeter appel... de sa condamnation... de la sentence prononcée, eu égard à sa déclaration de culpabilité... »

soit sur le fait. La solution du problème n'est pas sans importance puisque, comme nous le verrons, l'appel *on law* est libre tandis que l'appel *on fact* est soumis à certaines autorisations préalables.

Théorie et jurisprudence sont loin d'être d'accord, l'une s'étant efforcée de trouver un critérium, l'autre ayant agi selon les circonstances. Le professeur de droit Thayer, dans son livre sur le régime des preuves en *common law* (1), définit les questions de fait : « toutes questions relatives aux choses, conditions, actions, circonstances, en tant qu'elles se produisent et existent matériellement parlant. » Il y a question de fait toutes les fois qu'ils s'agit d'une chose pouvant être conçue « en existence et vérité ». Conception qui n'est nullement limitée à ce qui est tangible ou visible et tombe sous nos sens ; mais les choses invisibles, les pensées, les intentions lorsqu'elles sont conçues « en existence et en vérité » sont des faits. Le critérium adopté par le professeur Thayer semble donc celui-ci : La question de savoir si une chose est un fait revient à se demander si elle existe, si elle est réelle. Toute recherche qui a pour but de connaître la réalité, la véracité, l'actualité d'une chose est une recherche de fait. Sont au contraire de pures questions de droit « toutes les règles qu'il est du devoir du juge d'appliquer et de renforcer, toutes les recherches faites par lui aux fins de savoir s'il existe une loi, une règle de la coutume ou de la jurisprudence, quel est son sens, son but, quelle est l'interprétation à donner à ses termes (1).

1. Thayer. *A preliminary Treatise on Evidence at the Common Law*, chapitre V.

Cette distinction fut fortement attaquée, on lui reprocha de ne pas en être une. Il n'y a point une différence sensible entre les deux définitions, rien n'empêche de faire rentrer la définition des « questions de droit dans celle des questions de fait ; au fond, dans les deux cas, n'est-ce pas la recherche de la véracité, de la réalité d'un fait qui porte le nom, soit de circonstances de la cause, circonstances qui peuvent être matérielles ou psychologiques, soit de règles légales, de coutume ». Le professeur Thayer ne l'avoue-t-il pas lui-même lorsqu'il déclare : « Rien n'empêche de faire d'une question de fait une question de droit (1). »

La jurisprudence se soucie peu de s'en tenir à un critérium rationnel. Devant un fait, elle se pose la question suivante : le juge est-il compétent pour en connaître, ou bien est-ce le jury ? Dans le premier cas il y a question de droit, dans le second question de fait (2). Tout dépend de la façon dont le juge envisage les choses. En effet, la haute situation des juges anglais, les larges pouvoirs dont ils sont investis leur permettent d'imprimer une direction à l'administration de la justice, de tracer des règles de conduite au jury, au plaignant. Dans de nombreuses occasions, en matière de *common law*, ils ont fixé des règles, ils ont en quelque sorte fait la loi. Dire le droit, selon la *common law*, n'est-ce pas appliquer les règles de

1. Wrottesley et Jacobs. *Law and practice of Criminal Appeals*, appendice c, p. 306.

2. C'est tourner la difficulté en dénaturant le problème, et n'est-ce pas le contraire qu'il vaudrait mieux dire : la question de fait est celle qui doit être soumise au jury, la question de droit celle qui reste de la compétence du juge.



la raison et du bon sens? Peu à peu, les juges anglais, grâce à leur profonde expérience de la vie humaine, grâce aux multiples combinaisons auxquelles se prêtent les faits et la raison, ont empiété sur le domaine théorique du législateur. En vertu de ces prérogatives, ils ont déterminé la véritable tâche du jury, et circonscrit la compétence. Que l'on ne s'étonne donc pas si l'appréciation de tel fait, de telle vérité, est en pratique considérée comme une question de droit, tandis que la théorie y voit une question de fait. Le seul criterium est en définitive celui-ci : les juges n'ont pas cru en devoir laisser l'examen au jury et s'en sont réservé la connaissance. Tout est là. Théoriquement on peut parler de *questions of law*, de *questions of fact*, en jurisprudence, il vaudrait mieux dire : « questions abandonnées à l'appréciation du jury », « questions dont les juges se réservent l'examen ».

La théorie a pour point de départ le raisonnement scientifique; la pratique, la volonté souveraine et séculaire des juges. Leurs solutions sont donc nécessairement différentes.

La jurisprudence eut à se fixer sur une autre catégorie de questions, les questions dites « mixtes » quant au droit et au fait. La section 3 de la loi porte en effet que l'inculpé pourra donner comme base à son appel une *question of mixed law and fact*. Ce texte fit naître des difficultés, toute question de fait pouvant être considérée avec quelque justesse comme une question à la fois de droit et de fait : les faits ne se peuvent dégager en effet qu'avec l'appui des règles de droit. Le sens de cette formule est tenu

pour inintelligible par certains (1) qui y voient une fantaisie juridique due au *Lord Chief Justice* de 1786 qui fut le premier à l'insérer dans les conclusions d'un jugement. L'Act de 1907 en assimilant les appels fondés sur ces questions mixtes à ceux dont la base est une question de fait, amena les auteurs à préciser la portée de cette expression. Dans certains cas, la loi anglaise prend soin de déterminer les éléments constitutifs du délit qu'elle punit ; un acte ayant été accompli, la question se pose donc de savoir s'il rentre dans la catégorie des actes prévus par la loi. Une question mixte de droit et de fait est donc celle qui dépend, quant à la recherche de la vérité, de certains faits en relation avec certains principes de droit : telle la question de savoir si une série d'actes constitue une diffamation, si tels événements sont bien un accident dans le sens du *Workmen's Compensation Act*. A l'analyse il est facile de trouver un double problème : Problème de fait : quelles sont les circonstances de la cause ? Problème de droit : ces actes déclarés constants rentrent-ils dans la définition de la loi (2) ?

L'appel peut donc avoir pour fondement soit une question de droit, soit une question de fait, soit enfin une question mixte de droit et de fait.

L'inculpé veut-il interjeter appel en se fondant sur une question de droit ? aucune restriction n'y est apportée. Le législateur de 1907 semble s'être souvenu des graves défauts qui avaient surgi du fait de

1. Duer, *Evidence*, p. 261, édid, 1858.

2. Boulton. *Criminal Appeal Act*, p. 10.

la souveraineté absolue conférée au juge par le *Crown Cases Act* de 1848 et avoir tenu compte des recommandations faites par la commission Beck. Seule la Cour d'appel criminelle peut, par sa jurisprudence, fixer les cas où l'appel sera considéré comme ayant pour base une question de droit. C'est là la conséquence directe du principe que nous avons essayé de mettre en lumière quelques lignes plus haut. Point de criterium, point de règles générales, force nous est donc de procéder par énumération.

D'après la jurisprudence il y a appel *on question of law*, lorsque le condamné demande à la Cour de décider si l'acte d'accusation est valable (1), si le juge a eu raison de rejeter ou d'admettre telle preuve (2) ; de même lorsqu'il invoque une faute de la part du juge : par exemple, on n'a pas informé le condamné du droit qui lui appartient de servir de témoin dans sa propre cause (3), le jury n'a pas reçu les instructions nécessaires ou en a reçu d'erronées quant aux conséquences légales de son verdict (4), quant au régime des preuves et à la valeur de preuves non corroborées (5), enfin, lorsque l'accusé déclare le jugement rendu faux en droit ou faux par rapport au verdict (6).

1. Hunting, 73, J. P. 12 ; Stride, 1908, 1 K.B.D. 617 ; Stoddar, 73, J. P. 348.

2. « Il y a appel *on law* lorsque le juge a reçu une preuve qui n'aurait pas dû l'être ou en a refusé une qui aurait dû être admise. » Darling dans *Westacott*, 25, T.L.R. 192. Preston, 1909, 1 K.B. 568.

3. Varren, 73, J.P. 359.

4. Meyer, 99, L.T. 202 ; Jaya, 72, J.P. 483 ; Dyson, 1908 ; 2 K. B. 454.

5. Beauchamp, 73, J.P. 223 ; Everst, 73, J. P. 269 ; Kelly. *Times*, 13 décembre 1909.

6. Knight, 73, J. P. 15.

La faculté d'appel n'est plus libre dès que le condamné invoque, comme fondement de son appel, une question de fait ou une question mixte. La section 3 lui impose, dans ce cas, l'obligation d'obtenir l'autorisation préalable, soit de la Cour d'appel, soit du juge qui l'a condamné. Dans le bill qui fut déposé en avril 1907 par l'Attorney general figurait l'autorisation de la Cour d'appel (1); c'était là une concession faite par le Gouvernement à ceux que la réforme effrayait. On se souvenait, en effet, de l'échec du bill de 1906 et des amendements que la Chambre des Lords lui avait fait subir. L'appel parut cependant trop large encore à certains et, sur une proposition de Lord Halsbury, la Chambre Haute exigea en outre l'autorisation du juge qui avait condamné l'appelant. Une double barrière était ainsi mise au droit d'appel du verdict du jury, précaution qui, dans la pensée de Lord Halsbury et de la majorité de la Chambre, avait pour but immédiat de restreindre considérablement le nombre des appels possibles et d'empêcher la nouvelle Cour d'être débordée. A la séance suivante, Lord Ashbourne obtint que l'obligation d'obtenir l'autorisation du juge fût transformée en une simple faculté, l'appelant pouvant, soit demander à la Cour de jugement un certificat déclarant qu'il y avait un fondement d'appel, soit s'adresser à la *Court of Criminal Appeal* aux

1. Voir l'amendement de Mr Rawlinson proposant de substituer à l'autorisation de la Cour celle du *Home Office*. 29 juillet 1907, v. 179, col. 614. Il fut rejeté sur la remarque de Mr O'Connor montrant qu'ainsi le *Home Office* serait érigé en Cour, en juge, lui qui a pour mission d'être le gardien des condamnés.

fins d'autorisation (1). L'amendement de Lord Halsbury a un avantage indéniable : économiser le temps de la Cour. Le juge connaissant en tout point l'affaire peut souhaiter de voir un appel interjeté. Par son certificat, il le rend possible, en assurant par là même que ce n'est point un appel sans fondement.

La section 17, d'autre part, donne à la Cour le droit de désigner un juge chargé d'autoriser les appels. En cas de rejet de sa demande par ce juge, rien n'empêche l'appelant de se pourvoir devant la Cour. Parmi les demandes d'appel, le juge délégué fait ainsi un premier tri et arrête tout appel qui lui paraît n'avoir aucune chance de réussir. Toutefois la Cour semble peu favorable à ce système de délégation, préférant examiner elle-même les demandes

1. L'origine de l'amendement tel qu'il fut présenté par Lord Halsbury se trouve dans une proposition faite par Pitt Taylor en 1847 (*Parliam. papers*, 1847-1848, ed. 523, p. 38); il est assez curieux de constater que si l'amendement n'avait pas été modifié par les Communes les mêmes inconvénients qu'avait suscités le *Crown Cases Act* de 1848 auraient pu se produire, inconvénients que le législateur de 1907 désirait supprimer dans le cas d'appel *on law*. Voir D. P. 8 août 1907, v. 180, c. 250. Cet amendement avait trouvé peu de faveur auprès de la presse. « Il est à espérer, peut-on lire dans le *Law Times* (v. 123, p. 357), que les Communes repousseront cet amendement. Comme il est facile de s'en douter, le juge compétent et intelligent est toujours prêt à voir sa décision portée en appel, tandis que celui dont les jugements peuvent être sujets à critiques, n'admettra pas la discussion. » Voir également l'article du *Solicitor's Journal* 17 août 1907, v. 51, p. 709. « Le changement apporté par la Chambre des Lords consistant à remplacer *and* par *or* vient écarter le péril qui menaçait la réforme. *Solicitor's Journal*, *id.*, p. 725. D. P., 19 août 1907, v. 181, col. 308.

2. Mumms, *Cri. App. Rep.* 4. D'après une déclaration faite aux Communes le 22 février 1909, il n'y aurait eu guère que 300 demandes soumises à un seul juge.

d'appel : elle évite ainsi le pourvoi presque certain de l'accusé et, par conséquent, une perte de temps.

B. — *Appel de la sentence.*

Le paragraphe *b* de la section 3, donne au condamné le droit d'interjeter appel de la sentence prononcée par le juge, sauf dans le cas où la sentence est prévue d'avance par la loi et échappe à la libre appréciation du juge.

La loi anglaise fixe au juge, dans la majorité des cas, un maximum très large, et le minimum est indéterminé ; la possibilité d'un appel peut donc facilement se concevoir, dans le but de faire ramener la sentence à une juste proportion, si le juge s'est montré par trop sévère. Dès que la loi fixe au contraire la peine que le juge devra prononcer, comme dans le cas où un individu est reconnu coupable de trahison, de meurtre, cas entraînant une sentence de mort, a quoi bon accorder un droit d'appel ? La Cour ne pourrait que confirmer la décision du tribunal de jugement (1).

Par l'expression « sentence » il ne faut pas entendre seulement la peine à laquelle le coupable a été condamné, mais encore, d'après les termes de la définition donnée par la section 21, tous les ordres donnés par le tribunal à l'inculpé ou à sa femme et ses

1. Le projet primitif portait : « sauf en cas de peine de mort » : le texte actuel a élargi le principe. Des cas en effet peuvent se présenter où la loi fixe la peine à prononcer.



enfants (1), ainsi que la demande d'expulsion pour le cas où le condamné est un étranger. Cependant appel ne peut être interjeté directement de l'ordre de restitution de biens volés donné par la Cour de jugement. Si la Cour peut modifier ou annuler un tel ordre sans avoir au préalable cassé la condamnation, ce n'est là qu'un pouvoir purement accessoire. Dans l'affaire *Ridley*, le *Lord Chief Justice* exprima son regret de voir qu'aucun appel direct ne pouvait être interjeté de l'ordre de restitution donné par un tribunal de jugement (2).

Pour que l'appel puisse être interjeté deux conditions sont nécessaires : la sentence doit avoir été prononcée par un tribunal, l'autorisation préalable de la Cour doit avoir été obtenue.

Si dans la section 3 l'on ne tourne aucune mention exigeant que la sentence doive avoir été prononcée par le tribunal de jugement, la section 4, § 2 vient le déclarer péremptoirement en donnant à la Cour le pouvoir de ne modifier que la *sentence passed at the trial*. La Cour eut à faire application de ce principe dans les cas où la sentence, objet de l'appel, avait été diminuée auparavant par le *Home Office*, comme dans le cas *Daisy Lord* (3), ou simplement modifiée, comme dans l'affaire *Keating* (4) : l'appelant après

1. Cependant la Cour a déclaré qu'un appel ne pouvait être interjeté contre les ordres de restitution des biens volés (*Larceny Act 1861*) quoique, conformément à la section 6, la Cour ait pouvoir de les modifier : *Elliott*, 1 *Crim. App. Rep.* 16.

2. *Ridley*, 24, T. L. R. 645.

3. 1 *Crim. App. Rep.* 110.

4. 5 *Crim. App. Rep.* 186.

avoir été admis à l'institution Borstal (1), avait été considéré comme dangereux pour les autres enfants de l'établissement. Conformément à la section 7 du *Prevention of Crime Act* de 1908 (2), le *Home Office* avait commué la sentence de condamnation à Borstal en simple condamnation à la prison. La Cour refusa de connaître de l'appel interjeté de cette décision en déclarant : « La section 4, § 3 porte « sentence prononcée par le tribunal ». Nous ne pouvons donc nous occuper que des sentences prononcées à l'audience et résultant du jugement. La sentence originale est celle de détention à Borstal ; une fois qu'elle a été modifiée par le *Home Office*, l'appel n'est plus possible. »

Comme dans le cas d'appel *on fact*, la loi exige l'autorisation préalable de la Cour d'appel pour que le condamné puisse attaquer la sentence prononcée. Un certificat du juge de jugement ne peut venir remplacer cette autorisation.

Le législateur a pensé avec raison que l'on ne peut demander au juge qui vient de prononcer une sentence d'autoriser l'inculpé à en appeler : cela aurait été le forcer à se mettre en contradiction avec lui-même. La Cour apparaît donc comme souveraine dans l'appréciation des cas pouvant faire l'objet ou

1. Institution reconnue par la loi dans le but d'amender les jeunes délinquants.

2. « Toutes les fois qu'un des détenus à Borstal sera dénoncé au *Home Secretary* par le Comité de visite comme étant incorrigible et une source de dangers pour les autres, le Secrétaire d'État pourra commuer le restant du temps en peine d'emprisonnement avec ou sans *hard labour*, temps qui, en aucun cas, ne devra dépasser le restant de peine. » [8. Edw. VII c. 58, § 7.]

non d'un appel. Cette haute prérogative lui était nécessaire, pour remplir la mission qui lui est confiée et qui a pour but de maintenir l'égalité des sentences.

La loi du 21 décembre 1908 est venue dispenser celui qui est reconnu « criminel d'habitude », de demander cette autorisation préalable, lorsqu'il interjette appel de la sentence « de préventive détention ». Le *Prevention of Crime Act* est un bill dont le but est de maintenir en prison pendant un temps assez long, celui qui, par suite de certaines condamnations, peut être considéré dangereux pour la société. Cet Act, s'il est susceptible d'assurer une plus large répression, n'en crée pas moins un danger pour tous, rien n'étant plus arbitraire que d'essayer de démontrer le caractère criminel habituel de la vie menée par un délinquant. La section 11, dispensant l'appelant de l'autorisation de la Cour (1), ménageait par là même une garantie de nature à contrebalancer la liberté d'appréciation laissée au juge en pareille matière.

A peine ce bill entré en vigueur, la question se posa de savoir quel était le sens du mot « sentence » employé dans la section 11. Devait-on y comprendre, en plus de la sentence de « préventive détention », la troisième condamnation à la servitude pénale dont le prononcé par le tribunal motivait l'application de la loi (2) ? Si oui, l'appel des deux sentences pouvait

1. « Une personne condamnée à la « préventive détention » peut, notwithstanding toute clause dans le *Criminal Appeal Act* de 1907, interjeter appel de la sentence, sans autorisation préalable de la Cour d'appel. » [8 Ed. VII, c. 58, s. 11].

2. Pour être déclaré criminel d'habitude, l'inculpé doit, depuis l'âge de 16 ans, avoir été condamné trois fois à la servitude pénale et avoir mené une vie déshonnête constante.

être interjeté sans autorisation ; dans le cas contraire, il aurait fallut faire une distinction : demander une autorisation aux fins d'appel de la sentence de servitude pénale prononcée en dernier et interjeter appel directement de la sentence de « préventive détention ». Le 29 octobre 1909, la Cour trancha la question par une décision pleine de finesse : « La sentence à laquelle fait allusion la section 11, déclara le *Lord Chief Justice* en ses conclusions, est la sentence de « préventive détention », mais, comme celle-ci ne peut intervenir que si une sentence de servitude pénale a été prononcée auparavant, nous sommes d'avis que ce serait là quelque chose de fâcheux qu'un appel pût être interjeté de l'une et pas de l'autre. La Cour désire donc adopter une pratique qui évite pareil inconvénient. Aussi, toutes les fois qu'un appel sera interjeté de la sentence de détention préventive, nous donnerons toujours l'autorisation d'appel de l'autre sentence. Cette décision ne va pas à l'encontre de la section 11, elle respecte le texte où le terme « sentence » est au singulier et en même temps elle évite une perte de temps. L'esprit du bill ne semble d'ailleurs en aucune façon s'opposer à ce que l'appel soit interjeté des deux sentences (1). » Grâce à cette pratique, la Cour peut envisager les conséquences des deux sentences et examiner s'il n'y a pas lieu de les atténuer. Ainsi, dans l'affaire Franklin (2), nous lisons : « L'inculpé resterait treize ans en prison. Les trois ans de servitude pénale pour le délit sont jus-

1. Smith 3 *Crim. App. Rep.* 40 ; 1 K. B. 17. 1909.

2. Franklin, 3 *Crim. App. Rep.* 53.

tes, mais les dix ans de « préventive détention » même en considération des faits, sont exagérés. »

En résumé, en vertu du *Criminal Appeal Act*, un individu condamné à la suite d'une procédure soit par « acte d'accusation », soit par « information », soit par « enquête du coroner », a le droit d'interjeter appel de sa condamnation « en droit ou en fait » et également de la sentence prononcée contre lui. Cet appel est porté devant la Cour d'appel criminel. Quelle est la composition de cette Cour, quels sont ses pouvoirs ? telles sont les questions à l'examen desquelles nous arrivons.

## CHAPITRE II

### **La Cour d'appel criminel. Ses pouvoirs La Jurisprudence.**

#### *A. — La Cour d'appel criminel*

La Cour d'appel criminel est une innovation (1). La section I porte : « une Cour d'appel criminel sera constituée. Elle sera composée du *Lord Chief Justice of England* (2) et de huit juges de la *King's Bench Division* à la Haute-Cour nommés sur la désignation du *Lord Chief Justice* avec le consentement du Lord Chancelier (3). » Le nombre huit a été très discuté, puis finalement adopté. La Cour ne devait pas cependant rester ainsi constituée. Devant les difficultés d'organiser les circuits tout en permettant à la Division du Banc du Roi et à la Cour de continuer à siéger, force

1. Les projets ont été nombreux et différents les uns des autres : en 1844-1848 on voulait donner ces pouvoirs à l'une des Cours de droit commun. En 1858, 1859, 1860, 1872 et 1882 ils étaient confiés aux juges de la Division du Banc du Roi, en 1864 à la Cour *of Crown Cases Reserved*. Le bill semble s'inspirer des projets de 1878, 1879, 1884, qui constituaient également une Cour d'appel spéciale composée soit des juges de la Haute Cour, soit des juges de la *King's Bench* parmi lesquels aurait siégé ou le *Lord Chief Justice*, ou le Lord Chancelier ou même le Maître des Rôles (1883).

2. Aujourd'hui Lord Alverstone.

3. Depuis le 14 juin 1912, Lord Haldane



fut au Gouvernement de faire voter un amendement aux termes duquel tout juge à la *King's Bench Division* est juge à la Cour d'appel (1).

La Cour siège à Londres sous la présidence du *Lord Chief Justice* ou, en son absence, du juge le plus ancien. Pour pouvoir rendre un jugement, elle doit être composée de trois juges au moins ; c'est la composition habituelle. Dans les affaires graves, quatre juges siègent à côté du *Lord Chief Justice* (2).

Elle décide à la majorité de ses membres, et, pour chaque affaire, ne rend qu'un seul jugement. C'est là une disposition nouvelle et qui s'est inspirée de la pratique suivie par la commission judiciaire du Conseil Privé (3). Le principe de l'unanimité dans les décisions des juges ou des jurés est un de ceux qui sont les plus respectés dans la procédure criminelle anglaise. Cependant rien n'empêchera la Cour de rendre des jugements séparés donnant les diverses opinions exprimées dans les cas d'appel *on law*, toutes les fois qu'elle le jugera bon.

Ainsi composée la Cour d'appel criminel est une

1. *Criminal Appeal Amendment Bill*, 8 Edw. 7, c. 46, D. P. v. 491 c. 18 et 498, 21 décembre 1908

2. Sections 2, 3.

3. Conseil privé du Roi faisant fonction de Cour de Justice en matière maritime, ecclésiastique et commerciale dans certains cas particuliers. Stephen, *op. cit.*, II, 468. Ce Conseil avait fini par déclarer « Lorsqu'un jugement n'est pas unanime il sera rendu comme étant celui de la majorité. » Mais après une indiscretion commise en 1878, le Conseil, par une déclaration, défendait à ses membres de révéler la façon de voir de ceux qui avaient émis un avis différent. Certains voudraient voir cette règle étendue aux décisions de la Cour d'appel. *Law Times*, v. 125, p. 45.

« Cour supérieure de Record (1) » : ses arrêts sont inscrits sur un parchemin afin « d'en conserver perpétuelle mémoire et preuve ». Comme telle, elle a le pouvoir d'édicter toute règle qu'elle juge bon, pour que justice soit faite et d'en sanctionner le respect par le prononcé de peines d'amende ou d'emprisonnement.

La *Court of Criminal Appeal* apparaît donc, non pas comme une institution judiciaire indépendante de tout ce qui existait déjà, mais comme une véritable Chambre de la Division du Banc du Roi à l'instar de la *Commercial Court*, bien qu'elle soit cependant présidée par le *Lord Chief Justice* (2) et qu'elle ait, depuis l'amendement de 1908, un *registrar* particulier.

Un *registrar* ou greffier est chargé en effet de par le bill, de préparer les affaires qui doivent être soumises à la juridiction d'appel ; il est choisi par le « Lord Chief à la Division du Banc du Roi (3) » et, depuis l'amendement de 1908, le *Master of the Crown Office* a été désigné par la loi pour en remplir le rôle. Des *Sous Registrars*, désignés parmi les *barristers*, ayant pratiqué au moins sept ans, peuvent lui être adjoints.

Toujours prêt à répondre aux questions que peuvent lui poser les condamnés relativement à l'appel ou à la procédure à suivre, il doit inscrire l'affaire au rôle de la Cour toutes les fois qu'un appel a été interjeté et réunir tous les documents et pièces né-

1. Section 7.

2. Heinrich Gerland. *Die englische gerichtsverfassung*, t. I, p. 346.

3. Section 2.

cessaires à la Cour pour former son opinion et rendre son arrêt (1). Dans deux cas ses pouvoirs sont plus étendus : il peut proposer à la Cour, après enquête spéciale, de nommer d'office un avocat ou un « solicitor », à l'appelant ; il peut lui demander de rejeter après un examen sommaire, un appel interjeté sur une question de droit (2).

Si le *registrar* est susceptible d'avoir, dans certains cas, quelque influence sur la décision de la Cour, ce n'est pas à lui à la prendre. Il n'est pas un juge ; il n'est point non plus un greffier soumis au contrôle direct d'un magistrat. Il apparaît indépendant, susceptible d'initiatives nombreuses ; il est en quelque sorte un fonctionnaire avec un cercle de fonctions déterminées, ayant sous ses ordres un bureau, tout un personnel subalterne (3).

#### B. — *Les pouvoirs de la Cour*

Les pouvoirs conférés à la Cour d'appel doivent être nécessairement différents selon qu'il s'agit pour elle d'examiner l'appel d'une condamnation ou l'appel d'une sentence ; le but poursuivi n'est pas le même dans les deux cas. S'agit-il de l'appel *against conviction*, la Cour a pour mission de rechercher si la loi a été bien appliquée ou si les faits ont été interprétés avec justesse, si une erreur, soit de droit, soit de fait, n'a pas été commise ; et dans le cas de l'affirmative,

1. *Criminal Amendment Act*, 1908, 8. Edw. VII, c. 46, s. 2, § 2.

2. Section 2 et 15 de la loi.

3. Gerland, *Die englische gerichtsverfassung*, t. I, p. 352.

elle doit pouvoir la corriger. Au contraire est-ce d'un appel *against a sentence* qu'elle a à connaître, le but poursuivi est tout différent, ses pouvoirs de révision doivent être plus larges encore et lui permettre d'abaisser la peine ou de l'augmenter selon le cas, sinon elle se trouverait dans l'impossibilité d'accomplir l'œuvre d'égalisation que le législateur lui a confiée. Le plan de ce chapitre est donc tout tracé : dans une première partie nous examinerons les pouvoirs de la Cour dans le cas d'appel *on conviction*, dans une seconde, ses pouvoirs en cas d'appel de la sentence.

#### I. — APPEL DE LA CONDAMNATION

Que l'appel ait pour base une question de droit ou une question de fait, la Cour peut l'admettre ou le rejeter purement et simplement. Les cas où elle peut admettre l'appel sont énumérés par la section 4 de la loi : « En cas d'appel de la condamnation, la Cour admettra l'appel si elle pense que le verdict du jury doit être cassé en ce qu'il apparaît comme déraisonnable ou en contradiction avec les preuves, ou que le jugement de la Cour qui condamna l'appelant est faux en droit ou que, dans tous les cas, il y a une erreur judiciaire ; en tout autre cas elle doit rejeter l'appel. » Grâce à l'avant-dernier membre de phrase, les cas dans lesquels la Cour doit admettre l'appel ne sont pas limitativement énumérés par la section 4, ce ne sont que des exemples. La règle qui se dégage peut s'exprimer ainsi : Toutes les fois qu'il y aura erreur judiciaire en droit ou en

fait, la Cour devra admettre l'appel. » Est-ce là une obligation pour elle ? Au premier abord, il semble bien que les termes de la loi soient impératifs. « La Cour autorisera l'appel » (*The court shall allow the appeal*). Aucun pouvoir d'appréciation ne semble lui être accordé. La fin de la section vient lui rendre toute liberté d'action : « La Cour peut, bien qu'elle soit d'avis que le point soulevé en appel puisse être solutionné en faveur de l'appelant, rejeter l'appel, si, à son avis, aucune erreur judiciaire substantielle n'a été commise. » La Cour d'appel reste donc, en fin de compte, souveraine pour apprécier l'opportunité de l'admission de l'appel. Une erreur a-t-elle été commise, le résultat auquel la Cour de jugement est parvenue peut ne pas en avoir été affecté, le verdict, la condamnation peuvent être conformes à la vérité des faits et à la justice. La Cour aura alors le droit de ne pas intervenir et de laisser la condamnation subsister.

L'appel admis, la Cour doit casser la condamnation et faire enregistrer un verdict et jugement d'acquiescement (1). Dans certains cas spéciaux elle peut modifier le verdict ou le jugement (2), mais en aucun cas elle n'a la faculté de renvoyer l'affaire devant un autre jury pour qu'elle soit jugée à nouveau.

Les pouvoirs qui lui étaient ainsi conférés, la Cour devait les interpréter d'une façon fort différente dans

1. « La Cour d'appel doit, si elle autorise l'appel, casser la condamnation et ordonner qu'un verdict et jugement d'acquiescement soient enregistrés. » Sect. 4, § 2.

2. Sect. 5 : « Pouvoirs de la Cour dans les cas spéciaux » (voir plus loin).

les cas d'appel ayant pour base une question de fait et ceux ayant pour base une question de droit. Pour plus de clarté nous examinerons séparément la jurisprudence et l'interprétation de chacune de ces sortes d'appel.

a) *Appeal on Question of Fact.*

La loi donne à la Cour le droit de casser le verdict du jury toutes les fois qu'elle le juge erroné. Deux interprétations étaient possibles. L'une aboutissait à l'anéantissement du jury, l'autre n'établissait sur lui qu'un simple contrôle. Théoriquement Mr Harry Poland pouvait avoir raison quand il vint dire après le vote de la loi (1) : « Une Cour de juges décidera désormais en dernier lieu si un individu doit être pendu ou non ; de même elle dira s'il doit être condamné aux travaux forcés ou remis en liberté. Certes, il y aura eu auparavant un verdict du jury, mais au fond ne sont-ce pas des juges qui auront le dernier mot?... Des juges peuvent se substituer désormais au jury et remplacer le verdict de culpabilité par un verdict d'acquiescement, toutes les fois qu'ils le jugeront bon. Hier le jury existait, rendait un verdict, il était souverain juge du fait ; le bill une fois entré en vigueur, une ère nouvelle commencera : le jury sera relégué au second plan ; des juges, une Cour, décideront à sa place sur les questions de fait. »

1. Introduction au livre d'Herman Cahen, *The Criminal Appeal Bill*, 1907.



La Cour d'appel criminel s'est-elle vraiment substituée au jury, le verdict n'est-il plus définitif en matière de fait, en un mot les prévisions de Mr Harry Poland se sont-elles réalisées ? A la jurisprudence de la Cour de répondre.

S'inspirant des motifs qui ont forcé le législateur à créer un appel en matière criminelle, la Cour aboutit à une tout autre interprétation de la loi, pour le plus grand bien de la justice anglaise. Avant la réforme de 1907, qu'y avait-il de défectueux dans la procédure criminelle ? Une institution régulière ayant pour fonction de corriger les erreurs judiciaires qui pouvaient se produire, faisait défaut. Le but du *Criminal Appeal Act* fut de combler cette lacune. Le jugement par un corps de *good and true men* a été de tout temps la base de la procédure criminelle de l'Angleterre, le législateur n'a eu nullement l'intention en 1907 de porter atteinte à pareil principe, les débats parlementaires sont là pour en faire foi.

Convaincus de la réalité de ces idées, les juges de la Cour d'appel criminel, se sont dès le début, appliqués à les respecter. Le jury a une fonction, eux en ont une autre. Aux jurés appartient la lourde tâche de rechercher la vérité, de dire comment les choses se sont passées, si l'accusé est coupable ou non. Une autre tâche, combien différente, est assignée à la Cour. Elle doit examiner le verdict rendu, voir s'il est conforme aux preuves soumises au jury, si aucune circonstance n'est venue, dans la suite, éclairer les faits d'un jour nouveau. A elle incombe donc le devoir de contrôler le jury, de rechercher les erreurs qui ont pu être commises, de les corriger : en dehors

de cela, elle n'a aucun pouvoir. Elle n'a pas à reprendre l'affaire ni à la juger à nouveau. C'est ce principe d'interprétation que le *Lord Chief Justice* exprimait dès les premières séances de la Cour. « La Cour n'a pas pour fonction de rejurer l'affaire qui lui est soumise mais de rechercher si quelque erreur n'a pas été commise (1). » Principe qui subsiste aujourd'hui, malgré les efforts répétés de certains avocats qui auraient désiré voir la Cour interpréter ses pouvoirs d'une façon plus large, se substituer au jury dans de nombreux cas, rien ne l'en empêchant légalement. « L'avocat de la défense s'est adressé à nous, déclara le *Lord Chief Justice* le 29 mars 1911, comme il se serait adressé à un jury ; il nous demande de rejeter certaines preuves, de ne pas tenir compte des dires de certains témoins. C'est là faire une grave erreur et se méprendre singulièrement sur la nature des pouvoirs que nous donne la loi (2). »

Un appel ayant été interjeté, la question se pose de savoir si le verdict doit être maintenu ou cassé. Devant pareil problème, la Cour ne se demande pas comment elle, assemblée de juges, aurait interprété les faits, quelles preuves elle aurait retenues. Dans aucun cas, elle n'intervient sous le prétexte qu'elle aurait été d'un avis différent de celui du jury : « Ce n'est pas parce que le jury en a décidé autrement que nous ne l'aurions peut-être fait, que nous pouvons intervenir » concluait le juge Channell dans l'affaire

1. 1 *Crim. App. Rep.* 85.

2. Morrison, 6 *Crim. App. Rep.* 166 et 2 *Crim. App. Rep.* 139. Ridley.

John Alexander Graham (1). C'est à un tout autre point de vue que se place la Cour.

Deux situations peuvent se présenter, ou des faits nouveaux ont été révélés après le verdict, ou la Cour n'a à se préoccuper que des circonstances soumises à l'appréciation du jury. Dans ce dernier cas, nous assistons à une remarquable évolution de la jurisprudence. Jusqu'en mai 1909, si une erreur avait été commise dans la procédure suivie, dans le régime des preuves ou dans le résumé de l'affaire par le juge, la Cour se posait la question de savoir si, l'erreur n'ayant pas eu lieu, le jury aurait été obligé de rapporter un verdict autre que celui rendu, jurisprudence que nous retrouvons exprimée dans les premiers arrêts et notamment dans celui rendu à propos de l'affaire Dyson (2). « Nous pensons, trouve-t-on dans les conclusions, que le jury, mieux dirigé, « aurait dû » aboutir à une autre conclusion. » Toutes les fois que le jury aurait dû, si l'erreur n'avait pas été commise, rapporter un verdict différent de celui rendu, la Cour n'hésitait pas à casser celui qui avait été rapporté, le considérant comme erroné.

Dans l'affaire Stoddart, du 28 mai 1909, la Cour d'appel criminel modifia sa jurisprudence dans le but de respecter encore plus qu'elle ne l'avait fait jusqu'alors le verdict du jury. La question de savoir si

1. 4 *Crim. App. Rep.* 218. Dans cette affaire la Cour en serait arrivée à une autre conclusion que celle du jury : « Si nous avions à rejuger l'affaire nous en serions arrivés à la conclusion que la jeune fille de 16 ans victime de la prétendue tentative de viol, consentit beaucoup plus qu'elle ne l'avoua : « Le jury a été d'un avis différent. »

2. Dyson. *Crim. App. Rep.* 13, 1908.

le jury aurait « dû » rapporter un autre verdict lui apparut comme trop large et comme devant l'amener, dans certains cas, à substituer sa façon de voir à celle du jury. Le criterium qu'elle avait choisi lui laissait trop de liberté d'appréciation personnelle. En effet, dans tous les cas où une erreur aurait eu lieu, qui l'empêcherait de déclarer que si telle ou telle faute n'avait pas été commise, le jury aurait été obligé de rapporter un verdict d'acquiescement ?

Elle crut bon de restreindre son pouvoir d'appréciation en adaptant un criterium moins large, moins élastique. Désormais la Cour ne se demande plus « le jury aurait-il dû rendre un autre verdict » mais « était-il possible au jury de rendre le verdict qu'il a rapporté ? » (1). Grâce à ce nouveau criterium, elle peut respecter d'une façon plus complète la décision à laquelle est parvenu le jury. Elle ne cassera désormais le verdict que si, raisonnablement, le jury ne pouvait pas ne pas avoir été influencé par l'erreur commise. Elle examine donc l'affaire, en essayant de deviner si l'erreur a amené le juré à rendre le verdict qu'il a rendu ou si, même celle-ci n'ayant pas eu lieu, il lui était possible de parvenir à la même conclusion. La Cour s'efforce, devant un verdict, de se rendre compte de la psychologie même du juré qui l'a rendu. En quelque sorte elle apprécie les faits avec

1. Affaire Stoddart. 2. *Crim. App. Rep.* 223; Norton. 5. *Crim. App Rep.* 81, où le principe est affirmé définitivement : « Le principe qui guide la Cour est celui énoncé dans l'affaire Stoddart : Pour maintenir le verdict nous devons en arriver à la conclusion que, si le jury avait obéi à la direction telle qu'elle aurait dû être donnée (c'est-à-dire si l'erreur n'avait pas été commise) il aurait *pu* et non *dû* en venir à la même conclusion. »

les yeux du jury de jugement. Ce nouveau critérium résulte de la jurisprudence adoptée par elle dans tous les cas où des preuves nouvelles s'étaient révélées après le prononcé du jugement.

En pareille occurrence, les juges de la Cour d'appel se sont toujours posé la question : « Le jury aurait-il pu rendre le même verdict s'il avait eu connaissance de ces preuves nouvelles. » Dans le cas de l'affirmative, ils rejettent purement et simplement l'appel ; ainsi dans l'affaire Crook : « Nous ne pouvons pas dire que les preuves apportées par le nouveau témoin, auraient pu conduire le jury à une autre conclusion (1). » Au contraire, les faits nouveaux apparaissent-ils comme capables d'influencer le jury, et de l'amener à un verdict d'acquittement, la Cour n'hésite pas à casser le verdict de condamnation rapporté.

Le principe en vertu duquel la *Court of Criminal Appeal* ne veut pas être une nouvelle Cour de jugement domine toute sa jurisprudence : le jury subsiste seul juge du fait, elle ne se reconnaît qu'un droit de contrôle sur le verdict. C'est avec raison que le *Lord Chief Justice* pouvait dire le 11 juin 1911 dans l'affaire Nina Vassileva : « Nous avons toujours pris garde de ne pas nous mettre dans une position de supériorité par rapport au jury : nous nous bornons à le contrôler (2). »

Une autre raison semble également pousser la Cour à ne modifier le verdict que le moins souvent possible. Le juré a un devoir pénible à accomplir, celui de

1. Crook, 4 *Crim. App. Rep.* 62.

2. *Times*, 12 juin 1911. Voir également Morris, 2 *Crim. App. Rep.* 191.

déclarer un individu coupable ; il est homme et enclin à se laisser attendrir, ses sentiments peuvent l'inciter quelquefois à faire remettre en liberté un coupable. Du jour où le juré a fait son devoir, a triomphé dans la lutte qui s'est livrée en lui, la Cour serait malvenue à briser son verdict pour un motif futile.

Ne serait-ce pas le décourager dans l'accomplissement de son devoir ? C'est là une idée qui ressort nettement de l'affaire Ellen Moore (1) condamnée à mort pour infanticide : « Nous envisageons cet appel, lit-on dans les conclusions, en sachant par expérience combien les jurés répugnent à rendre, dans un cas d'infanticide comme celui-ci, un verdict de pleine et entière culpabilité. Remplir un pénible devoir est souvent difficile. Son accomplissement est cependant de toute nécessité pour la protection des enfants. Lorsque, malgré sa tentation naturelle d'acquitter en pareil cas, le jury a accompli son devoir, il est de celui de la Cour de ne point le décourager en brisant son verdict. »

Si tel est le point de vue auquel se place la Cour d'appel criminel dans l'examen qu'elle est appelée à faire des verdicts, il nous faut rechercher maintenant les cas dans lesquels elle croit de son devoir d'intervenir.

La loi, comme nous l'avons vu précédemment, donne pouvoir à la Cour de casser le verdict du jury toutes les fois qu'il paraît être contraire à la raison ou aux preuves apportées, toutes les fois qu'une faute a

1. Ellen Moore. 5 *Crim. App. Rep.* 192 : Conclusions du Lord Chief Justice.



été commise, à la condition néanmoins qu'une erreur judiciaire s'en soit suivie. Cette restriction qui se trouve à la fin de la section 4, paragraphe 1, est des plus importantes. Grâce à elle, la Cour a pu se maintenir fermement dans la règle de conduite qu'elle s'est tracée relativement à l'exercice de son droit de cassation.

Autrement, une erreur, quelque minime qu'elle soit, se fût-elle glissée dans la condamnation, dans la procédure suivie, la Cour eût été forcée d'intervenir, et de casser le verdict du jury. Elle peut donc, en dépit d'une irrégularité, laisser subsister le verdict, si elle est d'avis qu'il n'en est pas moins conforme à la raison et qu'aucune erreur judiciaire n'a été commise au préjudice de l'accusé. Nombreux sont les cas où elle eut à faire application de cette disposition et à se refuser à casser un verdict. L'affaire de Beeby en est un saisissant exemple.

Beeby (1) avait été condamné par le juge Ridley à cinq ans de servitude pénale pour avoir mis le feu à une maison. Son appel était fondé sur ce fait que le juge, par ses conseils, avait influencé le jury : n'avait-il pas déclaré en effet, que l'incendie était dû à la malveillance, alors qu'il pouvait être dû à la non extinction d'un précédent incendie allumé peut-être par les étincelles d'une machine à vapeur. La Cour rejeta cependant l'appel de l'accusé : « Nous avons examiné le cas avec la plus grande attention ; malgré les efforts de l'avocat de la défense, nous ne pouvons intervenir. Après avoir lu le résumé de l'affaire fait par le

1. 27 février 1911, 6. *Crim. App. Rep.* 138.

juge, objet de toutes les critiques, nous pensons qu'il est bien raisonné... Toute la dernière partie ne peut en être attaquée, les circonstances de la cause, les preuves y sont parfaitement exposées... Nous sommes d'avis que ces incendies ont tout l'air d'être dus à la malveillance, bien qu'aucune preuve matérielle puisse le démontrer. Cependant, quelle que soit la pensée du juge, il est de son devoir de laisser le jury entièrement libre quant à l'appréciation des faits : nous déplorons son intervention trop marquée et toute la première partie de son résumé. Sans aucun doute la façon dont il présenta ses observations, pouvait amener le jury à croire qu'il devait les suivre. Nous condamnons l'esprit dont le juge a fait montre, mais les expressions employées justifient-elles une intervention de notre part ? Si nous en étions arrivés à la conclusion que l'opinion émise par le juge avait induit le jury en erreur ou lui avait fait rejeter des faits qu'il aurait dû prendre en considération, nous casserions la condamnation sans hésiter. Nous ne pensons pas qu'il en soit ainsi dans le cas qui nous occupe aujourd'hui. Le jury pouvait arriver logiquement à cette conclusion, que ces incendies sont dus à la malveillance. Bien que, en raison de la faute manifeste du juge, nous eussions pu en décider favorablement pour l'accusé, nous usons des pouvoirs que nous confère la section 4 *in-fine*, déclarons qu'il n'y a pas eu erreur judiciaire, et rejetons l'appel. (1) »

1. Parmi les nombreux cas voir : Westacott. 1 *Crim. App. Rep.* 248 où une preuve avait été improprement admise ; Ashford, *id.* 186 ; Ward. *id.* 178. 2 *Crim. App. Rep.* : Salomon 82 ; Bowler 169 ; Batemon 212 ; Watkins 120. « Le juge a peut-être eu tort de ne pas admettre la contre-inter-

Combien de verdicts déclarant un individu « criminel d'habitude » (2), la Cour refusa de casser, malgré les nombreuses erreurs purement techniques qui pouvaient s'y rencontrer, erreurs d'autant plus faciles à commettre que la procédure organisée par le *Prevention of Crime Act 1908* est obscure et délicate (3) !

En résumé, la Cour se refuse à juger à nouveau l'affaire soumise au jury. Elle se refuse à casser le verdict, en dépit des fautes constatées, si une erreur judiciaire n'a pas été commise. Ces deux restrictions protègent le jury et font de lui, en dépit de l'appel, le seul juge du fait ; l'une a été apportée par la Cour elle-même à ses propres pouvoirs ; l'autre, contenue dans le texte de la loi, a été poussée par cette dernière jusqu'à des limites extrêmes.

Les limites du droit d'intervention de la Cour étant ainsi établies, dans quels cas use-t-elle du pouvoir de casser le verdict rendu par le jury ? quand considère-t-elle qu'il y a, à proprement parler, une erreur judiciaire ? On peut grouper les nombreux cas qui se sont présentés en pratique autour de deux chefs principaux :

Le jury a rendu un verdict déraisonnable, non fondé, contraire aux preuves à lui soumises, cas prévus par la section 4 ;

rogation de certains témoins, mais d'après-nous, il n'y a pas eu d'erreur judiciaire. » 3 *Crim. App. Rep.* : Rawlings 8 ; Cahen 82 ; Straton 259. 4 *Crim. App. Rep.* : Baker 154. 5 *Crim. App. Rep.* : Mortimer 206 ; Harris 286, etc. Dans la plus part des cas l'appel est fondé sur une mauvaise direction du jury par le juge.

2. *Prevention of Crime Act*, 1908.

3. 5 *Crim. App. Rep.* Marshall 28 ; Edwin Jones 29.

Le jury a été induit en erreur par le juge chargé de le diriger ; sans la faute commise par ce dernier, il aurait pu rendre un verdict tout autre.

1<sup>o</sup> Erreur du jury quant aux preuves à lui soumises.

Le verdict rendu par le jury peut paraître déraisonnable, contraire à l'ensemble des preuves soumises à son appréciation (*against the meight of evidence*). C'est dans ces hypothèses que la Cour use de ses pouvoirs de cassation.

« Il vaut mieux se tromper et laisser impuni un coupable que de courir le risque de punir un innocent », disait le *Lord Chief Justice* dans les premières séances de la Cour (1). Un doute existe-t-il sur la culpabilité de l'accusé, mieux vaut ne pas condamner. Le verdict de culpabilité doit nécessairement avoir pour base des faits prouvés, une simple suspicion ne peut suffire : la Cour se vit souvent dans l'obligation de rappeler pareils principes au jury anglais et de casser les verdicts rendus sur preuves insuffisantes.

Dans les affaires Fischer (2), et Ellis (3) dont la ressemblance est frappante, les inculpés étaient poursuivis pour avoir commis des escroqueries : de preuves immédiates, il n'y en avait point ; mais dans les deux cas, preuve avait été fournie au jury que l'un et l'autre des accusés avaient une mauvaise réputation et avaient déjà commis des actes semblables. Le jury avait condamné : la Cour cassa, déclarant qu'un verdict

1. Déclaration : mai 1908, Dibble, 1 *Crim. App. Rep.* 155. 5 *Crim. Ap. Rep.* 281.

2. Fischer, T. L. R. 102, p. 111.

3. Ellis, 162 T. L. R., p. 922.

de culpabilité ne devait pas avoir pour base de simples présomptions, mais des faits prouvés à l'audience.

De même, en matière d'identité, elle vient exiger, non des preuves vagues mais des preuves certaines, partant de cette idée que « rien n'est plus facile de commettre une erreur de personne » , le cas Beck semble ici avoir servi d'exemple (1).

S'agit-il d'appliquer le *Prevention of Crime Act*, la Cour casse toute condamnation d'un « criminel d'habitude », si la vie déshonnête menée par l'inculpé n'est pas suffisamment prouvée ; en pareil cas, le plus léger doute lui paraît justifier son intervention (2).

Est-ce à dire que la Cour exige que le verdict ait pour base des preuves matérielles indiscutables ? une telle exigence aurait pour effet d'enlever toute liberté d'appréciation au jury. Aussi bien, toutes les fois que le verdict est raisonnable, compatible avec les circonstances de la cause, il n'y a pas intervention (3). Le rejet de l'appel interjeté par White (4) montre à quel point la Cour est soucieuse de tenir le plus grand compte de la liberté d'appréciation dont jouit le jury :

White avait été déclaré coupable d'empoisonne-

1. Preston, 100 T. L. R. 303 ; Chapmon. *The Times*, 15 novembre 1911.

2. Baggot, 4. *Crim. App. Rep.* 69. et surtout Turner, 5 *Crim. App. Rep.* 91.

3. Parmi les derniers arrêts, on peut citer : 4 *Crim. App. Rep.* : Chalker 4 ; Scott 7 ; Turner 206 ; Palin 255. 5 *Crim. App. Rep.* : Thompson 12 ; Coles 40 ; Dickman 147 ; Howard 155 ; Ellen Moore 192. 6 *Crim. App. Rep.* : Smith 21 ; Brown 149 ; Schrader 175 ; Adamson 296 ; Ballis 284.

4. John White, 4 *Crim., App. Rep.* 257, 27 avril 1910.

ment perpétré sur la personne de sa mère. Les preuves étaient celles-ci : Le 9 janvier 1910, la mère fut trouvée morte dans son salon ; devant le sofa où elle était assise, était posé sur une table, un verre de vin contenant deux grains de cyanure de potassium. Aucune preuve que la victime ait touché au liquide. L'autopsie fait plutôt croire à une syncope causée par la peur ; quant à la dose de cyanure, elle était trop faible pour amener la mort. Il était prouvé d'autre part, que l'appelant avait acheté, peu de temps auparavant, du cyanure sous prétexte de faire de la dorure, et l'avait placé dans une coupe sur la cheminée de sa mère. Dans quel but, puisqu'il ne travaillait pas chez elle et n'y habitait même pas ?... L'appelant avait intérêt à la mort de sa mère, sachant que celle-ci avait fait un testament en sa faveur... « A notre avis, déclara la Cour, ce sont là des preuves suffisantes pour justifier le verdict de culpabilité rendu par le jury déclarant que White avait mis le cyanure dans le verre avec l'intention de tuer sa mère ; il est en effet prouvé qu'il connaissait l'effet foudroyant de ce poison. » Pareille condamnation pouvait se comprendre en un certain sens, la Cour la laissa subsister.

Le 3 avril 1912, le juge Darling crut bon de rappeler ce principe au début des conclusions de la Cour à propos du procès Seddon : *The Court can interfere if the verdict appeared to them in all the circumstances unreasonable in point of fact.* » Or, « le jury en est arrivé à la conclusion que l'empoisonnement était prouvé, que des preuves existaient démontrant la culpabilité de Seddon, la Cour n'a pas à indiquer, si sa conclusion eût été la même, le verdict est



conforme à la raison, nous rejetons l'appel » (1).

Le verdict peut, non seulement être contraire à la raison, mais encore paraître contraire à l'ensemble des preuves apportées à l'audience. La Cour admet difficilement l'appel interjeté sur pareil fondement : n'est-ce pas en effet l'interprétation même des faits donnée par le jury qu'on lui demanderait de modifier ? Pour qu'il y ait lieu à cassation, la Cour semble exiger que le verdict apparaisse nettement insoutenable en face de la preuve faite. Exemple : Thompson avait été déclaré coupable d'escroquerie au préjudice de marchands de chevaux, ses prétendues victimes ayant déclaré le reconnaître péremptoirement. Sur appel, la Cour, en comparant les lettres de l'auteur des manœuvres frauduleuses et celles de Thompson, découvrit, ce dont le jury eût dû s'apercevoir, que les unes étaient d'un illettré, tandis que les autres, celles du condamné, émanaient d'un homme ayant l'habitude d'écrire. « La Cour en arriva à la conclusion que le verdict était contraire à l'esprit même des preuves et devait être cassé (2). »

De même, dans l'affaire Spiro Halikiopoulo (3), force fut à la Cour de déclarer : « Cette condamnation ne

1. Seddon : *The Times*, 3 avril 1912. Seddon avait été déclaré coupable du meurtre de Miss Burrow. La condamnation fit grand bruit à Londres ; les preuves ne paraissaient pas suffisantes ; l'intérêt de Seddon à la disparition de la victime, était la seule preuve vraiment sérieuse. L'arrêt de la Cour était attendu avec impatience, on comprend donc le rappel de principes fait par le juge Darling. Malgré une certaine pression exercée sur le *Home Office*, par certains journaux, Seddon fut exécuté le 18 avril.

2. *The Times*, 15 mars 1912.

3. 1 *Crim. App. Rep.* 275 : Voir également ; Dollery, 6 *Crim. App. Rep.* 256.

peut subsister, il n'y a aucune preuve que l'accusé ait reçu la balle de caoutchouc, pas de preuves qu'elle ait été volée, pas de preuves que la balle trouvée chez l'accusé fût celle qui a été volée. Le jury aurait dû se montrer plus réservé et être moins prompt à condamner.» Ce sont là des exemples très rares de verdicts en tout point contraires aux preuves apportées.

Si la section 4 précise comme causes d'intervention les cas que nous venons de passer en revue, ce n'est pas là une limite pour la Cour qui a, comme nous le savons, toute liberté d'action, grâce à la phrase : « Elle pourra admettre l'appel sur tout autre fondement » toutes les fois qu'une erreur judiciaire aura été commise. Quels sont donc les cas où la Cour a cru bon d'user de ses pouvoirs ? L'étude de la jurisprudence nous révèle-t-elle l'existence de causes d'intervention autres que celles précisées par le texte de la loi ?

2° Il peut y avoir mauvaise direction du juge.

Dire comment certains événements se sont passés, rechercher l'exacte vérité est fort délicat. Le juré à qui incombe pareille tâche, voit devant lui défiler nombre de témoins dont les dépositions sont loin souvent d'être concordantes ; il entend l'avocat de la défense qui s'efforce, soit de disculper complètement le prévenu, soit du moins d'atténuer sa responsabilité ; il écoute les conclusions de l'Officier de la Couronne. Cependant il doit demeurer impartial, son verdict doit être théoriquement l'expression même de sa conscience. Le juge a donc pour mission, avant que le jury se retire pour délibérer, de résumer sans parti pris, les circonstances de la cause, les preuves appor-

tées. A lui, de rétablir l'équilibre rompu entre la défense et l'accusation par un plaidoyer trop énergique ou des conclusions trop sévères, à lui de voir si telle déposition est susceptible d'avoir influencé le jury dans un sens ou dans un autre et de le mettre en garde à cet égard. Il n'est pas juge du fait cependant et ne doit pas l'oublier.

La Cour d'appel criminel ne manque jamais de rappeler ce principe au juge qui l'a méconnu, de le blâmer même, le cas échéant, si son intervention a été trop marquée (1).

Là ne s'arrête pas la tâche qui incombe au juge : il est de son devoir d'indiquer au jury les conséquences légales de son verdict, de lui signaler les éléments constitutifs de tel ou tel délit, il doit lui expliquer le droit, et, chose plus difficile encore, lui donner les indications nécessaires sur le régime des preuves (2).

Quelle que soit sa compétence, le juge peut se tromper en matière de fait, de même commettre une erreur de droit. Si théoriquement il ne doit pas, par son résumé, chercher à incliner le jury, il n'en est pas toujours ainsi en pratique. Le jury ne sera-t-il pas porté à croire conforme à la vérité la tendance manifestée, en son exposé des faits, par le *Chairman des Quarter Sessions* ou surtout par le Président des Assises, ce grand juge connu pour son expérience,

1. Baleman, 2 *Crim. App. Rep.* 74 : « Il est du devoir du juge de donner quelque avis au jury sur de pures questions de fait, il a pour lui l'expérience, mieux que le jury il sait si telle preuve est pertinente ou non. » Conclusions du juge Coleridge.

2. Le système des preuves en droit criminel anglais est une des questions les plus délicates : peu de lois existent, tout est laissé à la jurisprudence. V. Harris, *op. cit.*

entouré du respect de tous ? Rien de plus naturel. Influencé par une assertion plus ou moins bien fondée, le jury sera susceptible de rendre un verdict erroné, et une erreur judiciaire peut s'en suivre. « Une mauvaise direction » donnée par le juge au jury, paraît donc être en jurisprudence, une éventualité pouvant amener la cassation du verdict : hypothèse nouvelle d'intervention possible de la Cour d'appel criminel. Au contraire, « toutes les fois que le jury aura reçu une direction que la Cour estimera conforme à la vérité, elle n'admettra point l'appel (1) », conséquence directe du principe initial d'après lequel la Cour se refuse à juger une affaire à nouveau.

Une *misdirection* ou mauvaise direction ayant été donnée, la Cour, conformément aux principes généraux dégagés précédemment, examine si elle est susceptible d'avoir influencé le jury. Mieux dirigé, soustrait à l'erreur commise, aurait-il pu rendre le même verdict (2) ? Telle est la question qu'elle s'efforce de résoudre. Si elle la résout affirmativement, point n'est besoin de briser le verdict, il n'y a pas eu d'erreur judiciaire. Au contraire, est-elle saisie d'un doute, croit-elle qu'un verdict autre était susceptible d'être rendu, elle use des pouvoirs que lui confère la loi et casse la condamnation, qui peut avoir été la résultante de la faute commise par le juge.

Il nous faut donc préciser les cas où une *misdirection* est susceptible d'entraîner une erreur judiciaire et, partant, la cassation du verdict.

1. Meyer, 1 *Crim. App. Rep.* 11.

2. Mack, 1 *Crim. App. Rep.* 133 ; *id.*, 5 *Crim. App. Rep.* 63.

L'idée directrice (1) fut précisée par le *Lord Chief Justice*, dans le jugement rendu par la Division du Banc de la Reine en 1883, lors de l'affaire de la *North Eastern Railway Compagny* (2). « Il n'y a *misdirection*, avait déclaré Lord Esher, que si le juge a exposé au jury quelque chose de faux ou a faussé par ses assertions la façon de voir de celui-ci. Ceux qui invoquent une *misdirection* doivent donc démontrer que quelque chose de faux a été dit ou que quelque chose a été dit qui a pu entraîner une fausse interprétation. » Telle est la double source dont peut découler une *misdirection* susceptible d'amener la Cour à intervenir. Il peut arriver, ou bien que le juge a commis une erreur dans l'exposé des faits, ou bien qu'il a mal indiqué la loi au jury et lui a mal fait comprendre les conséquences légales de son verdict : erreur de fait, erreur de droit peuvent donc être la cause de « mauvaise direction ».

Quand la Cour est saisie d'un appel ayant pour fondement une mauvaise direction, en ce qui concerne certains faits de la cause, elle ne peut oublier de quelle liberté jouit le juge dans la conduite d'une affaire criminelle. « Tout juge est libre d'agir à sa guise pourvu toutefois qu'il ne sorte pas des règles tracées par la raison (3). » C'est donc avec la plus grande circonspection que la Cour examine le résumé, objet des critiques de l'appelant. « Nous devons être de la plus grande prudence dans le cas où le fondement

1. Affaire Stoddard, 28 mai 1909, 2 *Crim. App. Rep.* 233.

2. L. R. 11, O. B. D. 440.

3. Mortimer. 1 *Crim. App. Rep.* 24, 4 juin 1908.

de l'appel est une prétendue *misdirection*. L'appréciation de la ligne de conduite tracée par le juge au jury est fort délicate (1). Rien d'étonnant à ce que la Cour se refuse énergiquement à considérer comme une faute de la part du juge, le fait d'avoir employé dans son résumé telle ou telle expression à la place d'une autre peut-être plus appropriée, plus juridique. Ainsi, dans l'affaire Donaghy (2), le juge avait déclaré : « D'après l'avis du docteur, il est ridicule de croire à un suicide. » L'avocat de la défense parla de *misdirection*, déclarant que le terme employé ne tendait à rien moins qu'à ridiculiser devant le jury un moyen de défense invoqué par l'accusé. La Cour refusa de le suivre dans cette voie. « Si le mot « ridicule » n'est pas correct, il n'a pas influencé le jury. » La Cour n'interviendrait donc que dans le cas où le juge, par la tournure de sa phrase, par l'expression employée, aurait pu influencer le jury d'une façon défavorable à l'accusé. Pareille hypothèse ne semble pas encore s'être présentée en jurisprudence.

C'est à l'examen de l'ensemble du résumé que s'attache la Cour pour savoir si le jury a compris la pensée du juge, si ce dernier a porté sainement et raisonnablement les faits et les preuves à sa connaissance. « Depuis longtemps, nous avons déclaré que nous ne voulions pas intervenir là où notre attention a été attirée seulement sur des phrases ambiguës du résumé. Ce que nous devons, c'est examiner le *summing up* dans son ensemble, et voir si le juge a pré-

1. Meyer. *Crim. App. Rep.* 11.

2. Donaghy. 3 *Crim. App. Rep.* 189 et Meade. 2 *Crim. App. Rep.* 58.



senté l'affaire en entier au jury (1) » « Certaines parties peuvent en éclairer d'autres plus obscures (2). » Savoir s'il y a eu *misdirection* n'est bien souvent qu'une question de nuance, si l'on songe qu'il s'agit d'apprécier le degré d'influence qu'a pu exercer le juge sur le jury (3). Aussi bien les cas où, d'après la jurisprudence de la Cour, il y a « mauvaise direction », varient-ils à l'infini. Il semble cependant possible de grouper les plus importants et les plus fréquents sous différents chefs :

a) Le juge a commis une erreur importante dans l'exposé des circonstances de la cause ; ainsi dans l'affaire Savidge (4), il avait déclaré au jury que les preuves apportées par les témoins de la défense ne pouvaient être retenues à bon droit, alléguant que ceux ci n'avaient pas déposé sous serment devant le *coroner*, assertion qui fut reconnue fausse. De même, dans l'affaire Joyce (5), le juge avait assuré que l'inculpé avait été reconnu grâce au signalement que l'on possédait de sa figure, alors qu'en réalité on ne possédait du coupable qu'un signalement de dos très vague.

b) Demande a été faite au jury de prendre en considération des faits qui ne peuvent servir de preuves

1. Conclusions du juge Darling dans l'affaire Crippen. 5 *Crim. App. Rep.* 268 ; voir également 4 *Crim. App. Rep.* 232.

2. Pope. 4 *Crim. App. Rep.* 126.

3. Mack. 1 *Crim. App. Rep.* 133.

4. Savidge. *The Times*, 24 octobre 1911, p. 3.

5. Joyce. 2 *Crim. App. Rep.* 61. Les erreurs de fait dans le résumé sont la source de nombreux cas de cassation pour *misdirection*. Voir notamment : Sovosky, 1908, 1 *Crim. App. Rep.* 98. Rv. Warren, 1909, 25 T. L. R. 633. Rv. Mason, 1909, 73 J. P. 250.

contre l'inculpé, ou bien le juge a attaché trop d'importance à certaines dépositions (1).

c) Le juge n'a pas exposé clairement la situation, notamment dans le cas où plusieurs inculpés sont poursuivis, il n'a pas marqué assez nettement le rôle de chacun (2).

Par contre sont extrêmement nombreux les cas où la Cour refuse de casser le verdict, considérant que l'erreur commise par le juge dans l'exposé des faits, n'a pas été de nature à influencer défavorablement le jury (3).

Une erreur de droit peut également avoir été commise, et être considérée comme une *misdirection* par la Cour. Les cas de ce genre sont moins fréquents. En voici cependant des exemples : le juge peut s'être trompé dans l'interprétation qu'il convenait de donner à une loi, comme dans le cas Stewart (4) ; ou bien il ne s'est pas référé à la loi s'appliquant à la cause : par exemple dans l'affaire Branlow (5) où le juge s'était reporté au *Bankruptcy Act*

1. Norton, 5 *Crim. App. Rep.* 74. « Nous ne pouvons pas ne pas conclure que le jury a été influencé par ces assertions ; étant donnés les faits exposés, il devait être influencé. » ; Broughton, 6 *Crim. App. Rep.* 11.

2. Rowon, 5 *Crim. App. Rep.* 281.

3. 1 *Crim. App. Rep.* : Meyer 11 ; Vaughan 19 ; Lovett 113 ; Green 128 ; Gray 226 : « Nous ne pensons pas cependant que le verdict soit erroné. » 2 *Crim. App. Rep.* : Hayes 71 ; Hill 145 ; Kirham 256 ; Hampton 276 ; 3 *Crim. App. Rep.* : Boolman 39 ; Sholey 187. 4 *Crim. App. Rep.* : Hadley 40 ; Syers 44 : « Le résumé n'est peut-être pas exact, mais on ne peut pas dire qu'il y a *misdirection*. » Pope 122 ; Richemon 248. 5. *Crim. App. Rep.* : Reade 85 ; Lyons 102 ; Greenwood 115, etc.

4. Stewart. 4 *Crim. App. Rep.* 177.

5. Branlow. 4 *Crim. App. Rep.* 134 : « On ne peut maintenir ce ver-

de 1883 et avait déclaré que l'intention frauduleuse n'était pas un élément constitutif du délit, alors qu'il aurait dû viser le *Debtors Act* 1869 qui exige cette intention.

Si le juge est susceptible de commettre une erreur, tant en ce qui concerne les circonstances de la cause qu'en ce qui concerne la loi à appliquer, il peut de même commettre une omission, oublier par exemple de signaler au jury dans son résumé, tel ou tel fait. Les conséquences de cet oubli peuvent être funestes pour l'accusé et entraîner sa condamnation. L'omission n'eût-elle pas été commise, on peut se demander si le jury n'aurait pas rapporté un verdict d'acquiescement. Le problème se posa de savoir si la Cour pouvait intervenir en pareil cas et casser le verdict.

Jusqu'en mai 1909 la Cour décida que l'omission grave commise par un juge pouvait être considérée comme une mauvaise direction donnée au jury : ne pas dire quelque chose, ou le dire d'une façon erronée semblait au même degré une faute. Cette façon de voir fut esquissée pour la première fois dans l'affaire Farrington du 14 août 1908 (1), où il est déclaré : « Certaines omissions de détail ne sont pas une *misdirection* ; il est, en effet, de toute impossibilité d'exiger du juge une exposition des faits et des preuves dans son entier. » N'était-ce pas, par là même, ranger l'omission grave au rang des cas de *misdirection* ? Ce raisonnement *a contrario* se trouve jus-

dict, car là où il faut qu'une intention soit prouvée, il faut que le jury en soit prévenu ; la déclaration contraire l'a influencé. »

1. 1 *Crim. App. Rep.* 118.

tifié dès le 16 octobre 1908 (1), date à laquelle une condamnation est cassée pour *misdirection* entraînée par une omission grave de la part du juge. Telle était la jurisprudence de la Cour, lorsque le 28 mai 1909 le *Lord Chief Justice* reprenant comme nous l'avons déjà vu, la définition de la *misdirection* donnée par Lord Esher en 1883, déclarait : « Ne pas dire au jury ce qui aurait dû être dit, n'est pas une « mauvaise direction », un manque de direction ne pouvant pas être une direction mauvaise (2). » Ce nouveau principe remis en vigueur, la Cour ne pouvait plus casser un verdict pour *misdirection* toutes les fois qu'une omission grave avait été commise.

Fortement toutefois des pouvoirs très larges que lui confère la loi l'autorisant à intervenir si elle considère qu'une erreur judiciaire a été commise, elle fit de « l'omission », comme elle avait fait de la *misdirection*, une base d'appel pouvant entraîner cassation du verdict dans les cas où l'on pourrait croire que, si l'omission n'avait pas été commise, un verdict différent aurait été rendu.

La Cour fut amenée, laissant de côté l'idée de *misdirection* à considérer l'omission par elle-même comme une nouvelle base d'appel. C'est l'application du *Prevention of Crime Act 1908* (3) qui apparaît comme l'une des causes principales de semblable jurisprudence.

Cette loi faite dans le but d'éliminer les incorrigibles, les habitués du crime, donne à l'inculpé de nom-

1. 1 *Crim. App. Rep.* 146.

2. L. R., 11; A. B. D. 440. Affaire Stoddart déjà citée.

3. *Prevention of Crime Act.* 1908, voir plus haut.

breuses garanties pour éviter qu'une condamnation à la détention préventive ne soit prononcée contre lui, si, même condamné plusieurs fois, il n'a pas mené une vie délictuelle habituelle, et s'il présente encore des chances d'amendement. Une simple omission, quelquefois l'oubli d'un détail, peut amener le jury à considérer l'inculpé comme rentrant dans la catégorie des *habitual criminal* prévue par la loi, d'autant plus qu'il est naturellement porté à voir en lui un individu dangereux pour la société.

Il ne faut pas oublier en effet qu'il vient de déclarer le même individu coupable d'un délit qui, pour la troisième fois, entraîne le prononcé de « la servitude pénale ». Dans une matière aussi délicate, un simple oubli peut engendrer une erreur judiciaire : la Cour avait donc comme devoir, en cas d'omission, de casser le verdict. Elle n'hésita pas à le faire dans l'affaire Wells. L'accusé avait été déclaré par le jury « criminel d'habitude », mais le juge dans son résumé avait omis d'attirer l'attention du jury sur une période de neuf mois, qui s'étendait entre la date de la sortie de prison de l'inculpé et la nouvelle poursuite, période pendant laquelle l'accusé avait travaillé et gagné honnêtement sa vie ; la Cour cassa le verdict de culpabilité, déclarant que pareille omission avait pu influencer le jury défavorablement à l'égard de l'inculpé.

La jurisprudence de la Cour relative à l'omission entraînant cassation de verdict, ne devait pas rester spéciale aux cas d'appels interjetés de la condamnation de criminels d'habitude, elle se généralisa. Toutefois, le jury peut avoir réparé l'oubli commis

par le juge : il a vu en effet se dérouler devant lui toutes les phases du procès ; de même, l'avocat peut lui avoir signalé les faits en question (1). Autant d'hypothèses où, bien qu'il y ait eu une omission grave de la part du juge, la Cour ne croit pas devoir intervenir.

Mais si le jury est à même de connaître les faits, il ignore le droit dans la plupart des cas. Si donc le juge a omis de le lui faire connaître, il peut rendre un verdict qu'il n'aurait pas rendu s'il en avait su les conséquences légales.

Le 10 février 1912, dans le procès des époux Caroubi, la Cour cassa le verdict de culpabilité rendu contre la femme, en déclarant : « Le juge aurait dû expliquer au jury quelles sont les conditions légales nécessaires pour qu'une femme mariée puisse être considérée comme ayant agi volontairement, c'est-à-dire en dehors d'une contrainte de son mari. Il n'a pas montré que tout le plan de cambriolage dressé par le mari pouvait être considéré légalement comme une coercition vis-à-vis de la femme. Pareille omission n'a pas permis au jury d'apprécier la véracité des faits, en conséquence nous cassons... etc. »

Ainsi donc, l'omission commise par le juge dans son résumé, après avoir été tout d'abord considérée avant le procès Stoddart comme un cas de « mauvaise direction » et, comme telle, susceptible d'amener la

1. Peter Quinn. 6 *Crim. App. Rep.* 270 : « Certes le résumé contient une omission grave, mais, d'après les notes d'audience, nous voyons que l'avocat de la Couronne avait insisté sur ces faits. Le juge se crut donc, à bon droit, autorisé à ne point le répéter. » Voir également Loake. 12 décembre 1911 (*The Times*).



cassation du verdict, fut admise en dernier lieu par la Cour comme pouvant constituer par elle-même un fondement suffisant, pour justifier un appel.

Si le juge est susceptible de commettre une erreur ou un oubli dans les avis qu'il donne au jury, il peut se rencontrer des cas où son résumé est tellement insuffisant que le jury doit être considéré comme n'ayant pas été dirigé. Trouvons-nous en pareille hypothèse une règle générale jurisprudentielle comme dans les cas précédents ? Loin de là, semble-t-il. Le fait de ne pas diriger n'est pas une *misdirection*. D'après les principes de 1883, la Cour se vit cependant obligée de briser le verdict du jury, quand il lui apparut que celui-ci n'avait pas reçu les avis nécessaires, et que s'il avait été informé comme il eût dû l'être par le juge, son opinion eût pu ne pas être la même.

L'affaire Alfred Steel en est un exemple. La Cour en était venue, après examen des faits, à cette conclusion : « Le juge a insuffisamment indiqué au jury les manœuvres frauduleuses reprochées à l'accusé. Le jury a pu croire ainsi que seule l'escroquerie avait été le but poursuivi par ce dernier. Dirigé d'une façon plus complète, non abandonné à lui-même, le jury aurait pu, peut-être, décider que la fin poursuivie par l'inculpé était tout autre que de commettre une escroquerie. Il est donc de notre devoir de casser ce verdict. » Briser la décision prise par un jury lorsque le doute est si faible, apparaît aux juges de la Cour d'ap-

1. Alfred Steel, 3 *Crim. App. Rep.* 294; également, 6 *Crim. App. Rep.* 201; *Times*, juillet 1911.

pel comme une solution nécessaire, mais dont les conséquences dépassent la mesure. Rien ne prouve que le juge ayant accompli le devoir qui lui incombait, le jury eût rendu un verdict autre. Combien il serait dès lors plus judicieux, dans des cas semblables, de renvoyer l'affaire devant d'autres jurés pour y être jugée à nouveau. La Cour d'appel criminel ne le peut pas. Dans ces cas spéciaux de « non direction » ou de « direction trop insuffisante », pareil pouvoir semble s'imposer. Telle est l'opinion du *Lord Chief Justice* : « Il faudrait, disait-il, que nous puissions ordonner un nouveau jugement (*new trial.*) » Quoi qu'il en soit, nous ne rencontrons que des solutions d'espèce isolées. Pas de jurisprudence ferme. La Cour d'ailleurs escompte, comme nous le verrons dans un chapitre ultérieur, une réforme de la part du législateur, et se contente en attendant de casser, souvent à contre-cœur, les verdicts sur lesquels, faute d'une direction suffisante de la part du juge, plane le doute.

Dans toutes les hypothèses que nous venons d'examiner, la Cour d'appel criminel intervient pour casser le verdict. N'y en a-t-il pas où, sans casser la décision du jury, la Cour puisse la modifier ? Bien qu'une erreur ait pu être commise par le jury dans l'interprétation de l'acte d'accusation, si une partie de son verdict est valable, pourquoi ne pas donner à la Cour pouvoir de le modifier ? La section 5 prévoit ainsi un certain nombre de cas déterminés où la Cour laisse subsister le verdict en le corrigeant.

Comme nous le savons, l'acte d'accusation ou *indictment* doit contenir l'exposé des faits motivant la poursuite et, de plus, la qualification dont ils

sont l'objet, qualification indiquée par l'insertion des mots tels que « traïteusement » en cas de trahison, criminellement (*feloniously*) s'il s'agit de crime. Celle-ci est-elle fausse, le jury devra rapporter un verdict d'acquittement, quitte à l'accusation à recommencer la poursuite sous une qualification plus juste.

Si un individu est poursuivi pour plusieurs faits délictueux, l'*indictment* contiendra nécessairement plusieurs qualifications, une pour chaque fait (1).

Le verdict du jury peut être faux relativement à telle partie de l'acte d'accusation et valable pour telle autre. Si, en pareille occurrence, la loi n'était venue donner à la Cour des pouvoirs spéciaux, celle-ci eût été dans l'obligation de casser le verdict dans son entier. La section 5, § 1, déclare que la Cour pourra casser la partie du verdict déclarant à tort l'accusé coupable de tels faits incriminés et laisser subsister la partie concernant les autres *counts* de l'acte d'accusation, modification qui amènera, si la Cour le juge nécessaire, un changement dans la sentence prononcée primitivement (2). Pareil cas, à notre connaissance, ne semble pas s'être encore présenté nettement en pratique. Cependant la Cour eut à user des pouvoirs que lui confère la section 5, § 1, dans un cas présentant quelque analogie. De peur de voir la

1. L'acte d'accusation contiendra ainsi plusieurs paragraphes énonçant chacun les faits et leur qualifications, paragraphes appelés « chapitres » ou *counts*. V. Harris, *op. cit.*, p. 330.

2. S'il apparaît à la Cour criminelle d'appel, que l'appelant, bien que non condamné à juste titre *on some count*, a été condamné à juste titre *on some other count*, la Cour peut soit confirmer la sentence, ou en substituer une autre... conforme au *count* sur lequel la Cour pense que l'accusé a été condamné à juste titre.

poursuite échouer par suite d'une qualification fausse, l'accusation poursuit, quand cela est possible sous plusieurs qualifications, ce qui laisse au jury une plus grande liberté. S'agit-il d'un viol par exemple, l'acte d'accusation peut contenir les qualifications de viol, attentat à la pudeur, coups et blessures. Si le jury a condamné à tort relativement à l'une de ces qualifications, tandis que son verdict est valable en ce qui concerne les autres, la section 5, § 1, sera applicable. Voici ce qui s'est passé le 24 juillet 1908 dans l'affaire Cooper Sheas et Stocs (1). Un vol avait été poursuivi sous la double qualification de vol selon la *common law* et récel selon le *Larceny Act* 1861. Le jury avait rendu un verdict affirmatif pour les deux incriminations. Sur appel, la Cour déclara : « Les accusés ont été condamnés à tort quant à la qualification « vol », nous cassons la partie du verdict relative à ce chapitre (*count*) de l'acte d'accusation ; au contraire, il y a bien eu récel selon le *Larceny Act* 1861, et, conformément à la section 5, § 1, nous rejetons l'appel interjeté en ce qui concerne cette partie du verdict. »

Bien que le jury soit saisi de la qualification sous laquelle les faits sont poursuivis par l'accusation, il n'en est pas moins vrai que de la pratique est née une règle donnant aux jurés une certaine liberté d'appréciation. Toutes les fois qu'un acte d'accusation contient une incrimination, qui elle-même en comprend une autre de moindre importance, le jury peut acquitter l'accusé en ce qui concerne

1. 24 T. L. R. 867. Lord Alverstone préside.

cerne le délit porté à l'*indictment* et le déclarer coupable du délit moins grave. De par la section 5, § 2, la Cour exerce un certain contrôle sur ce pouvoir d'appréciation relatif : l'*indictment*, dans ces cas particuliers, peut être considéré comme ayant plusieurs *counts* (1). Si le jury a déclaré à tort l'accusé coupable du délit porté à l'acte d'accusation, la Cour peut substituer au verdict erroné un autre verdict le déclarant coupable du délit moindre.

Un nommé William Taylor avait été poursuivi pour « vol à la tire » (*from the person*). Le jury avait rapporté un verdict de condamnation conforme à l'acte d'accusation. La Cour d'appel reprenant l'examen des circonstances de la cause, s'aperçut qu'en fait l'inculpé n'était pas parvenu à retirer l'objet du vol, en l'espèce un porte-monnaie, de la poche de la victime, la ceinture du pantalon de ce dernier y ayant mis obstacle. Le jury aurait donc dû déclarer l'individu coupable d'un vol simple, incrimination contenue implicitement dans celle relativement plus grave de vol *from the person*. Ce dernier délit n'est en effet constitué que si l'objet est sorti complètement de la possession de la victime. La Cour, au lieu de casser purement et simplement le verdict erroné, y substitua, en vertu de la section 5, § 2, un verdict de « vol simple » (2). De même, dans l'affaire Dargue (3), la Cour crut bon de substituer un

1. Dans la qualification : attaque et blessure, est contenue celle d'attaque simple, celle d'assassinat : meurtre, etc. V. Bowen Rowlands. *Criminal pleadings on indictment and information* appendice A.

2. William Taylor. 6 *Crim. App. Rep.* 12.

3. Dargue. 6 *Crim. App. Rep.* 262. Voir également Ah. Shack. 6 *Crim. App. Rep.* 62.

verdict de tentative à celui de culpabilité pure et simple rendu par le jury (1).

Si, hypothèse inverse, la Cour casse le verdict du jury déclarant l'accusé coupable d'un délit moindre et y substitue un verdict portant une incrimination plus grave, celle de l'acte d'accusation par exemple, la situation de l'accusé restera cependant la même, la loi n'autorisant pas la Cour, dans ce cas particulier, à augmenter la sentence prononcée.

Les pouvoirs spéciaux conférés à la Cour par les paragraphes 1 et 2 de la section 5 ont donc pour base la nature juridique de l'*indictment*.

La Cour a reçu de la loi pouvoir de modifier le verdict rendu par le jury, dans un autre cas particulier. Si l'accusé paraît atteint d'aliénation mentale au moment de la perpétration de l'acte délictueux, le jury doit dans son verdict statuer sur la culpabilité et sur l'état mental de l'individu (2). Il a pouvoir de rendre un verdict déclarant l'individu coupable et en même temps le reconnaissant aliéné, verdict *guilty but insane*.

Or, si le jury a rendu un verdict de culpabilité et s'est refusé à tort de reconnaître l'accusé atteint

1. La section 5, § 2 porte : Toutes les fois qu'un appelant a été condamné pour un fait punissable et que le jury, d'après l'acte d'accusation, aurait pu le déclarer coupable d'un autre délit, si la Cour estime que le jury, d'après sa décision, a dû acquiescer la conviction en raison des faits que l'inculpé est coupable de cet autre délit, la Cour peut, au lieu d'admettre ou de rejeter l'appel, substituer au verdict du jury, un verdict de culpabilité pour cet autre délit, et rendre telle sentence conformément à la loi en substitution de celle prononcée lors du jugement, sentence qui ne devra jamais être d'une plus grande sévérité »

2. 46-47 Victoria, c. 38, S. 2.



d'aliénation mentale, l'appel dans ce cas pourrait avoir une conséquence déplorable : en effet, la Cour cassant ce verdict erroné, serait forcée de remettre en liberté un aliéné dangereux. La section 5, § 4, a cherché à prévenir ce résultat en autorisant la Cour, dans un texte qu'on a trouvé mal rédigé (1), à substituer au verdict de pleine culpabilité du jury, un verdict mitigé déclarant l'accusé aliéné toutes les fois qu'il lui paraît tel. Modification qui lui permet de casser la sentence prononcée et d'envoyer le condamné dans un asile d'aliénés criminels durant « le bon plaisir de sa Majesté ».

Pareil pouvoir pouvait devenir rapidement la source de nombreuses cassations. A supposer que l'accusé déclaré pleinement responsable par le jury eût été condamné à une peine de longue durée, l'avocat de la défense aurait pu être tenté souvent de reprendre en appel la question d'aliénation mentale, aux fins d'obtenir la cassation partielle du verdict et l'envoi de l'appelant dans un asile où la vie est plus douce qu'en prison (2).

1. Le § 4 porte : S'il apparaît à la Cour que, bien que l'appelant soit coupable de l'acte ou omission pour laquelle il est poursuivi, il était aliéné au moment de la perpétration de l'acte, ... si bien qu'il ne pouvait en être responsable... la Cour peut casser la sentence et ordonner que l'appelant soit retenu en prison comme aliéné criminel selon le *Lunatics Act*, exactement comme si un verdict spécial avait été rendu par le jury, conformément à cet Act. » N'aurait-il pas été plus conforme à la réalité de dire : « la Cour pourra substituer au verdict de culpabilité un verdict de *guilty but insane* et cassera la sentence, etc... » C'est ainsi que la Cour semble avoir lu ce paragraphe. V. Jefferson. 1 *Crim. App. Rep.* 95.

2. La Cour n'a pas encore statué sur le point délicat de savoir si elle admettrait la défense « aliénation mentale » qui n'aurait pas été présentée en premier lieu au jury. Jones. 4 *Crim. App. Rep.* 217.

Dès le début, la Cour résista à pareille tendance, déclarant qu'elle n'userait des pouvoirs que lui conférait la section 5, § 4, que si, l'aliénation mentale ne faisant aucun doute, il y avait eu erreur de la part du jury. En cas de responsabilité atténuée, la Cour refuse de modifier le verdict de simple culpabilité, alléguant qu'il appartient au *Home Secretary* d'atténuer la sentence s'il le juge à propos. « Le *Home Office*, déclara le *Lord Chief Justice*, dans l'affaire Jones (1), a de très larges pouvoirs que la loi laisse intacts; il peut prendre en considération de nombreux faits qui ne permettent pas à la Cour de substituer un verdict d'aliénation mentale à un verdict de pure culpabilité. Certes, il y a bien ici responsabilité atténuée, une certaine faiblesse mentale chez l'inculpé, mais nous ne pouvons dire que le jury ait eu tort de rendre le verdict attaqué; il a été sévère, nous n'avons pas à rejurer après lui. » Une autre idée semble guider également la Cour d'appel lorsqu'elle rejette l'appel fondé sur l'irresponsabilité du condamné. Pour elle un demi-fou est mieux à sa place dans une prison qu'à l'asile, l'impression faite sur son cerveau étant plus forte et pouvant l'empêcher de recommencer. Traité comme un malade, il se croira toujours tel et sera prêt à se laisser aller à ses impulsions. Le demi-aliéné étant plus dangereux par suite de son manque de volonté, doit être gardé plus longtemps; atténuer sa peine est un contre sens (2); « admettre

1. Jones. *Crim. App. Rep.* 4,217 et Jesshope, 5 *Crim. App. Rep.* 1.

2. Dench, 2 *Crim. App. Rep.* 281; Gee, 3 *Crim. App. Rep.* 87 et les conclusions du juge Phillimore. Voir également *Law Review and Law Magazine*, 1907, p. 327.

les théories d'atavisme et d'irresponsabilité, paraît être un véritable danger social (1) ».

Cette jurisprudence restrictive de la Cour d'appel semble donc un dérivé du grand principe posé par elle : « La Cour ne rejuge pas », et l'application des idées qui ont cours dans le monde judiciaire anglais en ce qui concerne la demi-responsabilité, à savoir que le principe de la répression réside bien plus dans le degré de nocuité révélée par l'agent, que dans sa prétendue responsabilité.

Les pouvoirs spéciaux accordés à la Cour dans les trois hypothèses déterminées que nous venons de passer en revue, ne font que confirmer l'intention manifestée par le législateur lors de la réforme : porter atteinte le moins possible à l'institution du jury, n'établir qu'un simple contrôle. Toutes les fois qu'il est possible, le verdict subsistera modifié, dans d'autres cas il devra être cassé dans son entier. Nous avons vu combien la Cour, imbue de ces idées, interprète restrictivement les pouvoirs généraux qui lui sont conférés en ce qui touche l'appel ayant pour fondement une question de fait. Quelle est son œuvre dans le cas d'appel *on law* ?

#### b) Appel « *on question of law* »

Si un appel a pour fondement une pure question de droit, le *Registrar* peut demander à la Cour de le rejeter, après examen sommaire, toutes les fois qu'à son avis il n'a aucune chance de réussir : dis-

1. Smith, 5 *Crim. App. Rep.* 129.

position qui, dans la pensée du législateur, avait pour but, par le rejet immédiat des appels dits « frivoles » et sans entendre de témoins (1), d'éviter l'encombrement de la Cour. La Cour d'appel criminel semble avoir été peu favorable à cette procédure sommaire, et dans l'affaire « Rye », le *Lord Chief Justice* déclara : « La Cour préfère, dans la grande majorité des cas, examiner l'appel d'une façon plus complète (2). Ce paragraphe de la loi aboutit, en effet, à ce que l'appel soit examiné, non par la Cour, mais par le *Registrar*, ce qui enlève nombre de garanties à l'accusé. Aussi ne trouve-t-on que de très rares exemples d'appels rejetés à la suite de cette procédure sommaire. »

Saisie d'un appel *on law*, la Cour apparaît comme ayant une double série de pouvoirs : ceux à elle conférés par la section 4, § 1, et ceux exercés anciennement par la *Court of Crown Cases Reserved* que la section 20, § 4, lui transmet.

Si un appel est interjeté en vertu du *Criminal Appeal Act*, la Cour peut casser une condamnation prononcée si l'erreur de droit commise par le juge a faussé le verdict ou le jugement, et a été la cause d'une erreur judiciaire. Restriction connue déjà et

1. « S'il apparaît au *Registrar* qu'un appel ayant pour fondement une pure question de droit, n'a pas une base suffisante, le *Registrar* peut en référer à la Cour aux fins de jugement sommaire, et dans ce cas, la Cour peut, si elle est d'avis que l'appel est frivole et peut être jugé sans avoir besoin d'un jugement complet, rejeter sommairement l'appel, sans appeler aucune personne à déposer ou à comparaître au nom de la Couronne. »

2. Rye. 2 *Crim. App. Rep.* 155 ; Oliver, 1 *Crim. App. Rep.* 79.

que nous retrouvons ici avec le même sens et la même valeur (1).

Si, au contraire, conformément au *Crown Cases Act*, le juge a réservé la question de droit, dont l'interprétation fait quelque difficulté, la Cour d'appel « aura pouvoir et autorité pour casser, confirmer ou modifier le jugement ». La question s'est alors posée de savoir si la Cour d'appel criminel pourrait, agissant au lieu et place de la Cour *of Crown Cases Reserved*, ordonner un *venire de novo* comme cette dernière en avait la faculté. Certains auteurs l'ont soutenu, le jour où un coupable fut remis en liberté par suite d'une erreur de droit commise par le juge. Un nommé Dyson (2) avait été condamné pour meurtre de son enfant, lequel avait succombé en mars 1908, à la suite de mauvais traitements infligés par son père en novembre 1906 et décembre 1907. Pour que les coups et blessures occasionnant la mort soient punissables, le décès doit s'être produit dans l'an et jour qui les a suivis. Or, le juge, commettant une erreur, déclara au jury qu'il devait rapporter un verdict condamnant Dyson pour meurtre, s'il croyait que les coups de novembre 1906 avaient été suffisants pour occasionner le décès de l'enfant en mars 1908. La Cour, devant une telle erreur de droit, se crut dans l'obligation de casser le jugement de condamnation. On blâma cet arrêt : « La Cour se méprend sur ses propres pouvoirs, écri-

1. Voir chapitre précédent : principes généraux ou cas d'appel *on fact*, section 4 de la loi.

2. Dyson 24 T. L. R. 655.

vit M. Ernest Bowen Rowlands dans le *Times* (1), elle aurait dû dans cette malheureuse affaire ordonner un *venire de novo*, car elle en a le pouvoir. Si autrefois il fallait que l'erreur apparût sur le *record*, nos juges savent bien que Lord Campbell déclara que l'erreur, fondement du *venire de novo*, pouvait se prouver librement... La Cour de *Crown Cases Reserved* avait le droit d'ordonner un *venire de novo* (C. C. R. act 1848, s. 2). Or la section 20, § 4, transfère tous les pouvoirs de cette dernière à la Cour d'appel criminel ; pourquoi Dyson est-il aujourd'hui en liberté ? n'aurait-il pas dû être rejugé à nouveau (2) ? » La Cour d'appel qui ne crut pas devoir renvoyer Dyson devant un autre jury, semble avoir obéi à l'idée suivante : les débats parlementaires prouvent que le législateur, rompant complètement avec les bills présentés antérieurement, a refusé de lui conférer le pouvoir d'ordonner un nouveau jugement. Pourquoi supposer qu'en transférant à la Cour les pouvoirs de la Cour of *Crown Cases Reserved*, il lui aurait donné d'une façon implicite, une faculté qu'il lui refusait péremptoirement ? Nous sommes donc forcés d'admettre, contrairement à l'opinion très autorisée de M. Bowen Rowlands, que la cassation pure et simple du jugement Dyson apparaît comme logique, la Cour ne pouvant ordonner un *venire de novo* sans

1. *The Times*, 12 juin 1908.

2. Sir Harry Boland dans une réponse parue dans le *Times* du 16 juin 1908 déclare sans donner de raisons : « Les juges ne pouvaient faire autre chose que ce qu'ils ont fait, et en aucun cas ordonner un nouveau jugement. »



aller à l'encontre de la volonté formelle du législateur de 1907.

La section 20, § 4 n'est pas sans utilité. Un appel a-t-il été interjeté en vertu du *Criminal Appeal Act*, la Cour peut casser la condamnation, mais du moins faut-il qu'une erreur judiciaire se soit produite. Si aucune ne s'est produite en dépit d'une erreur de droit, l'appel sera rejeté. Dans le cas où une erreur de droit n'aboutit pas à une erreur judiciaire, si l'accusé a pu obtenir la réserve du point de droit controversé, la Cour d'appel faisant office de la *Cour of Crown Cases Reserved* pourra modifier le jugement de condamnation. Mieux vaut donc dans cette hypothèse pour l'inculpé agir par la procédure du *Crown Cases Act* et des règles modificatives de 1908, numéros 26 et suivants, que d'interjeter appel directement devant la *Court of Criminal Appeal*. Le juge de première instance refuse-t-il de réserver la question ? l'accusé peut encore courir la chance de s'adresser à la Cour par la voie de l'appel ordinaire.

Quand, d'après la jurisprudence, y a-t-il erreur de droit, pouvant amener la Cour à user des pouvoirs que lui a conférés le législateur ?

Le droit pénal anglais, s'il n'est point à proprement parler codifié, forme du moins une collection assez considérable de lois. Peu de graves questions sont restées sans solutions ; si le législateur ne s'en est pas préoccupé directement, la jurisprudence a suppléé le plus souvent au manque de textes.

Au contraire, en procédure criminelle, peu, ou pour mieux dire, pas de lois ; le juge est souverain, quant à la conduite du procès.

Deux cas peuvent se présenter devant la Cour saisie d'un appel *on law* : ou il n'y a pas de texte, ou bien il en existe.

Quand il n'y a point de textes, la Cour fixe le droit, les juges d'appel jouent le rôle de législateurs ; en cela ils ne font qu'exercer les pouvoirs que leur donne leur qualité de juges. En effet, si le juge anglais applique la loi, il la fait également, le cas échéant. Les arrêts rendus par les Hautes Cours, en matière de droit, ont la valeur d'un texte législatif, au civil aussi bien qu'au criminel. Ils lient les autres juges pour l'avenir, jusqu'au jour où, sous la poussée de besoins nouveaux, ces Cours modifient leur jurisprudence, simple application du fameux axiome *The judge made law* (1). Ce pouvoir considérable nous apparaît plus exorbitant encore, en matière criminelle, imbus que nous sommes en France de la maxime fondamentale de droit pénal : *Nulla pœna sine lege*.

La Cour d'appel criminel a donc la faculté de dire qu'il y a erreur de droit, toutes les fois que la façon de voir du juge lui apparaît fausse : sa jurisprudence fixe la coutume en matière pénale ou de procédure criminelle.

En droit pénal, loin d'agir selon les circonstances, elle a établi une règle lui permettant de déterminer d'une façon précise les actes qui peuvent être considérés comme criminels ou non : « Un acte est cri-

1. Mendelssohn Bartholdy. *Imperium des Richters* où sont exposés d'une façon magistrale les pouvoirs du juge anglais, notamment le chapitre 4 : *der Richter im Verfahren* et le chapitre 5 : *Richter und Gesetz*. Voir également Roger Faye : *op. cit.*

minel, déclara-t-elle à propos de l'affaire Porter (1), toutes les fois qu'il tend à un dommage public : on ne peut dire en effet que toute faute constitue une offense contre la loi criminelle ; il est de toute nécessité de maintenir une différence entre les actes que la morale réprouve et ceux qui demandent à être punis. » Elle mit ce principe en application notamment dans le cas Baron Martin (2), où elle créa une incrimination nouvelle par le refus de casser la condamnation de l'appelant, poursuivi pour avoir passé le contrat suivant avec un inculpé : « Je vous fais l'avance des fonds nécessaires à votre mise en liberté sous caution ; si vous fuyez, vous m'indemnisez. » Le juge de première instance avait, en vertu de ses pouvoirs, déclaré qu'il y avait là un acte criminel ; la Cour d'appel criminel fut du même avis. « Ce contrat est un acte punissable, attendu qu'il a pour but de faire échapper un coupable. Il est de toute nécessité qu'une personne renvoyée devant les tribunaux comparaisse pour y être jugée. Les *cautions* sont responsables ; si elles savaient que l'inculpé allait fuir, elles sont condamnables. »

Combien plus importante est l'œuvre créative de la Cour en matière de procédure criminelle ! Elle a fixé nombre de points dont la solution avait été laissée dans le vague jusqu'alors, notamment en ce qui concerne le régime des preuves : la valeur d'une déclaration *in-extremis* (3), la possibilité d'invoquer

1. Porter. 3 *Crim. App. Rep.* 245.

2. Baron Martin. *The Times*, 20 juin 1910, p. 115.

3. Elisabeth Berry. 101 T. L. R. 127 « Lorsque le témoin est sur le point de mourir, qu'il n'a aucune bonne raison de mentir, qu'il se sent irrémédiablement perdu, sa déclaration est une preuve. »

tel genre de preuves (1), certaines phases de la procédure de « contre examination (2) », etc. Dès le mois de juillet 1908, elle exigeait que la déclaration d'un complice fût corroborée pour pouvoir servir de preuve. « Aucune règle légale ne l'exige, nous croyons cependant que c'est là une nécessité qu'impose une bonne justice » déclara-t-elle dans l'affaire Gerald Tate (3), principe qu'elle devait préciser plus tard ; seuls, les points principaux et les assertions capitales de la déclaration du complice doivent faire l'objet de corroboration. Elle alla même jusqu'à exiger du juge, qu'il attirât l'attention du jury sur les preuves qui ne pouvaient être admises comme telles qu'après avoir été corroborées, cela dans le but de prévenir une erreur judiciaire. Une négligence du juge à cet égard peut être un motif de cassation.

Si la Cour d'appel, quand il n'existe pas de textes, peut, comme toute autre Cour, faire le droit, elle a également, quand il en existe, les plus larges pouvoirs pour les interpréter. Grâce à la possibilité qui lui est donnée de casser une condamnation pour erreur de droit, elle peut imposer sa façon de comprendre telle ou telle loi. Nous trouvons ainsi de nombreux arrêts indiquant le sens de termes ambigus contenus dans certains textes, tels ceux de « séduction » (5), de « contrairement à la loi » (*Larceny Act*

1. Morgan. 5 *Crim. App. Rep.* 160.

2. Seigley. 6 *Crim. App. Rep.* 108.

3. Gerald Tate. 1 *Crim. App. Rep.* 41.

4. 1 *Crim. App. Rep.* 215.

5 Deux sens : « The word can be used in the wide sense of carnal connection or in a restricted one : to induce a girl to part with her virtue. »

de 1861) (1), d' « abandon » (*Children Act* 1912) (2), « qui a mené une vie constamment criminelle » (*Prevention of Crime Act* 1908) (3), etc. Le pouvoir d'interprétation a été si loin dans certaines hypothèses, que l'on peut y voir un véritable pouvoir réglementaire. L'arrêt *Turner* (4) rendu à propos du *Prevention of Crime Act* en est le meilleur exemple. On y trouve toute une longue série de réponses à des questions posées par le juge, réglementant pour l'avenir la procédure à suivre dans certains cas et précisant les preuves à fournir. La Cour ne le fit pas cependant sans protester. « Il est tout à fait malheureux, déclare-t-elle, que dans un *Act* de l'importance de celui-ci, le législateur n'ait pas pris soin de mettre plus de précision dans la détermination exacte de certains points concernant la procédure et le régime des preuves (5). » De même la Cour apporta de nombreux éclaircissements, en ce qui concerne les preuves à fournir contre les inculpés d'*inceste*, conformément à l'*Incest Act* de 1908 (6).

1. *Unlawfully and feloniously*. Garland. 102 T. L. A. 254.

2. Williarus. 4 *Crim. App. Rep.* 93.

3. *Crim. App. Rep.* 70.

4. *Turner*. 3 *Crim. App. Rep.* 107.

5. Voir également, 5 *Crim. App. Rep.* 211 : *Spratling*, à propos du *Probation of Offender's Act* 1907 ; 7 *Edw.* 7, c. 17, s. 1 et 2.

6. 8 *Edw VII.* 4, c. 45 : affaire *Henri et Lilian Ball*. 5 *Crim. App. Rep.* 249.

7. 5, § 3. « Lorsque, tout en déclarant l'accusé coupable, le jury a rapporté un verdict spécial et que la Cour d'appel est d'avis que la Cour qui a jugé le condamné a tiré de ce verdict une conclusion fautive, elle peut, au lieu d'admettre l'appel, ordonner que toute autre conclusion soit enregistrée, conclusion qui lui paraît plus juste en droit, étant donné le verdict, et prononcer telle autre sentence conforme à la loi, à la place de celle prononcée. »

La Cour d'appel criminel a également un pouvoir particulier, analogue à celui que nous avons constaté dans l'appel *on fact*, pour le cas où le verdict n'est erroné qu'en partie. Voici dans quelle hypothèse : Une erreur de droit peut se glisser dans l'interprétation que donne le juge à un « verdict spécial » dans lequel le jury, tout en déclarant constants certains faits, ne s'est pas prononcé sur leur incrimination. Si l'incrimination à laquelle le juge de première instance a dû s'arrêter lui-même est fausse en droit et, qu'en raison des faits retenus par le jury, elle eût dû être tout autre, la Cour d'appel criminel va-t-elle être dans l'obligation de casser ? Non pas. La section 5, § 3 lui donne le pouvoir de faire enregistrer tout autre jugement plus conforme à la loi et au verdict, et de modifier la condamnation ainsi que le verdict prononcé. Ainsi, le législateur n'a pas voulu qu'un défaut d'interprétation, une fausse incrimination de faits déclarés constants par un verdict pût permettre à un coupable d'échapper à une juste repression.

### *Appel à la Chambre des Lords*

Si l'appel est définitif en matière de fait, pouvait-il en être de même en matière de droit ? Depuis un temps immémorial, la Chambre des Lords siège au civil comme Cour d'appel suprême. Au criminel, elle a les mêmes pouvoirs, mais il est d'usage pour elle de ne jamais les invoquer. Les premiers projets de réforme consacrant cette coutume, portaient que l'appel criminel en matière de droit serait définitif : ils supprimaient les pouvoirs théoriques que la Cham-



bre des Lords tenait de l'histoire. Lors des débats parlementaires concernant le projet de 1907, une commission d'étude de la Chambre des Communes introduisit un amendement en sens contraire : la Cour d'appel criminel n'aurait plus le dernier mot en matière de droit, un second appel pourrait être interjeté, en certaines circonstances, devant la Chambre des Lords. Rien de plus raisonnable, semble-t-il. En effet, si la Cour a pour devoir de dire le droit, d'interpréter la loi, de la compléter, par contre, elle peut fausser les intentions du législateur, son interprétation peut n'être pas conforme à la volonté de ce dernier : le Parlement par l'intermédiaire de la Chambre des Lords, tribunal suprême, l'en instruira (1). Si cet appel n'existait pas, rien ne serait plus facile à la *Court of Criminal Appeal* que de modifier l'esprit même d'une loi. Ces considérations prévalurent. D'après la section 2, § 6, toutes les fois qu'une question de droit d'une importance exceptionnelle a été résolue par la Cour, appel de sa décision peut être interjeté devant la Chambre des Lords. Seul l'*Attorney general* a pouvoir pour décider si l'intérêt public l'exige, c'est à lui que la loi confie le soin d'apprécier l'opportunité de l'appel en donnant ou refusant son autorisation. Le *Director of Public Prosecutions* (2),

1. Ce amendement ne peut qu'être approuvé de tous. C'est une restauration d'un pouvoir tombé dans l'oubli... Au Parlement seul, comme au civil, doit rester le dernier mot en matière de droit. *Solicitor's Journal*, v. 53, p. 682.

2. *Director of Public Prosecutions* créé par le *Prosecution of Offences Act 1879*, 42 et 43 Wict, c. 22 qui a pour mission d'entreprendre, dans certains cas graves, la poursuite criminelle de l'inculpé. V. Harris, *op. cit.*, p. 340.

la défense ou l'accusation, ont le droit de la lui demander (1).

Si la loi établit un second appel dans les circonstances d'une exceptionnelle importance, elle ne prévoit dans aucune section, la question de savoir quels seront les pouvoirs de la Chambre des Lords. Cassera-t-elle le jugement de la Cour ? En rendra-t-elle un nouveau ou lui en laissera-t-elle le soin, après lui avoir renvoyé l'affaire accompagnée d'une interprétation de la loi ? Au contraire, ne renverra-t-elle pas devant une nouvelle Cour de jugement ? En cas de verdict d'acquittement enregistré sur décision de la Cour d'appel, la Chambre des Lords pourra-t-elle le casser ? Autant de points laissés en suspens. De même la Cour, dans les règles qu'elle publia en 1908, ne crut pas de son devoir de donner une solution à ces questions de procédure. Il fallait donc attendre que se présentât une affaire dans laquelle la section 2 § 6, aurait son application : l'interprétation de l'*Incest Act* de 1908 en fut l'occasion.

Le 14 octobre 1910, Henry Ball et Lilian Ball étaient condamnés pour avoir eu des rapports incestueux, à certains jours déterminés par l'acte d'accusation. De preuves directes, il n'y en avait point. Les inculpés avaient vécu dans un appartement ne contenant qu'une chambre à coucher : une fillette née, en 1903, avait été

1. « Si, dans certains cas, le *Director of Public Prosecutions*, ou la poursuite, ou la défense obtient de l'*Attorney general*, le certificat attestant que la décision de la Cour d'appel criminel implique la solution d'une question de droit d'une importance notoire (*public*) et qu'il est d'intérêt public qu'un second appel soit interjeté, il peut porter appel de la décision de la Cour, devant la Chambre des Lords ».

déclarée, par la femme, comme étant des œuvres de Ball. La question se posait de savoir si ces preuves étaient suffisantes. La Cour admit l'appel. Elle considéra que si, d'après les preuves apportées, il est possible que les rapports délictueux aient pu avoir lieu, il n'est pas démontré qu'ils se soient produits et aux jours incriminés. La loi d'ailleurs porte : « toute personne qui a eu des rapports sexuels avec une personne qu'il savait être sa sœur, etc... » et non pas « toute personne qui vivra avec sa sœur, etc... comme mari et femme ».

La condamnation de Henry et de Lilian Ball cassée, l'avocat de la Couronne, sir Graham Campbell, interjeta appel de la décision de la Cour devant la Chambre des Lords. L'*Attorney general* ayant donné son autorisation, l'appel vint devant la Chambre Haute le 15 décembre 1910. Quelle serait la nature de l'intervention de la Chambre des Lords en pareille occurrence ? Telle était la question qui se posait.

« Cette Chambre siège-t-elle, déclara l'*Attorney general* (1), pour donner son opinion, guider les tribunaux dans l'avenir, ou au contraire siège-t-elle pour s'occuper des cas particuliers qui lui sont soumis ? Si elle arrive à la conclusion que la Cour a eu tort de briser le verdict, a-t-elle pouvoir de faire restaurer la condamnation ? Si le paragraphe 6 de la section 2 portait : « Seul le *Director of Public Prosecutions* peut interjeter appel », on pourrait déclarer qu'il y a appel dans l'intérêt public, dans le seul but de connaître la

1. *Lords Journal*, 15 décembre 1910.

loi. Mais on lit : « le *Direction of Public Prosecutions*, la poursuite, la défense... pourront interjeter appel. » La question apparaît désormais comme devant avoir une tout autre solution. Supposez ceci : l'inculpé est condamné, la Cour d'appel confirme la condamnation, on a recours à la Chambre des Lords, je donne mon autorisation pour que l'affaire vous soit soumise. Vous en arrivez à la conclusion que cet homme a été condamné à tort par suite d'une fausse interprétation de la loi. Votre décision sera-t-elle purement académique ? » L'*Attorney general* tendait donc à faire de la Chambre des Lords, une seconde Cour d'appel criminel, toutes les fois qu'une question de droit importante serait la base de l'appel. Telle ne fut point la solution de la Chambre Haute. Sur les instigations du Lord Chancelier, Lord Loreburn, elle décida de suivre la voie qu'elle s'était tracée en matière civile. Tribunal suprême de l'Angleterre, en ce qui concerne le droit, elle indique l'interprétation de la loi, tranche la question controversée, ne s'inquiétant en rien du cas particulier, objet de l'appel. Sa décision rendue, elle renvoie l'affaire à la Cour compétente la priant d'y conformer son arrêt. « Pourquoi (1) ne pas suivre pareille procédure ? A cela il y aurait un grand avantage. Il pourrait paraître odieux que la Chambre des Lords substituât une condamnation à un acquittement. La Cour d'appel criminel a été créée pour contrôler le verdict. Elle s'est trompée ; après avis donné par la plus haute juridiction du pays, elle modifie sa décision. Le résultat est le

1. Discours de Lord Loreburn.

même sans doute, mais il y a cependant une nuance ; or, en pareille matière, tout est question de nuances. »

Adoptant cette jurisprudence, la Chambre des Lords cassa l'arrêt de la Cour d'appel criminel concernant Henry et Lilian Ball, déclarant que la seule preuve de la possibilité des rapports incestueux était suffisante pour justifier la condamnation en vertu de l'*Incest Act* (1).

Le 19 décembre 1910 (2), la Cour d'appel criminel cassait son propre arrêt conformément à l'avis de la Chambre des Lords et ordonnait qu'un verdict de condamnation fût enregistré (3).

La décision de la Cour d'appel n'est donc point définitive en ce qui concerne les points de droit d'une certaine importance. Le législateur lui-même, par l'intermédiaire de la Chambre des Lords, possède un droit de contrôle dont l'opportunité est laissée à la libre

1. « Si vous croyez que des preuves directes des rapports incestueux doivent être exigées, comme le pensa la Cour d'appel, autant vaudrait ne pas avoir voté l'*Incest Act*. Il est impossible que de telles preuves soient fournies comme dans les cas d'adultère... Or dans l'espèce, la preuve de rapports antérieurs coupables existe, de même celle de la possibilité de ces rapports les jours indiqués, le frère et la sœur ayant été trouvés couchés dans le même lit... le jury a donc eu raison de condamner. *Attorney general.* » *Lords Journal*, id.

2. 6 *Crim. App. Rep.*, 49. L'avocat de la défense avait essayé de démontrer que la décision de la Chambre des Lords ne visait que l'avenir. Le Lord Chief Justice, lors du prononcé du jugement, déclara : « Certes la décision de cette Chambre est une règle pour l'avenir, mais n'est-elle point aussi une décision pour le cas particulier qui lui est soumis ? Solution qu'aurait soutenue la défense, si la Cour, ayant laissé subsister la condamnation, la Chambre des Lords avait rendu un avis amenant l'acquiescement. »

3. Voir également : Appel du 27 février 1912 relatif à l'interprétation du *Criminal Evidence Act* 1898 ; *The Times*, même date.

appréciation de l'*Attorney general*. Par son interprétation judiciaire de la section 2, § 6, la Chambre des Lords vint compléter d'une façon heureuse le système de l'appel de la condamnation. En résumé, la Cour, par le libre contrôle qu'elle exerce sur le verdict du jury, a le dernier mot en ce qui concerne les faits ; la Chambre des Lords, le cas échéant, lui sert de guide pour l'interprétation du droit.

C. — *Pouvoirs de la Cour en cas  
d'appel de la sentence*

En vertu de la section 4, § 5, la Cour d'appel criminel peut modifier, soit en la diminuant, soit en l'augmentant, la sentence de laquelle elle a autorisé le condamné à interjeter appel (1). Ces pouvoirs de modification lui ont été conférés, comme nous l'avons vu, pour qu'elle puisse, par sa jurisprudence, amener plus d'uniformité parmi les sentences. Conformément au but que lui avait fixé le législateur, la Cour crut de son devoir d'interpréter le plus largement possible les pouvoirs que lui donnait le *Criminal Appeal Act*. Aucune restriction n'est apportée à sa liberté d'appréciation ; à elle seule est laissé le soin d'apprécier si la sentence est celle qui aurait dû être prononcée. Loin d'agir au gré des circonstances, et suivant l'impres-

1. « En cas d'appel de la sentence, la Cour peut, si elle pense qu'une autre sentence aurait dû être prononcée, casser celle prononcée par le tribunal de jugement, et y substituer telle autre sentence plus ou moins sévère, conformément à la loi et eu égard au verdict. Dans les autres cas, elle doit rejeter l'appel, »



sion du moment, elle s'est efforcée d'établir certaines règles de jurisprudence qu'il nous faut maintenant chercher à dégager.

A peine la loi entrée en vigueur, la Cour eut à surmonter deux obstacles très différents quant à leur nature : l'un, d'ordre purement juridique résultant de l'interprétation à donner à un paragraphe du *Criminal Appeal Act*, lequel paragraphe semblait soustraire certaines sentences à la compétence de la Cour; l'autre, d'ordre pratique, menaçant la vie même de l'institution. Le trop grand nombre d'appels, n'entraînerait-il pas, avec l'impossibilité matérielle de les examiner tous, un retard considérable dans le cours des affaires criminelles ?

La section 4, § 3 est ainsi rédigée : « Dans le cas d'un appel interjeté d'une sentence, la Cour d'appel criminel pourra, si elle estime qu'une autre sentence aurait dû être prononcée, casser celle prononcée lors du jugement et en rendre une autre « fondée en droit sur le verdict ». De ce que la loi exige que la sentence prononcée par la Cour à la place de celle rendue lors du jugement, ait pour base le verdict du jury, *warranted in law by the verdict*, n'est-ce pas, par là même, lui interdire de modifier les sentences prononcées en l'absence d'un verdict, c'est-à-dire dans tous les cas où l'accusé a plaidé « coupable » ? S'il en est ainsi, la Cour, en pareil cas, ne pourrait donc que rejeter l'appel ou casser la sentence, sans pouvoir la remplacer par une autre. C'est à cette solution que la Cour s'arrêta, tout d'abord dans l'affaire Davidson (1) où l'inculpé avait été condamné illégalement à

1. Davidson. 2 *Crim. App. Rep.* 51.

une peine de *hard labour* après avoir plaidé « coupable ». « La sentence est illégale et doit être cassée portent les conclusions. Comme l'appelant a plaidé *guilty*, il n'y a pas de verdict ; or la loi, dans ce cas, ne nous a pas donné les pouvoirs nécessaires pour modifier la sentence, aucun verdict ne pouvant servir de base à celle que nous prononcerions à la place. Le résultat, la Cour l'avoue, est absurde, mais il n'y a pas d'alternative. »

Pareille interprétation ne pouvait être satisfaisante. Elle allait à l'encontre des intentions du législateur ; la Cour ne pouvant modifier toutes les sentences, quelles qu'elles fussent, rendues au criminel, se voyait dans l'impossibilité matérielle d'arriver à l'uniformisation générale souhaitée. Une semaine s'était à peine écoulée que, le 5 mars 1909, la Cour modifiait sa première interprétation par trop littérale de la section 4, § 3. Un nommé Ettridge avait été condamné, après avoir plaidé coupable, à vingt et un mois de *hard labour* pour cambriolage et demandait une diminution de la peine. Le juge Darling rapportant les conclusions de la Cour déclara : « Lorsqu'une signification ne peut être donnée au paragraphe d'un texte qu'en faisant abstraction de certains mots, ou, lorsqu'en les conservant, ce texte n'a plus aucune force, la Cour a le pouvoir de lire ce texte comme si ces mots n'existaient pas. Or ici, le paragraphe 3 de la section 4, tel qu'il est rédigé à l'heure présente, a un sens. Nous sommes cependant convaincus que le Parlement a eu la ferme intention de donner à la Cour les mêmes pouvoirs, que l'accusé ait plaidé « non coupable » ou « coupable ». Nous rejetons donc les mots « fondé

en droit sur le verdict », pour donner plein effet à l'intention du législateur, décision que nous prenons après nous être pénétrés de l'esprit de la loi ; le Parlement n'ayant eu aucune raison de faire une telle différence (1). » Par cette nouvelle interprétation, la Cour s'attribua le pouvoir de modifier toutes les sentences prononcées. Ainsi, elle était en mesure de poursuivre son œuvre d'égalisation.

Cet obstacle juridique surmonté, restait l'obstacle de la pratique. Le pouvoir de la Cour de modifier les sentences, pouvait être de nature à entraîner des conséquences dangereuses. Tout condamné n'aurait-il pas la tentation d'essayer de faire diminuer sa peine ? Le nombre considérable d'appels qui en résulterait amènerait un retard des plus préjudiciables dans le cours des affaires criminelles. Un long espace de temps se passerait entre le jour où la peine aurait été prononcée et celui de l'exécution. Par sa jurisprudence sévère, la Cour, dès le début, s'efforça de décourager les appels, lorsque le seul but poursuivi était de courir la chance d'une diminution de peine. La stricte application de certaines dispositions contenues dans la loi le lui permit.

Un appel lui paraît-il « frivole », elle refuse l'autorisation sollicitée par l'appelant, ou bien l'ayant accordée, elle rejette l'appel. Ce simple rejet peut avoir pour effet d'augmenter la durée de la peine à subir

1. *Eltridge*, 2 *Crim. App. Rep.* 66. Les mots qui créent la difficulté, ont été insérés sur l'initiative du Lord Chancelier (*D. P.*, v. 180, p. 267). Ils ne semblent répondre à aucune intention bien déterminée. Voir également *Killier*, 2 *Crim. App. Rep.* 143.

par l'appelant. La section 14, § 3, dispose en effet que le temps nécessaire au jugement de l'appel ne sera déduit de la peine initiale, que si la Cour en ordonne ainsi. Nombreux sont les cas où elle refusa de le faire. Le 15 novembre 1911, à propos de l'affaire Taylor, on peut lire en ses conclusions : « L'appelant est un cambrioleur de profession, la peine de dix ans de servitude pénale est juste, étant données ses nombreuses condamnations antérieures. L'accusé, vieux cheval de retour, savait que, pendant la durée de l'appel, les accusés reçoivent un traitement meilleur en prison. Ce qu'il a voulu en interjetant appel, était d'en profiter. Aussi nous ne défalquons point les jours passés en prison de la durée totale de la peine, ainsi que pouvoir nous en est donné. » Le seul résultat auquel est parvenu l'inculpé a donc été de voir augmenter la durée de sa peine (1).

Si l'accusé peut voir atténuer la sentence prononcée contre lui, rien n'empêche la Cour de l'augmenter si elle le juge nécessaire. L'appelant court donc un certain risque : la Cour d'appel criminel peut, dans le but de décourager les appels trop nombreux, se montrer quelquefois plus sévère encore que le juge : l'affaire Mortimer (2) en est un exemple : « La Cour ne voyant aucun fondement à l'appel, augmenta le

1. *The Times*, 15 novembre 1911. Voir également 123 L. T., p. 157. « La peine courra du jour de la condamnation » précise souvent la Cour.

2. *Mortimer*. 1 *Crim. App. Rep.* 24. Cette augmentation de peine souleva quelques critiques. « On a l'impression que la Cour, avant même de siéger, était décidée à augmenter la peine. Elle voulait faire un exemple dans le but de diminuer le nombre des appels. » L. T., v. 125, p. 157.

peine primitive et prononça quinze mois de *hard labour*, à la place des quinze mois de prison simple. » Aussi bien, l'on a vu des avocats demander le rejet pur et simple de l'appel qu'ils avaient à défendre, par crainte, s'il était autorisé, de voir augmenter la peine du condamné (1).

La sévérité de la Cour ne sembla pas cependant, au début, décourager les condamnés : nombre d'appels étaient interjetés bien qu'ils n'eussent aucune chance de réussite. Le *Lord Chief Justice* alla même jusqu'à se demander si une modification de la loi n'était pas désirable (2), modification qui aurait pour but « d'établir un examen sommaire des appels sans fondements valables, pour ne point perdre de temps et économiser les deniers publics ». Ce n'était pourtant là qu'une crise passagère ; la Cour, par le rejet d'un très grand nombre d'appels, par le refus d'imputer le temps de l'appel sur la durée de la peine, par la menace constante d'augmenter les sentences, réussit en fin de compte à convaincre les condamnés que leur plus stricte intérêt était de ne solliciter la Cour d'examiner la sentence prononcée contre eux, que dans les cas où il y avait véritablement une raison sérieuse pouvant justifier une intervention en leur faveur.

Ces difficultés préliminaires résolues, il s'agissait dès lors pour la Cour de procéder à l'œuvre d'unification en vue de laquelle la loi lui avait donné le pouvoir de modifier à son gré les sentences dont appel était interjeté. Comment est-elle parvenue à réaliser le vœu du législateur ?

1. Voir un article paru dans le *Solicitor's Journal*, 30 mai 1908, p. 524.

2. Hooper, 1 *Crim. App. Rep.* 109 ; Thomas, 1 *Crim. App. Rep.* 110.

Comme elle l'avait fait quand il s'agissait de l'appel des condamnations, la Cour fixa divers principes ayant pour but de délimiter le plus exactement possible l'étendue même de ses pouvoirs.

Si la sections 4, § 3, lui attribue compétence pour modifier les sentences prononcées par le juge, il n'en est pas moins vrai que la prérogative de la grâce subsiste en son entier (1). La Cour devait donc s'efforcer de ne point se substituer au *Home Office*. Si par l'appel ou par une demande de grâce, le condamné peut obtenir un résultat analogue, c'est-à-dire une modification de la sentence prononcée contre lui, les deux institutions n'ont pas le même but : Le *Home Office* agit par simple mesure de clémence, la Cour d'appel a pour mission de procurer une plus grande justice. Afin de maintenir cette différence la Cour comprit qu'elle ne devait prendre en considération que les circonstances de la cause dont l'appréciation avait amené le juge à prononcer la sentence. Quant aux autres faits que des enquêtes postérieures auraient pu révéler, ce serait au *Home Office* seul à voir s'ils militent suffisamment en faveur du condamné pour motiver de sa part une mesure de clémence. C'est donc avec juste raison que le juge Darling déclarait dans l'affaire Ridley (2) : « Nous ne modifions pas les sentences, selon le même principe que le *Home Office*. » La distinction entre les pouvoirs du Secrétaire d'État au département de l'Intérieur et ceux de

1. Section 19 : « Rien dans cet acte ne doit affecter en quoi que ce soit la prérogative de la grâce... »

2. Ridley. 2 *Crim. App. Rep.* 104, et Philport, *The Times*, 13 février 1912.



la Cour d'appel est si fortement établie aujourd'hui, que l'on trouve de nombreux cas où celle-ci recommande à la bienveillance du *Home Office* (1) le condamné en faveur duquel elle considère ne pas pouvoir elle-même intervenir.

Ne s'étant reconnu le droit de modifier les sentences qu'en tenant compte des seuls faits qui avaient motivé la décision du juge, la Cour d'appel aurait pu substituer sa propre appréciation à celle de ce dernier. Rien ne l'empêchait de rejuger l'affaire et de rendre la sentence qu'elle aurait prononcée elle-même en tant que Cour de jugement. Telle ne fut pas la jurisprudence qu'elle adopta. Le juge anglais a un pouvoir d'appréciation très large, il fallait en tenir compte ; aussi dès le 19 juin 1908, le *Lord Chief Justice* déclarait-il : « La Cour n'interviendra pas, même lorsqu'elle aura pour seul motif de le faire, cette considération, à savoir que, jugeant pour son propre compte, elle eût rendu une sentence autre (2). »

Le juge peut s'être trompé et avoir rendu une sentence illégale, ou bien il peut avoir prononcé une peine hors de proportion avec les faits, par conséquent injuste. Il est dès lors du devoir de la Cour d'user des pouvoirs que la loi lui a conférés et de redresser pareilles sentences. « Si le principe, en vertu duquel le juge de jugement a rendu la sentence, est contraire à la légalité ou à la justice, nous devons la mo-

1. Castagna. 2 *Crim. App. Rep.* 69 : « C'est là un cas où le *Home Office* pourrait intervenir en faveur du condamné ; *id.*, 6 *Crim. App. Rep.* 152. Par la création d'une Cour d'appel criminel le *Home Office* a donc vu sa compétence réduite à ce qu'elle était à l'origine.

2. 1 *Crim. App. Rep.* 28.

difier (1). » Tel est le principe qui ressort de la jurisprudence de la Cour d'appel criminel : l'illégalité d'une part, l'iniquité d'une autre, sont les deux causes principales de son intervention.

Si la liberté dont jouit le juge anglais quant au prononcé de la peine, est limitée seulement par un maximum très large, du moins faut-il que la sentence qu'il prononce soit conforme à la loi ou à la coutume. La Cour se voit donc dans certains cas obligée de casser des sentences, qui à son avis, sont entachées d'illégalité. Ainsi, dans l'affaire Briggs, une peine de trois ans de détention dans un asile de buveurs avait été prononcée, pour se cumuler avec une peine de un mois de servitude pénale; la Cour la cassa comme contraire à la section 2 de l'*Inebriates Act* de 1898(2).

La tâche de la Cour d'appel criminel est singulièrement plus délicate lorsqu'il s'agit pour elle de déclarer qu'une peine est injuste, qu'elle n'est point en proportion avec les faits délictueux.

Ne voulant pas substituer purement et simplement sa propre appréciation à celle du juge, la Cour se vit dans l'obligation d'essayer de pénétrer la pensée de ce dernier, de connaître les raisons qui l'ont amené à prononcer telle sentence plutôt que telle autre (3). La difficulté était grande. Comment l'a-t-elle surmontée ?

1. 2 *Crim. App. Rep.* 140 ; Williams. 2 *Crim. App. Rep.* 158 : « Nous ne modifierons la sentence que si le juge a clairement eu tort. »

2. Briggs, *Crim. App. Rep.* 209. Voir également : 6 *Crim. App. Rep.* 179 ; Mallon, 5 *Crim. App. Rep.* 216 ; Taylor, 2 *Crim. App. Rep.* 159 ; Léon, 6 *Crim. App. Rep.* 28.

3. Arrêt Spanier. 1 *Crim. App. Rep.* 196.

A l'origine elle établit une distinction, entre les cas où l'accusé avait plaidé « coupable » et ceux où il avait plaidé « non coupable ». Ainsi fit-elle, pour la première fois, à propos de l'affaire Nuttal, le 16 novembre 1908 (1). Si l'inculpé a plaidé *guilty*, la Cour se trouve dans la même situation que le juge au point de vue de l'appréciation des faits, puisqu'il n'y a pas eu de débats devant un jury, que les circonstances de la cause sont celles révélées par l'instruction. En pareil cas, la Cour estime qu'elle connaît l'affaire aussi bien que le juge de jugement. Elle peut apprécier avec certitude si la sentence est adéquate aux faits délictueux et en substituer une autre, toutes les fois qu'à son avis celle prononcée est injuste. Au contraire, si l'affaire a été portée devant un jury, le juge est mieux placé que la Cour pour rendre la sentence : il a entendu les témoins, considéré l'attitude de l'accusé ; a été mis en présence de telles ou telles circonstances qui ont pu déterminer sa décision. Ces circonstances, la Cour ne les a pas connues. Certains éléments d'appréciation lui font donc défaut pour dire avec précision si la sentence est injuste ou non. Telle peine apparaîtra comme disproportionnée, si tel fait est ignoré ; s'il est connu, elle paraîtra au contraire des plus justes.

Devant cette impossibilité matérielle de connaître

1. Nuttal. L. T. R. 25, p. 76, *Crim. App. Rep.* 160. L'accusé avait été condamné à dix-huit mois de *hard labour* pour vol d'une chemise à l'étalage alors qu'il était ivre. Il avait plaidé coupable. La Cour réduisit la peine à six mois de prison, déclarant qu'il n'y avait pas là l'intention d'un retour volontaire au délit, Nuttal avait déjà subi 6 condamnations.

tous les éléments nécessaires à une saine appréciation, la Cour a refusé de modifier nombre de sentences lorsque l'accusé avait plaidé « non coupable », déclarant que si le juge les avait ainsi prononcées, c'est qu'il avait eu sans doute de bonnes raisons pour le faire.

Cette distinction paraît cependant aujourd'hui s'être fort atténuée. Entraînée dans son œuvre d'unification, la Cour se trouva forcée d'établir un contrôle effectif, tant sur les sentences prononcées après verdict que sur celles rendues par le juge sans l'assistance du jury, d'autant plus que le nombre des cas où l'accusé a plaidé « non coupable » est de beaucoup plus grand que celui où il a plaidé « coupable ». La distinction admise depuis l'affaire Nuttal ne pouvait être maintenue d'une façon rigide, sans obliger la Cour à ne remplir sa mission que d'une façon tout à fait incomplète. Aussi, lorsque l'accusé s'est présenté devant un jury, s'efforce-t-elle aujourd'hui de pénétrer les intentions du juge en consultant ses conclusions, ses notes personnelles et les notes sténographiques prises à l'audience (1). Bien mieux, si ces divers renseignements lui semblent encore insuffisants, elle s'adresse au juge lui-même, l'interroge, lui demande les raisons qui l'ont guidé dans sa décision. Toutes les fois que les justifications qui lui sont fournies lui paraissent congruentes, la Cour se refuse à modifier la sentence prononcée.

1. Cette évolution apparaît nettement dans les affaires Darrington, 5 *Crim. App Rep.* 122 ; Hyson, 5 *id.* 163 ; Fitzgerald, 6 *id.* 100 ; Hallonau, 6 *id.* 203 ; Laycock, 6 *id.* 213.

Le *Recorder* de Cardiff (1) avait condamné une femme à trois ans de servitude pénale, pour avoir volé la somme de 1 fr. 25, condamnation qui, étant donnés les faits, pouvait paraître exorbitante. La Cour refusa cependant de la diminuer. « Le juge, en prononçant cette sentence, a déclaré la considérer comme nécessaire, la femme X... étant une ivrognesse invétérée. Il peut arriver un moment où les peines de courte durée n'ont plus aucun effet. L'appelante a été condamnée dix fois pour vol, huit fois pour ivrognerie. Le juge s'est alors posé la question : Comment l'empêcher de continuer? Usant de son pouvoir d'appréciation, il a prononcé une longue peine, qui, en raison du but poursuivi, est juste. » De même, dans l'affaire Warner où la Cour maintint une sentence motivée d'une façon tout à fait spéciale par le juge : « Warner avait été condamné à sept ans de servitude pénale et trois ans de surveillance par la police, pour cambriolage. Sentence juste, déclara la Cour, le juge ayant donné pour raison de sa grande sévérité l'observation d'une règle émise en 1902 par le juge Ralph Littler : règle recommandant de condamner très sévèrement les cambrioleurs dans le Middlessex, à cause de l'insuffisance notoire de la police de ce Comté et du voisinage de Londres (2). »

Au contraire, si la Cour est d'avis que le juge est parti d'une idée injuste, que la raison qui a déterminé la sentence, est contraire à l'équité ou que le

1. Sarah Rees, 1 *Crim. App. Rep.* 84.

2. Warner, 2 *Crim App. Rep.* 178. Voir également affaire Bright, 4 *Crim. App. Rep.*

but poursuivi est faux, elle use de ses pouvoirs de modification. La sentence peut lui sembler trop indulgente ou trop sévère, ou bien n'être pas, par sa nature, celle qui eût dû être prononcée.

Les cas où la Cour d'appel criminel augmente la sentence prononcée sont extrêmement rares. Elle le fit dans l'affaire Mortimer, comme nous l'avons vu, dans le seul but de décourager les appels « frivoles ». Dans l'affaire Simpson (1) également, elle considéra que le juge avait été trop indulgent, et que la sécurité sociale réclamait une plus forte répression. L'appelant avait été condamné à douze ans de servitude pénale pour tentative de meurtre commise en chemin de fer. « La Cour, portent les conclusions, est d'avis que la sentence est injuste, douze ans de servitude pénale est une peine insuffisante; étant donnée la nature des faits, celle de quinze ans nous paraît plus juste et plus adéquate. » La Cour n'a pas pleine liberté à cet égard. Il ne lui est pas toujours possible d'augmenter une peine. Ainsi, en vertu de la section 5, § 2 (2), la Cour, après modification du verdict du jury, ne peut aggraver la situation de l'appelant; il en est de même en vertu de la section 9, toutes les fois que des preuves nouvelles, non soumises à l'appréciation du jury, inciteraient la Cour à une plus grande sévérité (3).

1. 5 *Crim. App. Rep.*, 213. Le juge Darling avait autorisé l'appel sur le fondement « insuffisance de répression ». L'accusé avait maintenu sa demande d'appel, en dépit des observations de la Cour et de son avocat.

2. Voir chapitre précédent, page : Pouvoirs spéciaux de la Cour en cas d'appel *on fact*.

3. « En aucun cas une sentence ne pourra être augmentée en raison



Si la Cour a peu d'occasions de se montrer plus sévère, nombreux, au contraire, sont les cas où elle exerce son indulgence. La majorité des juges anglais considère en effet que la base de la peine doit être, non pas le fait délictuel lui-même et la responsabilité de son auteur, mais la nocuité que présente l'inculpé. Le fait n'est que l'occasion qui permet à la société de se saisir d'un individu, d'en connaître les tendances nocives et de se protéger contre ses réactions dangereuses en le punissant sévèrement (1). Convaincus également de l'inefficacité des courtes peines au point de vue de l'amendement, ils envoient l'inculpé pendant de longues années en prison, pour qu'il puisse y recevoir une sorte de rééducation sociale et morale.

La protection de la société, l'amendement du coupable étant la double fin qu'a en vue le juge quand il prononce une peine, il arrive que la préoccupation trop exclusive du but lui fait parfois oublier les faits eux-mêmes, objet de la poursuite, et il peut se laisser aller à appliquer des peines hors de proportion avec l'acte délictuel.

Sans repousser aucun de ces principes de répression, la Cour d'appel criminel s'efforce d'obtenir du juge qu'il tienne compte, plus qu'il ne le faisait jusqu'à ce jour, de l'acte délictuel commis par l'inculpé. C'est cet acte qui doit servir de base initiale à la peine, le degré de nocuité de l'individu ne devant influencer qu'à titre de circonstance aggravante. C'est à cette seule condition que l'œuvre d'unification des

ou considération de preuves qui n'ont pas été apportées lors du jugement. » Sect. 9 e, *in fine*.

1. *The Times*, 20 juin 1910.

sentences pouvait être menée à bien. En effet, pas un criminel ne se ressemble, le danger que chacun représente pour la sécurité sociale varie à l'infini. Les faits délictuels au contraire ont un caractère déterminé, ils sont connus, catalogués, portent un nom : c'est un meurtre, un vol, une escroquerie, etc. La peine qui doit être prononcée dans chaque cas est susceptible d'être fixée à l'avance, peine qui pourra être augmentée ou diminuée, selon les tendances criminelles plus ou moins grandes révélées par l'agent.

En Angleterre, nous le savons, il n'existe, dans la plupart des cas, qu'un maximum très élevé laissant libre l'appréciation au juge. Le but poursuivi par la Cour est de fixer, par sa jurisprudence, un maximum que l'on peut appeler « ordinaire », pour les hypothèses suivantes : le juge prononcera une peine inférieure toutes les fois que des circonstances militeront en faveur de l'accusé ; en cas de circonstances aggravantes, rien ne l'empêchera au contraire de dépasser le maximum ordinaire et de prononcer le maximum légal (1). Il peut donc exister aujourd'hui deux sortes de maximums pour le même fait délictuel : l'un légal, qui est très élevé, l'autre jurisprudentiel, plus restreint.

Le but idéal que vise la Cour ne pourra être atteint que petit à petit, par une longue série d'arrêts rendus au fur et à mesure des cas qui se présenteront. Il semblerait donc prématuré, en l'état actuel de la ju-

1. Le maximum ne doit être prononcé que dans les cas les plus graves (*for the worst cases*) : Harrisson. 2 *Crim. App. Rep.* 94 ; Cooper. 5 *Crim. App. Rep.* 274. Voir également un arrêt du 4 avril 1912 rapporté dans *The Times* qui montre la tendance très prononcée de constituer un maximum pour les cas ordinaires.

risprudence, d'essayer de tracer un tableau des différents crimes et délits en indiquant le maximum légal d'une part, le maximum des cas courants d'une autre.

Il existe dès aujourd'hui cependant, de nombreuses règles et principes jurisprudentiels, véritables jalons posés par la Cour, en vue de l'œuvre qu'elle a entreprise. Les peines étant par elles-mêmes d'une nature plus ou moins grave, elle s'efforça de fixer les cas généraux qui peuvent motiver leur application. « En effet, fit-elle remarquer souvent en s'adressant au juge, si vous prononcez tel genre de peine pour un acte de peu de gravité, il vous sera impossible de vous montrer plus sévère à l'égard de faits plus dangereux pour la société ; la proportion qui existe entre la gravité des peines par suite de leur nature, doit être respectée (1). »

Ainsi, d'après la jurisprudence de la Cour, la peine de la servitude pénale étant une des plus sévères, ne doit pas être prononcée contre un délinquant primaire, si le délit est peu grave (2) (vol simple, *misdemeanour*). Le juge est-il d'avis que le moment est venu de la prononcer, en raison des nombreuses condamnations de l'accusé, le maximum doit être le minimum légal, c'est-à-dire trois ans (3) ; il ne devra

1. Voir notamment : 5 *Crim. App. Rep.* 229.

2. Principe émis à propos de l'affaire Dench (4 *Crim. App. Rep.* 27) ; ce dernier avait été condamné à trois ans de servitude pénale pour un vol simple. « Il y a eu application d'un principe qui nous semble faux et injuste, c'est là une peine de nature trop sévère, quand il s'agit d'un délinquant primaire. »

3. *Street*. 4 *Crim. App. Rep.* 89 ; *Warrillow*. 5 *Crim. App. Rep.* 231.

être dépassé dans la suite que si le condamné ne donne pas la preuve d'une amélioration depuis la dernière condamnation (1).

De même la peine du *hard labour* ne devra être ajoutée à celle de la prison que si l'inculpé est un récidiviste ou s'il a mené une vie déshonnête antérieurement (2).

Le juge doit tenir le plus grand compte des efforts que l'inculpé a pu faire en vue de mener une vie honnête, et doit lui en savoir gré en prononçant une peine moins sévère (3). De même en cas de condamnations antérieures, il ne doit pas tant s'attacher à leur nombre qu'à la gravité des délits qui les ont motivées (4).

Non seulement la Cour a tracé des règles relatives au degré de gravité de certaines peines, mais on peut également trouver dans ses arrêts, nombre d'indications fournies au juge, en ce qui concerne le genre de peine qu'il convient de prononcer pour amener un amendement plus rapide du coupable.

La peine de la *preventive detention* étant susceptible d'amener une certaine amélioration chez le condamné, son application ne doit pas être rendue tardive par le prononcé d'une peine de servitude pénale trop longue, surtout lorsqu'il s'agit d'hommes jeunes

1. 4 *Crim. App. Rep.* 225.

2. 2 *Crim. App. Rep.* 89 ; Lastwood. 4 *Crim. App. Rep.* 252. L'addition du *hard labour* était devenue une véritable clause de style pour certains juges.

3. Wilkenson. 6 *Crim. App. Rep.* 88 ; Ellison. 6 *Crim. App. Rep.* 114

4. 2 *Crim. App. Rep.* 171, Boucher ; Howard, 6 *Crim. App. Rep.* 4.

dont on peut encore espérer un retour à la vie honnête (1).

Sous prétexte d'amendement, le juge ne doit pas cependant prononcer des peines de trop longue durée, si les faits ne dénotent pas chez l'inculpé des tendances criminelles graves, qu'il s'agisse de peines à accomplir dans les asiles de buveurs (2) ou, pour les jeunes délinquants (3), à l'Institution Borstal.

En présence d'une telle jurisprudence, on pourrait être tenté de croire que la Cour a une tendance à affaiblir la répression. Ce serait une grosse erreur ; si elle réduit nombre de sentences, pose différents principes dans le but d'amener plus de justice, combien nombreux sont les cas où elle refuse d'intervenir, considérant que le juge s'est montré sévère à juste titre. « Nous ne sommes pas ici pour examiner les sentences avec bienveillance (*nicely*) mais avec un esprit de justice », déclara souvent le *Lord Chief Justice*.

C'est ainsi que le crime dit « passionnel » trouve la Cour inexorable. Un nommé Launders, après avoir tenté de tuer sa maîtresse, et essayé de se suicider, avait été condamné à vingt ans de travaux forcés. « La sentence est juste, portent les conclusions, il est absurde de dire que parce qu'il avait l'intention de

1. La peine de la « détention préventive » est prononcée à la suite d'une 3<sup>e</sup> condamnation à la servitude pénale. *Coney*. 5 *Crim. App. Rep.* 170.

2. *Prince*. 1 *Crim. App. Rep.* 253. L'accusé avait été condamné à trois ans de détention dans un asile de buveurs, la Cour réduisit à un an.

3. *Wehb*. 5 *Crim. App. Rep.* 113.

se tuer, il n'avait pas celle de tuer sa maîtresse... la femme n'est pas morte, il en bénéficie; la vraie question devrait être : pourquoi ne serait-il pas pendu tout comme si la femme avait été tuée (1). » Le 3 mars 1912 (2), la Cour refusa de diminuer la sentence de trois ans de servitude pénale prononcée contre une femme qui avait vitriolé son ami. « Cette sentence est des plus justes, déclara le juge Channell ; la victime s'est très mal conduite, mais ce n'est pas une excuse; il est impossible de laisser une personne tirer vengeance d'une autre. A dire vrai, nous serions plutôt tentés d'aggraver la peine (3). »

La modification de la condamnation ou de la sentence peut nécessiter la modification de l'ordre de restitution des biens donné par la Cour de jugement, notamment dans les cas de vols conformément au *Larceny Act* 1861, ou au *Sale of Goods Act* 1893 (4). Toutefois, la Cour a pouvoir d'annuler ou de modifier cet ordre, bien qu'elle n'ait pas cassé ou modifié la condamnation ou la sentence, objet de l'appel (5).

En résumé, sans affaiblir la répression, la Cour

1. *Launders*. 2 *Crim. App. Rep.* 230.

2. *The Times*, 11 mars 1912, affaire Alice Abrahams. Il en est de même pour les délits commis par les sufragettes : Emily Davidson ayant été condamnée à six mois de prison pour avoir mis le feu à une boîte à lettres, la Cour refusa de diminuer la sentence : « C'est une peine sévère mais juste, la qualité de femme ayant reçu une forte éducation est une circonstance très aggravante. » *The Times*, 6 février 1912.

3. Voir également : Taylor 3. *Crim. App. Rep.* 23 ; Belcher 40. 4, *Crim. App. Rep.* ; Davie, 48 ; Sternett. 6 *Crim. App. Rep.* 49.

4. *Larceny Act* 1861, 24 et 25 Vict., c. 96, § 100. *Sale of Goods Act* 1893, 56-57 Vict., c. 71.

5. Section 6, § 2, de la loi.



d'appel criminel s'efforce, par sa jurisprudence, de créer une méthode plus uniforme pour le prononcé des sentences. Des principes directeurs pouvant servir de guide au juge faisaient défaut ; elle cherche à les établir. Restreignant en quelque sorte la liberté dont jouit le juge quant à l'appréciation des peines, elle l'oblige à tenir un plus grand compte des circonstances de la cause, c'est-à-dire de l'élément le plus solide et en quelque sorte le moins arbitraire, pour guider l'homme à qui incombe la redoutable tâche de rendre la justice.

Bien plus, elle désire établir, pour chaque fait délictuel, un maximum que le juge ne pourra dépasser qu'exceptionnellement. Œuvre considérable qui, à n'en point douter, sera menée à bien, d'autant que les juges professent le plus grand respect pour les décisions de cette Cour composée des plus hauts et des plus compétents magistrats de l'Angleterre.

Tels sont les droits d'appel dont dispose le condamné, tels sont les pouvoirs de la Cour d'appel criminel. Il nous faut examiner maintenant les moyens d'investigation mis à la disposition de la Cour, ainsi que la procédure qui doit être suivie.

## CHAPITRE IV

### Les moyens d'investigation. La procédure

Organiser un droit d'appel, attribuer compétence à cet effet à un corps de magistrats armés de larges pouvoirs, ce n'était pas tout encore. Il fallait assurer l'application pratique de la réforme. Le législateur se rendit compte avec raison que son succès dépendait surtout de l'ensemble des moyens d'investigation qui seraient mis à la disposition de la Cour pour remplir son office.

Le bill de 1907 présente à cet égard, sur tous ceux qui avaient été proposés antérieurement, cet avantage considérable de donner toutes facilités pour l'examen complet de l'affaire dont appel est interjeté.

Notes du juge accompagnées d'un rapport spécial, notes sténographiques prises à l'audience, la Cour reçut le pouvoir de tout consulter, et en outre, d'entendre à nouveau des témoins, d'ordonner un supplément d'enquête, de recevoir des preuves nouvelles si besoin est. Sous quelle forme ? à quelles conditions ? C'est ce qu'il s'agit d'examiner.

Toutes les fois qu'un appel est interjeté, le juge doit, d'après la section 8, fournir au *Registrar* tout

ou partie des notes qu'il a prises à l'audience (1).

Autrefois, prendre des notes était pour lui une faculté; aujourd'hui, la loi en a fait une obligation. Comme dans la majorité des cas, ces notes ne fournissent que des indications sommaires et insuffisantes, le juge doit y joindre un rapport où il exprime son opinion sur l'affaire, sur le jugement rendu, le verdict, et selon les cas, (2) la sentence.

Au surplus, la loi, dans sa section 16, déclare que des notes sténographiques seront prises pendant le procès à l'audience, en prévision de l'éventualité d'un appel. Cette disposition est de la plus haute importance.

La prise de notes sténographiques avait apparue, dès 1847, comme inséparable de l'idée de l'appel *on fact* (3); certains précédents existaient même déjà (4). Si le principe en est posé dans la loi, le législateur s'en est rapporté à la Cour elle-même pour sa mise en pratique. C'est le Lord Chancelier et le *Lord Chief Justice* qui, d'après la règle 5, doivent nommer les sténographes, nomination souvent difficile lorsqu'il s'agit des *Quarter Sessions*, celles-ci étant tenues dans des petites villes où ne se trouvent pas, la plupart du temps, des personnes capables de remplir ces fonctions (5). Aucun contrôle ne semble être exercé sur

1. Rules, 14 et 15.

2. Règles 15 a. et 15 b., 16. Section 8 *in fine* de la loi. Lors de la discussion de la loi, on fit remarquer que c'était là imposer une charge fort lourde au juge : la Cour a cependant besoin de connaître son opinion ! D. P., v. 181, c. 318. Mr Cove et réponse de Mr Walton.

3. Pitt Taylor. *Parl. papers* 1847-1848, cd. 525, p. 19 et 38.

4. *Parliamentary Election Act* 1838 en cas de procès électoraux. *Municipal Corporations Act* 1882

5. *The Times*, 18 avril 1908.

le sténographe. Il signe les notes qu'il a prises, et les certifie complètes et exactes, mais chose étrange, on n'exige pas de lui qu'il prête serment. En fait, il arrive souvent que le juge lui demande de lui communiquer ses notes, une fois qu'elles sont rédigées, afin de s'assurer qu'il n'y a point d'erreur, mais rien ne l'y oblige d'ailleurs (1). Ce manque de contrôle fit dire à certains : « Le sténographe est omnipotent, c'est un fonctionnaire plus important que le juge lui-même. La chance qu'a l'accusé de voir son appel réussir, est entre ses mains. (2) » Il y a là, à n'en point douter, une exagération manifeste, mais un certain contrôle semblerait assurément désirable.

De même, aucune disposition ne précise ce que doivent comprendre les notes sténographiques. Le 12 février 1909 le *Lord Chief Justice* demanda que toutes les questions posées par le juge et les réponses de l'accusé ou des témoins, fussent appelées à y figurer (3). Il est de toute nécessité, en effet, que ces notes soient des plus complètes ; grâce à elles, la Cour peut suivre toutes les phases de l'action, relever les causes qui ont pu amener le jury à se tromper. La Cour d'appel criminel est à ce point convaincue de l'importance de ces notes, qu'elle y voit un véritable droit pour l'accusé. Si elles font défaut, si elles semblent incomplètes, la Cour n'hésite pas à autoriser l'appel, pour qu'une enquête plus appro-

1. En avril 1909 *The Society of Chairmen and Deputy Chairmen of Quarter Sessions* émit un vœu en vue de rendre cette pratique obligatoire.

2. *The Times*, 23 avril 1903. *Solicitor's Journal*, *id.*, p. 422.

3. Grey, 2 *Crim. App. Rep.* 37.

fondie puisse avoir lieu, et à donner un avocat à l'appelant (1). Cependant elle ne va pas jusqu'à voir là un fondement spécial d'appel (2), ni une cause suffisante, à elle seule, pour entraîner la cassation d'un verdict (3).

Si différents documents, différentes pièces de procédure paraissent nécessaires à connaître, la Cour, d'après la section 9 peut se les faire communiquer. De même rien ne l'empêche de citer à nouveau certains des témoins entendus à l'audience et de les interroger ou de les faire interroger par un de ses juges (4). En un mot, elle a le droit de prendre connaissance de toutes les preuves fournies à l'audience quelles qu'elles soient.

Le législateur a pensé que ce n'était pas encore suffisant : La Cour est autorisée à se faire apporter des preuves nouvelles, à citer des témoins non entendus par le jury. Il peut en effet arriver qu'un inculpé n'ait pu réunir les preuves nécessaires pour se disculper au moment du jugement, qu'un témoin inconnu n'ait pu être cité, qu'il se présente dans la suite, que des faits nouveaux soient découverts. Autoriser l'apport de nouvelles preuves est une simple faculté pour la Cour, seule elle en apprécie l'opportunité. L'étude de la jurisprudence nous apprend

1. Bennett, 2 *Crim. App. Rep.* 152; 2 *Crim. App. Rep.* 133.

2. Elliott, 2 *Crim. App. Rep.* 172; conclusions du juge Channell.

3. Butter, 1 *Crim. App. Rep.* 174.

4. Sect. 9, b, et les règles 40 a, b, c, etc., relatives à la procédure à suivre quant à la façon de citer les témoins, de les interroger, etc. voir affaire *Laws*, 24 T. L. R. 630. La Cour peut recevoir des preuves *upon affidavit* : 24 L. T. R. 807.

qu'elle use de ce pouvoir d'une façon fort judicieuse !

Conformément au principe qu'elle a établi (1) de ne pas se substituer au jury en jugeant à nouveau l'affaire qu'il à eu à connaître, elle refuse d'examiner toute preuve qui aurait pu être invoquée devant lui. « La Cour, déclarait le *Lord Chief Justice*, dès le 4 juin 1908 (2), ne peut autoriser la citation de témoins qu'il dépendait de la défense de faire déposer devant le jury, ce dernier étant le seul juge du fait. » Rien en effet n'aurait été plus facile pour l'accusé que d'amener la Cour à se substituer au jury, malgré elle, pour ainsi dire : il n'aurait eu qu'à ne point citer de témoins devant le jury, se réservant de le faire en appel. La Cour a mis nettement obstacle à pareille tentative (3). Une atténuation pourtant a été apportée à la rigidité du principe, par le juge Walton dans l'affaire Harwey (4) « La Cour, déclarait-il, ne doit pas se considérer comme liée par un principe aussi sévère, toutes les fois que l'accusé n'a pas invoqué une preuve en première instance par suite d'une erreur. La Cour doit protéger celui qui s'est trompé. »

Pour que la Cour d'appel autorise un appelant à invoquer des preuves nouvelles, ce dernier doit donc démontrer qu'il se trouvait dans l'impossibilité de le

1. Voir le chapitre consacré à l'appel *on fact* où ce principe est étudié et développé.

2. Bertram Mortimer 4 *Crim. App. Rep.* 20 : « The persons who could have been called at the trial cannot be called in this Court to make out a new case. » Soper, *Crim. App. Rep.* 63.

3. La Cour refusa d'examiner à nouveau le procès d'un appelant qui avait réservé sa défense.

4. Harwey. 2 *Crim. App. Rep.* 93.



faire en première instance : ainsi dans l'affaire Martin (1), un des témoins était en prison lors du jugement et était inconnu de l'accusé ; dans l'affaire Malvisi (2), l'inculpé avait été condamné dans les trois jours et avait été dans l'impossibilité matérielle de citer des témoins pour sa défense. En outre, le fait que la preuve n'a pu être soumise à l'appréciation du jury n'est pas à elle seule une condition suffisante pour que la Cour autorise dans tous les cas sa production : il faut de plus qu'elle paraisse à première vue susceptible d'amener certains éclaircissements nouveaux en faveur de l'accusé (3). C'est ainsi que la Cour, en vertu d'une jurisprudence constante, refuse à l'appellant de fournir des preuves relativement à des faits sur lesquels, à son avis, ne plane aucun doute.

Telle est, en principe, la double condition que doit remplir une preuve nouvelle pour pouvoir être examinée en appel. Mais la Cour est forcée de faire fléchir cette règle en certaines circonstances : le but même qu'elle poursuit l'y contraint. Toutes les fois, par exemple, que la culpabilité de l'appellant est incertaine, qu'une erreur judiciaire semble possible, la Cour n'hésite pas à autoriser le condamné à fournir de nouvelles preuves. « L'affaire, déclare-t-elle, est tout à fait exceptionnelle, et mérite un plus pro-

1. 1 *Crim. App. Rep.* 33.

2. 2 *Crim. App. Rep.* 192. « Il est curieux que certains juges semblent tout faire pour que l'inculpé ne puisse prouver son innocence. » (Juge Channell en ses conclusions.) Voir 4 : *Crim. App. Rep.* 52 ; Crook-Gachham. *id.* 151

3. 1 *Crim. App. Rep.* 154 ; Caldwell. 6 *Crim. App. Rep.* 152 ; Brow. 4 *Crim. Appel. Rep.* 106.

fond examen. » Précaution oratoire qui justifie, lorsqu'il est nécessaire, une dérogation au principe (1). S'agit-il, par exemple, d'une question d'identité douteuse, la Cour autorisera l'appelant à prouver un alibi nouveau, tant elle est convaincue de l'importance d'une semblable preuve (2).

Si elle juge opportun d'entendre certains témoins, elle peut, en vertu de la section 9 c, recevoir le témoignage de personnes qui, bien que compétentes, ne peuvent être obligées à déposer (*not compellable*), par exemple la femme ou le mari de l'appelant, si ce dernier en fait la demande (3).

Enfin, dans tous les cas où elle le juge bon, la Cour a le pouvoir de faire faire une enquête ou une expertise par toute personne qu'elle désigne (4). De cette faculté elle n'use que fort peu. Sa propre jurisprudence toujours respectueuse des pouvoirs du *Home Office* l'oblige à cette réserve. Ce n'est pas à elle à faire de nouvelles enquêtes puisque, sauf exception, elle examine les faits d'après les preuves fournies en première instance : au contraire, il appartient au secrétaire d'État au département de l'Intérieur, de réunir de nouveaux éléments qui établiront si oui ou non il peut recommander le condamné à la clémence de Sa Majesté.

1. 1 Drenton. 1 *Crim. App. Rep.* 166; Wilton 6 *Crim. App. Rep.* 149.

2. 1 *Crim. App. Rep.* 205; Jéoge. 2 *Crim. App. Rep.* 284; Schmidt 6. *Crim. App. Rep.* 288.

3. « *Competent but not compellable witnesses* », ce sont les enfants; les idiots, la femme ou le mari de l'accusé. En vertu du *Criminal Evidence Act* 1898, l'accusé peut demander que sa femme ou son mari vienne déposer en sa faveur.

4. Section 9 d et e.

En résumé, grâce aux dispositions très larges de la loi, l'appel en matière criminelle peut fonctionner pratiquement en dépit des difficultés qui se présentent. L'affaire telle qu'elle a été plaidée en première instance est soumise dans son entier à la Cour d'appel qui peut ainsi exercer efficacement son contrôle. La jurisprudence restrictive de cette Cour devait nécessairement apporter certaines limitations aux larges pouvoirs d'investigation que le législateur lui avait conférés.

Une dernière question reste posée : comment la Cour d'appel est-elle saisie de l'affaire par l'appelant, quelle est la procédure de l'appel ?

## II. — DE LA PROCÉDURE.

Toutes les fois qu'un condamné, remplissant les conditions prévues par la loi, désire interjeter appel ou demander l'autorisation de la Cour à cette fin, il doit introduire sa requête dans les dix jours qui suivent, soit le verdict du jury, soit le prononcé de la sentence (1), délai que la Cour a la faculté d'augmenter, sauf dans les cas de condamnation à mort, toutes les fois qu'elle le juge nécessaire ; mais elle ne le fait qu'avec grande circonspection (2), dans des cas tout à fait exceptionnels. L'intention manifeste du législateur est, en effet, de voir l'appel retarder le moins

1. Section 7, § 1, les règles 17 et 19.

2. Lord Chief Justice, en ses conclusions, dans l'affaire Rhodes 5 *Crim. App. Rep.*, 56.

possible l'exécution de la peine prononcée, par crainte d'un affaiblissement de la répression (1).

La demande d'appel ou d'autorisation d'appel (2) signée par l'appelant (3) lui-même doit être adressée au *Registrar* de la Cour d'appel criminel à Londres. Elle doit contenir en plus de l'indication du délit, de la condamnation et de la sentence, les faits sur lesquels on prétend fonder l'appel. Le 28 mai 1910 le *Lord Chief Justice* précisa certains points : « Dans la notice d'appel, déclara-t-il, il ne suffit point d'invoquer ; comme base, tel ou tel fait, classés sous un nom vague, tel que « mauvaise direction » ; la Cour désire faire comprendre aux appelants qu'ils doivent apporter le plus grand soin à la rédaction de leur « notice » et y indiquer, avec un certain détail, les faits qu'ils invoquent comme fondement de leur appel (4) ». Recommandation qui peut apparaître due au souci montré tant de fois par la Cour de rejeter le plus

1. Voir les Débats Parlementaires. La restriction, en ce qui concerne la peine de mort, est due à l'influence de certains membres du Parlement que l'idée d'un délai apporté à son exécution effrayait (vicomte Cross, 27 mars 1906; Mr. Bottomley : « Dans un cas aussi grave, il est nécessaire qu'il n'y ait aucune lenteur »).

2. Règles 17 et s. Il est à remarquer que d'après la règle 22, l'appel ayant été autorisé par la Cour, une nouvelle demande aux fins d'appel n'est plus nécessaire, la *Notice for Leave to appeal* contient la *Notice of Appeal*.

3. D'après la règle 2 b, c, d, toutes les fois qu'un appelant ne sait pas écrire, il doit faire une marque en présence des témoins qui en attestent la véracité par leur signature ; est-il aliéné, la demande sera signée de son avocat. S'agit-il d'une société, la signature du secrétaire ou du directeur suffira.

4. 6 *Crim. App. Rep.*

rapidement possible tout appel dont les bases semblent insuffisantes (1).

Une fois la « notice » envoyée au *Registrar*, la Cour d'appel criminel est saisie. Le condamné est dès lors un appelant et, comme tel, bénéficie d'un régime de faveur (2). La Cour peut même, sur sa demande, l'autoriser à fournir caution (*admit to bail*) et par là le laisser en liberté provisoire. Mais combien rares sont les cas où la Cour fait droit à pareille requête ! Si en 1908 il y eut 13 appelants sur 355 autorisés à fournir caution, en 1909 il y en eut 5 sur 585 appelants et en 1910, 4 sur 687 ! Bien qu'il n'existe pas encore de statistique pour l'année 1911, la proportion semble être restée aussi faible. A ce refus de la Cour on peut donner pour motifs : la crainte de voir s'enfuir un condamné, et surtout la volonté de diminuer par

1. *Forme de la Notice of Appeal.*

Au *Registrar* de la Cour d'appel criminel,

Je...

ayant été condamné pour le délit, ou crime de.....

et étant prisonnier à la Prison de Sa Majesté de..... (ou vivant à...) vous donne avis d'appel de ma condamnation, devant la *Court of Criminal Appeal* sur une question of law..... ou, j'en appelle à la Cour dans le but d'obtenir l'autorisation d'en appeler de ma condamnation sur ces fondements..... ou d'en appeler de la sentence.....

(Signature de l'appelant).

Prière de répondre aux questions suivantes :

1<sup>o</sup> Désirez-vous demander l'assistance judiciaire (*legal aid*), si oui, indiquez le montant de votre salaire, ainsi que les raisons de cette demande ;

2<sup>o</sup> Si vous voulez être présent, lorsque la Cour examinera votre demande d'autorisation d'appel, faites-en connaître les raisons ;

3<sup>o</sup> Vous pouvez présenter vos arguments par écrit, dans ce cas faites-le avec tous les détails que vous jugerez utiles.

2. Section 19 de la loi, *Régime du Prison Act* 1898 ; 61-62 Victoria, c. 41.

une jurisprudence rigoureuse le nombre des appels « frivoles ».

Y a-t-il eu condamnation à mort ou à une peine corporelle, l'exécution de la peine ne doit avoir lieu qu'après l'expiration du délai d'appel, et, dans le cas où appel a été interjeté, qu'après décision de la Cour, et cela en vertu de l'effet suspensif de tout appel. L'application de cette disposition devait dans certains cas mettre le juge dans un grand embarras. En vertu du paragraphe 4 du *Criminal Law Amendment Act* de 1887, la peine du fouet est infligée à toute personne de moins de 16 ans convaincue d'avoir tenté d'avoir des rapports avec une fillette de moins de 13 ans, sans toutefois qu'une peine de prison puisse y être ajoutée. La peine doit donc être exécutée immédiatement. D'autre part, aux termes du *Criminal Appeal Act*, l'exécution de la peine étant suspendue pendant un délai d'au moins dix jours, que faire de l'accusé pendant ce laps de temps ? Devant pareil problème, le juge n'hésita pas cependant à garder l'inculpé en prison, convaincu que ce dernier ne reviendrait pas subir son châtiment, s'il était remis en liberté. « Une disposition légale serait désirable, fait remarquer le *Solicitor's Journal*, donnant à la Cour ce pouvoir que le juge a cru de son devoir de s'attribuer (1). »

1. *Solicitor's Journal*, 6 juin 1903, v. 52, p. 544. Les cas dans lesquels la peine du fouet peut être infligée sont prévus par le *Larceny Act* 1861, le *Malicious Damage Act* 1862, le *Offences against the Persons Act* 1861. Dans toutes ces lois, la Cour est laissée libre de fixer le nombre des coups et l'instrument de supplice. En pratique, ce sont les dispositions du *Garroters Act* 1863 qui sont toujours appliquées : si l'inculpé a moins de 16 ans : 25 coups de baguettes à chaque reprise au maxi-



De même, la restitution des biens volés, que peut ordonner la Cour, ne peut avoir lieu qu'après l'expiration du délai d'appel ou après jugement de l'appel lui-même, disposition toute nouvelle en droit anglais, où aucun appel n'avait pour effet de suspendre en quoi que ce fût la restitution des biens volés (1). Elle n'est pas respectée cependant toutes les fois qu'il n'y a aucun doute sur le titre de propriété et le propriétaire.

Les règles II et suivantes ont étendu avec raison l'effet suspensif aux condamnations aux dépens, frais et dommages-intérêts, qui peuvent être prononcées en première instance, ainsi qu'aux ordres de destruction d'objets qui peuvent être donnés en vertu de certains acts.

L'appel une fois interjeté, le condamné, de défendeur qu'il était en première instance, prend le rôle de demandeur. A lui, incombe la tâche de présenter les arguments destinés à faire tomber le jugement qu'il attaque. Il peut le faire de deux façons : soit par écrit (2), soit oralement. S'il présente son appel sous la forme d'un rapport adressé à la cour, il consigne tous les arguments qu'il juge utiles au succès de sa cause, et la Cour, en pareille occurrence, prend soin de notifier en ses conclusions qu'elle a lu avec atten-

mum, 3 reprises au maximum ; s'il a plus de 16 ans, 50 coups au maximum à chaque reprise. De même le *Criminal Law Amendment Act 1885* prévoit la peine du fouet pour les jeunes délinquants.

1. Section 6 de la loi.

2. Disposition due à un amendement du Lord Chancelier 8 août 1907, V. 180, c. 268.

tion tous les documents qui lui ont été ainsi communiqués (1).

A la différence de ce qui existait dans le projet de 1906 (2), l'appelant a le droit, aux termes de la section 11, d'être présent à l'audience lors du jugement de son appel, excepté lorsque l'appel a pour base une question de droit ou lorsqu'il s'agit d'une demande d'autorisation d'appel, *leave of appeal*, et même, dans ces deux cas, la Cour peut l'y autoriser. Dans les appels *on fact* ou les appels relatifs à la sentence, la présence du condamné à l'audience est de droit. Rien de plus juste d'ailleurs. Un fait est-il argué contre lui, il peut présenter des objections et se disculper. D'un autre côté, lui refuser ce droit aurait été contraire au principe de procédure anglais qui permet à tout accusé de défendre lui-même sa cause et d'être toujours présent à l'audience où elle est jugée. Si quelques objections ont été faites à ce sujet, lors des débats parlementaires, ce ne furent que des objections d'ordre purement financier, à propos des dépenses que devait occasionner le transport des condamnés à Londres (3). Le § 2 de la section 11 paraît

1. Smith. 1 *Crim. App. Rep.* 256.

2. Le bill de 1906 portait : « L'appelant ne pourra pas, s'il est en prison, être autorisé à être présent aux audiences d'appel » ; Sir Harry Poland, dans le pamphlet qu'il publia, fait remarquer combien considérable serait l'avantage octroyé à celui qui aurait obtenu de donner caution, ainsi d'ailleurs qu'à la poursuite. A son avis, la présence de l'appelant était une nécessité et le bill en lui refusant ce droit allait à l'encontre des principes de procédure admis, *op. cit.*, p. 29.

3. Dunleavez. *Crim. app. Rep.* 212. « Si l'accusé ne peut être présent, alors qu'il l'a demandé, l'affaire doit être ajournée. C'est là un droit absolu pour lui. »

toutefois apporter une certaine restriction au droit qu'a l'appelant d'être présent, en déclarant : « Le pouvoir qui appartient à cette Cour de rendre une sentence, conformément à cet *Act*, pourra être exercé, bien que l'appelant ne soit pas présent pour une raison ou une autre. » Cette disposition apparaît, à première vue, comme une anomalie, puisque en première instance, l'accusé doit toujours être présent lors du prononcé de la sentence, mais cette disposition peut s'expliquer par le souci qu'a montré le législateur de 1907, d'éviter le plus possible qu'un délai trop long sépare la perpétration du fait délictuel de sa répression.

Un appelant peut avoir besoin d'un avocat ou d'un *solicitor*, pour l'aider à mener à bien l'appel qu'il a interjeté ; mais les ressources nécessaires pour s'assurer ce concours peuvent lui faire défaut. La Cour ou même un juge de la Cour, a pouvoir de lui en désigner un, dès qu'à son avis, la justice impose pareille mesure, même si le condamné n'en a pas fait la demande. La section 10 de l'act n'est en somme que l'extension du *Poor Prisoners Defense Act 1903* (2), qui permet, dans certains cas, à la Cour de désigner un avocat à l'inculpé qui n'a pas les moyens de le rétribuer.

L'appelant étant demandeur à l'appel, la poursuite joue le rôle de défendeur ; elle est représentée soit par le *Director of Public Prosecutions* (4), avocat de

2. 3 Edw. VII, c. 8.

3. Jurisprudence Rates, 1 *Crim. App. Rep.* 47 ; Refus Crowley. 24. T. L R. 620 Voir également les règles 37 et 38.

4. Section 12 de l'act et règles 27-28.

la Couronne, soit par l'avocat privé de la poursuite, que celle-ci soit un simple particulier, une association ou un organe gouvernemental. Toutes les fois que la Cour le juge utile, elle peut cependant ordonner au *Director of Public Prosecutions* de se substituer à l'avocat privé. La société a, en effet, un intérêt direct à ce que la défense dans un appel, soit menée avec fermeté et en toute justice (1).

Quant aux frais de l'appel, dès 1848 (2), l'idée avait été émise de les laisser à la charge de l'État. La section 13 de la loi sanctionne cette façon de voir, bien que, lors des débats parlementaires, certains aient objecté que l'on créait ainsi une prime à l'appel (3). Une circulaire du Secrétaire d'État au département de l'Intérieur, en date du 27 mars 1908, fixe, conformément au paragraphe 2 de la dite section, le tarif des rémunérations allouées à un *solicitor* ou à un avocat, désigné d'office par la Cour, et détermine le montant des sommes qui peuvent être réclamées par les témoins cités à l'audience (4), disposition libérale qui n'est que la conséquence des tendances de plus en plus favorables montrées envers l'accusé depuis

1. Règle 28. Disposition qu'il serait intéressant de rapprocher de la procédure suivie lors du fameux procès Harden-Molke en Allemagne. V. Mendelssohn-Bartholdy, *op. cit.*, p. 65.

2. *Parliamentary papers*, 1847-1848., cd. 523, p. 18.

3. Voir également *The Times*, 2 février 1860.

4. La section 13 et la circulaire du 27 mars 1908 s'appliquent, qu'il s'agisse d'un appel ordinaire ou d'un appel dans la forme du *Crown Cases Reserved Act* ; v. 8 Edw. 7, c. 15, § 9 :

« Etant donnés les pouvoirs que m'a conférés la section 13, § 2 du *Criminal Appeal Act 1907*, j'édicte les dispositions suivantes :

I — Les dépenses occasionnées par la nomination faite par la Cour

un certain nombre d'années, par le législateur anglais.  
Telle est sommairement exposée, la procédure de

d'appel criminel d'un *solicitor* ou d'un avocat pour assister l'appelant sont fixées ainsi qu'il suit :

a) Dans le cas d'une demande d'autorisation d'appel ou d'une demande de prolongation de délais :

Une somme n'excédant pas 2 livres 2 s. pour un *solicitor*, et 1 livre 2 s. 6 d. pour un avocat.

b) En cas d'appel :

Une somme n'excédant pas 2 livres 2 s. pour un *solicitor*, et 1 livre 2 s. 6 d. pour un avocat. Ou, si, d'après l'avis de la Cour, le cas est difficile, une somme n'excédant pas 2 livres 4 s. 6 d. A la fin de l'appel, la Cour peut, si elle le juge bon, déclarer que l'affaire était d'une exceptionnelle longueur, et fort difficile, et, dans ce cas, la somme allouée pourra être augmentée, eu égard à la durée et à la difficulté de l'affaire, jusqu'au chiffre que la Cour jugera bon, sans excéder toutefois 7 livres 7 s. pour un *solicitor* et 11 livres pour un avocat.

En plus des sommes ainsi fixées, un *solicitor* peut être autorisé à réclamer des frais de déplacement pour lui ou pour son secrétaire, d'après le tarif en vigueur pour les témoins ordinaires en matière de *felony* jugé aux assises, tarif contenu dans une circulaire du Secrétaire d'Etat du 14 juin 1904.

II. — Les frais faits par les témoins cités par la Cour, ou interrogés au cours d'une procédure incidente à l'appel, doivent être réglés d'après le tarif de ceux faits par les témoins en matière de *felony* jugée aux assises, conformément à la même circulaire du 14 juin 1904. Cependant la somme allouée à un témoin obligé de coucher à Londres en dehors de chez lui une nuit ou plus, peut être portée jusqu'à 8 s. si la Cour le croit bon, mais ne doit pas dépasser les dépenses raisonnables faites par le témoin.

III. — Les frais occasionnés par la comparution de l'appelant qui n'est pas en prison, soit à l'audience de l'appel, soit à une procédure incidente ou préliminaire, seront réglés de la même façon que s'il s'agissait d'un témoin en matière de *felony* jugée aux assises, c'est-à-dire conformément à la circulaire de 1904.

D'après la même circulaire, lorsque l'appelant, bien qu'en prison, comparait, les gardiens qui sont chargés de sa surveillance, recevront les mêmes indemnités que les gardiens auxquels est confié un prisonnier.

IV. — Lorsqu'une personne désignée à cet effet par la Cour, interroge

l'appel en matière criminelle, procédure rapide qui, tout en donnant de grandes garanties à l'appelant, permet à la Cour d'exercer son contrôle en toute équité.

un témoin, elle peut être autorisée, si elle est un *Stipendiary Magistrate* ou un juge de paix, à se faire rembourser les dépenses occasionnées par le déplacement, la location d'une salle pour procéder à l'interrogatoire, si il n'y a pas de tribunal ou de salle publique, et toutes autres dépenses nécessaires et raisonnables, sur l'avis de la Cour. Si la personne désignée est un *Barrister*, il pourra se faire rembourser les dites dépenses et recevoir telle somme que la Cour lui octroiera, sans que le montant dépasse cinq guinées par jour.

V. — Lorsqu'une question est portée à l'examen d'un expert nommé par la Cour, ou lorsque la Cour désigne un assesseur, ceux-ci peuvent recevoir l'allocation jugée raisonnable par la Cour, sans que cette allocation puisse toutefois excéder 10 guinées par jour.

Donné par moi à Whitehall le 27 mars 1908,

H. S. Gladstone

Un des principaux secrétaires de Sa Majesté.



## CONCLUSION

### Appréciation. Réformes

« L'expérience a été plus favorable qu'on ne pouvait le prévoir. Toute la valeur de l'*Act*, on l'a dit maintes fois, dépendait de la façon dont il serait appliqué. Il ne peut l'être mieux. » C'est en ces termes que le *Times* résumait l'opinion quasi-unanime du public, dès le 9 juin 1908 (1), opinion qui devait se consolider tous les jours, au fur et à mesure que s'affirmait la jurisprudence de la Cour d'appel criminel. En dépit des allégations de certains adversaires de l'institution, la pratique devait justifier la nécessité de pareille réforme. Si la Cour n'eut pas à relever jusqu'à ce jour du moins, de grosses erreurs judiciaires, comme certains pessimistes, effrayés par les affaires Beck et Edalji, l'avaient laissé prévoir (2), combien d'erreurs commises elle eut à corriger. A supposer que l'utilité de l'appel au criminel pût encore

1. Il ne faut pas oublier que les premiers arrêts datent du 15 mai 1908.

2. *The Times*, 2 février 1909, p. 9, f.

être mise en doute, les chiffres, les statistiques confondraient les incrédules.

Pendant les neuf derniers mois de 1908, il y eut 332 demandes d'appel, 79 seulement furent acceptées. Si l'on ajoute 29 appels *on law*, cela porte à 108 le nombre des appels examinés : 18 condamnations furent cassées, 17 condamnations et sentences modifiées. En 1909, le nombre de demandes d'appel passait à 550, dont 123 étaient acceptées. Sur 194 appels entendus (1), 127 avaient été rejetés, 2 abandonnés, 26 condamnations furent cassées, 39 condamnations et sentences modifiées.

En 1910, les autorisations d'appel étaient de 140 sur 584 demandes. Les appels entendus passaient à 262 (2) sur lesquels 171 rejetés et 8 abandonnés, 39 condamnations cassées, 44 condamnations et sentences modifiées.

A ces chiffres, il faut encore ajouter en 1909 3 cas jugés selon la procédure du *Crown Cases Reserved Act* 1848 et 1 seulement en 1910 (3).

En résumé 6, 50 % des personnes condamnées demandent à voir leur cas révisé ! Combien l'on est loin des prévisions pessimistes : tout condamné « ten-

1. La différence entre les 194 appels entendus en 1909 et les 262 en 1910, est due en grande partie à l'entrée en rigueur du *Prevention of Crime Act* fin 1909. Le condamné à la « *preventive detention* » peut en effet interjeter appel sans autorisation préalable.

2. *Ibid.*

3. Statistiques criminelles de Grande-Bretagne, *Parliamentary papers* 1910, c. d. 5096-1911 c. d. 6071-1912 c. d. 6071. Les statistiques de l'année 1911 paraîtront à la fin de 1912, ou au commencement de 1913. Voir également 128 L. T. 522.

tera sa chance », pour reprendre l'expression si chère aux leaders de l'opposition. Aujourd'hui tout accusé peut demander l'avis de la Cour. Bien peu cependant usent de ce droit : le secret de cette abstention réside dans ce fait, qu'ils savent que toute chance de succès est nulle, si l'appel ne s'appuie pas sur une base solide. Le *Lord Chief Justice* Lord Alverstone, à qui a été confié le soin de mettre en œuvre cette nouvelle institution, sut, dès le début, par son action ferme et éclairée, faire comprendre aux appelants que, s'ils peuvent voir leur situation améliorée à la suite de l'appel, ils peuvent également la voir devenir pire.

En dépit du nombre relativement restreint des appels, une des conséquences presque immédiates de l'entrée en vigueur de l'Act de 1907, fut l'augmentation du nombre des juges de la *King's Bench Division*. Dès le mois de juillet 1908 (1), avait été signalée l'impossibilité où se trouvaient ces derniers de suffire aux trop nombreuses tâches qui leur incombaient. Aux Assises de Leeds, le juge Bigham déclarait à la même époque : « Déjà depuis quelques années, on se plaint des arriérés qui existent à la *King's Bench*. L'appel au criminel ne peut qu'en augmenter le nombre (2). » La création de nombreux sièges se fit pourtant attendre, en dépit d'une vive campagne, même dans les journaux de droit (3). Dans les premiers

1. *The Times*, 29 juillet 1908.

2. 16 juillet 1908.

3. Voir les très nombreux articles du *Law Times* et du *Solicitor's Journal*.

mois de l'année 1910, les retards considérables dans les affaires dépendant de la division du banc du Roi avaient encore augmenté : une bill fut déposé devant le Parlement, demandant la création de deux nouveaux Juges à cette Cour. A la suite d'un vote favorable à la fin de juillet, ils étaient désignés le 1<sup>er</sup> octobre 1910 (1).

L'augmentation du nombre des juges de la *King's Bench Division* semblait donc confirmer les prévisions émises par certains, lors de la discussion du *Criminal Appeal Bill*. Cette augmentation était assurément une conséquence inévitable. Il faut remarquer cependant qu'elle n'a pas été déterminée seulement par la mise en vigueur du *Criminal Appeal Act*. Elle n'en aurait pas moins été nécessaire un jour ou l'autre, en présence du nombre toujours croissant des affaires soumises à la Division du Banc du Roi et de l'obligation du *circuit* à laquelle sont soumis ses juges.

Que sont devenues les prédictions de certains *lawyers*, de membres du Parlement effrayés de l'appel, où ils voyaient une « véritable révolution » dans les principes de procédure criminelle ? Le jury a-t-il perdu depuis cette date, le sens de la responsabilité qui lui incombe ? Rien ne semble l'indiquer pour le moment, n'y aurait-il que le procès Seddon (2) pour preuve du contraire ! Si l'institution de l'appel au criminel n'a pas amoindri le sens de responsabilité du jury, elle

1. Les juges : *Avory et Horridge*.

2. Procès d'empoisonnement qui se déroula à Londres en mars et avril 1912 ; voir les chapitres précédents

a, à n'en point douter, augmenté celui du juge. Dans la jurisprudence de la Cour, il peut puiser tous les jours des indications précieuses qui l'aident à diriger le jury, à rédiger son résumé, à rendre une sentence équitable en tenant compte des faits *délictuels* plus qu'il ne le faisait auparavant. En apportant le plus de soins possible à l'examen des cas soumis à sa juridiction, il s'efforce d'éviter les fautes qui seraient de nature à entraîner la cassation du verdict ou la modification de la sentence.

Sauvegarde constante des erreurs qui peuvent être commises tant par les magistrats que par le jury, l'institution de l'appel « a porté encore plus haut l'étendard de la justice criminelle anglaise (1) ». Si l'honneur d'une pareille réforme revient au Parlement, la *Court of Criminal Appeal* en a également une très large part. Grâce à une compréhension sage et éclairée de la loi, elle a tenu à n'établir qu'un simple contrôle sur le jury, au lieu de se substituer à lui, comme il aurait pu arriver. Refusant de faire état d'objections d'ordre technique, rejetant loin d'elle l'idée qu'une « once de procédure a plus de valeur qu'une livre de preuves (2) » la justice et l'équité lui servent seules de guide. Loin d'empiéter sur le domaine du *Home Office*, conseiller de la Couronne quant à l'exercice de la prérogative de la grâce, elle a su rendre à ce département, objet de tant de critiques, l'estime qu'il avait perdue dans l'esprit public, et ramener à leurs

1. *The Times*, 20 mars 1909; 20 juin 1910; *Saturday Review*, n° 2745, p. 714 : « The success of the criminal appeal. »

2. Mots prêtés à certains juges de cours américaines.

limites primitives ses pouvoirs que la force même des choses, l'avait amené à outrepasser.

L'interprétation restrictive que la Cour avait donnée, dès le début du *Criminal Appeal Act*, devait pourtant dévoiler une lacune de la loi. Les juges d'appel refusant de juger à nouveau les affaires qui leur étaient soumises, des cas se présentèrent où force leur fut de casser une condamnation, bien que l'innocence de l'accusé fût loin d'être démontrée. Le juge a-t-il commis une erreur, soit dans la procédure suivie, soit dans son résumé, la Cour peut se trouver dans l'impossibilité de dire si cette erreur a été de nature à influencer défavorablement le jury et amener indûment la condamnation de l'inculpé. Dans ce cas, elle préfère casser la condamnation plutôt que de courir le risque de la laisser subir à un innocent.

Ne vaudrait-il pas mieux, lorsque la Cour se trouve dans une situation aussi délicate, renvoyer l'affaire dans son entier devant un autre jury ? La Cour ne devrait-elle pas, dans certains cas, avoir le droit d'ordonner un nouveau jugement ?

Le législateur lui a refusé ce pouvoir en 1907, bien que, dans leur grande majorité, les projets qui avaient échoué jusque là le lui accordaient. Faire de la Cour d'appel criminel une simple Cour de renvoi, apparaissait à tous ceux qu'effrayait l'idée de voir un corps de magistrats substituer sa façon de voir à celle d'un jury, comme une solution élégante du problème de l'appel. Le Gouvernement au contraire voulant, en 1907, confier à une Cour les pouvoirs qu'exerçait, contre son propre gré, le *Home Office*, et créer un



appel, repoussa l'idée du renvoi d'un jury à un autre jury. Il dénia donc à la Cour qu'il constituait, le pouvoir d'ordonner un *new trial*. Sir John Walton (1), *Attorney general*, combattant un amendement en sens contraire, déposé par Mr Rawlinson et soutenu par Mr Clovell-Salter déclarait : « Vouloir autoriser la *Court of Criminal Appeal* à ordonner que l'affaire soit rejugée par un nouveau jury, c'est méconnaître les principes mêmes de l'act... Que propose le Gouvernement? Que les meilleurs juges du pays aient pouvoir d'examiner un cas déjà jugé en première instance: s'ils concluent que le verdict est satisfaisant, pourquoi leur enlever le droit de le dire. S'il est faux, pourquoi ne le casseraient-ils point? » Posé sur le terrain des principes, le problème du *new trial* devait nécessairement être résolu négativement. Avec quel semblant de vérité les adversaires de la réforme eussent pu accuser le Gouvernement de vouloir retarder le cours de la justice et affaiblir l'effet de la peine! Un premier jugement, un renvoi, un autre jugement et les semaines, les mois s'écouleraient entre l'acte délictuel et la répression.

Mais, chose plus grave encore, disait-on, l'institution du *new trial* aboutirait nécessairement à ces graves conséquences: Un jury ayant le droit d'en désavouer un autre, ne serait-ce pas là une source de déconsidération pour le jury lui-même, qui est la base de toute la procédure criminelle? Ce qu'un corps de magistrats éminents, respectés de tous, peut faire, un autre jury ne le peut: l'histoire de l'*attaint* est là pour en

1, 29 juillet 1907. D. P., v, 179, c. 646.

servir de preuve. Telles étaient les raisons invoquées contre le pouvoir de renvoi.

En dépit de ces fortes objections, c'est pourtant ce pouvoir, que la *Court of Criminal Appeal* réclame aujourd'hui avec tant d'insistance. Dès le 25 mai 1908, le *Lord Chief Justice* déclarait: « Il faut regretter que le législateur n'ait pas cru devoir donner à la Cour le droit d'ordonner un nouveau jugement. » Depuis lors, ce haut magistrat n'a cessé de déplorer cette lacune, toutes les fois que l'occasion le lui permettait. Sans ce pouvoir, il lui semble impossible que la Cour d'appel puisse accomplir son devoir en toute équité (2), et cette opinion est partagée par les juges qui la composent.

La réforme demandée est d'ailleurs sensiblement différente de l'institution générale du *new trial* qui a échoué devant le Parlement en 1907. Ce qui désire la Cour d'appel criminel, c'est avoir le droit dans certains cas, de soumettre l'affaire à un nouveau jury, aux seules fins d'éviter de remettre en liberté un individu qui lui semble coupable et dont elle est cependant obligée de casser la condamnation. Le *new trial* n'apparaît donc plus comme la solution unique du problème de l'appel au criminel, mais comme un complément de pouvoir dont « il faudrait, au dire même de la Cour, user fort judicieusement (3) ».

1. Affaire Dyson. 72 J. P. 278 ; *id.*, 16 octobre 1908 ; Nancy Soye, 123 L. T. 598 ; Stoddart, 24 L. T. R. 617. Rettridge. 1 *Crim. App. Rep.* 236 ; 2 *Crim. App. Rep.* 85.

2. 4 *Crim. App. Rep.* 35.

3. Principe de modération émis dès l'affaire Dyson par le Lord chief Justice.

Sa jurisprudence nous indique la plupart des hypothèses où elle estimerait nécessaire d'en référer à un nouveau jury. Elles peuvent en quelque sorte se grouper autour de deux chefs principaux : en cas de faute de procédure qui vicie l'ensemble, sans toutefois que le résultat, en fait la condamnation, apparaisse comme contraire à la vérité ; en cas de grave doute sur l'attitude qu'aurait prise le jury, si telle ou telle erreur n'avait pas été commise.

Il peut arriver en effet qu'une grave erreur, soit de procédure, soit de droit, soit commise au cours d'un procès, sans que la condamnation apparaisse comme injuste. L'affaire Dyson en est le meilleur exemple (1). Cet homme déclaré coupable du meurtre de son enfant, vit sa condamnation cassée par la Cour d'appel, par suite d'une erreur commise par le juge, qui avait fait allusion à des coups et blessures ayant précédé le décès de plus d'un an et un jour, tandis que des mauvais traitements datant d'à peine six mois, pouvaient avoir, à eux seuls, occasionné la mort. Sans aucun doute, Dyson était coupable, mais l'erreur était trop considérable pour que la Cour pût user du pouvoir que lui confère la section 4 *in fine* et déclarer qu'il n'y avait point *miscarriage of justice*. Rien de plus injuste, rien de plus contraire à l'ordre social ! N'aurait-il pas mieux valu renvoyer l'affaire devant un autre jury, qui cette fois aurait décidé si, oui ou non, les coups et blessures ne datant que de six mois avaient entraîné la mort, conclusion à

1. Dyson. 4 *Crim. App. Rep.* 85, 22 mai 1908 ; voir l'exposé *appeal on fact*.

laquelle la Cour ne pouvait arriver sans se substituer au jury.

Répondre à la question : « le jury aurait-il pu rapporter le même verdict si tel ou tel fait s'était ou ne s'était pas produit », est souvent tâche bien difficile. Le juge a mal dirigé le jury sur un certain point, a omis de lui soumettre certains faits, a insisté à tort sur certaines preuves : un verdict de culpabilité a été rapporté. A t-il vraiment été faussé, aurait-il été rendu tel si le jury avait été mieux dirigé ? La Cour, de peur de voir un innocent condamné, casse à regret la condamnation, persuadée, dans la plupart de ces cas, qu'elle remet en liberté un coupable (1). Ainsi le 29 septembre 1911, Ellson, condamné à mort, voyait sa condamnation cassée par la Cour d'appel parce que le juge avait omis de mettre en garde le jury contre des preuves insuffisamment corroborées (2).

Demander à un autre jury de juger à nouveau les faits, de dire si, oui ou non, l'accusé est coupable, apparaît comme le seul moyen d'éviter pareils scandales.

A supposer même que certains membres du Parlement eussent deviné le principe directeur de la future jurisprudence, séparant si nettement les obligations du jury et celles de la Cour d'appel, on peut se demander si l'amendement de Mr Rawlinson aurait eu plus de chance de réussir. Autoriser la Cour à renvoyer l'affaire devant un autre jury, n'est-ce pas donner une arme contre l'accusé ? au lieu de profiter

1. 6 *Crim. App. Rep.* 95 ; 6 *Crim. App. Rep.* 180.

2. *Times*, 20 septembre 1911 p. 2.

du doute qui plane sur l'affaire, il devra affronter à nouveau le jury, courir les risques d'un nouveau procès. Et les adversaires de la réforme n'eussent pas manqué de prendre la défense de l'appelant, d'invoquer la maxime fameuse : *Nobody can be put twice in jeopardy*. Le mouvement en faveur de l'accusé était tel, vers les années 1906-1907, que l'idée de le voir échapper à la répression, dans des cas tout à fait exceptionnels, ne pouvait choquer.

Quoi qu'il en soit, l'affaire Dyson rappela à la réalité des faits. On vit nettement que, dans certains cas, l'appel ouvrait toutes grandes les portes de la prison à un coupable. Cependant, à cette époque, la loi venait d'entrer en vigueur, la jurisprudence de la Cour était à peine esquissée encore, il était difficile d'entreprendre une réforme (1). Depuis, les hypothèses se sont précisées, l'esprit public s'est calmé au fur et à mesure que les effets de la nouvelle institution se sont développés. La confiance du peuple anglais en la justice de son pays, un moment ébranlée, est revenue. L'idée qu'un coupable peut échapper à la répression apparaît de plus en plus comme intolérable. Une réforme de l'*Act* de 1907 est nécessaire.

A la suite de la cassation dont avait fait l'objet la condamnation d'Ellson, le juge Darling fit un appel pressant au législateur : « Nous demandons au Parlement de nous donner le droit d'ordonner un *new trial*, pour que le jury ait l'occasion de dire si, dans son opinion, le cas a été mal apprécié ou l'a bien été. Nous espérons que ce que nous venons de dire sera

1. Question de Sir Sheffield à la Chambre des Communes, 30 mai 1908

pris en considération par ceux à qui il appartient de modifier le bill. » Cependant cette requête n'eut que peu de retentissement, bien que le *Times* en le commentant dans un article, déclarait : « Il est contraire à l'intérêt public qu'un défaut de procédure puisse permettre à un coupable d'échapper à une juste punition. Lorsqu'une requête aussi solennelle est faite par la *Bench*, il est du devoir du législateur d'y prêter attention (1). » A cette époque, l'esprit public, à peine remis des alertes d'août et de septembre (2), voyait son attention tournée subitement vers les Balkans par la déclaration de guerre de l'Italie à la Turquie (3). L'affaire Ellson passa pour ainsi dire inaperçue.

Sur une question posée quelques jours plus tard par Mr Rawlands à la Chambre des Communes, le premier ministre Mr Asquith déclarait (4) : « Le Gouvernement ne peut formuler une réponse précise. De graves préoccupations tant d'ordre intérieur qu'international attirent pour le moment toute son attention, ainsi que celle du Parlement. La question est à l'étude, le Lord Chancelier examine le bill de réforme (5). » Depuis lors, la fin des négociations franco-

1. *The Times* 30 septembre, 1911, p. 9 ; également *Daily Telegraph* même date : « Un tel état de choses ne peut subsister. Ce moyen terme : casser une condamnation parce que la Cour ne sait si le jury, mieux dirigé, aurait rendu le même verdict, est déplorable. »

2. La grève générale des chemins de fer éclata vers le milieu d'août 1911, au moment même où existait une tension plus grande des rapports franco-anglais et allemands.

3. 30 septembre 1911. L'ultimatum avait été remis le 28 à la Porte.

4. 28 octobre 1911.

5. Un projet avait été déposé à la Chambre des Communes le 4 mai 1909 par Mr David Brynmor Lones. Il était ainsi rédigé : « Nonobstant le contenu du *Criminal Appeal Act* 1907, la Cour d'appel criminel



allemandes (1), les grèves du charbon et des docks (2), la grave question des armements navals (3) occupèrent tour à tour Gouvernement, Parlement et public : la Cour d'appel n'a toujours pas le droit d'ordonner un *new trial*.

L'utilité de cette réforme n'est plus contestée par personne, il faut espérer qu'un moment d'accalmie permettra au nouveau Lord Chancelier (4) d'en obtenir la réalisation. Ainsi complété, le *Criminal Appeal Act* sera pour l'Angleterre l'une des lois dont les effets auront été les plus heureux : instituant l'appel en matière criminelle dont le défaut avait amené la crise de 1906-1907, il a complété la série de réformes faites en faveur de l'accusé. La Cour d'appel, par son interprétation sage et judicieuse des pouvoirs que le législateur lui a confiés, accroît encore le respect dont la justice anglaise est entourée. Devant une expérience aussi concluante, le Gouvernement hésitera-t-il à étendre les bienfaits de cette nouvelle institution à l'Écosse (5), où, depuis un an, il est facile de cons-

peut, dans tous les cas où elle autorise l'appel *against conviction* et casse la condamnation, autoriser un nouveau jugement. » [Bill 179. *Parliamentary papers*, t. I, p. 603.]

1. Novembre 1911. février 1912.

2. Grève du charbon déclarée le 1<sup>er</sup> mars 1912, terminée le 3 avril. Grève des docks fin mai 1912.

3. A la suite du vote du Reichstag sur l'augmentation des armements navals de juin 1912.

4. Lord Haldane ancien ministre de la Guerre appelé aux fonctions de Lord Chancelier fin juin 1912.

5. *Scottish Law Review*, v. 27, p. 173, janvier 1912. Dans le cas d'affaires jugées par les *Superior Criminal Courts* il n'existe ni appel *on law*, ni appel *on fact*.

tater une certaine agitation, à la suite d'erreurs judiciaires tout à coup dévoilées ? Un scandale Beck ou Edalgi écossais sera-t-il au contraire nécessaire ? L'avenir le dira.

---

Vu : *le Président de la Thèse,*

**LE POITTEVIN**

Vu : *le Doyen,*  
**P. CAUWÈS**

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris ,*

**L. LIARD**



## APPENDICES

### ANNEXE I

#### Glossaire

**Affidavit** (*upon*) : Une déclaration est dite faite *upon affidavit* lorsqu'elle est faite solennellement sous serment et est rapportée par écrit.

**Arraignment** : Phase de la procédure qui consiste à requérir l'accusé de répondre du délit dont il est accusé. Composée de trois parties : 1° Appeler l'accusé à la barre par son nom ; 2° Lui lire l'acte d'accusation ; 3° Lui demander s'il plaide « coupable » ou « non coupable » (V. Harris, *op. cit.*, p. 364).

**Assault** : Le fait d'infliger volontairement une souffrance physique quelconque à un tiers, de tenter de l'infliger ou de menacer de l'infliger incessamment (Harris, *op. cit.*, 178 et 179).

**Assizes** : Connues sous le nom de *Courts of Oyer and Terminer* and *General Gaol Delivery* sont des cours ambulatoires qui ont à connaître des *Indictables Offences*. Elles jugent avec l'intervention du jury et sont parfois les Cours d'appel des juridictions sommaires. L'Angleterre est divisée en huit circuits que ces cours parcourent périodiquement (V. Harris, p. 296).

**Attaint** : Voir page 16.

**Attorney-General** : Chef de l'ordre des avocats nommé par le Gouvernement, dont il suit la fortune. Il sert de lien entre le Gouvernement et le barreau. Il doit siéger au Parlement, répondre aux questions qui lui sont posées, soutenir la discussion des lois affectant l'administration de la justice. Il a à répondre aux consultations que le Gouvernement et les administrations lui adressent, enfin il est presque journellement occupé à plaider devant les Cours de Justice.

**Bail** : Caution. Mise en liberté *on bail* ; l'accusé s'engage à venir se constituer prisonnier à une date déterminée, des tiers ou cautions s'engagent à côté de lui, l'accusé contracte en plus une *recognisance* (Harris, p. 323). Paulian. *Recognisance* dans le droit anglais (Paris 1911).

**Burglary** : Fait de pénétrer la nuit par effraction dans une maison d'habitation, avec l'intention d'y commettre une *felony*.

**Certiorari** (*writ of*) : *Writ* qui a pour effet d'évoquer devant la division du Banc du Roi ou de la Cour Centrale criminelle, des affaires qui sont de la compétence d'une autre Cour. Le *writ of certiorari* est réclamé soit pour l'*Attorney-General*, soit par les parties. La demande est admise :

1° Lorsqu'il est impossible d'obtenir un jugement impartial devant la Cour suivie ;

2° Lorsqu'il y a lieu de croire que la cause soulèvera un point de droit important ;

3° Lorsqu'il sera nécessaire de faire une descente sur les lieux et de réunir un jury spécial.

**Central Criminal Court** (connue sous le nom de *Old Bailey*) : Cour créée en 1834, elle juge des *Indictable Offences* commises dans la ville de Londres et sur le territoire du Comté de Middlesex et de certaines localités du Kent, Sussex et Essex. Elle est souvent saisie par *writ of certiorari* d'infractions commises en dehors de son ressort.

**Conviction** : Déclaration de culpabilité rendue par un jury : l'accusé est dit *convicted* ; ce terme signifie également condamnation, signification plus large qui comprend en plus le prononcé de la peine.

**Coroner** : Magistrat compétent pour tous les cas de mort violente. Il est assisté d'un jury dont le verdict a pour effet de classer l'affaire, de décider s'il y a lieu ou non de poursuivre.

**Count** : Chapitre, partie de l'acte d'accusation qui contient la qualification sous laquelle les faits sont poursuivis. Si le fait est poursuivi sous plusieurs qualifications, l'acte d'accusation doit contenir autant de *counts* conformément à la règle qui veut qu'un *count* ne contienne qu'un seul délit. (Harris, p. 335 et s.)

**Criminal Lunatic** : Aliéné criminel. Toutes les fois qu'un individu ayant commis un acte criminel, est déclaré irresponsable par un verdict spécial du jury, la Cour doit le renvoyer dans un asile d'aliénés criminels « *till the King's pleasure be known* » (*Trial of Lunatics Act*, 1883.)

**Cross Examination** : Tout témoin cité par une partie peut être interrogé à nouveau par la partie adverse. Les questions posées ainsi sont de deux sortes : celles qui tendent à la réfutation ou à l'éclaircissement des déclarations faites par le témoin lors de son pre-



mier interrogatoire (*examination-in-chief*) : celles qui sont relatives à la crédibilité du témoin.

**Crown Book** : Voir page 31.

**Crown Cases Reserved** (*court of*) : *Act* de 1848. Voir page 32 et s.

**Director of Public Prosecutions** : Le Directeur des Poursuites Publiques a été créé en 1879 (42 et 43 Vict., c. 22) pour entreprendre les poursuites criminelles au nom de la Couronne : 1° lorsque le crime est un de ceux punis de la peine de mort ; 2° ou est l'un de ceux que le *Solicitor* de la Trésorerie a l'habitude de poursuivre ; 3° lorsque le Secrétaire d'État ou l'*Attorney-General* ordonnent les poursuites ; 4° lorsque le *Director* estime que le délit est grave et doit être poursuivi dans l'intérêt public. (V. Harris, *op. cit.*, p. 344 et Franqueville (Ct de). *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*, t. I, p. 542.)

**Error** (*writ of*) : Voir page 25 et s.

**Evidence** : Tous les moyens légaux qui tendent à prouver ou à contredire tout fait dont la véracité est soumise à une enquête judiciaire. Les règles concernant le régime des preuves ont été fixées par la jurisprudence, les principales sont : 1° Le fardeau de la preuve incombe à la poursuite sauf exceptions ; 2° Tous les faits contenus dans l'acte d'accusation en rapport direct avec l'incrimination doivent être prouvés ; 3° Le ouï-dire est inacceptable ; 4° La confession est admise ou refusée selon les cas (V. Harris, p. 420 et Thayer. *On evidence*).

**False Pretences** : Le fait d'obtenir des biens en déclarant faussement, soit oralement, soit par écrit, que des faits existent ou n'existent pas. (Différence

entre le vol *larceny*, voir Archbold. *Criminal Pleading*, p. 424 et Harris, *op. cit.*, p. 238.)

**Felonious** : Adjectif qui désigne l'état d'esprit dans lequel se trouve tout individu qui commet une *felony*. Si l'on veut faire infliger au coupable une peine prévue en matière de *felony*, il faut prouver que l'accusé était dans cet état d'esprit, et insérer l'adjectif *felonious* dans l'acte d'accusation.

**Felony, Misdemeanour** : Ces deux expressions peuvent se traduire : crime et délit, mais cette traduction n'est pas absolument exacte. *Felony* et *misdemeanour* ne correspondent pas à la distinction crime et délit de notre droit français. Des actes d'une égale gravité sont rangés sous l'une ou l'autre rubrique. On traduit souvent *misdemeanour* par l'expression *délit grave*, il vaut mieux employer le terme anglais sans essayer de le traduire. (Harris, *op. cit.*, p. 7 et 8.)

**Gaol Delivrery** (*court of*) : Voir au mot *Assizes*.

**Grand Jury** : Jury d'accusation auquel est soumis l'acte d'accusation et qui décide s'il y a lieu de continuer la poursuite ou non (V. Harris, *op. cit.*, p. 352).

**Habitual criminal** : V. page 146.

**Hard Labour** : Travail pénible auquel sont astreints certains prisonniers pendant les huit premiers jours de leur emprisonnement (V. Harris, *op. cit.*, p. 460 et *The Times*).

**Highways** : Les routes et chemins de grande communication.

**Housebreaking** : Fait de pénétrer, de jour ou de nuit, avec effraction, dans une maison d'habitation avec l'intention d'y commettre une *felony*.

**Incorrigible Rogues :** Chenapans incorrigibles, sont tels en droit tous ceux :

1° Condamnés pour la deuxième fois comme *rogue and vagabond* ;

2° Ceux qui après avoir été arrêtés pour vagabondage s'enfuient de prison ;

3° Ceux qui précédemment condamnés comme *rogue and vagabond* résistent avec violence à l'agent qui les arrête.

L'individu condamné comme *incorrigible rogue* peut être condamné à la peine du fouet et à un an de *hard labour* (Harris, *op. cit.*, p. 139).

**Indictable Offences :** Infractions qui ne peuvent être jugées que sur acte d'accusation, c'est-à-dire infractions de la compétence des Cours d'assises et des *Quarter Sessions*. Cependant, certaines lois prévoient aujourd'hui que des infractions, qui ne pouvaient être jugées autrefois que par ces cours, ressortissent aux cours de juridictions sommaires.

**Indictment :** Acte d'accusation écrit, présenté par un citoyen quelconque ou par un fonctionnaire chargé de la répression des délits. Voir page 127 note 2.

**Information :** Acte écrit, adressé à la *King's Bench* accusant une personne d'être l'auteur d'un *misde-meanour* important. Il émane de l'*Attorney-General* agissant, soit *ex officio* dans le cas d'infractions graves qui intéressent la sécurité de l'État, soit sur la requête d'un particulier avec l'autorisation de la *King's Bench*. Le jury de jugement statue directement sur ces poursuites, sous intervention du grand jury.

**King's Bench Division :** La Division du Banc du

Roi a juridiction au criminel et au civil. Au criminel, elle peut être suivie par la procédure de *l'information* ou peut évoquer l'affaire par voie de *writ of certiorari*. Elle est une division de la Haute Cour (*High Court*). La *Haute Cour* est divisée en effet en trois sections : *Chancery Division*, *King's Bench Division*, *Probate, Divorce and admiralty Division* (section des testaments, divorces et de l'amirauté).

**Larceny** : Vol, fait de prendre possession volontairement et frauduleusement des biens d'un tiers avec la *felonious* intention de le priver de la propriété de ces biens. Est considéré comme circonstance aggravante du vol, le fait qu'il a été perpétré sur quelqu'un (*larceny from the person*), si de plus il y a eu violence, le *larceny* devient un *robbery* (V. Harris, *op. cit.*, p. 216 et s.).

**Libel** : Toute publication d'un caractère diffamatoire, séditieux, blasphématoire ou obscène.

**Manslaughter** : Meurtre, homicide commis sous préméditation.

**Master of the crown Office** : L'office de la Couronne est chargé de toutes les affaires dont la Division du Banc du Roi est appelée à connaître. Il est dirigé par un maître ou *Master* assisté d'un autre maître et de quatre commis.

**Master of the Supreme Court** : Maître à la Cour Suprême de justice, c'est-à-dire à la Cour d'Appel créée en 1873 par le *Judicature Act*. Il peut être délégué à la Division du Banc du Roi, si besoin est.

**Misdemeanour** : Voir au mot *felony*.

**Murder** : Assassinat, il y a *murder*, lorsqu'il y a eu préméditation maligne (*malice aforethought*).

**New-Trial** : Voir page 20 et s.

**Nisi-Prius** (*Court of*) : Cour composée d'un seul juge et d'un jury. D'après le 13 Edw. I, les juges d'assises sont compétents pour juger dans tous les comtés, cependant dans les cas pressants, le *Sheriff* peut réunir un jury et lui soumettre les faits *nisi prius* à moins qu'avant ce jour les juges d'assises ne viennent dans ce comté.

**Pardon** : Grâce, la prérogative de la grâce est une prérogative royale, le Roi agit sur les indications du *Home Office* depuis l'avènement de la Reine Victoria (V. page 39 et s.).

**Penal Servitude** : Travaux forcés : peine introduite à la place de la *transportation en deça des mers*. Elle est purgée dans une prison à l'intérieur du Royaume-Uni, notamment à *Dartmoor* près de Plymouth. Le minimum qui peut être prononcé est de trois ans.

**Perjury** : Parjure : action, pour une personne qui a dûment prêté serment devant une cour compétente, de faire des déclarations sous serment qu'elle sait pertinemment fausses. (Harris, *op. cit.*, p. 70.)

**Petty Jury** : Jury de jugement composé de douze *true men* (Voir Harris, *op. cit.*, p. 384 et s.).

**Petty Sessional Court** : Cours de petites sessions, jugent sans intervention du jury. En principe, elles ne connaissent que des infractions *non indictable*, et peuvent prononcer une amende de vingt *shillings* et un emprisonnement de quinze jours (Voir la loi de 1889, 52 et 53 Vict., c. 63, art. 13 et 12 et Harris, *op. cit.*, p. 498).

**Pleas** : L'accusé qui ne reste pas muet ou qui, ne

confessant pas sa culpabilité après avoir été *arraigned*, plaide. Les *pleas* ou plaidoyers sont les moyens de défense qu'il invoque, il y en a de trois sortes : 1° Les *dilatory pleas* : Incompétence de la Cour, erreur dans l'*indictment* ; 2° des *special pleas* : déjà acquitté, déjà condamné, gracié pour le délit objet de la poursuite ; 3° *general issue* : non coupable (V. Harris, *op. cit.*, p. 368).

**Quarter Sessions** (*court of*) : Cours de Sessions trimestrielles : se divisent en sessions de Bourgs et de Comtés. Les premières sont composées d'un *Recorder*, les autres de juges de paix et de *Stipendiary Magistrates* ; mais, quelles qu'elles soient, elles possèdent la même autorité et ont une compétence très étendue ; aucune règle ne vient préciser cependant les infractions qui sont de leur compétence et celles qui sont de la compétence des *Assizes*. Elles ont également à connaître des appels des décisions des cours de juridiction sommaires, qui ne sont pas portées devant les assises.

**Recorder** : Juge qui constitue à lui seul, la Cour de Sessions trimestrielles de Bourgs.

**Record** : Registre, autrefois parchemin, sur lequel sont transcrites les ordonnances et la procédure des cours dites *de record* pour qu'elles acquièrent force certaine.

**Robbery** : Vol avec violences ou menaces.

**Solicitor-General** : Vient immédiatement après l'*Attorney-General* et aide ce dernier à remplir sa mission ; comme lui, il est nommé par le Gouvernement.

**Special verdict** : Verdict par lequel le jury se contente de déclarer constants tels et tels faits (V. Chitty, *Criminal Law*, p. 644 et la section 2 du *Trial of Lunatics Act*, 1883).

**Statute Law** : La loi écrite contenue dans les *bills* ou *acts*, par opposition à la Coutume ou *common law*.

**Summary Jurisdiction** (*court of*) : Cours de juridiction sommaire, jugent sans intervention du jury les infractions les moins importantes (V. 52-53 Vict., c. 63, S. 13, § 11).

**Treason** : Trahison : est qualifié tel, le fait de manifester l'intention de tuer le Roi, la Reine ou le Prince héritier, de prendre part à un complot dans le but de faire déposer le Roi, de le combattre, d'envahir ses territoires, d'avoir des relations avec la Reine ou certaines autres personnes de la famille royale, qu'elles y soient ou non consentantes (Harris, *op. cit.*, p. 39).

**Venire de novo** : V. page 20.

**Witness** : Témoin. Certains témoins sont déclarés *incompetents* et comme tels ne peuvent déposer sous serment : les fous, les idiots, les enfants, sauf dans les cas où, à l'avis du juge, ils connaissent la valeur du serment. D'autres ne peuvent être forcés de déposer (*not compellable*) comme l'accusé, sa femme, son mari en vertu du *Criminal Evidence Act 1898*. La crédibilité du témoin dépend de la connaissance qu'il a eue des faits, de son désintéressement plus ou moins grand dans l'affaire, de l'influence qu'un serment peut avoir sur lui, de son caractère général



(V. Archbold, *op. cit.*, p. 403. Harris, *op. cit.*, chapitre XV, p. 394).

**Writ** : Bref délivré par le Roi, ou une juridiction supérieure, pour assurer ou interdire l'exécution d'un acte par un pouvoir inférieur.

## ANNEXE II

### TEXTES

#### **Projet déposé par le gouvernement devant la Chambre des Lords**

*le 22 mars 1906. (Bill n° 33.)*

### MEMORANDUM

The effect of this Bill is to give a person convicted on indictment of a criminal offence an unrestricted right of appeal on all points to a Court of Criminal Appeal. The Bill affects all convictions in ordinary criminal cases tried at assizes or Quarter Sessions.

At present a prisoner can appeal in these cases only on a point of law reserved by the judge, and the judge has a discretion whether to reserve a point or not.

The appeal given by the Bill is free from any restriction, and will lie on a point of law, on the facts, or as to the sentence where the sentence is in the discretion of the judge.

The Court of Criminal Appeal will be a court consisting of at least three judges of the High Court.

The prerogative of mercy is not interfered with, and it will still be open to a prisoner to put his case before the Home Secretary with a view to the exercise of that prerogative, but the Secretary of State is given power, if he

thinks proper, to refer the case to the Court of Criminal Appeal.

An appeal against conviction by a court of summary jurisdiction is sufficiently provided for at present, and is not dealt with by the Bill.

A permanent Court of Criminal Appeal, with the power of the Court of Crown Cases Reserved, and in addition with the power to revise sentences, was recommended by the Council of Judges in 1892.

A Criminal Cases Appeal Bill was introduced by the present Chancellor of the Exchequer and by Sir Henry James (now Lord James) in the House of Commons in 1890, and many of the provisions of that Bill are incorporated in this draft.

## A BILL

### INTITLED

#### *An Act to amend the Law respecting Appeals in Criminal Cases*

BE it enacted by the King's most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows :

1. — (1) A person convicted on indictment may appeal within the time provided by this Act to the Court of Criminal Appeal against his conviction on any ground, whether of law or fact, or of mixed law and fact, and he may so appeal against the judgment (other than judgment of death) passed on his conviction, on the ground of illegality or undue severity, and the Court shall :

(a) if they are of opinion that the appeal ought to be

allowed, as the case requires, either quash the conviction and direct a judgment of acquittal to be entered, or quash the judgment passed at the trial, and pass such other judgment in substitution therefor as they think ought to have been passed ; or

- (b) if they are of opinion that the appeal should be dismissed, dismiss the appeal accordingly :

Provided that the Court may also exercise the following special powers :

- (a) The Court may, notwithstanding that they are of opinion that the point raised in the appeal ought to be decided in favour of the appellant, dismiss the appeal if they consider that no substantial miscarriage of justice has, in point of fact, occurred :
- (b) The Court, if it appears to them that the appellant, though not properly convicted on some count or part of the indictment, has been properly convicted on some other count or part of the indictment, may either affirm the judgment passed on the appellant at the trial, or pass such judgment in substitution therefor as they think proper :
- (c) Where an appellant has been convicted of an offence and the jury could on the indictment have found him guilty of some other lesser offence, and on the finding of the jury it appears to the court that the jury must have been satisfied of facts which proved him guilty of that other offence, the court may, instead of allowing or dismissing the appeal, substitute for the verdict found by the jury a verdict of guilty of that other offence, and pass such judgment in substitution for the judgment passed at the trial as they think proper :
- (d) Where, on the conviction of the appellant, the jury have found a special verdict, and the court consider that a wrong conclusion has been arrived at on the

effect of that verdict, the court may, instead of allowing the appeal, order such conclusion to be recorded as appears to the court required by the verdict, and pass such judgment in substitution for the judgment passed at the trial as they think proper.

(e) (Voir Bill 1907, section 5, § 4, même disposition.)

(2) The Court of Criminal Appeal shall not, by any substituted judgment passed by them under this section, inflict on the appellant a severer punishment than that inflicted by the judgment passed on the trial.

(3) Judgment of death shall not be executed until after the expiration of the time within which an appeal may be brought under this Act, and if an appeal is brought, shall not be executed until after the determination of the appeal.

(4) Every appellant under this Act shall be entitled to be heard by counsel in support of his appeal, and the crown shall be likewise be entitled to be heard thereon by counsel : Provided that if no request is made to be heard by counsel, and the appellant does not claim to be heard in person, the Court shall be entitled, if it thinks fit, to consider and decide the appeal otherwise than in open court.

2. — (1) There shall be a Court of Criminal Appeal, and all the judges of the High Court shall be judges of that Court.

(2) The Court of Criminal Appeal shall be constituted and summoned for the purpose of hearing and determining any appeal under this Act, in accordance with directions given by the Lord Chief Justice of England, but shall consist of not less than three judges, and, if the Lord Chief Justice so directs, may sit in two or more divisions.

Any direction given by the Lord Chief Justice may be given generally, or so as to apply to any special case or class of cases.

(3) The determination of the Court of Criminal Appeal shall be according to the opinion of a majority of the jud-

ges who hear the appeal, but if the Court is equally divided in opinion in the case of any appeal the appeal shall be re-argued before a court consisting of an uneven number of judges.

(4) The Court of Criminal Appeal shall be a superior court of record, and shall, for the purposes of and subject to the provisions of this Act, have all the jurisdiction and powers of the High Court, and have full power to hear and determine, in accordance with this Act, any questions raised by an appeal to them under this Act.

3. — (1) Where a person convicted desires to appeal under this Act he shall give notice of appeal in such manner as may be directed by rules of court under this Act, within ten days of the date of conviction, or such further time as may at any time be allowed by the Court of Criminal Appeal or any judge thereof.

(2) The judge or chairman of any court before whom a person is convicted shall, if the person convicted appeals under this Act against the conviction or against the judgment passed on him, furnish, in manner proxided by rules of court under this Act, to the Court of Criminal Appeal a report giving his opinion upon the case.

(3) For the purpose of determining an appeal under this Act, the Court of Criminal Appeal may, if they think it necessary or expedient for the purpose of doing justice, call any witness before the Court, whether the witness was or was not called at the trial, and may require the production of any document.

(4) An appellant shall not, if in custody, be entitled to be present on the hearing of an appeal except by order of the Court of Criminal Appeal, or any judge thereof, and the power of the Court to pass any judgment in accordance with this Act may be exercised notwithstanding that the appellant is not present.

(5) If it appears to the Court or any judge thereof desirable in the interests of justice that an appellant should have legal aid in the preparation and conduct of his appeal, and that his means are insufficient to enable him to obtain such aid, the Court, or judge, may assign to him a solicitor and counsel, and the Court or any judge thereof may also, if they consider that an appeal raises questions of sufficient importance, direct the Director of Public Prosecutions to instruct counsel to appear both for the prosecution and also, if no counsel has been instructed on behalf of the prisoner or assigned to him under this provision, for the prisoner.

(6) The Court of Criminal Appeal shall be substituted for the Court of Crown Cases Reserved in section two of the Prosecution of Offences Act, 1879, and the duty of the Director of Public Prosecutions to carry on criminal proceedings under that section shall include the duty of appearing on appeals to the Court of Criminal Appeal under this Act, and regulations shall be made under section eight of that Act accordingly.

4. — (1) On the hearing and determination of any appeal under this Act no costs shall be allowed on either side.

(2) The expenses of any solicitor or counsel assigned to an appellant under this Act, and, unless the Court otherwise direct, the expenses of any witnesses called by the Court, under this Act, and of the appearance, by leave of the Court of an appellant when in custody on the hearing of his appeal, shall be defrayed, up to an amount allowed by the Court, but subject to any regulations as to rates and scales of payment made by the Treasury, out of moneys provided by Parliament.

5. — Rules of court made under section seventeen of the Supreme Court of Judicature Act, 1875, may regulate generally the practice and procedure under this Act, and the officers of any court before whom an appellant has been



convicted shall comply with any requirements of those rules so far as they affect those officers.

6. — Nothing in this Act shall affect the prerogative of mercy, but the Secretary of State to whom any petition to His Majesty for mercy, having reference to the conviction of a person on indictment or to the judgment (other than judgment of death) passed on a person so convicted, is referred may, if he thinks fit, at any time refer the case to the Court of Criminal Appeal, and the case shall be heard and determined by the Court of Criminal Appeal as if due notice of appeal had been given by the person convicted within the time limited by this Act.

7. — (1) Writs of error, and the powers and practice now existing in the High Court in respect of motions for new trials or the granting thereof in criminal cases, are hereby abolished [and save as provided by this Act, no appeal shall lie from any judgment of the High Court in any criminal cause or matter].

(2) This Act shall apply in the case of convictions on criminal informations and coroners, inquisitions as it applies in the case of convictions on indictments, but shall not apply in the case of convictions on indictments or inquisitions charging any peer or peeress, or other person claiming the privilege of peerage, with any offence not now lawfully triable by a court of assize.

(3) Appeals from convictions on indictments for a common nuisance in relation to any navigable river, public bridge, or highway shall lie as in civil proceedings, and shall not lie under this Act.

8. — The Acts specified in the schedule to this Act are hereby repealed to the extent mentioned in the third column of that schedule.

9. — (1) This Act may be cited as the Criminal Appeal Act, 1906.

(2) This Act shall not extend to Scotland or Ireland.

(3) This Act shall apply to all persons convicted after the twenty-fifth day of December nineteen hundred and six, but shall not affect the rights, as respects appeal, of any persons convicted on or before that date.

THE CRIMINAL APPEAL ACT 1907. 7 EDW. VIII, c. 23.

An Act to establish a Court of Criminal Appeal and to amend the Law relating to Appeals in Criminal Cases.

BE it enacted by the King's most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows:

COURT OF CRIMINAL APPEAL

1. — (1) There shall be a Court of Criminal Appeal, and the Lord Chief Justice of England and eight judges of the King's Bench Division of the High Court, appointed for the purpose by the Lord Chief Justice with the consent of the Lord Chancellor for such period as he thinks desirable in each case, shall be judges of that court.

(2) For the purpose of hearing and determining appeals under this Act, and for the purpose of any other proceedings under this Act, the Court of Criminal Appeal shall be summoned in accordance with directions given by the Lord Chief Justice of England with the consent of the Lord Chancellor, and the court shall be duly constituted if it consists of not less than three judges and of an uneven number of judges.

If the Lord Chief Justice so directs, the court may sit in two or more divisions.

The court shall sit in London except where the Lord Chief Justice gives special directions that it shall sit at some other place.

(3) The Lord Chief Justice, if present, and in his absence the senior member of the Court, shall be president of the Court.

(4) The determination of any question before the Court of Criminal Appeal shall be according to the opinion of the majority of the members of the court hearing the case.

(5) Unless the court direct to the contrary in cases where, in the opinion of the court, the question is a question of law on which it would be convenient that separate judgments should be pronounced by the members of the court, the judgment of the court shall be pronounced by the president of the court or such other member of the court hearing the case as the president of the court directs, and no judgment with respect to the determination of any question shall be separately pronounced by any other member of the court.

(6) If in any case the Director of Public Prosecutions or the prosecutor or defendant obtains the certificate of the Attorney-General that the decision of the Court of Criminal Appeal involves a point of law of exceptional public importance, and that it is desirable in the public interest that a further appeal should be brought, he may appeal from that decision to the House of Lords, but subject thereto the determination by the Court of Criminal Appeal of any appeal or other matter which it has power to determine shall be final, and no appeal shall lie from that court to any other court.

(7) The Court of Criminal Appeal shall be a superior court of record, and shall, for the purposes of and subject to the provisions of this Act, have full power to determine, in accordance with this Act, any questions necessary to be

determined for the purpose of doing justice in the case before the court.

(8) Rules of court shall provide for securing sittings of the Court of Criminal Appeal, if necessary, during vacation.

(9) Any direction which may be given by the Lord Chief Justice under this section may, in the event of any vacancy in that office, or in the event of the incapacity of the Lord Chief Justice to act from any reason, be given by the senior judge of the Court of Criminal Appeal.

2. — There shall be a Registrar of the Court of Criminal Appeal (in this Act referred to as the Registrar) who shall be appointed by the Lord Chief Justice from among the Masters of the Supreme Court acting in the King's Bench Division, and shall be entitled to such additional salary (if any), and be provided with such additional staff (if any), in respect of the office of Registrar as the Lord Chancellor, with the concurrence of the Treasury, may determine.

The senior Master of the Supreme Court shall be the first Registrar.

#### RIGHT OF APPEAL AND DETERMINATION OF APPEALS

3. — A person convicted on indictment may appeal under this Act to the Court of Criminal Appeal :

- (a) Against his conviction on any ground of appeal which involves a question of law alone ; and
- (b) with the leave of the Court of Criminal Appeal or upon the certificate of the judge who tried him that it is a fit case for appeal against his conviction on any ground of appeal which involves a question of fact alone, or a question of mixed law and fact, or any other ground which appears to the court to be a sufficient ground of appeal ; and

(c) with the leave of the Court of Criminal Appeal against the sentence passed on his conviction, unless the sentence is one fixed by law.

4. — (1) The Court of Criminal Appeal on any such appeal against conviction shall allow the appeal, if they think that the verdict of the jury should be set aside on the ground that it is unreasonable or cannot be supported having regard to the evidence, or that the judgment of the court before whom the appellant was convicted should be set aside on the ground of a wrong decision of any question of law or that on any ground there was a miscarriage of justice, and in any other case shall dismiss the appeal :

Provided that the court may, notwithstanding that they are of opinion that the point raised in the appeal might be decided in favour of the appellant, dismiss the appeal if they consider that no substantial miscarriage of justice has actually occurred.

(2) Subject to the special provisions of this Act the Court of Criminal Appeal shall, if they allow an appeal against conviction, quash the conviction and direct a judgment and verdict of acquittal to be entered.

(3) On an appeal against sentence the Court of Criminal Appeal shall, if they think that a different sentence should have been passed, quash the sentence passed at the trial, and pass such other sentence warranted in law by the verdict (whether more or less severe) in substitution therefor as they think ought to have been passed and in any other case shall dismiss the appeal.

5. — (1) If it appears to the Court of Criminal Appeal that an appellant, though not properly convicted on some count or part of the indictment, has been properly convicted on some other count or part of the indictment, the court may either affirm the sentence passed on the appellant at the trial, or pass such sentence in substitution therefor as they think proper, and as may be warranted in law by the

verdict on the count or part of the indictment on which the court consider that the appellant has been properly convicted.

(2) Where an appellant has been convicted of an offence and the jury could on the indictment have found him guilty of some other offence, and on the finding of the jury it appears to the Court of Criminal Appeal that the jury must have been satisfied of facts which proved him guilty of that other offence, the court may, instead of allowing or dismissing the appeal, substitute for the verdict found by the jury a verdict of guilty of that other offence, and pass such sentence in substitution for the sentence passed at the trial as may be warranted in law for that other offence, not being a sentence of greater severity.

(3) Where on the conviction of the appellant the jury have found a special verdict, and the Court of Criminal Appeal consider that a wrong conclusion has been arrived at by the court before which the appellant has been convicted on the effect of that verdict, the Court of Criminal Appeal may, instead of allowing the appeal, order such conclusion to be recorded as appears to the court to be in law required by the verdict, and pass such sentence in substitution for the sentence passed at the trial as may be warranted in law.

(4) If on any appeal it appears to the Court of Criminal Appeal that, although the appellant was guilty of the act or omission charged against him, he was insane at the time the act was done or omission made so as not to be responsible according to law for his actions, the court may quash the sentence passed at the trial and order the appellant to be kept in custody as a criminal lunatic under the Trial of Lunatics Act, 1883, 46 et 47 Vict. c. 38, in the same manner as if a special verdict had been found by the jury under that Act.

6. — (1) The operation of any order for the restitution

of any property to any person made on a conviction on indictment and the operation in case of any such conviction, of the provisions of sub-section (1) of section 24 of the Sale of Goods Act, 1893, 56 et 57 Vict. c. 71, as to the revesting of the property in stolen goods on conviction, shall (unless the court before whom the conviction takes place direct to the contrary in any case in which, in their opinion, the title to the property is not in dispute) be suspended :

(a) In any case until the expiration of ten days after the date of the conviction ; and

(b) In cases where notice of appeal or leave to appeal is given within ten days after the date of conviction, until the determination of the appeal ;

and in cases where the operation of any such order, or the operation of the said provisions, is suspended until the determination of the appeal, the order or provisions, as the case may be, shall not take effect as to the property in question if the conviction is quashed on appeal. Provision may be made by rules of court for securing the safe custody of any property, pending the suspension of the operation of any such order or of the said provisions.

(2) The Court of Criminal Appeal may by order annul or vary any order made on a trial for the restitution of any property to any person, although the conviction is not quashed ; and the order, if annulled, shall not take effect, and, if varied, shall take effect as so varied.

#### PROCEDURE

7. — (1) Where a person convicted desires to appeal under this Act to the Court of Criminal Appeal, or to obtain the leave of that Court to appeal, he shall give notice of appeal or notice of his application for leave to appeal in such manner as may be directed by rules of court, within ten days of the date of conviction : such rules shall enable



any convicted person to present his case and his argument in writing instead of by oral argument if he so desires. Any case or argument so presented shall be considered by the court.

Except in the case of a conviction involving sentence of death, the time within which notice of appeal or notice of an application for leave to appeal may be given, may be extended at any time by the Court of Criminal Appeal.

(2) In the case of a conviction involving sentence of death or corporal punishment :

- (a) the sentence shall not in any case be executed until after the expiration of the time within which notice of appeal or of an application for leave to appeal may be given under this section ; and
- (b) if notice is so given, the appeal or application shall be heard and determined with as much expedition as practicable, and the sentence shall not be executed until after the determination of the appeal, or, in cases where an application for leave to appeal is finally refused, of the application.

8. — The judge or chairman of any court before whom a person is convicted shall, in the case of an appeal under this Act against the conviction or against the sentence, or in the case of an application for leave to appeal under this Act, furnish to the Registrar, in accordance with rules of court, his notes of the trial ; and shall also furnish to the Registrar in accordance with rules of court a report giving his opinion upon the case or upon any point arising in the case.

9. — For the purposes of this Act, the Court of Criminal Appeal may, if they think it necessary or expedient in the interest of justice :

- (a) Order the production of any document, exhibit, or other thing connected with the proceedings, the pro-

duction of which appears to them necessary for the determination of the case ; and

- (b) If they think fit order any witnesses who would have been compellable witnesses at the trial to attend and be examined before the court, whether they were or were not called at the trial, or order the examination of any such witnesses to be conducted in manner provided by rules of court before any judge of the court or before any officer of the court or justice of the peace or other person appointed by the court for the purpose, and allow the admission of any depositions so taken as evidence before the court ; and
- (c) If they think fit receive the evidence, if tendered, of any witness (including the appellant) who is a competent but not compellable witness, and, if the appellant makes an application for the purpose, of the husband or wife of the appellant, in cases where the evidence of the husband or wife could not have been given at the trial except on such an application ; and
- (d) Where any question arising on the appeal involves prolonged examination of documents or accounts, or any scientific or local investigation, which cannot in the opinion of the court conveniently be conducted before the court, order the reference of the question in manner provided by rules of court for inquiry and report to a special commissioner appointed by the court, and act upon the report of any such commissioner so far as they think fit to adopt it ; and
- (e) Appoint any person with special expert knowledge to act as assessor to the court in any case where it appears to the court that such special knowledge is required for the proper determination of the case ; and exercise in relation to the proceedings of the court any other powers which may for the time being be exercised by the Court of Appeal on appeals in

civil matters, and issue any warrants necessary for enforcing the orders or sentences of the court : Provided that in no case shall any sentence be increased by reason of or in consideration of any evidence that was not given at the trial.

**10.** — The Court of Criminal Appeal may at any time assign to an appellant a solicitor and counsel or counsel only in any appeal or proceedings preliminary or incidental to an appeal in which, in the opinion of the court, it appears desirable in the interests of justice that the appellant should have legal aid, and that he has not sufficient means to enable him to obtain that aid.

**11.** — (1) An appellant, notwithstanding that he is in custody, shall be entitled to be present if he desires it on the hearing of his appeal, except where the appeal is on some ground involving a question of law alone, but in that case and on an application for leave to appeal and on any proceedings preliminary or incidental to an appeal shall not be entitled to be present, except where rules of court provide that he shall have the right to be present, or where the court gives him leave to be present.

(2) The power of the court to pass any sentence under this Act may be exercised notwithstanding that the appellant is for any reason not present.

**12.** — It shall be the duty of the Director of Public Prosecutions to appear for the Crown on every appeal to the Court of Criminal Appeal under this Act, except so far as the solicitor of a Government department, or a private prosecutor in the case of a private prosecution, undertakes the defence of the appeal, and the Prosecution of Offences Act, 1879 (42 et 43 Vict. c. 22), shall apply as though the duty of the Director of Public Prosecutions under this section were a duty under section 2 of that Act, and provision shall be made by rules of court for the transmission to the Director of Public Prosecutions of all such

documents, exhibits, and other things connected with the proceedings as he may require for the purpose of his duties under this section.

**13.**—(1) On the hearing and determination of an appeal or any proceedings preliminary or incidental thereto under this Act no costs shall be allowed on either side.

(2) The expenses of any solicitor or counsel assigned to an appellant under this Act, and the expenses of any witnesses attending on the order of the court or examined in any proceedings incidental to the appeal, and of the appearance of an appellant on the hearing of his appeal or on any proceedings preliminary or incidental to the appeal, and all expenses of and incidental to any examination of witnesses conducted by any person appointed by the court for the purpose, or any reference of a question to a special commissioner appointed by the court, or of any person appointed as assessor to the court, shall be defrayed, up to an amount allowed by the court, but subject to any regulations as to rates and scales of payment made by the Secretary of State, in the same manner as the expenses of a prosecution in cases of felony.

**14.**—(1) An appellant who is not admitted to bail shall, pending the determination of his appeal, be treated in such manner as may be directed by prison rules within the meaning of the Prison Act, 1898, 61 et 62 Vict. c. 41.

(2) The Court of Criminal Appeal may, if it seems fit, on the application of an appellant, admit the appellant to bail pending the determination of his appeal.

(3) The time during which an appellant, pending the determination of his appeal, is admitted to bail, and subject to any directions which the Court of Criminal Appeal may give to the contrary on any appeal, the time during which the appellant, if in custody, is specially treated as an appellant under this section, shall not count as part of any term of imprisonment or penal servitude under his sentence, and,

in the case of an appeal under this Act, any imprisonment or penal servitude under the sentence of the appellant, whether it is the sentence passed by the court of trial or the sentence passed by the Court of Criminal Appeal, shall, subject to any directions which may be given by the court as aforesaid, be deemed to be resumed or to begin to run as the case requires, if the appellant is in custody, as from the day on which the appeal is determined, and if he is not in custody, as from the day on which he is received into prison under the sentence.

(4) Where a case is stated under the Crown Cases Act, 1848, 11 et 12 Vict. c. 78, this section shall apply to the person in relation to whose conviction the case is stated as it applies to an appellant.

(5) Provision shall be made by prison rules within the meaning of the Prison Act, 1898, for the manner in which an appellant, when in custody, is to be brought to any place at which he is entitled to be present for the purposes of this Act, or to any place to which the Court of Criminal Appeal or any judge thereof may order him to be taken for the purpose of any proceedings of that court, and for the manner in which he is to be kept in custody while absent from prison for the purpose; and an appellant whilst in custody in accordance with those rules shall be deemed to be in legal custody.

**15.** — (1) The Registrar shall take all necessary steps for obtaining a hearing under this Act of any appeals or applications, notice of which is given to him under this Act, and shall obtain and lay before the court in proper form all documents, exhibits, and other things relating to the proceedings in the court before which the appellant or applicant was tried, which appear necessary for the proper determination of the appeal or application.

(2) If it appears to the Registrar that any notice of an appeal against a conviction purporting to be on a ground of

appeal which involves a question of law alone does not show any substantial ground of appeal, the registrar may refer the appeal to the court for summary determination, and where the case is so referred, the court may, if they consider that the appeal is frivolous or vexatious, and can be determined without adjourning the same for a full hearing, dismiss the appeal summarily, without calling on any persons to attend the hearing or to appear for the Crown thereon.

(3) Any documents, exhibits, or other things connected with the proceedings on the trial of any person on indictment, who, if convicted, is entitled or may be authorised to appeal under this Act, shall be kept in the custody of the court of trial in accordance with rules of court made for the purpose, for such time as may be provided by the rules, and subject to such power as may be given by the rules for the conditional release of any such documents, exhibits, or things from that custody.

(4) The Registrar shall furnish the necessary forms and instructions in relation to notices of appeal or notices of application under this Act to any person who demands the same, and to officers of courts, governors of prisons, and such other officers or persons as he thinks fit, and the governor of a prison shall cause those forms and instructions to be placed at the disposal of prisoners desiring to appeal, or to make any application under this Act, and shall cause any such notice given by the prisoner in his custody to be forwarded on behalf of the prisoner to the registrar.

(5) The registrar shall report to the court or some judge thereof any case in which it appears to him that, although no application has been made for the purpose, a solicitor and counsel or counsel only ought to be assigned to an appellant under the powers given to the Court by this Act.

16. — (1) Shorthand notes shall be taken of the proceedings at the trial of any person on indictment who, if con-



victed, is entitled or may be authorised to appeal under this Act, and on any appeal or application for leave to appeal a transcript of the notes or any part thereof shall be made if the Registrar so directs, and furnished to the Registrar for the use of the Court of Criminal Appeal or any judge thereof: Provided that a transcript shall be furnished to any party interested upon the payment of such charges as the Treasury may fix.

(2) The Secretary of State may also, if he thinks fit in any case, direct a transcript of the shorthand notes to be made and furnished to him for his use.

(3) The cost of taking any such shorthand notes, and of any transcript, where a transcript is directed to be made by the Registrar or by the Secretary of State, shall be defrayed, in accordance with scales of payment fixed for the time being by the Treasury, out of moneys provided by Parliament, and rules of court may make such provision as is necessary for securing the accuracy of the notes to be taken and for the verification of the transcript.

**17.** — The powers of the Court of Criminal Appeal under this Act to give leave to appeal, to extend the time within which notice of appeal or of an application for leave to appeal may be given, to assign legal aid to an appellant, to allow the appellant to be present at any proceedings in cases where he is not entitled to be present without leave, and to admit an appellant to bail, may be exercised by any judge of the Court of Criminal Appeal in the same manner as they may be exercised by the court, and subject to the same provisions; but, if the judge refuses an application on the part of the appellant to exercise any such power in his favour, the appellant shall be entitled to have the application determined by the Court of Criminal Appeal as duly constituted for the hearing and determining of appeals under this Act.

**18.** — (1) Court of Criminal Appeal, or any three of such



judges, with the advice and assistance of the Committee herein-after mentioned. Rules so made may make provision with respect to any matter for which provision is to be made under this Act by rules of court, and may regulate generally the practice and procedure under this Act, and the officers of any court before whom an appellant has been convicted, and the governor or other officers of any prison or other officer having the custody of an appellant and any other officers or persons, shall comply with any requirements of those rules so far as they affect those officers or persons, and compliance with those rules may be enforced by order of the Court of Criminal Appeal.

(2) The Committee herein-before referred to shall consist of a chairman of quarter sessions appointed by a Secretary of State, the Permanent Under Secretary of State for the time being for the Home Department, the Director of Public Prosecutions for the time being, the Registrar of the Court of Criminal Appeal, and a clerk of assize, and a clerk of the peace, appointed by the Lord Chief Justice, and a solicitor appointed by the President of the Law Society for the time being, and a barrister appointed by the General Council of the Bar. The term of office of any person who is a member of the Committee by virtue of appointment shall be such as may be specified in the appointment.

(3) Every rule under this Act shall be laid before each House of Parliament forthwith, and if an address is presented to His Majesty by either House of Parliament within the next subsequent thirty days on which the House has sat next after any such rule is laid before it, praying that the rule may be annulled, His Majesty in Council may annul the rule, and it shall thenceforth be void, but without prejudice to the validity of anything previously done thereunder.

SUPPLEMENTAL

**19.** — Nothing in this Act shall affect the prerogative of mercy, but the Secretary of State on the consideration of any petition for the exercise of His Majesty's mercy, having reference to the conviction of a person on indictment or to the sentence (other than sentence of death) passed on a person so convicted, may, if he thinks fit, at any time either :

- (a) Refer the whole case to the Court of Criminal Appeal, and the case shall then be heard and determined by the Court of Criminal Appeal as in the case of an appeal by a person convicted; or
- (b) If he desires the assistance of the Court of Criminal Appeal on any point arising in the case with a view to the determination of the petition, refer that point to the Court of Criminal Appeal for their opinion thereon, and the Court shall consider the point so referred and furnish the Secretary of State with their opinion thereon accordingly.

**20.** — (1) Writs of error, and the powers and practice now existing in the High Court in respect of motions for new trials or the granting thereof in criminal cases, are hereby abolished.

(2) This Act shall apply in the case of convictions on criminal informations and coroners' inquisitions and in cases where a person is dealt with by a Court of Quarter Sessions as an incorrigible rogue under the Vagrancy Act, 1824, 5 Geo. IV. c. 83, as it applies in the case of convictions on indictments, but shall not apply in the case of convictions on indictments or inquisitions charging any peer or peeress, or other person claiming the privilege of peerage, with any offence not now lawfully triable by a Court of Assize.

(3) Notwithstanding anything in any other Act, an appeal shall lie from a conviction on indictment at common law in relation to the non-repair or obstruction of any highway, public bridge, or navigable river in whatever court the indictment is tried, in all respects as though the conviction were a verdict in a civil action tried at assizes, and shall not lie under this Act.

(4) All jurisdiction and authority under the Crown Cases Act, 1848, in relation to questions of law arising in criminal trials which is transferred to the judges of the High Court by section forty-seven of the Supreme Court of Judicature Act, 1873, shall be vested in the Court of Criminal Appeal under this Act against his conviction on any ground of appeal which involves a question of law alone, the Court of Criminal Appeal may, if they think fit, decide that the procedure under the Crown Cases Act, 1848, should be followed, and require a case to be stated accordingly under that Act in the same manner as if a question of law had been reserved.

**21.** — In this Act, unless the context otherwise requires. — The expression « appellant » includes a person who has been convicted and desires to appeal under this Act; and

The expression « sentence » includes any order of the court made on conviction with reference to the person convicted or his wife or children, and any recommendation of the court as to the making of an expulsion order in the case of a person convicted, and the power of the Court of Criminal Appeal to pass a sentence includes a power to make any such order of the court or recommendation, and a recommendation so made by the Court of Criminal Appeal shall have the same effect for the purposes of section 3 of the Aliens Act, 1905, 5 Edw. VII. c. 13, as the, certificate and recommendation of the convicting court.

**22.** — The Acts specified in the schedule to this Act are

hereby repealed to the extent mentioned in the third column of that schedule.

23. — (1) This Act may be cited as the Criminal Appeal Act, 1907.

(2) This Act shall not extend to Scotland or Ireland.

(3) This Act shall apply to all persons convicted after the eighteenth day of April 1908, but shall not affect the rights, as respects appeal, of any persons convicted on or before that date.

#### SCHEDULE

7 8 Will. III, c. 3. The Treason Act, 1695. In section nine from « but nevertheless » to the end of the section.

11-12 Vict., c. 78. The Crown Cases, 1848. Section three and five.

38-38 Vict., c. 77. The Supreme Court of Judicature Act, 1875. In section nineteen, the words « including the practice and procedure respect to the Crown Cases Reserved ».

44-45 Vict., c. 68. The Supreme Court of Judicature Act, 1881. Section fifteen.

#### Criminal Appeal Amendment Act, 1908

8 Edw. VII, c. 46.

Be it enacted by the King's most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same as follows :

1. — Notwithstanding anything in Section one of the Criminal Appeal Act, 1907, all the Judges of the King's Bench Division of the High Court shall be judges of the Court of Criminal Appeal.

2. — (1) Notwithstanding anything in Section two of the Criminal Appeal Act, 1907, from and after the passing of

this Act the Master of the Crown Office shall be the Registrar of the Court of Criminal Appeal.

(2) The power to provide additional staff for the Registrar of the Court of Criminal Appeal includes a power to appoint an Assistant-Registrar, but any Assistant-Registrar so appointed shall be either a Master of the Supreme Court acting in the King's Bench Division, or a practising Barrister of not less than seven years' standing, and shall be appointed by the Lord Chief Justice of England.

(3) This Act may be cited as the Criminal Appeal (Amendment) Act, 1908.

## ANNEXE III

### STATUTORY RULES AND ORDERS, 1908

No.  $\frac{228}{L. 6}$

#### CRIMINAL PROCEDURE

The Criminal Appeal Rules, 1908. Rules made, with the approval of the Lord Chancellor and the Secretary of State, by the Lord Chief Justice and the Judges of the Court of Criminal Appeal.

#### INTERPRETATION OF RULES

1. — These Rules may be cited as the Criminal Appeal Rules, 1908, and shall come into operation on the 18th of April, 1908.

2. — (a) The expression « The Act » shall mean the Criminal Appeal Act, 1907.

The expression « Judge of the Court of Trial » shall mean the Judge or Chairman of any Court from the conviction before or the sentence of which a person desires to appeal under the Act.

The expression « Proper Officer of the Court of Trial » shall mean the Clerk of Assize or Clerk of Peace, or other person for the time being acting as such in any Court of Assize or Court of Quarter Sessions or as Officer for the time being of any Court held under the Central Criminal Court Acts, 1834 to 1881, from the conviction before or the sen-

tence of which a person desires to appeal under the Act.

The expression « Secretary of State » shall mean His Majesty's Principal Secretary of State for the Home Department.

The expression « Registrar » shall include any person temporarily appointed by the Lord Chief Justice from among the Masters of the Supreme Court acting in the King's Bench Division to act during the absence of the Registrar through sickness or other unavoidable cause.

The expression « Shorthand Writer » shall mean the person or persons appointed from time to time as such for the purposes of Section 16 of the Act.

The expression « Respondent » shall mean the person who under Section 12 of the Act has the duty of appearing for the Crown, or who undertakes the defence of the Appeal.

The expression « Government Department » shall, for the purposes of these Rules, be deemed to include the Commissioners of Police of the Metropolis.

The expression « Exhibits » shall include all books, papers, and documents, and all other property, matters and things whatsoever connected with the proceedings against any person who is entitled or may be authorised to appeal under the Act, if the same have been forwarded to the Court of Trial on the person accused being committed for trial or have been produced and used in evidence during the trial of, or other proceedings in relation to a person entitled or authorised under the Act to appeal, and any written statement handed in to the Judge of the Court of Trial by such person, but shall not include the original depositions of witnesses examined before the Committing Justice or Coroner nor any indictment or inquisition against any such person nor any plea filed in the Court of Trial.

(b) The Interpretation Act, 1889, shall apply for the interpretation of these Rules as it applies for the interpretation of an Act of Parliament.



3. — The forms set out in the Schedule to these Rules, or forms as near thereto as circumstances permit, shall be used in all cases to which such forms are applicable.

#### NOTICES OF APPEAL

4. — (a) Every Notice of Appeal or Notice of Application for leave to appeal or Notice of Application for extension of time within which such Notice shall be given under the Act shall be signed by the Appellant himself, except under the provisions of paragraphs (d) and (e) of this Rule.

Any other Notice required or authorised to be given for the purposes of the Act or these Rules shall be in writing and signed by the person giving the same or by his Solicitor. All Notices required or authorised to be given for the purposes of the Act or these Rules to the Court of Criminal Appeal shall be addressed to « The Registrar of the Court of Criminal Appeal, London ».

(b) Any notice or other document which is required or authorised by the Act or these Rules to be given or sent shall be deemed to be duly given or sent if forwarded by Registered Post addressed to the person to whom such notice or other document is so required or authorised to be given or sent.

(c) When an Appellant or any other person authorised or required to give or send any notice of appeal or notice of any application for the purposes of the Act or of these Rules is unable to write he may affix his mark thereto in the presence of a witness who shall attest the same and thereupon such notice shall be deemed to be duly signed by such Appellant.

(d) Where, on the trial of a person entitled to appeal under the Act, it has been contended that he was not responsible according to law for his actions on the ground that he was insane at the time the act was done or the omission made by him, any notice required by these Rules to be gi-

ven and signed by the Appellant himself may be given and signed by his Solicitor or other person authorised to act on his behalf.

(e) In the case of a body corporate where by the Act or these Rules any notice or other document is required to be signed by the Appellant himself, it shall be sufficient compliance therewith if such notice or other document is signed by the Secretary, Clerk, Manager, or Solicitor of such body corporate.

#### SHORTHAND WRITERS AND TRANSCRIPT OF NOTES

5. — (a) Shorthand Writers shall be appointed from time to time as required for the purposes of the Act by the Lord Chancellor and the Lord Chief Justice for such period and on such conditions as they shall think right.

(b) The Shorthand Writer shall sign the shorthand note taken by him of any trial or proceeding, or of any part of such trial or proceeding, and certify the same to be a complete and correct shorthand note thereof, and shall retain the same unless and until he is directed by the Registrar to forward such shorthand note to him.

(c) The Shorthand Writer shall, on being directed by the Registrar, furnish to him for the use of the Court of Appeal a transcript of the whole or of any part of the shorthand note taken by him of any trial or proceeding in reference to which an Appellant has appealed under the Act.

(d) The Shorthand Writer shall furnish to a party interested in a trial or other proceeding in relation to which a person may appeal under the Act, and to no other person, a transcript of the whole, or of any part of the shorthand note of any such trial or other proceedings, on payment by such party interested to such Shorthand Writer of his charges on such scale as the Treasury may fix.

(e) A party interested in an Appeal under the Act may

obtain from the Registrar a copy of the transcript of the whole or of any part of such shorthand note as relates to the Appeal subject to the provisions of Section 16 of the Act.

(f) For the purposes of this Rule, « a party interested » shall mean the prosecutor (not being the Director of Public Prosecutions), or the person convicted, or any other person named in, or immediately affected by, any order made by the Judge of the Court of Trial, or other person authorised to act on behalf of a party interested, as herein defined.

(g) Whenever under the Act or these Rules a transcript of the whole or of any part of such shorthand note is required for the use of the Court of Appeal such transcript may be made by the Shorthand Writer who took and certified the shorthand note, or by such other competent person as the Registrar may direct.

(h) A transcript of the whole or any part of the shorthand note relating to the case of any Appellant which may be required for the use of the Court of Appeal shall be typewritten and verified by the person making the same by a Statutory Declaration in the form (VIII.) in the Schedule to these Rules that the same is a correct and complete transcript of the whole, or of such part, as the case may be, of the shorthand note purporting to have been taken, signed, and certified by the Shorthand Writer who took the same.

#### CERTIFICATE OF JUDGE OF TRIAL

6.—(a) The certificate of the Judge of the Court of Trial under Section 3 (b) of the Act may be in the form (I.) in the Schedule to these Rules.

(b) The Judge of the Court of Trial may, in any case in which he considers it desirable so to do, inform the person convicted before or sentenced by him that the case is

in his opinion one fit for an Appeal to the Court of Appeal under Section 3 (*b*), and may give to such person a certificate to that effect in the form (I.) in the Schedule to these Rules.

#### APPEALS WHERE FINE ONLY IS INFLICTED

7. — (*a*) Where a person has, on his conviction, been sentenced to payment of a fine, and in default of payment to imprisonment, the person lawfully authorised to receive such fine shall, on receiving the same, retain it until the determination of any Appeal in relation thereto.

(*b*) If such person remains in custody in default of payment of the fine he shall be deemed, for all purposes of the Act or these Rules, to be a person sentenced to imprisonment.

(*c*) Where any person has been convicted and is thereupon sentenced to the payment of a fine, and, in default of such payment, to imprisonment and he intimates to the Judge of the Court of Trial that he is desirous of appealing against his conviction to the Court of Appeal, either upon grounds of law alone, or, with the Certificate of the Judge of the Court of Trial upon any grounds mentioned in Section 3 (*b*) of the Act, such Judge may, if he thinks right so to do, order such person forthwith to enter into recognisance in such amount, and with and without sureties in each amount as such Judge may think right, to prosecute his appeal. And, subject thereto, may order that payment of the said fine shall be made at the final determination of his said appeal, if the same be dismissed to the Registrar of the Court of Appeal. or as such Court may then order. The recognisance under this Rule, shall be in the forms (XX.) and (XXI.) in the Schedule hereto. A surety becoming duly bound by recognisance under this Rule, shall be deemed to be, for all purposes, and shall have all the powers of a surety under the provisions of Rule 29.

The proper officer of the Court of Trial shall forward the recognisances of the Appellant and his surety or sureties to the Registrar.

(d) An Appellant who has been sentenced to the payment of a fine, and has paid the same in accordance with such sentence, shall, in the event of his Appeal being successful, be entitled, subject to any order of the Court of Appeal, to the return of the sum or any part thereof so paid by him.

(e) If an Appellant to whom Rule 7 (c) applies, does not serve in accordance with these Rules, a Notice of Appeal upon grounds of law alone, or with the Certificate of the Judge of the Court of Trial upon any grounds mentioned in Section 3 (b) of the Act, within ten days from the date of his conviction and sentence, the Registrar shall report such omission to the Court of Appeal, who may, after notice in the forms (XXII.) and (XXIII.) in the Schedule hereto has been given to the Appellant and his sureties, if any, order an estreat of the recognisances of the Appellant and his sureties in manner provided by Rule 29 (p) hereof, and may issue a warrant for the apprehension of the Appellant and may commit him to prison in default of payment of his fine, or may make such other order as they think right.

#### CUSTODY OF EXHIBITS USED AT TRIAL

8.—(a) The Judge of the Court of the Trial may make any Order he thinks fit for the custody, disposal, or production of any exhibits in the case, but unless he makes any such order, exhibits shall be returned to the custody of the person producing the same or of the Solicitor for the prosecution or defence respectively. Such person or Solicitor shall retain the same pending any Appeal and shall, on notice from the Registrar or Director of Public Prosecutions, produce or forward the same as and when required so to do.

(b) The proper officer of the Court of Trial shall keep a record of any order or direction of the Judge thereof given under this Rule.

(c) Whenever a person is committed for trial, it shall be the duty of the Coroner or of the Clerk to the Justice committing such person for trial to make and forward, with the depositions taken in relation to such person, a complete list of such exhibits as have been produced and used in evidence for or against him during any proceedings before such Coroner or Justice, to the Court before which such person is to be tried. Such list shall be in the form (XXXIII.) in the Schedule to these Rules, subject to the necessary modifications, and shall be signed by such Coroner or Clerk. The exhibits appearing on such list shall be marked with consecutive numbers for the purpose of readily identifying the same.

Any exhibits put in for the first time at the trial shall be added to such list by the proper officer of the Court of Trial and marked as herein provided.

ORDER MADE AT TRIAL. CONSEQUENTIAL ORDERS AND  
SUSPENSION OF SAME PENDING APPEAL

9. — Where, upon the trial of a person entitled to appeal under the Act against his conviction, an order of restitution of any property to any person has been made by the Judge of the Court of Trial, the person in whose favour or against whom the order of restitution has been made, any person in whose favour or against whom an order to which Rule 10 relates has been made, and, with the leave of the Court of Appeal, any other person, shall, on the final hearing by the Court of Appeal of an Appeal against the conviction on which such order of restitution was made, be entitled to be heard by the Court of Appeal before any order under the provisions of Section 6, subsection 2, of



the Act, annulling or varying such order of restitution is made.

**10.** — Where the Judge of the Court of Trial is of opinion that the title to any property the subject of an order of restitution made on a conviction of a person before him, or any property to which the provisions of subsection 1 of section 24 of the Sale of Goods Act, 1893, apply, is not in dispute, he, if he shall be of opinion that such property or a sample or portion or facsimile representation thereof is reasonably necessary to be produced for use at the hearing of any Appeal, shall give such directions to or impose such terms upon the person in whose favour the order of restitution is made, or in whom such property reverts under such subsection as he shall think right in order to secure the production of such sample, portion, or facsimile representation for use at the hearing any such Appeal.

**11.** — (a) Where, on the conviction of a person, the Judge of the Court of Trial makes an order condemning such person to the payment of the whole or of any part of the costs and expenses of the prosecution for the offence of which he shall be convicted out of any moneys taken from such person on his apprehension or otherwise, or where such Judge lawfully orders a reward to any person who shall appear to have been active in the apprehension of any such convicted person, or where such Judge makes any order under section 30 of the Criminal Law Act, 1826 (7 Geo. IV. c. 64), or under section 74 of The Offences Against the Person Act, 1861 (24 et 25 Vict. c. 100), or under section 9 of the Criminal Law Amendment Act, 1867 (30 et 31 Vict. c. 35), or where such Judge makes any order awarding to any person aggrieved any sum of money to be paid by such convicted person under The Forfeiture Act, 1870 (33 et 34 Vict. c. 23) or where such Judge lawfully makes, on the conviction of any person before him, any order for the payment of money by such convicted person



or by any other person, or any affecting the rights or property of such convicted person, the operation of such orders shall in any of such cases be suspended until the expiration of ten days after the day on which any of such orders were made. And in cases where Notice of Appeal or Notice of Application for leave to appeal is given within ten days from and after the date of the verdict against such person, such orders shall be further suspended until the determination of the appeal against the conviction in relation to which they were made. The Court of Appeal may, by order, annul any order to which this Rule refers on the determination of any appeal under the Act, or may vary such order, and such order, if annulled, shall not take effect, and, if varied, shall take effect as so varied.

The proper officer of the Court of Trial shall keep a record of any orders to which this Rule refers.

(b) Where the Judge of the Court of Trial makes any such Order on a person convicted before him, as in this Rule mentioned, he shall give such directions as he thinks right as to the retention by any person of any money or valuable securities belonging to the person so convicted and taken from such person on his apprehension or of any money or valuable securities at the date of his conviction in the possession of the prosecution for the period of ten days, or in the event of an appeal, until the determination thereof by the Court of Appeal. The proper officer of the Court of Trial shall keep a record of any directions given under this Rule.

(c) Where upon conviction of any person of any offence any disqualification, forfeiture or disability attaches to such person by reason of such conviction, such disqualification, forfeiture or disability shall not attach for the period of ten days from the date of the verdict against such person nor in the event of an Appeal under the Act to the Court of Appeal, until the determination thereof. This Rule shal

not affect the provisions of s. 8 of the Forfeiture Act, 1870 (33 et 34 Vict. c. 23).

(d) When the Judge of the Court of Trial on the conviction of a person before him, makes any order for the payment of money by such person or by any other person upon such conviction, and, by reason of this Rule, such order would otherwise be suspended, such Judge may, if he thinks right so to do, direct that the operation of such order shall not be suspended unless the person on whom such order has been made shall in such manner and within such time as the said Judge shall direct, give security by way of undertaking or otherwise for the payment to the person in whose favour such order shall have been made of the amount therein named. Such security may be to the satisfaction of the person in whose favour the order for payment shall have been made or of any other person as such Judge shall direct.

(e) Where on a conviction any property, matters or things the subject of the prosecution or connected therewith, are to be or may be ordered to be destroyed or forfeited under the provisions of any Statute, the destruction or forfeiture or order for destruction or forfeiture thereof shall be suspended for the period of ten days from and after the date on which the verdict on such indictment was returned, and in the event of an appeal under the Act, shall be further suspended until the determination thereof by the Court of Appeal.

(f) Where, upon conviction of any person of any offence, any claim may be made or any proceedings may be taken under any Statute against such person or any other person in consequence of such conviction, such proceedings shall not be taken until after the period of ten days from the date on which the verdict against such person was returned nor in the event of an Appeal under the Act to the Court of Appeal until the determination thereof.

Any person affected by any orders which are suspended under this Rule may, with the leave of the Court of Appeal, be heard on the final determination of any Appeal, before any such orders are varied or annulled by the Court of Appeal.

**12.** — The time during which an Order of Restitution or the operation of sub-section 1, of Section 24 of the Sale of Goods Act, 1903, is suspended under Section 6 of the Act, shall commence to run from the day on which the Verdict of the Jury was returned, and in cases where Notice of Appeal or Notice of Application for leave to appeal is duly given within ten days after such day, the period of suspension of such order or the operation of the sub-section shall continue until the determination of the appeal.

**13.** — (a) The Clerk of the Court of Trial or other Officer thereof, having the custody of the Records of such Court, or the Deputy of such Clerk or other officer, shall not issue, under any Statutes authorising him so to do, a certificate of conviction of any person convicted on indictment in the Court to which he is such Clerk, Officer, or Deputy, for the period of ten days after the actual day on which such conviction took place, nor in the event of such Clerk, Officer, or Deputy receiving information from the Registrar of the Court within such ten days that a Notice of Appeal or if Application for leave to appeal has been given under the Act, until the determination thereof.

(b) Where an application is made to such Clerk, Officer, or Deputy to issue such Certificate of Conviction as in this Rule mentioned after the expiration of the said period of ten days, he shall require, before issuing the same, to be satisfied that there is no Appeal then pending in the Court of Appeal against such conviction. A person desirous of obtaining a certificate of conviction from such Clerk, Officer, or Deputy shall be entitled to obtain from the Registrar a certificate in such form as the said Registrar may think

right for the purpose of satisfying by the production thereof, such Clerk, Officer, or Deputy that no Appeal against such conviction is then pending. After the expiration of two months from the date of the conviction a certificate thereof may be issued by such Clerk, Officer, or Deputy as heretofore, except in which he has had notice of an appeal still undetermined.

For the purposes of this Rule the expression « conviction » shall mean the verdict or plea of guilty and any final judgment passed thereon.

#### NOTES AND REPORT OF JUDGE OF TRIAL

**14.** — The Registrar when he has received a Notice of Appeal, or a Notice of Application for leave to appeal under the Act, or a Notice of Application for extension of the time within which under the Act such notices shall be given, or when the Secretary of State shall exercise his powers under Section 19 of the Act, shall request the Judge of the Court of Trial to furnish him with the whole of or any part of his note of the trial or with a copy of such note or any part thereof, and such Judge of the Court of Trial shall thereupon furnish the same to the Registrar in accordance with such request.

**15.** — (a) The Registrar when he has received a Notice of Appeal, or a Notice of Application for leave to appeal under the Act, or a Notice of Application for extension of time within which under the Act such notices shall be given, or when the Secretary of State shall exercise his powers under Section 19 of the Act, or whenever it appears to be necessary for the proper determination, of any Appeal or application, or for the due performance of the duties of the Court of Appeal under the said Section may and, whenever in relation to any Appeal under the Act the Court of Appeal or any Judge thereof directs him so to do, shall request

the Judge of the Court of Trial to furnish him with a Report in writing, giving his opinion upon the case generally or upon any point arising upon the case of the Appellant and the Judge of the Court of Trial shall furnish the same to the Registrar in accordance with such request.

(b) The Report of the Judge shall be made to the Court of Appeal, and except by leave of the Court or a Judge thereof the Registrar shall not furnish to any person any part thereof.

**16. —** When the Registrar shall request the Judge of the Court of Trial to furnish a Report under these Rules, he shall send to such Judge of the Court of Trial a copy of the Notice of Appeal or Notice of Application for leave to appeal or Notice of Application for extension of time within which under the Act such notice shall be given or any other document or information which he shall consider material, or with which the Court of Appeal at any time shall direct him to send, or with which such Judge may request to be furnished by the Registrar, to enable such Judge to deal in his Report with the Appellant's case generally or with any point arising thereon.

#### NOTICES OF APPEAL AND PERIOD FOR APPEALING ABANDONMENT OF APPEALS

**17. —** A person desiring, under the provisions of the Act, to appeal to the Court of Appeal against his conviction or sentence shall commence his Appeal by sending to the Registrar a Notice of Appeal or Notice of Application for leave to appeal, or Notice of Application for extension of time within which such notice shall be given, as the case may be, in the form of such Notices respectively set forth in the Schedule to these Rules, and in the Notice or Notices so sent, shall answer the questions and comply with

the requirements set forth thereon, subject to the provisions of Rule 45.

18. — The time within which a person convicted shall give Notice of Appeal or Notice of Application for leave to appeal to the Court of Criminal Appeal against his conviction, shall commence to run from the day on which the verdict of the Jury was returned, whether the Judge of the Court of Trial shall have passed sentence or pronounced final judgment upon him on that day or not.

19. — The time within which a person convicted and sentenced, shall give Notice of Appeal or Notice of Application for leave to appeal against such sentence under the Act to the Court of Criminal Appeal, shall commence to run from the day on which such sentence shall have been passed upon him by the Judge of the Court of Trial.

20. — (a) When the Registrar has received a Notice of Appeal, or a Notice of Application for leave to appeal, or a Notice of Application for extension of time within which, under the Act, such notices shall be given, or where the Secretary of State shall exercise his powers under Section 19 of the Act, he shall forthwith apply to the proper officer of the Court of Trial for the particulars of the trial and conviction according to the form (II.) in the Schedule hereto, and for the Calendar supplied to the Judge of the Court of Trial or a copy thereof so far as the same refers to the Appellant, and such officer shall forthwith furnish the same to the Registrar.

(b) The Registrar may, if it appears to him to be necessary for the proper determination of any appeal or application or for the due performance of the duties of the Court of Appeal under the said Section or whenever in any such cases he is directed by the Court of Appeal so to do, shall require the proper officer of the Court of Trial to furnish him with the original depositions of witnesses examined before the committing Justice or Coroner, or with any exhi-



bit retained by such officer, and with the indictment or indictments or inquisition against the Appellant, or with an abstract or copy thereof or any part thereof or with any plea filed in the Court of Trial, and such officer shall forthwith furnish the same to the Registrar.

**21.** — The proper officer of the Court of Trial shall ascertain and record in every case the name and address of the person, whether a private prosecutor or not, who is responsible for and is carrying on a prosecution in such Court, and the name and address of the Solicitor, if any, for the prosecution.

**22.** — Where the Court of Appeal has, on a Notice of Application for leave to appeal duly served, and in the form provided under these Rules, given an Appellant leave to appeal, it shall not be necessary for such Appellant to give any Notice of Appeal, but the Notice of Application for leave to appeal shall in such case be deemed to be a Notice of Appeal.

**23.** — An Appellant at any time after he has duly served notice of Appeal or of Application for leave to appeal, or of application for extension of time within which under the Act such notices shall be given, may abandon his Appeal by giving notice of abandonment thereof in the form (III.) in the Schedule to these Rules to the Registrar, and upon such notice being given the appeal shall be deemed to have been dismissed by the Court of Appeal.

**24.** — An application to the Court of Appeal for an extension of time within which Notices may be given, shall be in the form (IX.) in the Schedule hereto. Every person making an application for such extension of time, shall send to the Registrar together with the proper form of such application, a form, duly filled up, of Notice of Appeal, or of Notice of Application for leave to appeal, appropriate to the ground or grounds upon which he desires to question his conviction or sentence, as the case may be.



PROCEEDINGS BEFORE JUDGE OF APPEAL COURT UNDER  
SECTION 17

**25.**— (a) Notice of Application for leave to appeal or for extension of time within which Notice of Appeal or Notice of Application for leave to appeal shall be given under the Act in the forms in the Schedule hereto, and the answers to the questions on forms (IV.), (V.), (VI.) and (VII.), which an Appellant is, by these Rules required to make, in reference to legal aid being assigned to him, or to leave being granted to him to be present at the hearing of his Appeal, shall be deemed to be applications to the Court of Appeal in such matters respectively.

(b) The Registrar when any application mentioned in this Rule has been dealt with by such Judge shall notify to the Appellant the decision. In the event of such Judge refusing all or any of such applications the Registrar on notifying such refusal to the Appellant shall forward to him form (XIII.) in the Schedule hereto which form the Appellant is hereby required to fill up and forthwith return to the Registrar. If the Appellant does not desire to have his said application or applications determined by the Court of Appeal as duly constituted for the hearing of appeals under the Act, or does not return within five days to the Registrar form (XIV.) duly filled up by him, the refusal of his application or applications by such Judge shall be final. If the Appellant desires that his said application or applications shall be determined by the Court of Appeal as duly constituted for the hearing of Appeals under the Act and is not legally represented he may, if the Court of Appeal give him leave, be present at the hearing and determination by the Court of Appeal of his said application : provided that an Appellant who is legally represented shall not be entit-

led to be present without special leave of the Court of Appeal.

When an Appellant duly fills up and returns within the prescribed time to the Registrar form (XIV.) expressing a desire to be present at the hearing and determination by the Court of Appeal of the applications mentioned in this Rule, such form shall be deemed to be an application by the Appellant for leave to be so present. And the Registrar, on receiving the said form, shall take the necessary steps for placing the said application before the Court of Appeal. If the said application to be present is refused by the Court of Appeal, the Registrar shall notify the Appellant; and if the said application is granted, the Registrar shall notify the Appellant and the Governor of the Prison wherein the Appellant is in custody, and the Prison Commissioners, as provided by these Rules. For the purpose of constituting a Court of Appeal the Judge who has refused any such application may sit as a member of such Court, and take part in determining such application.

(c) A Judge of the Court of Appeal sitting under the provisions of section 17 of the Act may sit and act wherever convenient.

#### PROCEDURE UNDER CROWN CASES ACT, 1848

26. — (a) Where a person entitled to appeal under the Act on grounds of appeal involving a question of law alone and his appeal is not dealt with under the provisions of section 15, sub-section 2, of the Act, an application by him, or by the Respondent may at any time be made to the Court of Appeal that the questions of law raised in such Appeal should be decided by the Court of Appeal in accordance with the procedure under The Crown Cases Act, 1848, as amended by the Act. And the Court of Appeal may upon such application, or upon a report made to them by the

Registrar that the procedure under the Crown Cases Act, 1848, as amended by the Act, would, in his opinion, be a more convenient method of dealing with the points of law raised in such Appeal, make an order that the same shall be so dealt with.

(b) When an order has been made under this Rule, the Registrar shall notify the Judge of the Court of Trial thereof, and shall forward to him for the purpose of giving to him facilities in the statement of the case, a copy of the Notice of Appeal and any supplemental or explanatory statement furnished by the Appellant to the Registrar and any other information or material which the Registrar may think necessary or such Judge may require.

(c) The Judge of the Court of Trial shall forward a case stated by him in pursuance of this Rule to the Registrar, together with all documents or other material received from the Registrar, who shall on receiving the same send a copy of such case to the Appellant and Respondent respectively.

(d) Where under the provisions of the Crown Cases Act, 1848, the Judge of the Court of Trial states a case for the consideration of the Court for Crown Cases Reserved, the person convicted shall for the purposes of these Rules be deemed to be an Appellant who has appealed under section 3 (a) of the Act, provided that in such case section 15, sub-section 2 thereof shall not apply.

#### DUTIES OF DIRECTOR OF PUBLIC PROSECUTIONS

27. — (a) When the Registrar has received a Notice of Appeal, or a Notice of Appeal on grounds of law alone, which does not, in his opinion, fall within the provisions of section 15, sub section 2, of the Act, or where leave to appeal is granted to any Appellant, he shall forthwith ascertain from the person specified in form (II.) as the Pro-

secutor, unless such person shall be the Director of Public Prosecutions, or Government Department, or from the Solicitor of such person, whether the Prosecutor intends to undertake the defence of the Appeal. And in the event of the Prosecutor declining to undertake the defence of the Appeal, notice to that effect shall be sent by the Registrar to the Director of Public Prosecutions.

Where such Prosecutor in the Court of Trial was the Director of Public Prosecutions, the Registrar shall notify him of such Appeal.

(b) It shall be the duty of a Prosecutor who declines to undertake the defence of an Appeal, and of his Solicitor, to furnish to the Registrar and the Director of Public Prosecutions, or either of them, any information, documents, matters, and things in his possession or under his control connected with the proceedings against the Appellant, which the Registrar or Director of Public Prosecutions may require for the purposes of their duties under the Act.

**28.** — Where the defence of an Appeal is undertaken by a private prosecutor the Court of Appeal may, at any stage of the proceedings in such Appeal, if it shall think right so to do, order that the Director of Public Prosecutions or the Solicitor of a Government Department shall take over the defence of the Appeal and be responsible on behalf of the Crown for the further proceedings in the same.

PROCEDURE ON APPLICATIONS FOR BAIL: RIGHTS OF  
SURETIES: ESTREAT OF RECOGNISANCES

**29.** — (a) When the Court of Appeal under the Act admits an Appellant to bail pending the determination of his Appeal on an application by him duly made in compliance with these Rules the Court shall specify the amounts in which the Appellant and his surety or sureties (if any be required) shall be bound by recognisance, and shall direct,

if they think right so to do, before whom the recognisances of the Appellant and his surety or sureties (if any) may be taken.

(b) In the event of the Court of Appeal not making any special order or giving special directions under this Rule, the recognisances of the Appellant may be taken before a Justice of the Peace being a member of the Visiting Committee of and at the Prison in which he shall then be confined or the Governor thereof, and the recognisances of his surety or sureties (if any) may be taken before any Petty Sessional Court.

(c) The Registrar shall notify the Appellant and the Governor of the Prison within which he is confined, the terms and conditions on which the Court shall admit the Appellant to bail under the Act.

(d) The said Petty Sessional Court shall be entitled to require the assistance of the Police acting within such Petty Sessional Division for the purpose of making inquiry as to the sufficiency or otherwise, of any person offering himself as a surety on behalf of any Appellant who has, under the Act, been granted bail, and it shall be the duty of such Police to give such assistance to and as and when required by a Petty Sessional Court under this Rule.

(e) After the recognisance of a surety has been duly taken under these Rules by such Petty Sessional Court, the Clerk thereof shall forward such recognisance to the Registrar, and the Governor of the Prison in which the Appellant is then confined shall, after the Appellant's recognisance has been duly taken in pursuance of this Rule, forward the same to the Registrar. The Clerk shall after the recognisance of a surety is taken give to him a certificate in the form (XV.) in the Schedule hereto, which such surety shall sign, and retain.

(f) The Registrar on being satisfied that the recognisances of the Appellant and his surety or sureties (if any) are

in due form and in compliance with the order of the Court admitting the Appellant to bail, shall send in the form (XII.) in the Schedule to these Rules a notice to the Governor of the Prison in which the Appellant shall then be confined. This notice, when received by the said Governor, shall be a sufficient authority to him to release the Appellant from custody.

(g) The recognisances provided for in this Rule, shall be in the forms (X.) and (XI.) in the Schedule hereto.

(h) An Appellant who has been admitted to bail under the Act, shall, by the order of the Court of Appeal or a Judge thereof under which he was so admitted to bail, be ordered to be and shall be personally present at each and every hearing of his Appeal, and at the final determination thereof. The Court of Appeal may, in the event of such Appellant not being present at any hearing of his Appeal, if they think right so to do, decline to consider the Appeal, and may proceed to summarily dismiss the same, and may issue a Warrant for the apprehension of the Appellant in the form (XIX.) in the Schedule hereto. Provided that the Court of Appeal may consider the Appeal in his absence, or make such other order as they think right.

(i) When an Appellant is present before the Court of Appeal, such Court may on a application made by any person or, if they think right so to do, without any application make any order admitting the Appellant to bail, or revoke or vary any such order previously made, or enlarge from time to time the recognisance of the Appellant or of his sureties or substitute any other surety for a surety previously bound as they think right.

(j) Where the surety or sureties, for an Appellant under the Act, upon whose recognisances such Appellant has been released on bail by the Court of Criminal Appeal, suspects that the said Appellant is about to depart out of England or Wales, or in any manner to fail to observe the condi-



tions of his recognisances on which he was so released, such surety or sureties may lay an information before one of His Majesty's Justices of the Peace acting in and for the Petty Sessional Division in which the said Appellant is, or is by such surety or sureties believed to be, or in which such surety or sureties may then be, in the form (XVI.) in the Schedule hereto, and such Justice shall thereupon issue a Warrant in the form (XVII.) in the Schedule hereto, for the apprehension of the said Appellant.

(k) The said Appellant shall, on being apprehended under the said Warrant, be brought before the Petty Sessional Court in and for which the said Justice acts before whom the said information was laid, or some other Petty Sessional Court specified in the said Warrant. The said Petty Sessional Court shall on verification of the said information by oath of the informant, by Warrant of Commitment in the form (XVIII.) in the Schedule hereto, commit him to the prison to which persons charged with indictable offences before such Petty Sessional Court are ordinarily committed. The Governor of such prison shall, unless such prison was the prison from which the Appellant was released on bail under these Rules, notify the Prison Commissioners of such commitment, as in this Rule mentioned.

Where the Appellant is by such Petty Sessional Court committed to a Prison which was not the Prison from which he was released on bail after his conviction, the Prison Commissioners subject to any order of the Court of Appeal may transfer him to the Prison from which he was so released.

(l) The Clerk of the said Petty Sessional Court on the commitment of any such Appellant, shall forthwith notify the Registrar to that effect, and forward to him the said information and the deposition in verification thereof taken before such Petty Sessional Court together with a copy of the said Warrant of Commitment.



(*m*) At any time after an Appellant has been released on bail under the Act, the Court of Appeal may, if satisfied that it is in the interest of Justice so to do, revoke the order admitting him to bail, and issue a Warrant in the form (XIX.) in the Schedule hereto for his apprehension, and order him to be committed to prison.

(*n*) When an Appellant has been released on bail and has, under a Warrant under these Rules or by a surety or sureties, been apprehended and is in prison, the Governor thereof shall forthwith notify the Registrar who shall take steps to inform the Court thereof and the Court of Appeal may give to the Registrar such directions as to the Appeal or otherwise as they shall think right.

(*o*) Nothing in these Rules shall affect the lawful right of a surety to apprehend and surrender into custody the person for whose appearance he has become bound, and thereby to discharge himself of his suretyship.

(*p*) The Court of Appeal may on any breach of the recognisances of the Appellant, if it thinks right so to do, order such recognisances and those of his surety or sureties to be estreated, and the manner of such estreat shall be that provided for estreating recognisances under the Crown Office Rules, 1906 (Rule 115).

**30.** — It shall be the duty of the Chief Officer of Police of the district in which the Appellant shall have resided before his conviction, or of the district from which he was committed, to inquire as to and to report to the Registrar when applied to by him, upon the means and circumstances of any Appellant where a question as to his means and circumstances arises under the Act or these Rules.

**31.** — (*a*) The Prison Commissioners shall on notice from the Registrar cause from time to time such sufficient number of male and female warders to attend the sittings of the Court of Appeal, as having regard to the list of Appeals thereat they shall consider necessary.

(b) An Appellant who is not in custody, shall, whenever his case is called on before the Court of Appeal, surrender himself to such persons as the Court shall from time to time direct, and thereupon shall be searched by them, and shall be deemed to be in their lawful custody until further released on bail or otherwise dealt with as the Court shall direct.

**32.** — (a) The Registrar may, on an application made to him by the Appellant or Respondent in any Appeal, or where he considers the same to be necessary for the proper determination of any Appeal or application, or shall where directed by the Court of Appeal so to do obtain and keep available for use by the Court of Appeal any documents, exhibits, or other things relating to the proceedings before the Court, and pending the determination of the Appeal, such documents, exhibits, or other things shall be open as and when the Registrar may arrange, for the inspection of any party interested.

(b) The Court of Criminal Appeal may, at any stage of an Appeal, whenever they think it necessary or expedient in the interest of Justice so to do, on the application of an Appellant or Respondent, order any document, exhibit, or other thing connected with the proceedings, to be produced to the Registrar or before them, by any person having the custody or control thereof. Any order of the Court of Appeal under this Rule may be served as in this Rule provided.

(c) Service of any order made under this Rule shall be personal service, unless the Court otherwise order, and for the purpose of effecting due service thereof the Registrar may require the assistance of the Metropolitan Police, or may forward the order together with instructions to the Chief Officer of Police of the County or Borough in which the person is, or is believed to be, in whose custody or under whose control such document, exhibit, or other

things is; and it shall be the duty of the Metropolitan Police or of such Chief Officer of Police to carry out any directions of the Registrar under this Rule.

#### EXHIBITS IN COURT OF TRIAL, HOW DEALT WITH

**33.** — (a) Exhibits, other than such documents as are usually kept by the proper officer of the Court of Trial shall, subject to any order which the Court of Appeal may make, be returned to the person who originally produced the same, provided that any such exhibit to which the provisions of section 6 of the Act relate shall not be so returned except under the direction of the Court of Appeal.

#### NOTIFYING RESULT OF APPEALS

**34.** — (a) On the final determination of any Appeal under the Act or of any matter under section 17 of the Act, the Registrar shall give to the Appellant, if he is in custody and has not been present at such final determination, and to the Secretary of State, and to the Governor of the prison in which the Appellant then is, or from which he has been released on bail or to which under such determination he is committed, and to the Prison Commissioners, notice of such determination in the forms (XXIX.), (XXX.), (XXXI.) and (XXXII.) respectively provided for such cases in the Schedule hereto.

(b) In any of an Appeal in relation to a conviction involving sentence of death, the Registrar shall on receiving the Notice of Appeal or of Application for leave to appeal, send a copy thereof to the Secretary of State, and on the final determination of any such Appeal by the Court of Appeal shall forthwith notify the Appellant, the Secretary of State, the Governor of the prison in which the Appellant then is

or to which he is committed under such determination, and the Prison Commissioners thereof.

**35.** — (a) The Registrar at the final determination of an Appeal shall notify in such manner as he thinks most convenient to the proper officer of the Court of Trial the decision of the Court of Appeal in relation thereto and also any orders or directions made or given by the Court under the Act, or these Rules, in relation to such Appeal or any matter connected therewith.

(b) The proper officer of the Court of Trial shall on receiving the notification referred to in this Rule, enter the particulars thereof on the Records of the Court of which he is such officer.

**36.** — Upon the final determination of an Appeal for the purposes of which the Registrar has obtained from the proper officer of the Court of Trial any original depositions, exhibits, indictment, inquisition, plea, or other documents usually kept by the said officer, or forming part of the Record of the Court of Trial, the Registrar shall cause the same to be returned to such officer.

#### LEGAL AID TO APPELLANTS

**37.** — A report made by the Registrar under section 15, sub section 5, of the Act shall be made to a Judge of the Court, and any directions given thereupon by such Judge shall be final.

**38.** — (a) The Clerk of Assize on each Circuit in England and Wales shall cause to be prepared, in such form as he thinks most convenient, a list of Counsel usually attending Courts of Assize and County and Borough Quarter Sessions held in the Counties on his Circuit who are willing to act as Counsel for Appellants if and when nominated under the Act. In the preparation of such list the Clerk of Assize shall, as far as possible, indicate the towns or places on his Circuit at which such Counsel usually practise.

The Clerk of Assize on each Circuit shall also cause to be prepared in such form as he thinks most convenient a list of Solicitors practising at places within Counties comprising his Circuit as shall be willing to act as Solicitors on behalf of Apellants if and when nominated so to do under the Criminal Appeal Act, 1907 ; and the Clerk of Assize may for the purposes of preparing such list of Solicitors consult with the President of the Law Society or the President or Chairman of any Local Law Society within the counties comprising his Circuit.

Such list shall be prepared and forwarded to the Registrar as soon as may be after April 18, 1908, and before the conclusion of the winter assize in each succeeding year shall be similarly revised by, and, when revised, forwarded by the Clerk of Assize to the Registrar.

For the purposes of this Rule the Quarter Sessions for the Counties of London and Middlesex respectively and the Sessions of the Central Criminal Court shall be deemed to be Courts of Assize for their respective jurisdictions ; and the Clerks of the Peace of the said Counties and the Clerk of the Central Criminal Court shall be respectively deemed to be Clerks of Assize.

(b) When legal aid is assigned to an Appellant, the Court of Appeal may give such directions as to the stage of the Appeal at which such legal aid shall commence and whether Counsel only, or Counsel and Solicitor, shall be assigned or otherwise as they think right.

The Registrar shall thereupon, subject to any special order of the Court of Appeal select from such lists or other-

wise a Counsel  $\frac{\text{or}}{\text{and}}$  Solicitor for the purpose of affording

legal aid to an Appellant under the directions of the Court of Appeal, having regard in so doing to the place at which the Appellant was tried and the Counsel or Solicitor, if

any, who represented the Appellant at his trial and the nature of the Appeal.

#### COPIES OF DOCUMENTS FOR USE OF APPELLANTS

39. — (a) At any time after Notice of Appeal or Notice of Application for leave to appeal has been given under the Act or these Rules, an Appellant or Respondent, or the Solicitor or other person representing either of them, may obtain from the Registrar copies of any documents or exhibits in his possession under the Act or these Rules for the purposes of such Appeals. Such copies shall be supplied by the Registrar at such charges as may be provided in regulations as to rates and scales of payment to be made by the Treasury, and such charges shall be paid by stamps.

(b) Where Solicitor and Counsel, or Counsel only, are assigned to an Appellant under the Act, copies of any documents or exhibits which they or he may request the Registrar to supply shall without charge be supplied unless the Registrar thinks that they are not necessary for the purpose of the Appeal.

(c) A transcript of the Shorthand Notes taken of the proceedings at the trial of any Appellant shall not be supplied free of charge, except by an Order of the Court of Appeal or a Judge thereof, upon an application made by an Appellant or by his Counsel or Solicitor assigned to him under the Act.

(d) Where an Appellant, who is not legally represented, requires from the Registrar a copy of any document or exhibit in his custody for the purposes of his Appeal, he may obtain it free of charge if the Registrar thinks, under all the circumstances it is desirable or necessary to supply the same to him.



PROCEDURE AS TO WITNESSES BEFORE COURT OF APPEAL, AND  
THEIR EXAMINATION BEFORE EXAMINER

40. — (a) Where the Court of Appeal have ordered any witness to attend and be examined before the Court under section 9 (b) of the Act, an order in the form (XXV.) in the Schedule hereto shall be served upon such witness specifying the time and place at which to attend for such purpose.

(b) Such order may be made on the application at any time of the Appellant or Respondent, but if the Appellant is in custody and not legally represented the application shall be made by him in the form (XXVI.) in the Schedule hereto.

(c) Where the Court of Appeal order the examination of any witness to be conducted otherwise than before the Court itself, such order shall specify the person appointed as examiner to take and the place of taking such examination and the witness or witnesses to be examined thereat.

(d) The Registrar shall furnish to the person appointed to take such examination any documents or exhibits and any other material relating to the said Appeal as and when requested so to do. Such documents and exhibits and other material shall after the examination has been concluded be returned by the Examiner together with any depositions taken by him under this Rule to the Registrar.

(e) When the Examiner has appointed the day and time for the examination he shall request the Registrar to notify the Appellant or Respondent and their legal representatives, if any, and when the Appellant is in prison, the Governor of that Prison, thereof. The Registrar shall cause to be served on every witness to be so examined a notice in the form (XXVII.) in the Schedule hereto.



(f) Every witness examined before an Examiner under this Rule shall give his evidence upon oath to be administered by such Examiner, except where any such witness in giving evidence as a witness on a trial on indictment need not be sworn.

(g) The examination of every such witness shall be taken in the form of a deposition in the same manner as is prescribed by section 17 of The Indictable Offences Act, 1848 (11 et 12 Vict. c. 42), and unless otherwise ordered shall be taken in private. The caption in the form (XXIV.) in the Schedule hereto shall be attached to any such deposition.

(h) Where any witness shall receive an order or notice to attend before the Court of Appeal or an Examiner, the Police Officer serving the same may, if it appears to him necessary so to do, pay to him a reasonable sum not exceeding the amount of the scale sanctioned by the Secretary of State for the travelling expenses of such witness from his place of residence to the place named in such notice or order, and the sum so paid shall be certified by such Officer to the Registrar. Any expenses certified by the Registrar under this Rule shall be paid as part of the expenses of a prosecution.

(i) Any order or notice required by this Rule to be given to any witness may be served as an order may be served under Rule 32 (c) hereof, and any such notice shall be deemed to be an order of the Court of Appeal on such witness to attend at the time and place specified therein.

(j) The Appellant and Respondent, or Counsel or Solicitor on their behalf, shall be entitled to be present at and take part in any examination of any witness to which this Rule relates.

44.— When an order of Reference is made by the Court of Appeal under Section 9 (d) of the Act, the question to be referred and the person to whom as Special Commissioner the same shall be referred shall be specified in such order.

The Court of Appeal may in such order or by giving directions as and when they from time to time shall think right, specify whether the Appellant or Respondent or any person on their behalf may be present at any examination or investigation or at any stage thereof as may be ordered under section 9 (d) of the Act, and specify any and what powers of the Court of Appeal under the Act or these Rules may be delegated to such Special Commissioner, and may require him from time to time to make interim reports to the Court of Appeal upon the question referred to him under section 9 (d) of the Act, and may, if the Appellant is in custody, give leave to him to be present at any stage of such examination or investigation and give the necessary directions to the Governor of the prison in which such Appellant is, accordingly, and may give directions to the Registrar that copies of any Report made by such Special Commissioner shall be furnished to the Appellant and Respondent or to Counsel or Solicitor on their behalf.

#### CAUSE LISTS

**42.**—(a) The Registrar shall keep a Register, in such form as he think right, of all cases in which he shall receive a notice of appeal, or notice of application for leave to appeal under the Act, which Register shall be open for public inspection in such place and at such hours as the Registrar, subject to the approval of the Court of Appeal, shall consider convenient.

(b) The Registrar shall also take the necessary steps for preparing from time to time, a general list of cases to be dealt with by the Court of Appeal when fully constituted for hearing Appeals under the Act or for considering applications which a Judge of the Court has, when sitting, under Section 17 of the Act, refused to grant, and shall cause such list to be published at such times in such a

manner and at such places as subject to the approval of the Court of Appeal he shall think convenient for giving due notice to any parties interested, of the hearing of such cases by the Court of Appeal.

(c) The Registrar shall also prepare from such general list a list of Appeals and applications which have been refused by a Judge of the Court of Appeal when sitting under section 17 of the Act which the Court of Appeal may consider on the days on which the Court of Appeal as fully constituted shall sit, and shall cause such list to be published at such times, in such places, and in such a manner as he, subject to the approval of the Court of Appeal, shall think convenient for giving due notice to any parties interested therein of the hearing of the cases in such list by the Court of Appeal. Provided that, where an Appellant is in custody and has obtained leave or is entitled to be present at the hearing and determination of his application or Appeal, the Registrar shall notify the Appellant, the Governor of the Prison in which the Appellant then is, and the Prison Commissioners, of the probable day on which his Appeal or application will be heard. The Prison Commissioners shall take steps to transfer the Appellant to a prison convenient for his appearance before the Court of Appeal, at such a reasonable time before the hearing as shall enable him to consult his legal adviser, if any.

#### MISCELLANEOUS PROVISIONS

**43.**—(a) Except where otherwise provided in these Rules, any application to the Court of Appeal may be made by the Appellant or Respondent, or by Counsel on their behalf, orally or in writing, but in regard to such applications if the Appellant is unrepresented and is in custody and is not entitled or has not obtained leave to be present before the Court, he shall make any such application by forwarding

the same in writing to the Registrar, who shall take the proper steps to obtain the decision of the Court thereon.

(b) In all proceedings before a Judge under section 17 of the Act, and in all preliminary and interlocutory proceedings and applications, except such as are heard before the full Court, the parties thereto may be represented and appear by a Solicitor alone.

**44.—** When the Court of Appeal has heard and dealt with any application under the Act or these Rules, the Registrar shall (unless it appears to him unnecessary so to do) give to the Appellant (if he is in custody and has not been present at the hearing of such application), notice of the decision of the Court of Appeal in relation to the said application.

**45. —** Non-compliance on the part of an Appellant with these Rules or with any rule of practice for the time being in force under the Act, shall not prevent the further prosecution of his Appeal if the Court of Appeal or a Judge thereof consider that such non-compliance was not wilful, and that the same may be waived or remedied by amendment or otherwise. The Court of Appeal or a Judge thereof may in such manner as he or they think right, direct the Appellant to remedy such non-compliance, and thereupon the Appeal shall proceed. The Registrar shall forthwith notify to the Appellant any directions given by the Court or the Judge thereof under this Rule where the Appellant was not present at the time when such directions were given.

**46. —** The performance of any duty imposed upon any person under the Act or these Rules may be enforced by order of the Court of Appeal.

**47.—** Any Warrant for the apprehension of an Appellant issued by the Court of Appeal shall be deemed to be, for all purposes, a Warrant issued by a Justice of the Peace for the apprehension of a person charged with any indic-

table offence under the provisions of The Indictable Offences Act, 1848 (11 and 12 Vict. c. 42) or any Act amending the same.

**48.** — When the Secretary of State exercises his powers under section 19 (a) of the Act and refers the whole case to the Court of Appeal, the petitioner whose case is so dealt with shall be deemed to be for all the purposes of the Act or these Rules a person who has obtained from the Court of Appeal leave to appeal, and the Court of Appeal may proceed to deal with his case accordingly.

**49.** — The payments to be made in pursuance of orders by the Court of Appeal on a County or Borough Treasurer under section 13, sub-section 2 of the Act shall be payable by him either to the persons in whose favour such orders are made or to the Solicitor of or assigned to the Appellant in any case or to any Police Officer named in the order. Such payments may if and when convenient be made by cheque or Post Office Order. Orders for payment under this Rule shall be in the form (XXVIII.) in the Schedule hereto.

**50.** — The Judges of the Court of Criminal Appeal shall make arrangements for any sittings that may be necessary between August 1 and October 12.

**51.** — Where the Secretary of State refers a point to the Court of Criminal Appeal under section 19 (b) of the Act, such Court shall, unless they otherwise determine, consider such point in private.

*March 17, 1908.*



## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages généraux

**Annal Practice.** — London, 1912.

**Annuaire de Législation Etrangère**, publiée par la Société de Législation comparée. Paris, 1871...(paraît annuellement.)

**Anson.** — *Law and Custom of the Constitution.* London, 1909.

**Archbold.** — *Criminal Pleading.* London, 23<sup>e</sup> édit., 1912.

**Austin.** — *Lectures on Jurisprudence*, 1911. London, 2 volumes.

**Atkinson (C. M.).** — *The Magistrate's general Practice.* London, 1910, in-8°.

**Blackstone (Sir).** — *The Commentaries on the Laws of England, adapted to the present State of the Law by M. R. Kerr*, 4 vol. in-8°, London, 1876.

**Blount.** — *A Law Dictionary and Glossary interpreting such difficult and obscure Words and Terms as are found either in our Common or Statute ancient or modern Laws.* in-folio, London, 1717.

**Boulton.** — *The Law and Practice of a Case.* London, 1902, in-8°.

**Bowen-Rowlands.** — *Criminal Proceedings on Indictment and Information*, in-8°, London, 1910

**Chitty (J.).** — *The Laws of England* (recueil). London, 1893.

**Chitty (J.).** — *Treatise on the Criminal Law.* London, 1841, 3 volumes.



- Cohen (H.).** — *The Spirit of our Laws*. London, 1906.
- Cottu.** — De l'Administration de la justice criminelle en Angleterre et de l'esprit du Gouvernement anglais, in-8°, Paris, 1820.
- Cross (J. C.).** — *England's Lamentations*. London, 1867.
- Douglas (C. G.).** — *Summary Jurisdiction Procedure*, in-8°. London, 1907.
- Duer.** — *Evidence*. London, 1858.
- Ellis and Blackburn.** — *Report of Cases argued and determined in the Court of Queen's Bench*, 8 vol. in-8°. London, 1853-1859.
- Encyclopædia of the Laws of England with Forms and Precedents.** — 2° édit. edited by A Wood Renton and Max A. Roberston, 15 vol. in-8°. London, 1906-1900, first annual supplement, 1910.
- Faye (R.).** — Les pouvoirs du juge en Angleterre. Thèse, Paris, 1912.
- Forster-Fulton.** — *The Law and Practice of a Case stated*. London, 1902.
- Franqueville (C<sup>t</sup> de).** — Le système judiciaire de la Grande-Bretagne, 2 vol. in-8. Paris, 1893.
- Fitzjames Stephen.** — *History of Criminal Law of England*. London, 3 volumes, 1842.
- Gerland (H.).** — *Die englische Gerichtsverfassung*. Stuttgart, 1911, 2 vol.
- Guérin (L.).** — Procédure criminelle en Angleterre, in-8°, Paris, 1890.
- Guionin (H.).** — La juridiction du *Coroner*. Thèse, Paris, 1908.
- Halsbury (Earl of).** — *The Laws of England, being a complete Statement of the whole Law of England*. London, in-4°, 21 volumes parus depuis 1907. Voir aux mots *Criminal Law* et *Criminal Courts*, volume 9. *Butterworth*. London, 1909.

- Hansard.** -- *The Parliamentary Debates (Official Reports)*, 5 séries. London.
- Harris (S. F.).** — *Principles of Criminal Law*, in-8°. London, 1908.
- Hawkin.** — *Pleas of the Crown*, in-folio. London, 1630.
- Henderson (J. S.).** — *An analytical Digest of Cases published in the L. J. Reports and the L. R. 1906-1910 with Reference to the Statutes passed during the same Period*. London, 1911, in-8°, 8 vol.
- Henderson (J. S.) and Agnew (W. F.).** — *The Code of the Criminal Procedure*. London, 1904, in 8°.
- Holdsworth (W. S.).** — *A History of English Law*, in-8°, London, 1903.
- Maxwell (P.).** — *On the Interpretation of Statutes*. London, 1905.
- Mendelssohn-Bartholdy.** — *Das Imperium des Richters. Ein Versuch kasuistischer Darstellung nach dem englischen Rechtsleben im Jahre 1906-1907. Nebst zwei anhangen Criminal Appeal Act 1907 and Probation of Offenders Act 1907*; Strassburg, 1908, in-8°.
- Mendelssohn Bartholdy.** — *Die englische Gerichtsverfassung of a Court of Criminal Appeal*. Strassburg, 1908.
- Pike.** — *History of Criminal Law*. London, in-8°, 1880.
- Poland (Harry).** — *Changes in Criminal Law*. London, 1901.
- Roscoe.** — *Digest of the Law of Evidence and the Practice in Criminal Cases*. In-8°. London, 1908.
- Russel (W. O.).** — *Treatise on Crimes and Misdemeanours*, 7<sup>th</sup> edi. by W. T. Craies and L. C. Hairshaw, 3 vol. in-8°. London, 1908.
- Short and Mellor.** — *The Practice on the Crown Side of the King's Bench Division of his Majesty's High Court of Justice...with appendices of rules and forms*, in-8°. London, 1909.
- Stephen.** — *A Digest of Criminal Law*, in-8°. London, 1904.

- Stephen.** — *A Digest of the Laws of Evidence*, in-8°. London, 1899.
- Stephen.** — *New Commentaries of the Laws of England*, 4 vol. in-8°, 15<sup>th</sup> edit. by Senks. London, 1908.
- Smith.** — *Commonwealth of England*, 1565.
- Sweet.** — *Law Dictionary*. London, 1873.
- Thayer (J.).** — *A preliminary Treatise on Evidence on Common Law*. London, 1898.
- Twaites (C.).** — *A Guide to criminal Law and Procedure*, in-8°. London, 1906.
- Vaughan.** — *Laws and Evidence*. London.
- Wigram (K.).** — *The Justices' Note-book, containing a short Account of the Jurisdiction and Duties of Justices and an Epitome of Criminal Law*, in-8°. London, 1910.

### Ouvrages spéciaux

- Boulton.** — *The Criminal Appeal*. London, 1908.
- Bowyer (G.).** — *Four Letters from the Times on the Criminal Appeal Bill*. London, 1873.
- Cohen (H.).** — *The Criminal Appeal Act 1907 with the Rules and Forms*. London, 1907.
- Kempster.** — *Perversion of Justice*. London, 1905.
- Morgan (T. W.).** — *The Law and Practice under the Criminal Appeal Act*. London, 1908.
- Poland (Harry) and Cohen.** — *The Criminal Appeal Act 1906* (n'est pas dans le commerce.)
- Sibley.** — *The Criminal Appeal Act, Rules and Forms*. London, 1908.
- Wrottesley and Jacobs.** — *The Law and Practice of the Criminal Appeals*. London, 1910.

## Périodiques et Recueils de Jurisprudence

**Accounts and Papers.** — *Published by Authority* (London, Wymon and Sons).

**Barnewall and Alderson.** — *Reports of the Cases argued and determined in the Court of King's Bench*, 5 vol. in-8°. London, 1818-1822.

**Barnewall and Cresswell.** — *Reports of Cases argued and determined in the Court of King's Bench Division*, 10 volumes in-8°. London, 1823-1832.

**Cohen.** — *The Criminal Appeal Reports* (cités *Crim. App. Rep.*). London, 1908.

**Daily-Mail.** — London.

**Daily-News.** — London.

**Daily-Telegraph.** — London.

**Dowling (A.-C.).** — *Reports of Cases argued and determined in the Court of Queen's Bench*, 8 vol. London, 1853-1859.

**The Globe.** — London.

**Journal of the House of Lords**, 1509-1510, 141 vol. in-folio. London, 1909-1912, *published yearly*.

**Justice of the Peace** (cité J. P.), 76 vol. in-4°, 1834-1912, *published weeckly*.

**Law Journal Reports** (cités *L. J. Magistrates' Cases M. C.*), 9 vol. in-8°, London, 1823-1831; *new series* 79 v. in-8°, London, 1832-1912, *published monthly*.

**Law Magazine and Law Review (The)**, 37 vol. in-8°. London, 1872-1912.

**Law Quarterly Review (The)**, 28 vol. in-8°. London, 1885-1912.

**Law Reports (The)** (cités *L. R.*). *Queen's Bench Division (Q. B. D.)*, 20 vol. in-8°. London, 1891-1900. *King's Bench Division (K. B. D.)*, 24 vol. in-8°, London, 1901-1912, *published monthly*.

**Law Times** (cité *L. T.*).

**Law Times Reports** (cités *L. T. R.*), 104 vol. in-8°. London, 1860-1911.

**Parliamentary papers**, *Published by Authority*. London, Wymon and Sons.

**Public General Acts**. *Published by Authority*. London, Wymon and Sons.

**Solicitor's Journal**. — London.

**Sunday Times**. — London.

**Times (The)**. — London.

Et la plupart des grands quotidiens de Londres et de la province.

## TABLE DES MATIERES

|                       | Pages |
|-----------------------|-------|
| INTRODUCTION. . . . . | 5     |

### TITRE I

#### Historique

#### CHAPITRE I

##### De l'appel au criminel avant la réforme de 1907

|                                                |    |
|------------------------------------------------|----|
| Les origines. <i>L'Attaint</i> . . . . .       | 15 |
| <i>Venire de Novo. New Trial</i> . . . . .     | 20 |
| <i>Writ of Error</i> . . . . .                 | 25 |
| <i>Court of Crown Cases Reserved</i> . . . . . | 32 |

#### CHAPITRE II

##### La réforme du Bill de 1907

|                                                                     |     |
|---------------------------------------------------------------------|-----|
| § I. — De 1840 à l'affaire Beck 1904 . . . . .                      | 46  |
| § II. — De l'affaire Beck à la loi de 1907 . . . . .                | 74  |
| § III. — Le <i>Criminal Appeal Act</i> devant le Parlement. . . . . | 108 |

### TITRE II

#### Le Criminal Appeal Act 1907.

#### Théorie. Jurisprudence. Procédure

#### CHAPITRE I

##### Droit d'appel

|                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------|-----|
| I. — A qui l'Act de 1907 confère-t-il le droit<br>d'appel. . . . . | 126 |
| II. — Fondements du droit d'appel. . . . .                         | 136 |
| a) Appel de la condamnation . . . . .                              | 143 |
| b) Appel de la sentence . . . . .                                  | 143 |

## CHAPITRE II

### La Cour d'appel criminel. Ses pouvoirs.

#### La Jurisprudence

|                                                                                   |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. — La Cour d'appel criminel . . . . .                                           | 149 |
| II. — Les pouvoirs de la Cour . . . . .                                           | 152 |
| 1° Appel de la condamnation. . . . .                                              | 153 |
| a) Appel <i>on question of fact</i> . . . . .                                     | 155 |
| b) Appel <i>on question of law</i> et l'appel à la<br>Chambre des Lords . . . . . | 189 |
| 2° Appel de la sentence . . . . .                                                 | 203 |

## CHAPITRE III

### Les moyens d'investigation. La procédure

|                                           |     |
|-------------------------------------------|-----|
| I. — Des moyens d'investigation . . . . . | 223 |
| II. — Procédure . . . . .                 | 230 |

## CONCLUSION

|                                     |     |
|-------------------------------------|-----|
| Appréciations et réformes . . . . . | 241 |
|-------------------------------------|-----|

## APPENDICE

|                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ANNEXE I. — Glossaire . . . . .                                               | 255 |
| ANNEXE II. — Textes . . . . .                                                 | 266 |
| 1° Projet déposé par le Gouvernement devant<br>la Chambre des Lords . . . . . | 266 |
| 2° <i>The Criminal Appeal Act 1907</i> . . . . .                              | 273 |
| 3° <i>Criminal Amendment Act 1908</i> . . . . .                               | 289 |
| ANNEXE III. — <i>Statutory Rules and Orders 1908</i> . .                      | 291 |
| ANNEXE IV. — Bibliographie . . . . .                                          | 327 |











